هيكذاءن الإمن

L'Economie : bourrasque sur les la ques

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Cambodge:

l'ONU humillée

trer le peu de cas qu'ils font d'un scrutio qu'ils boycottent et des secords de paix de Paris, qu'ils avaient pourtant signés. Les « bérets bleus » de l'APRONUC,

l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge, n'étant pas en mesure de faire face, les sol-dats du régime de Phnom-Penh

L'ONU opparaît impuissante

face à une situation qui se dégrade dans un pays où elle avait pourtant pour mandat impératif de restaurer la paix après deux décennies de guerre et de massacres perpétrés par

et de massacres perpetres per les Khmers rouges, impuissants et décrédibiliées par la faiblesse de ses moyens face aux ambi-tions armées rivales, qui se jouent à l'avance de la volonté populaire que le scrutin du 23 au 28 mai par caract avantant

28 mai est consé exprimer.

Et, toujoure comme dens l'ex-Yougosiavis, la pire était prévi-sible. Personne n'ignorait que les Khraere

qu'un signe de faiblesse de la communauté internationale pour

nemienne qui a entraîné un début d'exode, enfin en quittant Phnom-Penh le mois demier.

hommes d'affaires locaux, l'ouest du Cambodge, fournis-

N'ayent pes les moyens — mai-gré une opération d'un coût de 2 millierds de dollers, la plus ondreuse de son histoire — ni la Kimmers

euse de son histoire — ni le erté de contrer les Khmers pie, l'ONU n'a pas non plus fompter les embitions des irries de Phnom-Penh, eux il peu décireux de passer par séculos libres qui risquent lates preuve de leur impo-rité. Devent cette démission preuvent le leur impo-

rite. Devent cette ceminale organisation internationale

de notre correspondent JEAN-CLAUDE POMONTI

que » contre la comme

MARDI 4 MAI 1993

Edouard Balladur reporte l'annonce du plan de redressement économique

Le suicide de Pierre Bérégovoy a provoqué un trouble profond dans le pays

4 mai à 15 heures. M. Mitterrand a fait savoir qu'il y assisterait. En raison de la « grande émotion » soulevée par le mort de l'ancien premier ministre, Edouard Balladur e décidé de différer de quelques jours la publication du rapport Raynaud sur l'état de la France et l'adoption du plan de redressement. Alors que le chef de l'Etat, présent le soir même à l'hôpital du Val-de-Grâce où avait été transporté l'ancien premier ministre, choisisseit de

La tragédie du pouvoir

par Jean-Marie Colombani

Raymond Barre a trouvé les mots justes : le silence, ou, si l'on est croyant, la prière. Voità ce que l'on doit d'abord à cet homme qui s'est offert en sacri-

Sans donte sait-on, depuis Albert Camus, que le suicide est e le seul problème philosophique tione en falsant preuve de fer vraiment sérieux», qu'il reste un mystère. Mais comment oc pas penser à ce héros de Feu follet, ce film dans lequel Louis Malle montre comment un dégoût pour comme une forme de salut, en même temps qu'un message à ses

Des amis, il en evait, lui si fidèle, si attentif. Mais parmi ceux qui désignent enjourd'hui des responsables, à droite, ou dans la presse, combien l'ont entouré, quand ils le savaient brise? Où sont-ils, qui sont-ils, ceux qui se prévalent de son amitié, et qui penvent dire : cons l'evons entouré? Ceux-là, parmi ceux qu'il est convenn d'appeler ses «amis politiques», qui lui imputaient plus que sa part de la

de faire silence. Mais Pierre Bérégovoy n'a pas la société, de même que pour soi, seulement mis fin à ses jours. Il a conduit à considérer la mort aussi accompli un acte politique, qui justific qu'on s'y arrête.

quasi total et prendre le risque

d'un affrontement militaire avec

Après des mois d'etermoie-ments, la diplomatie s'était récl-

lement mise en branle le 26 août

1992 lors de l'ouverture à Lon-

dres de la conférence internatio-

nale sur l'ex-Yougoslavie. Outre

les belligérants, y participaient octamment les ministres des

affaires étrangères des Douze, le secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, des

représentants de la Conférence islamique, et des Btats riverains du conflit – comme la Hongrie et l'Albanie. Le négociateur de la

défaite, feraient bien, eux aussi,

Les obsèques de Pierre Bérégovoy, qui s'est donné la mort rester ellencieux, tous les dirigeants politiques ont selué le samedi 1º mai à Nevers, seront célébrées dans cette ville mardi mémoire de Pierre Bérégovoy, rendent hommage, à droite comme à gauche, à son courage, à son sens de l'Etat, à la force de ses convictions. La plupart des porte-parole du Parti socia-"ste ont également dénoncé les attaques portées contre lui au cours des demiers mois, mettant en cause les campagnes de « dénigrement » et de « harcèlement » notamment contre sa gestion économique et son implication dans l'affaire du prêt que lui



Comprendre

par Bruna Frappat

Un suicide ne e explique pes, il e'interprète. C'est d'ail-ieurs son but : il est la demier e'en va. Son demier message, sa demière concession à autrui : comprenne qui pourra.

La quête anxieuse des explications laisse les survivants sans voix ou excessivepour se rassurer, et le plus souvent en cherchant des coupables. Les esprits simplea et carrés débusquent le principe unique, la cause sin-gulière, l'élément isolé donnant son sens à l'acte incompréhensible et permettant de clora le dossier des cuipabil-tés potentielles en les focalisant sur un fait, un événe ment, une corporation,

Oulconrue a vécu - et qui ne l'a fait? - l'onde de choc du suicide d'un proche sait bien que la mort qu'on se donne, on le donne aussi aus autres. Que le fait de se taire de la sorte est une manière d'ouvrir un ultime dialogue avec les vivante, une autre menière de s'adresser à eux, une fois épuisées les voies de recours de la pa

Lire la suite page 6

par PHILIPPE BROUSSARD

Lire aussi Le dernier jour du maire

Un espoir de paix pour la Bosnie

Le plan Vance-Owen a été, enfin, paraphé dimanche 2 mai à Athènes par le chef de la communauté serbe Son sort dépend maintenant du « Parlement » de Pale, qui se prononcera mercredi communauté internationale pour repertir à l'attaque. A ceux qui auraient voulu l'oublier, ils l'ont rappelé, d'abord par des coupe d'épingle, puis par des attentats et des attaques de plus en plus audecieux et sanglants, par une campagne de « nettoyège ethnicampagne de « nettoyège ethnicampagne de » nettoyège ethnicampagne de » nettoyège ethnicampagne de » nettoyège ethnicampagne de » nettoyège ethnicampagne » de » nettoyège » det » nettoyège » det » nettoyège » det » nettoyège » de » nettoyège » nett

par Alain Debove

Huit mois. Il sura donc fallu huit mois de tractations diplomatiques et de menaces pour que les Serbes de Bosnie consentent à parapher l'ensemble du plan de paix Vance-Owen et notamment la carte du redécoupage de la Bos-L'ONU n'a pes, non pius, eu le courage de mettre en cause publiquement l'attitude, nie en dix provinces autonomes -Sarajevo bénéficiant d'un statut à cause publiquement l'attitude, pour le moins ambigué, de la Thallande voisine. Base arrière des Khmers rouges, Bangkok tolère que ceux-ci mettent en coupe réglée, pour le plus grand profit de certains militaires et hommes. d'affaires locaux part. Cette fois, le président serbe Slobodan Milosevic, dont les pressions sur ses «frères» de Bosnie ont été décisives, semble bien avoir pris conscience que, fante d'accord, le temps travaillerait désormais contre lui et qu'il valait mieux pour lui consolider les acquis que continuer à défier la

> Gel des traitements dans la fonction publique Edouard Balladur a Informé

du président du Sri-Lanka La police accuse les Tigres

les représentants des syndi-

d'une organization internationale dont les Cambodgiens attendaient tant, l'aventure était vouse à l'échec. En l'absence d'une réaction d'orqueil de dernière minute de l'APRONUC qui salt? — occupit mai comment le plan de paix pourrait réussir. L'autorité et le prestige de l'Offil en aftiont gravement. Lire page 13 les articles de JEAN-PIERRE CLERC Le second proces de l'ONU en pâtiront gravement, et pas seulement su Cambodge. du sang contaminé Lire page 13 l'artici

> docteurs Garretta et Allein et du professeur Roux. Lire page 14

La cour d'appel de Paris réexamine l'affaire, six mois après la condamnation des.

l'article de MAURICE PEYROT

communauté internationale, pion- CEE, lord Carrington, las d'avoir ger son pays dans un isolement affaire à des Serbes, des Croates et des Musulmans a qui mentaient tous », passa la main à David Owen, lui aussi ancien secrétaire au Foreign Office. L'ambition de

ce dernier, en étroite collaboration avec Cyrus Vance, le médiateur déjà désigné par l'ONU, était de « faire vite ». Les opinions

EDUARDO MENDOZA

publiques, qui s'étaient peu mobi-lisées face à la «première guerre» (l'invasion de la Croatie par l'armée fédérale), venaient cette fois de recevoir des images et des reportages sur les camps de détentioo, le siège de Sarajevo, les viols, les tortures, la purification ethnique et autres atrocités.

Lire la suite page 10

■ Le leader das Serbes de Bosnie e donné son eccord

Les Etats-Unis a'impliquent militairement dans la crise

Mendoza

L'ANNÉR DU DÉLUGR

Editions du Seuil

per ALAIN FRACHON

 Des délits d'initiés au prêt sans intérêt E Les mots at la mort par EDWY PLENEL Une autra concaption

de Nevers

du social per MICHEL NOBLECOURT Une vie qui se confond

avec l'histoire de la gauche par THIERRY BRÉHIER et PATRICK JARREAU

De Roger Salengro

à Robert Boulin

L'état dépressif. un retour vers le passé par FRANCK NOUCH!

Les réactions en France Point de vue :

la première victime d'une nouvelle culture per FRANÇOIS LÉOTARD ■ Témoignage : le suicide

d'un juste par LAURENT FABIUS

A la télévision : du Val-de-Grâce per DANIEL SCHNEIDERMANN

Les réactions

à l'étranger Un acte mûrement

par JACQUES SPINDLER

 Exemple français per BERTRAND POIROT-DELPECH

page 28

A L'ETRANGER : Algéria, 4.50 DA: Merce, 8 DH; Tunisia, 850 m; Albamagna, 2.50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgiqua, 45 FB; Canada, 2.25 \$ CAN; Antillee-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoira, 485 F CFA; Danermark, 14 KRD; Expagna, 190 PTA; Antillee-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoira, 485 F CFA; Danermark, 14 KRD; Expagna, 190 PTA; Portugal, 190 esc; Sánágal, 450 F CFA; Sulsee, 1,60 FS; USA (NY), 2 S; U

LA CHIMIE À L'ÉCHIER. AN VOLUTION LAVOSES ar no 1 MILLIAN - F TONE OF THE PARTY O me History

he Guardian achèr

the Observer,



Un hommage unanime

Les obsèques de Pierre Bérégovoy se dérouleront mardi 4 mai, à 15 héures, dans la cathédrala de Nevers : il sera inhumie dens la cimetière de la ville dont il était le maite depuis 1983. Une chapelle ardente sera euparavant dressáe dans le palais ducal de la capitala de la Nièvre, après que son corps aura été ramené du Val-de-Grâce à Paris, où un hommage pourra lui être rendu par le public lundi après-midi. C'est dans cet hôpital militaire que l'ancien premier ministre avait été transféré dans la soirée de samedi, après s'être tiré une balle dans la tête au bord d'un canal proche de sa ville. Les médecins de l'hôpital da Nevers, où il evait été transporté dens un état désespáré, avaient estimé ns pas avoir les moyens d'Intervenir. Pierre Bérégovoy est décédá dans l'hélicoptère qui le rapatriait à Paris.

François Mitterrand et Edouard Balladur l'attendalent au Val-de-Grâce, en compagnie de Charles Paaqua, d'Edmond Alphandéry et de plusieurs membres de la familla de l'ancien premier ministre, que sa femme a accompagné depuia Nevers. Au début de la nuit de semedi, plusieurs centaines de personnes stationnaient, dans le eilence et le recuaillement, devant cet hôpital. Elles ont été eussi nombreuses toute la journée de dimanche. plusieurs d'entre elles déposant devant les grilles des bouquets de fleurs ou manifestant leur sympathie aux nombreusee personnalités venuas se recuaillir devant le corps de Pierre Barégovoy : Simone Veil, Pierre Mauroy, Michel Rocard, Bernard Kouchner, Dominiqua Strauss-Kahn, Marcel Dabarge, Clauda Cheysson, Yvatte Roudy, Alain Calmat Marie-Noëlla Lienemann.

Le président de la Républiqua a vécu la journée da dimanche dans le « recueillement », ont fait savoir ses proches, tant il ressent le décès de son ancien collaborateur comme «un deuil personnel». Ils ont ajouté qu'il avait été présent, samedi. « dans les moments les plus difficiles », auprès de la familla de Piarre Bérégovoy, à lequelle il a témoigné « son attachement, son affection et sa sympathie ». Au lendemain de ca drame, il a donc préfèré «le silence». L'entourage de M. Mitterrand e fait savoir qua celui-ci evait au, au cours des demières semaines et des demiers jours, plusieurs contacts téléphoniques avec son ancien premier ministre, le dernier remontant à jeudi, et qu'ils avaient alors convenu de se voir au début de cette semaine. La classe politique tout entière a rendu hommage à Pierre Bérégovoy. Edouard Balladur a prévu d'assister aux obsèques de son prédéces-

seur à l'hôtei Matignon, où l'émotion est très vive parmi tout la personnel. Constatant que ce décès avait « soulevé dans notre pays une grande imotion », la premier ministre a décidé, dimanche, de « retarder de quelques jours l'adoption et la publication du plan de redressement préparé par le gouvernement». Le « rapport d'étape sur le bilan da la France », préparé par la commission présidée par Jean Raynaud, et qui devait être rendu public lundi 3 mai, ne le sera qu'à la fin de la semaine. De même, le collectif budgétaire ne figurera pas à l'ordre du jour du conseil des ministres du marcredi 5 et la conférence de presse qui devait suivre celui-ci e été annulée. Lundi, en début de matinée, la décision n'était pas prise da tout renvoyer au conseil des ministres du 12 mai ou de tenir un conseil exceptionnel avant la fin de la semaine.

Le maire de Nevers, dernier jour

NEVERS

de notre envoyé spécial

Nevers pleure soo maire à la manière des honnêtes gens. Sans dignité et pudeur. Dimanche 2 mai, sous le crachiu d'un jour de brume et de grisaille, des employés municipaux accrochaient du crêpe noir aux drapeaux en berne. Les rares badauds des rues piétooces pressaient le pas pour éviter micros et caméras. L'heure n'était pas aux griseries de la renommée mais aux mots simples, livrés comme à confesse: «peine», «souffrance», «deuil», «tristesse»... Nevers, toute à son chagrin intime, s'était, plus que jamais, blottie contre la Loire. La cité des ducs n'avait pas le cœur à s'afficher, eucore mons à s'autoriser un coun d'œil même. s'autoriser un coup d'œil, même furtif, vers le domieile de Pierre Bérégovoy, rue Saiot-Martin, à mi-chemin entre l'hôtel de ville et le « Petit Café », le bistrot de quartier où il allait souvent boire un verre

Alors que le corps de l'ancien premier ministre était attendu dans l'après-midi de lundi, la ville se préparait aux obsèques du 4 mai. A quelques kilomètres de là, de utre coté du fleuve, le canal de la Jonction était d'un calme absolu. avec ses berges rectilignes et ses eaux brunâtres, appréciées des plaisaociers et des pècheurs de gar-dons. C'est pourtant là, le long d'uo chemin de halage où il aimait se promener, que M. Bérégovoy s'était suicidé d'une balle dans la tête, samedi le mai, avec l'arme du policier chargé de sa protection.

Une information judiciaire pour «recherche des causes de la mort» a été ouverte par le parquet de Nevers et confiée au juge d'instruc-tioo Philippe Vannier. Il s'agit là d'une procédure habituelle en cas de mort non naturelle. Seloo le procureur de la République, Domi-oique Le Bras, le suicide oe fait

A 11 h 30, samedi matio, il arrive au palais ducal, l'ancience résidence des ducs de Nevers, que la municipalité a fait rénover à la fin des années 80. Comme tous les ans, il a convic différentes organisations syndicales et quelques élus locaux à un vin d'honneur. Seules la CFDT et Force ouvrière se sont Certains de ses militants, quelques dizaioes, manifestent devant la préfecture aux côtés d'une centaine de Kurdes, originaires de Turquie et exilés dans la Nièvre. Après s'être adressé très brièvement aux soixante-dix personnes présentes dans les salons du palais, Pierre Bérégovoy discute un moment avec les uns et les autres. Il est vêtu d'un costume gris et d'une chemise blanche. Ce type de réunion n'est jamais d'une folle gaieté mais l'un des syndicalistes confiera tout de e par la suite que l'ancien premier ministre avait prononcé un

Sur le ton de la plaisanterie

Une trentaine de mioutes plus tard, M. Bérégovoy quitte le palais ducal. Il est accompagné de l'un de ses deux chauffeurs de la ville de Nevers, Jeau-François Ragouneau, qu'il conuelt depuis dix ans. Son garde du corps est également pré-sent. Il s'agit de Sylvain Lesport, un policier du service des « voyage officiels » du ministère de l'inté rieur. Au total, trois fonctionnaires sont affectés à la surveillance de M. Bérégovoy depuis qu'il u'est plus à la tête du gouvernement : deux à Paris et un seul à Nevers, le hrigadier Lesport, quarante-deux ans. M. Bérégovoy apprécie parti-culièrement ce policier expéri-menté, déjà chargé de sa protection du temps où il était ministre de

A ce moment précis de la jour-née, songe-t-il déjà à mettre lin à ses jours? Selou différents témoinages, dout celui de Didier Bou-laud, son directeur du cahinet et homme de confiance, l'ancien premier ministre a discuté à plusieurs reprises, au cours de cette matinée du la mai, uvec son garde du corps. Il lui aurait même demandé à deux on trois reprises, sur le too de la plaisanterie, s'il avait bien son arme sur lui. Le policier ne l'ayant pas, il avait fini par aller la chercher à son domicile. Ces derniers temps, M. Bérégovoy sem-hlait s'iotéresser à l'arme de service du fonctionnaire : un revolver de marque «Smith et Wesson» calibre 38, einq coups, considéré comme le plus petit des gros cali-bres et surnommé « Bodyguard » («garde du corps»). Les policiers des «voyages officiels» l'affectionnent car il est maniable et discret.

Peu après midi, M. Bérégovoy et son épouse, Gilberte, se reudent à Pougues-les-Eaux, petite ville ther-male située à une dizaine de kilometres de Nevers, pour déjeuner chez la sœur de l'ancien premler ministre. Le chauffeur et le policier sont, semble-t-il, cooviés à ce repas. De retour en ville, en début d'après-midi, M. Bérégovoy demande à être conduit à la gare, sans préciser dans quel but. Il descend de sa voiture, une Renault 25, pénètre dans l'enceinte de la gare et regarde le tableau des horaires de trains pendant quelques minotes avant de revenir vers le véhicule. Interrogés par les formels : il n'a rien acheté, ni un journal oi ses petits cigares préfé-

La chronologie exacte des événements entre 15 heures et 16 h 30 o'a pas encore été établie avec certitude mais les eoquêteurs savent déjà que M. Bérégovoy s'est rendu à son domicile, résidence des « arcades Saint-Martin », dans le centre de Nevers. Ils indiquent éga-lemeot qu'il est passé, « dans le courant de l'après-midi», au palais ducal tout proche. Le bâtiment étant fermé en ce jonr férié, le le maire s'est enfermé pendant une dizaine de minutes dans un burean mis à sa disposition depuis la rénovation. Ses plus proches conseillers ne parviendroot pas à expliquer cette visite dans un burean qu'il ne fréquentait pratiquement jamais.

Vers 16 h 30, il se rend evec son chanffeur et Sylvaio Lesport à proximité du parc Roger-Salengro où il doit assister à une course cycliste amateur, le 69 Grand Prix de la ville de Nevers, l'épreuve trationnelle du premier jour de mai. Il reste sur plece une trentaine de minutes, le temps de discuter avec diverses personnes. Un bon-langer, veoo encourager son fils, confiera qu'il l'avait trouvé « très soucieux et désemparé».

A 17 h 30, la voiture du maire file en direction do terrain de camping municipal, sur l'autre rive de la Loire. M. Bérégovoy est attendu à la «sélective régionale de fond», une compétition de canoë-kayak reservée aux enfants. Le maire reservee aux enfants. Le maire s'entretient avec le président do elub de canoë, Pierre Mignard, puis se dirige vers sa voiture. Il tente alors de téléphooer à son directeur du cabinet et suppléant, M. Boulaud, qui devait le rejoindre au camping. Or, ce dernier n'étant pas ehez lui, Pierre Bérégovoy demande à son «garde do corps» de l'attendre pendant qu'il de l'attendre pendant qu'il retourne ao palais ducal avec le chauffeur. Le policier reste dane sur place mais il oublie de prendre son arme dans la boite à gants du

A la sortie du camping, le maire

à gauche, en direction de la piscine et du lieu-dit «le Peuplier isolé», du nom d'nn vieil arbre qui a été abattu récemment. La voiture longe la Loire, ralentit, s'arrête. L'ancien premier ministre, assis à l'evant, souhaite être seul pour Quelques minutes plus tard, sans que Jeao-Francois Ragooneau puisse dire si son patron a effectivement télépboné ou non, M. Béré-govoy le rappelle. Il veut rentrer à Nevers.

La Reoault 25 repart. Mais, quelques instants plus tard, l'an-cieo premier ministre change de nouvean d'avis. Il souhaite se rendre à Sermoise, la commune voisine. La voiture emprunte la rue de la Jonctioo puis le petit pont du même nom, qui enjambe le «canal latéral à la Loire». Pierre Bérégovoy aime cet endroit, surtout par beau temps, comme e'est le cas en ce premier jour de mai. Les berges, propres et bico aménagées, sout bordées de deux colonnades de grands arbres, one sorte de double haie d'honneur pour le canal.

···· Chemin désert

Pierre Bérégovoy, qui a proba-blement profité de la haite an «Peuplier isolé» pour s'emparer de l'arme dans la boîte à gants, des-cend de voiture. Il dit à son chauffeur de le laisser seul un moment et de partir chercher le brigadier Lesport an terrain de camping, à buit cents mètres de là. Jeau-Fraucois Ragonneau fait demi-tour. M. Bérégovoy commence à marbas de la route de Nevers. Il passe devant un court de tennis. Personne ne joue. Le chemio est désert. Sur la gauche, un hangar à bois et un terrain grillagé. Sur l'autre rive, des maisoos basses aux volets clos. L'ancien premier ministre s'avance sur le chemin de terre, de plus en plus étroit et ombragé. Parveun à 200 mètres du pont, il bifurque sur sa gauche, dans les herbes folles, entre les eoloooades d'arbres. Il est 18 beures. M. Bérégovoy se tire une balle dans la tête.

Dans la Renault 25, aux côtés du chauffeor qui le cooduit vers le pont de la Jonetion et le canal, le brigadier Lesport ouvre la boîte à gants et constate la disparition do «bodyguard». Les deux hommes se précipitent. Ils trouvent rapide-ment le corps de M. Bérégovoy, allongé sor le dos. L'ancien premier ministre est inconscient mais toojours eo vie. Il est 18 b 19. L'un des deux hommes alerte les pompiers. Ceux-ci arrivent très vite sur les lieux du drame, de même que les secouristes do SAMU. Les premiers curieux se massent aux abords du pont de la Jonction. Ils ne connaissent pas encore l'ideatité de la victime. Certains croient que les sanveteurs a'affairent autour du corps d'une jeune fille, Mathilde Girardeau, disparue une semaine plus tôt dans le même secteur et dont le meurtrier présumé sera mis en exameu et incarcéré le jour même. D'antres racoutent qu'il s'agirait du maire d'une petite

commune des environs. M. Bérégovoy est évacué vers le service des urgences du centre hos-pitalier de Nevers. La nouvelle de paraner de Nevers. La nouvelle de sa tentative de suicide fait déjà le tour de cette ville dont il est maire depuis 1983. Une extrême confu-sion règne alors, anssi bien à Nevers qu'à Paris. C'est sinsi que des informations en provenance de la préfecture de la Nièvre et confirnées par l'Elysée font état, durant quelques dizaines de minntes, du décès de l'ancien premier ministre. Or, M. Bérégovoy est encore vivant. Dans un coma qualifié de « profond » par les médecins, mais

les premières constatations, que la halle ait traversé le crâne de has en hant. A 21 b 32, tandis que plusieurs centaines de personnes se masseot le long des grilles de l'hôpital pour évoquer les raisons éventuelles de ce geste, un hélicoptère rouge de la sécurité civile décolle eo directioo de l'hôpital parisien du Val-de-Grace. Pierre Bérégovoy décédera à bord, à 22 h 15, entre Nevers et Paris.

Dimanche, dans la soirée, le pro-

cureur de la République précisait qu'ancune lettre d'explication o'avait encore été trouvée au domicile de M. Bérégovoy. Une infor-mation confirmée à l'hôtel de ville où les collaborateurs do maire avaicot vainement fonillé son burezo à la recherche d'un quelconque message. Les différentes communications téléphoniques des heures qui oot précédé le drame devraient être étudiées.

Les auditions du chauffeur et du

policier ont permis de reconstituer les faits mais aucun témoin oculaire ne s'est manifesté (il semble également que persooce o'ait entenda la détonation). Les deux bommes, « terriblement affectés » d'après diverses personnes qui les ont côtoyés depuis samedi soir, ont confirmé l'état d'esprit dans lequel se trouvait M. Bérégovoy : selon eux, il aveit tendance à « voir les

PHILIPPE BROUSSARD

La tragédie du pouvoir

Qui oe voit en effet que, pour la gauche, la défaite est devenoe tragédie? A l'hamiliation électorale, qu'il avait ressentie au point de s'en accuser - est-il besoin de rappeler que le rapport des forces désastreux se fixe et se fige à l'automne 1991, que ce n'est donc pas sous son gou-vernement qu'est intervenue la rupture avec l'opininn? - s'ajoute la violence inquie d'une mort qui renvoie la gauche à la tragique malédiction qui semble la poursuivre, qui la rattrape alors qu'elle avait cru lui échapper. Cette malédiction du pouvoir qui va, en 1936, de la mort de Roger Salengro au ralliement de députés socialistes à l'Etat français, qui fait de la gauche au ponvoir un accident, une parenthèse. On croyait la gauche deve-nue, avec Pierre Bérégovoy, une pratique, une «culture» de gouverpement, installée dans la durée, interrompue certes par l'alternance, mais prête à revenir. Mais comme ce schéma, qui avait si bien fonc-tionné en 1986-1988, semble loin l Tout le sens du combat de Pierre

Bérégovoy était pourtant là : gérer le pays au mieux de ce que permettait une économie ouverte, dans un monde instable, pour acclimater la ganche au pouvoir, et le pays à une ganche qui sache gouverner. Tout comme le sens du combat de la droite était de la discréditer, pour coovaincre les Français de faire confiance à ceux qui oot, n'est-ce pas, une vocation «naturelle» à exercer le pouvoir. Sa mort peut prendre ici une signification collective, comme s'il avait voulu laisser. une image pure, qui oblige au respect ceux qui en étaient dépourvus, ou qui voulaient en détourner le DEYS.

La diabolisation de l'adversaire

La droite est-elle allée tron loin? Dans l'exploitation des «affaires», certains - peu nombreux - ont franchi plus qu'allégrement la frontière, parlant de «mafieux» ou de «camora» pour désigner ceux qui, comme Pierre Bérégovoy, enton-raient le chef de l'Etat. Eo revanche, le recours, par le nouveau ouvernement, à un «aodit» pour établir un «hilan» obéit, héla une figure politique on ne peut plus classique, et d'ailleurs utilisée par la gauche elle-même en 1981. S'aider d'experts pour dooner une vision catastrophiste de l'état du pays, à seule fin d'obtenir de l'opinion qu'elle impute uux gouvernements d'hier les mesures impopulaires d'autourd'hui. c'est évidemment de bonne guerre! Les opposants, quels qu'ils soient promettent toujours de «redresser» une situation «gravement » compromise par leurs prédé-

Sans doute cut-il été moraleme préférable (mais politiquement difficile) de reconnaître ce que la tenue du franc, ou les resultats du commerce extérieur, devaient à Pierre Bérégovoy; sans doute ent-il mieux valu ne pas avoir à attendre que Raymood Barre explique que, si l'on pouvait en effet reprocher à l'ancien premier ministre de ne pas avoir pris, à la rentrée de 1992. les premières mesures en faveur des comptes sociaux, on oe pouvait non plus lui imputer la responsabilité de la paralysie politique qui fut celle des socialites avant les élections, et qui le privait de toute marge de manœuvre. Mais là o'est pas l'essentiel. La diabolisation de l'adversaire et la caricature de la gestion gouvernementale, on des positions de ses opposants, sont des moyens doot personne, à gauche ou à droite, ue s'est jamais privé. Pierre Bérégovoy, de ce point de vue, savait à quoi s'en tenir. Et o'était

Piutôt que de porter davantage attentiun à cette manvaise querelle, mieux vaut tenter d'appréhender la déchirure qui a emporté cet homme sincère, tout entier dévocé à une fonction gouvernementale conquise à force d'obstination au travail, de compétence acquise, et de courage

ll avait, en fait; profoodément conscience de concentrer sur sa personne les reproches que la gaoche s'est, evant et surtout après la déroute, adressés à elle-même : n'était-il pas devenu le symbole de toutes ses évolutions, celles qui la virent passer d'une critique radicale de la société à la préservation de celle-ci, de la priorité sociale au x défieit » du même nom, de la dénonciation de l'argent qui « cor-rompt » à la glorification dn «tapisme», symbole de la décennie de l'argent facile?

Comment ne pas voir, alors, que l'impossibilité où il fut placé, par la révélation de prêt que lui avait consenti Roger-Patrice Pelat, de se prévaloir de son action novatrice contre la corruption, devait l'attein-dre au plus profond?

Plus que tout autre, Pierre Béréyoy ressentait comme une injustice l'incompréheusion qui avait fiui par prévaloir à son endroit : sensible à la symbolique sociale que son histoire reflétait, il aurait voulu être celui qui endigue le chômage, quand il lui fallut constater son déferiement; mais il contiouait de croire qu'en tenant bon sur la ligne blene du «franc fort», il préservait micox l'avenir et l'emplni qu'eu cédant aux vieux démons dévalus tionnistes. Qui peut dire aujourfait de mettre ainsi à mal sa « conscience de classe»?

Enfin voilà un bomme que son parcours exemplaire, «républicain» s'il en est - un ajusteur devenu premier ministre, - rendait tellement dépendant de la reconnaissance sociale, principalement de celle de «l'establishment» | Qui peut prétendre qu'il n'a pas senti le sol se dérober sons ses pieds an moment où cette reconna reflué, où il s'est vu accusé de tous les maux, et contesté insque dans qualité de «bon gestionnaire»?

Le traumatisme et ses ondes de choc .

Comme toolours, en France, il faut attendre un traumatisme, un drame pour que la société consente à réfléchir et les politiques à agir. Pierre Bérégovoy en a provoqué on dont les ondes de choc sont encore

La première concerne la gauche, Elle devra, dans le long parcours de refondation qu'il lui faut entreprendre, méditer sur ce qu'il en conte de s'être à ce point coulée dans les vieux habits de l'art de gouverner, d'avoir été ainsi plus procbe de Créon que d'Antigone.

La seconde concerne la «partitocratie» française, et sa survie. La mort de l'ancien premier ministre arrêtera-t-elle la «Fronde» des juges, expression de cette révolution rampante qui dresse le pays contre ses élites politiques? Ou hien celle-ci, comme en Italie, ira-t-elle de l'avant, Pierre Bérégovoy étant alors celui qui annonce d'autres bouleversements? La société politique a peut être compris la menace, qui a réagi comme si cette mort devait lui permettre de se sanctifier, d'apurer les manyais comptes du passé, et donc de se prémunir pour

La troisième concerne la société française où la trajectoire de Pierre Bérégovoy symbolisait le refus de la fatalité des origines, l'espoir d'ascension sociale et le rêve d'égalité. Le seul bomme d'Etat du mitterrandisme qui fut issu du monde du travail n'a plus supporté l'univers qu'il avait gagné, à mesure qu'il s'éloignait de celui où il était né. Il y a là comme une leçon amère pour tous ceux qui, par delà les vicissi-tudes de l'histoire, continuent de donner an mot «socialisme» ce scus-là, d'égalité, de fraternité, et d'espérance sociale. Loin d'être un drame individuel, le geste de Pierre Bérégovoy résonne alors comme une alerte collective, un signe som-bre en écho au déclin des théories et des pratiques. Comme si, à travers lui, s'exprimait la détresse de tous ceux qui ont revé, un juur, d'une « réforme totale de l'ordre social existant », ainsi que l'écrivait en 1846, un jeune intellectuel alle-mand étudiant les déchirures du canitalisme naissant à travers ces drames privés, les suicides. Il se nommait Karl Marx...

JEAN-MARIE COLOMBANI



La mise en cause dans les « affaires »

D'un délit d'initiés à un prêt sans intérêt

i destabiliser ce dernier, fut en effet de l'as in feuilleton éphémère.

Les in feuilleton éphémères.

Les in ces manceau Thierry Jean-Pierre, uge manceau Thierry Jean-Pierre, une entreprise de travaux publics dens le propriété sologoote de Roger-Petrice Pelet, remonte la piste du prêt. Le 12 janvier, il avait interrogé Gilbert Simonet, PDG de la Compagnie générale du bâtiment et de construction (CBC, ex-Campenon Bernard Construction), qui sera bientôt le premier inculpé de son dossier, M. Simonet lui affirmait qu'en échange de l'intervention de Roger-Patrice Pelat pour l'obtention d'un marché en pour l'obtention d'un marché en jerventioo de Roger-ration Corée do Nord, il avait assuré le financement de 20 millions de francs de travaux, imputés sur

d'autres chantiers de CBC per un système de fausses factures.

Deux semaines oprès cette audition, le magistrat menait une à Paris une enquête approfondie sur l'état de la fortone de Roger-Pa-trice Pelat, décédé le 7 mars 1989, tel qu'il ressortait de la décharation de soccession. Ayant obtenn tous les relevés bancaires du défunt de 1982 à 1989 et tous les justificatifs des chèques que ce dernier evait émis pour un montant supérieur à un million de francs, M. Jean-Pierre découvrait alors l'existence d'un chèque de 1 million de francs, émis le 18 septembre 1986 à l'ettention do notaire ayant réalisé la vente de l'appartement acheté dans le XVI arrondissement de Paris par Pierre Bérégovoy. Le le février, le juge se rendait en compagnic du procureur de la République du Mans, M. Yves Bot, chez ce notaire, où il saisssait une lettre autographe de Pierre Bérégo-voy confirmant sa « reconnaissance

Le 3 février, le Canard enchaîne révélait l'existence de ce prêt « sans intérêt, remboursable au plus tard

le 31 décembre 1995 ». Un prêt cotre emis, sans contre-partic, deveit immédiatement déclarer le premier ministre, affirmant l'avoir rembonrsé intégralement à la veuve de Roger-Patrice Pelat . C'était tout le problème : à l'évidence, le juge d'instruction et le procureur de la République se demandaient s'il ne s'était pas agi d'un don, masqué en prêt. Dès le le février, M. Bot avait demandé ao juge de rechercher la trace de remboursements éventuels sur les comptes de Roger-Patrice Pelat et de s'assurer que le prêt figurait sur la déclaration successorale établie après son décès.

L'épreuve du procès Pechiney

Aucun remboursement, aucune mention, répondait immédiatement la Section de recberches parisieno de la gendarmerie oationale. Puis-que la somme était théoriquement oujours due par l'emprunteur, les héritiers Pelat auraient donc dissu-mulé à l'admioistration fiscale un actif de 1 million de francs.

Entendus le 2 février, les deux fils Pelat, Olivier et Patrice, confirmoient que le fisc s'en était ému courant 1992, après avoir retrouvé tardivement trace de la reconnaissance de dette. Ils précisaient que, jusqu'à cette réclamation de l'administration fiscale, ils ne connaissaient pas l'existence de ce prêt. Ils affirmaient que le remboursement avait eu lieu pour moitié avant le décès de leur père en 1989, mais sous forme « de meubles et de livres anciens », ce doot témoignait une attestation de leur mère établie trois ans plus tard, en 1992. Ils ajoutaient que l'aotre moitié avait été remboursée par uo chèque de 500 000 francs, fin 1992, soit après que le fisc se fint manifesté. Interrogé par le Monde le 3 février an matin, Pierre Bérégovoy confirmait les déclarations des fils Pelat, en se refusant toutefois à les préciser on à produire des documents écrits.

Ayant demandé, dès le 3 février, communication du dossier du juge Jean-Pierre, la chancellerie faisait connaître, le 15 février, ses instruo-

magistrat instructeur à ne pas aller au-delà de sa saisine ariginelle, aucun élément ou indice ne pou-vant faire présumer que le prêt pré-sente un caractère frauduleux susceptible d'être constitutif d'une infraction». M. Jean-Pierre répliquait par une longue lettre au pre-mier président de la cour d'appel d'Angers, dans laquelle il demandait l'autorisation de se récuser, évoquant elairement l'hypothèse que le prêt fut « en tout ou partie une libéralité » et se demandant s'il y avait eu « une contrepartie à celle-ci ». Le 19 février, la cour d'appel rejetait la requête du juge Jean-Pierre qui, désormais, limita ses investigations ou monde du bâtiment et des travaux publics.

Toutefois, dans l'esprit de Pierre Berégovoy, l'affeire du prêt conti-ouait d'autant plus à feire sentir son poids que le seal nam de Roger-Petrice Pelat lni rappelait l'affaire Pechioey qui, loin d'être derrière lui, se présentait comme une épreuve à venir. L'homme d'affaires, ami intime du président tions au procureur du Mans qui les applique en iovitant par écrit le priocipaox ioitiés lors du rachat,

Triangle par Pechiney. Or, lors du renvoi des prévenns devant le tribunal correctionnel, le parquet et le juge d'iostruction avaient d'un commun secord désigné Alain Boublil ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, enmme celui qui avait «initié» Pelet, lequel avait initié Max Thèret. De plus, l'autre principal prévenu, Semir Traboulsi, était l'un des amis de l'ancien premier ministre. qui s'était retrouve - comme Boublil et Pelat -, le 13 oovembre 1988, á l'anniversaire de mariage du couple Bérégovoy, un rendezvous euquel la justice semble donner un rôle clé dens la transmission des informations entre « initiés ». Et il se disait, de façon de plus en plus insistante, que l'un des prévenus du procès Pechiney, qui commencera le 2 juin, envisageait de feire eiter Pierre Beregovoy

Les mots et la mort

par Edwy Plenel

emaubles et avres», pour moitié par

chèque - restèrent vegues et non

Six erticles ont été consecrés dans nos colonnes à cette affaire

durant deux semaines entre la 4 et

le 18 février. Un ultime emzefilet y a

instruction sens s'intéresser plus

L'anomie

du socialisme

Ce rappel des faits ne saurait

cependant suffire à rendre quitte de

la question abrupte que posait, dès 1980, un confrère, Patrick Boyer,

en titre d'un essai décapant sur les mœurs journalistiques françaises et américaines : Les journalistes sont-ils des assassins ? Quelques voix

proches de l'Elysée s'empressent

aujourd'hui, avec plus ou moins de précautions, de répondre per l'affir-mative. Les précédents de Robert

Boulin et de Roger Salangro eont evancés dans des comparaisons qui, pour symboliques qu'elles

solent, n'en sont pas forcément

des menders publics » .

pertinentes. Au lendemain du suicide, en 1979, du ministre du travail

assorties de documents écrits.

ES mots ne sont jameis inno-cents. Comptables des actes qu'ils inspirent ou provoquent, ils ne seuraient plaider l'irresponsabilité. Aucun de ceux qui font métier d'écrire ne l'ignore : I arrive que les mots écorchent, meurtrissent ou blessent, même par inadvertance,
- :- même quand leur euteur s'est cru * * * * précautionneux. Mais peuvent-ils tout journaliste auquel est confiée

ou l'autre, affronter cette question. En refusant de s'en teair euw apparences, en techerchant l'envers aux des choses et les secrats des pouvoirs, il prefière risque de s'angeger scrupuleusement les règles professionnelles et les préceptes déorto-logiques, vérifier et recouper ses informations, donner le parole aux protagonistes, il ne peut jamais exclure d'être le grain de sable qui déréglera un équilibre instable, rouvira d'anciennes blessures et transformera une faille intime en gouffre dépressif. Il e beeu savoir qu'aucun sucide n'est réductible à une cause unique, être convaincu que cet acte de suprême librarté laisse toujours a les vivants prisonmers de son énigme, il sait par avanco qu'il n'échappera pas à l'examen de conscience face à la mort volontaire d'un homme mis en cause sons de la mort volontaire.

10 mm Au lendemain du suicide de Pierre Bérégovoy, les médias sont ainsi pris à partie. A entendre ce qui se dit ici et lè, leur traitement de l'af-faire du prêt sans intérêt de 1 million de francs que lui avait consenti, an 1986, l'homme d'affaires Roger-Petrice Pelat, emi intime du prési-dent de la République, aurait relevé d'une campagne prolongée de calomnies et de fausses nouvelles.

The second secon

1 11 H-2 .

e de e

Create on -

A STATE OF THE STA

Mark Hart Andrews

2 1 to 1 to 1

Williams P. V.

Une querelle déontologique

Les faits eux-mêmes n'étaient pas discutables, ni discutés puisque confirmés par celui qui était alors premier ministre. Le débat portait sur leur signification et leur portée. Pierre Bérégovoy estimait qu'il s'agissait d'un acte privé qui oa concernnit pae son activité d'homme public, Lui-même et son gouvernement ayant mis un point d'honneur à défendre et à imposer la transparence du patrimoine des élus et des ministres, il était permis de penser le contraire. La guerelle était d'ordre déontologiquo, recouvrant la question si longtemps taboue des rapports du pouvoir et de l'argent, trop souvent perçue de façon maissaine dans la culture fran-

De fait, la commission de prévention de la corruption - que Pierre Bérégovoy avait eu l'audace d'instituer des sa nomination à Matignon - avait fait figurer e les prêts d'argent, les avances, les garanties ou cautions » permi les questions auxquelles de future «codes de déonto-logie» des administrations publiques et des entreprises devraient apporter e des réponses claires et aussi homogènes que possible». Or celles que, en l'occurrence, Pierre Bérégovoy et les héritiers de Roger-Patrice Pelat apporterent sur le rembourse-

ment de ce prêt - pour moitié en dont il avait apporté le preuve. L'histoire dire si Robert Soulin n'avait commis aucune faute dans l'affaire pour laquelle il était mis en cause. La vérité oblige à reconnaître que, face aux attaques dont il était l'objet, il avait présenté ce que le Monde appelait une « défense melmis un point final, dans nos éditions du 23 février, pour signeler que le juge Thiarry Jean-Pierre, qui était à l'origine do la découverte de ce prêt, était invité à poursulvre eon adrone». » M. Estier avait su garder la mesura des drames : pour Salengro, baptisé « Gransalo » par des plumitits haineux qui finirent tous pant, les moss avaient tué, en effet.

avant à cette quantion. Depuis, aicun acta judiciare, aucune curio-Ce n'est pes ettenter à la mémoire de Pierre Bérégavoy que sité médiatique ne sont venus relancer ce clossier qui; pour la justice de-refuser, aujourd'hui comme hier. comme pour la presse, était clos. Tel n'était pas le sentiment de un paraliale anactironique qui, en désignant la presse en unique cou-Pierre Bérégovoy que l'on savait pable, évite de prendre toute la profondement atteint, sans pour mesure du geste de l'ancien premier autant que l'on prenne la mesure de minsistre. Depuis Emile la dépression qui ellait le conduire Durkheim, on sait que, eu-dela de au suicide, plus de deux mois après. sa singularité, tout suicide interpelle Sans, non plus, savoir ce que l'on à dans son énigme la société et, parappris depuis samedi et dont la tant, thus ses mambree. Une presse n'evait soufflé mot : que société qui en est pas suffisamment l'éventualité d'être cité comme présente aux individus», insistait le témola per l'un des préverus, lors du procès de l'affaire Pechiney fixé père de la sociologie française; et un suicide qu'il qualiffait d' canomiau 2 juin, aggravait son désarroi. ques quand cc'est eux pessions proprement individuelles que la société manque, les laissant ainsi sans frein qui les règle ».

Aussi, plutôt que de faire parier indiment un mort en expliquant son geste à sa piace, vaudreit-il mieux déchiffrer modestement les incertitudes nt les solitudes qu'à nous lègue. Et, permi celles-ci, l'anomie dépensière de son prédécesseur - de ce à quoi il aveit cru consecrer Nicole Questiaux. - Pierre Bérégovoy sa vie : le socialisme et son idéal.

Une autre conception du social

par Michel Noblecourt

PIERRE BEREGOVOY, qui s'est des comptes de la protection sociale. La 24 novembre 1982, il donné la mort le jour du 1= mai, e souvent été accusé -- par ses propres emis - d'evoir sacrifié le social sur l'autel du franc font et du rétablissement des grands équilibres. Mauvais procès? L'homme qui, comme premier ministre s'était foré comme « nouvelle frontière sociale » d'endiguer le chômage, «ceuse principale des inégalités», pour le réduire, n'e pas atteint son objectif.
Mais le reproche apperaît pourtant construire une société plus solidaire. et une écogomie modemes. Pierre Bérégovoy a surtout rompu evec une certaine conception de la politique sociale, consistent à dépenser d'abord et à chercher le financement qu'il supprimera des son accession, en juillet 1984, eu ministère de l'économie...

La philosophie sociale de Pierre Bérégovoy, il la défendue pleinement lorsqu'il e été ministre des effaires sociales, de juillet 1982 à juillet 1984. «Il n'est pas de bonne politique économique sans justice sociale, ecovait-Il dans le Monde du 14 décembre 1983. Il n'est pas de justice sociale sans une économie compétitive et dynamique. » Celul qui, an 1982, comme secrétaire général de la présidence de la Répu-blique, nvait pourtant conseillé à François Mitterrand de compenser intégralement la réduction de la durée du travail (trente-neuf heures payées quarante) s'est ainsi rapidement donné une image de riqueur

ensuite.

tant économique que sociale. Rompant avec la politique jugée

impose par décret eux partenaires sociaux 10 méliards de francs d'économies pour l'assurance chômage, ce qui aboutira à sortir du système d'indemnisation deux cent trente mille chômeurs et conduira l'opposition à accuser le gouvernement d'avoir créé des «nouveaux pau-vres». Pour rétablir l'équilibre de la sécurité sociale, il e'eppuiera aussi sur un nouvel instrument - l'institution, en mars 1983, d'un préléve ment de 1 % étendu à l'ensemble des revenus impossibles - qui fait figure de précurseur de la contribu-tion sociale généralisée (CSG) mais

L'Image d'un père la rigueur

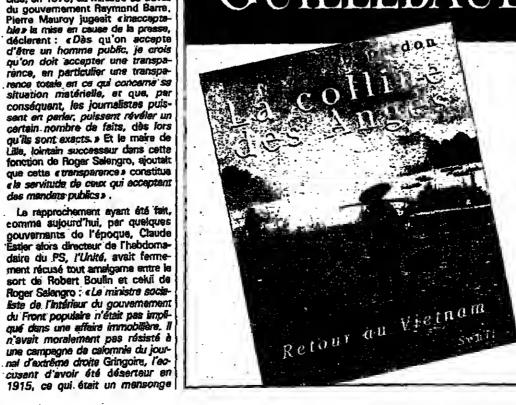
Comme ministre de l'économie et commo premier ministre, Pierre Bérégovny a laissé l'image d'un père la rigueur réticent à donner des coups de pouce su SMIC et caressant l'idée de fevoriser la créetion d'un SMIC jeunes - un SMIC trop coûteux étant soupçonné de développer le chômage des jeunes non qualifiés – mais il était pourtant loin d'être hostile aux réformes sociales. Il restera comme l'homme qui e mis en ceuvre la retraite à soixente ans, qui a rétabli l'élection des administra-teurs de la sécurité sociale, sans toutefois établir le véritable paritarisme promis, et qui e ouvert des pistes, avec un Livre blanc et un premier débet sur le budget social à l'Assemblée nationale en 1983, pour

une réforme de la protection sociale. Même son refiernent tardif, avant les législatives de mars 1993, au partage du travail, e'apparente à un retour aux sources, au plaidoyer qu'il faiseit en 1983 pour une réduction de la durée du travail cedaptée aux conditions de chaque entreprise».

Rigoureux mals pragmatique Pierre Bérégovoy s'est ainsi efforcé de mener une politique cohérente pour «réconcilier l'économie et le vent semblé privilégier le premier terme du contrat. Il était, adepte d'une « croissance sociale » qu'il définisset ainsi : «L'effort de riqueur, le recherche des équilibres que nous accomplissons sont les bases sur lesquelles nous pouvons retrouver le chemin de la croissance et per conséquent remporter la victoire sur le front du chômage.»

Négociateur de talent, aocien syn dicaliste FO ex-responsable des relations du PS avec les syndicats, était aussi un partisan convalnou de la politique contractuelle. Pierre Bérégovoy regrettait souvent la faiblesse du syndicalisme en France et surtout sa division permanente at conflictuelle. Cela l'avait conduit à souhaiter une sorte d' «Epinay du syndicalisme» par référence au congrèe d'unité socialiste de 1971, efin de recomposer le syndicalisme à partir d'un rapprochement entre la CFDT, FO et la FEN. Une sorte de travaillisme à la françeise avec un syndicalisme appuyant un PS converti à la socialdémocratie. Une manière pour Pierre Bérégovoy d'aller un plus loin dans son rêve de voir s'établir une vérita ble céconomie sociale de marché ».

GUILLEBAUD / DEPARDON



Guillebaud et Depardon ont sorti un récit à deux voix, superbe, où leur propre passé se mêle au présent du Vietnam. L'émotion est Julia Ficatier / La Croix

C'est l'aller-retour, ébahi ou navré, entre hier et aujourd'hui, entre le communisme triomphant et le capitalisme omniprésent, qui donne à ces choses vues une poignante profondeur de champ et de temps.

Régis Debray / Le Nouvel Observateur

Toute la force du témoignage authentique.

Anne Robin / VSD

Editions du Seuil

Une vie qui se confond avec l'histoire de la gauche

par Thierry Bréhier et Patrick Jarreau

De la gauche française, Pierre Bérégovoy était le symbole. De cette gauche socialiste qui a refusé l'espérance communiste au lendemain de la Libération. De cette vraie gauche qui a refusé de se laisser compro-mettre dans les soubresauts de la décolonisation. De cette gauche qui a refusé de baisser les bras lors du triomphe du gaullisme de 1958 et qui n rebâti un mouvement capable de la ramener nu pouvoir. De cette gauche qui avait promis de «changer la vie » et de rompre nvec le ger la vie » et de rompre nvec le système capitaliste et qui, une fois arrivée aux affaires, a nû, pour inscrire son action dans la durée, se résoudre à gérer au mieux une société qui refusait toute révolution. De cette gauche qui a, parfois, confondu l'argent public avec celui du Parti socialiste, voire avec celui de certains de ses élus, puisque la dernière « affaire» fut la révélatinn du « prêt » que lui avait accordé. du «prêt» que lui avait accordé, sans contrepartie apparente, un richissime ami de François Mitter-

De cette gauche-là, Pierre Bérégovoy fut, pourtant, le meillenr des militants. Aux plus modestes, il montrait que le travail permettait d'arriver au sommet et qu'un auto-didacte pouvait être anssi capable qu'un énarque de gérer les affaires de l'Etat. Malheureusement pour lui, il fut aussi le symbole de l'échec de douze ans de socialisme mitterrandien. Il fut le ministre de la conversion au libéralisme et du respect des grands équilibres financiers, préféré à la satisfaction des revendications des électeurs et mix besoins des plus pauvres. Il fut l'homme qui réconci-lia les Français avec leurs entreprises avant de s'apercevnir, tardivement, que les intérêts de celles-ci pou-vaient être en enntradiction avec ceux de la collectivité.

Symbole de la transformation de a gauche dans les palais ministérels, il était logique qu'il fût à sa tête pour l'ultime combat électorai. Car, même s'il est grandement injuste de lui en faire porter seul la responsabilité, la politique qu'il a symbolisée a été sévèrement désavouée par les électeurs. L'échec du avoue par les electeurs. L'echet de PS est donc aussi – et même d'abord, c'est en tout cas ainsi que d'après plusieurs témoignages il en a jugé – le sien.

Un militant aux origines modestes

Désavoué par ceux dont il espérait la reconnaissance, chassé par les électeurs, boudé par ses amis qui rendaient sa politique et la révéla-tion du « prêt », dans les dernières aines de la campagne, responsables de leur défaite, en oubliant leur propre turpitude, bouleversé par la ise en cause de son bonnêteté Pierre Bérégovoy n'a pas survécu à un échec qui annulait les efforts de

Une vie qui s'est identifiée à l'histoire de la gauche pendant presque cinquante ans. Il eo a été un militant, souvent minoritaire, puis un responsable national, de ceux qui ne contribuent que modestement à façonner l'histoire à laquelle ils participent. Proche de Pierre Mendès France dans les années 60, ayant rejoint Alain Savary en 1967 et rallié François Mitterrand après le congrès socialiste d'Epinay, en 1971, il apparaissait davantago, jusqu'à son entrée au gouvernement, comme un homme de confiance, chargé de l'exécution des missinus les plus délicates, que enume le véritable nartenaire de l'élaboration d'une politique.

Ce n'est qu'an ministère des affaires sociales, où il eut pour mis-sion de faire accepter la première étape de la rigueur économique décidée en juin 1982, et surtout au ministère de l'économie et des finances où, succédant à Jacques Delois en juillet 1984, il entra dans le saint des saints de l'appareil d'Etat, qu'il fut enfin coresponsable de l'entreprise de redressement et de reconquête que la gauche devait ire. La métamorphose de la gauche en force de gouvernement, débarrassée de toute tentation ou rêve d'économie administrée, se pliant aux lnis du marché sans renoncer à afficher, au moins, l'am-bition de les maîtriser, allait être en partie son œuvre, et sans doute jugeait-il que le mérite lni en était nment compté.

Ce mérite était, d'ailleurs, ambigu pont le militant aux nrigines modestes qu'était Pierre Bérésovoy. Refusant le rôle du « prolétaire de Refusant le loie du « projectare de service», il ne pouvait laisser oublier que, fils d'un immigre ukrainien et d'une Normande, petits commer-cants dans la banlieue de Rouen, il avait commencé dans la vie, à seize ans, avec un certificat d'aptitude professionnelle d'ajusteur-fraiseur, dans une usine de tissage. Entré.



l'année suivante, en 1942, à la SNCF, il y avait participé à la Résistance, puis, en juin 1944, engagé dans les Forces françaises de l'intérieur, fait le coup de feu pour libérer Elbeuf. Il avait côtoyé les communistes, mais n'avait pas été tenté de les rejoindre. Le passé de son père, officier dans les années blanches en Ukraine, l'influence d'un instituteur straché à la tradition résublicaire. attaché à la tradition républicaine, avaient peut-être pesé pour détour-ner le jenne cheminot du PCF et de l'époque, la SFIO.

Celle-ci dispute alors aux communistes le contrôle d'un secteur public que le programme du Conseil national de la Résistance a étendu et dans lequel les salariés sont appelés à jouer un rôle à travers leurs syndicate. De jeunes militages tels que cats. De jeunes militants tels que Pierre Bérégovoy sont des recrues de choix. Entouré, encouragé, il fait la preuve de son ambition en créant une section syndicale CGT de tendance Force ouvrière, ce qui lui vant des affrontements rugueux avec les communistes. Syndicaliste le jour, militant politique le soir, Pierre Bérégovoy se fait remarquer des responsables socialistes au point de participer, en 1949, an cabinet de Christian Pineau, ancien dirigeant de la Résistance, ministre des trans-

En 1950, il est engagé au Gaz de France, dont le directeur régional est nn sympathisant de la SFIO. Numéro deux de la fédération de Seine-Maritime, directeur de l'heb-domadaire du parti, la République de Normandie, Pierre Bérégovoy est désigné com élections législatives de janvier 1956, élections législatives de janvier 1956, où les socialistes ne peuvent espérer remporter qu'un siège. La direction nationale lui préfère Tony Larue, le maire de Grand-Quevilly, celni-là même qui, en 1978, laissera son siège de député à un antre futur premier ministre, Laurent Fabius. Pierre Bérésovoy décide de quitter Pierre Bérégovoy décide de quitter Rouen pour Paris et d'y tenter l'as-cension, parallèle, des échelnns de l'encadrement de GDF et de ceux de la carrière politique.

Collaborateur de Pierre Mendès France

En 1958, il participe à la scission de la SFIO, qui éloigne de la «vieille maison» les adversaires de Guy Mollet, hostiles surtout à sa politique algérienne. Pierre Bérégovoy est, avec Michel Rocard, Edouard Depreux, François Tanguy-Prigent, de ceux qui fondent le Parti socialiste autonome et qui fusionnement avec d'autres courants dont ront avec d'autres courants, dont celui de Jesn Poperen, ex-commu-niste, pour fonder, en 1960, le Parti socialiste unifié (PSU). Il devient alors un enllaborateur de Pierre Mendès France, dont son père était un fervent admirateur. Spécialiste des questions sociales, il découvre, auprès de l'ancien président du canseil, le monde des dirigeants politiques parisiens. « Il m'a donné sa confiance, et ça, c'était, cela reste inestimable », dira-t-il (le Monde daté 17-18 janvier 1993).

Membre du bureau et du secrétariat national du PSU, Pierre Béré-govoy est partisan de l'union avec les communistes. En juin 1965, alors que Gaston Defferre a lancé son projet de «grande fédération» avec les centristes et de candidature à l'électinn présidentielle contre le général de Gaulle, il pourfend le maire de Marseille, devant le congrès du PSU, en ces termes: «Gaston Defferre et son «brain trust» ont renonce à une expérience

l'année suivante, en 1942, à la tard, alors que François Mitterrand SNCF, il y avait participé à la Résistance, puis, en juin 1944, engagé Gaulle au second tour de l'élection présidentielle de décembre 1965 et que la majorité en place ne l'a emporté que d'un siège aux élections emporte que d'un siège aux elections législatives de mars 1967, Pierre Bérégovoy fait partie d'un groupe de dirigeants du PSU qui quittent ce parti pour rejoindre la Fédération de la gauche, en adhérant aux clubs qu'anime Alain Savary. Il s'agit toujnurs, pour lui, de nnuer « une alliance durable et efficace avec le Parti communiste» et de « rassem-Parti communiste» et de « rassembler la gauche autour d'un pro-gramme cohérent et réaliste».

Les négociations avec le PCF

Soutenant Gaston Defferre et Pierre Mendès France à l'élection présidentielle de 1969, parce qu'il veut éviter que le PCF ne parvienne à placer son candidat, Jacques Duclos, au second tour et à devenir ainsi hégémonique à ganche, Pierre Bérégovoy adhère au congrès d'Alfortville, en mai, dernière Alain Savary, au Nouveau parti socialiste, oni prend la place de la SFIO mais qui prend la place de la SFIO, mais que contrôle toujours Guy Mollet. Porte-parole du parti, il est de ceux qui mênent le débat idéologique avec les communistes. Il tente, vai-nement, de s'implanter électoralement dans les Hauts-de-Seine, où il se heurte à Robert Pontillon, proche Cependant, au congrès de l'unité, qui, à Epinay-sur-Seine, en juin 1971, voit la Convention des institutions républicaines fusionner avec le PS et François Mitterrand prendre la tête de celui-ci, Pierre Bérégovoy est, au côté d'Alain Savary, minori-

Il ne le reste pas langtemps. Repéré par le nouveau premier secrétaire, il participe, dès l'année suivante, aux négociations menées avec le PCF pour établir un programme commun de gouvernement, lequel est signé en juin 1972. La deuxième circonscription de la Cor-rèze, que Jean Charbnnnel avait reprise à Roland Dumas en juin 1968, lui est promise aux élections législatives de mars 1973, mais il échoue. Ayant rejoint la majorité mitterrandiste au congrès de Greno-ble, la même année, il entre au secrétariat national du parti, où il est chargé des affaires sociales. Pierre Mauroy lui fait une place au conscil régional du Nord-Pas-de-Ca-lais, afin qu'il se prépare pour les élections municipales à Manbeuge, ville dont le maire socialiste est hostile à l'accord avec les commumistes.

tion du parti et ce nouvel essai d'entoujours cadre au Gaz de France, livre ses analyses dans l'éditurial d'un hebdomadaire socialiste destiné an monde agricole, Agri-Sept. Son rôle dans la campagne pour l'élec-tion présidentielle de 1974, au terme de laquelle Valéry Giscard d'Estaing l'emporte de peu sur François Mitterrand, est des plus discrets. Les relations avec le PCF deviennent sa spécialité nntant que les dossiers sociaux. Représentant le PS an comité de liaison des partis signataires du programme commun (PS, PCF et radicaux de gauche), il participe à la polémique que les communistes, après des élections partielles favorables aux socialistes, à l'automne de 1974, déclenchent contre leurs alliés, accusés de mollesse dans la défense de l'union de la ganche.

Ayant échoué, une fois encore, aux élections municipales à Mau-beuge, en mars 1977, Pierre Béréde caractère socialiste. Ce sont des gestionnaires, qui na veulent rien changer à la société. » Deux ans plus gnvny se prépare à affronter

l'épreuve la plus difficile dans sa tâche d'interiocuteur des enmmu-nistes: l'actualisation du programme commun, réclamée par le PCF et à laquelle François Mitterrand a dû se résoudre sans enthousiasme. Il défi-it le resoudre sans enthousiasme. Il défiqui s'achèveront, en septembre, par la rupture de l'union. Alors que les la rupture de l'union. Alors que les communistes ont adopté pour stratégie « l'union du peuple de France», il défend le « front de classe» dont se réclament, alors, les socialistes, en expliquant qu'il n'est pas question, pour ces demiers, de recommâtre un rôle prépondérant à la « classe ouvrière», c'est-à-dire au parti qui s'en réclame : le PCF. Cette interprétation du mystérieux « front du classe » est, naturellement, la seule qui tienne. En clair, la bataille qui se conclura ouatre ans plus tard. se conclura, quatre ans plus tard, par la perte d'un quart de l'électorat communiste – cet affaiblissement levant les préventions des électeurs «modérés» et rendant possible la victoire de François Mitterrand – est

Alors que Michel Rocard dispute à François Mitterrand la candidature à l'élection présidentielle de 1981. Pierre Bérégovoy a clairement chois son camp. Il est l'un des lieutenants dn premier secrétaire contre son ancien camarade du PSA et dn PSU. Au congrès de Metz, en avril 1979, il dénonce la « menace d'un travaillisme» et l'abandon de la l'anime d'Epinay», c'est-à-dire de l'uninn de la gauche, dont Michel Rocard et son allié, Pierre Mauroy, sont, à ses yeux, porteurs. Il est loin d'être, pour autant, de ceux qui a passeraient sous la table», selon l'expression de François Mitterrand face aux communistes. Après l'avai donné par ces derniers à l'entrée des tronne sa residentes à l'antière des tronnes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979, il répond an PCF, qui accuse le PS d'avoir « virê à droite», qu'il a, lui, « virê à l'Est». Si François Mitterrand hi préfère Lionel Jospin pour assurer son «intérim» à la direction du PS, après sa désignatinn nfficielle comme candidat à l'électinn prési-dentielle, en janvier 1981, Pierre Bérégovoy est le numéro deux de l'équipe mise en place. Cependant, une fois élu, le nouvean président le une fois élu, le norveau président le destine à l'exécutif plutôt qu'au parti et le charge de préparer, en concertation avec l'équipe du président sortant, la passation des ponvoirs. Nommé ensuite secrétaire général de la présidence de la République, assurant le compte rendu du conseil des ministres, participant aux petits déjeuners du mardi avec le chef de l'État, Jacques Attali et Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy devient l'un des hommes-clès du nouveau pouvoir.

La découverte du pouvoir.

Quarante années d'efforts, et l'anduntante annecs d'enors, et l'an-cien cheminot vnit s'ouvrir devant lui les portes de l'Elysée. Pendant douze ans, lui qui ne fait pas partie du premier cercle du mitterrandisme devra accepter toutes les têches que lui proposera l'homme à qui il a décidé de se dévouer, qu'elles soient nbscures nn glorieuses, sans jamais être des dîners de la rue de Bièvre, des week-ends à Latché, des escalades de Solutré. Il devra se satisfaire de devenir, au fil des ans un des meilleurs décrypteurs des phrases, souvent sibyllines, du chef de l'Etat. Car s'il ne fut jamais de ses intimes, il fut toujours un de ses collaborateurs immédiats.

Fidèle, alors, an programme de la gauche, il plaide, avec succès, pour que la réduction du temps de travail de 40 à 39 heures soit entièrement compensée dans le salaire. C'est toujours par respect des engagements pris qu'il propose, en 1983, mais la sans être écouté, que le franc quitte le Système monétaire européen. Pourtant, à cette époque, il n commend de la comment de la comment de la comment mencé à se frotter aux dures réalités du pouvoir. Depuis juin 1982, il est ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, poste où il est prié de remettre de l'ordre après le passage de Nicole Questiaux, qui refusait d'être « la ministre des comptes». Il réussit si bien que, déjà, il estime avoir démontré ses capacités à occuper le poste suprême : celui de Matignon. Il lui

udra longuement patienter. L'étape suivante le rapproche du pouvoir suprême. François Mitter-rand, qui lui a prouvé son amitié en lui fournissant un point de chute électoral dans «son» département électoral dans « son » département de la Nièvre (il devient maire de Nevers en septembre 1983), en fait le ministre de l'économie, des finances et du budget du gouverne-ment Fabius, constitué en juillet 1984. Imbus de leur savoir, les hants fonctionnaires de cette citadelle sont persuadés de faire de cet autodidacte le simple porte-parole de leur admi-nistration, mais Pierre Bérégovoy apprend vite, très vite. Il n'impose pas ses vues pour autant, il se convertit. Et, comme chez tous les néophytes, la conversion est brutale. La libéralisation des marchés finan-ciers, c'est lui. La modernisation de la Bourse avec la création d'instruna nounce avec la creamon d'insur-ments de placement pour les grands capitalistes, c'est encore lui. Une politique qui plaît autant aux milieux d'affaires qu'elle étonne les milieux de canche d'antent cue milieux de gauche, d'antant que, dans le même temps, il commence à supprimer le contrôle des prix.

L'image de rigueur acquise aux affaires sociales est transfèrée rue de Rivoli. Il est, et il restera, le seul ministre des finances de la Ve République à n'nvoir pas dévalué le blique à n'avoir pas devaute le franc. Cette fameuse culture de gou-vernement, cette démonstration de leur capacité à gérer, qui leur per-mettra une défaite honorable en 1986, les socialistes la doivent pour beaucoup à Pierre Bérégovoy. Ses «camarades» ne hn en sauront pas gré, et le maintiendroat à la marge de l'appareil dirigeant du PS.

Comparé à Antoine Pinay

Il n'en a cure. Les grands «argen-tiers» internationaux défilent dans tiers» internationaux défilent dans l'appartement qu'il vient d'acheter dans le XVI arrondissement de Paris, à quelques pas de ceiui qu'il occupe depuis 1982, et il continue à rencontrer ses pairs au Comité pour l'union économique de l'Europe d'Helmut Schmidt et de Valéry Giscard d'Estaing. Surtout François Mitterrand lui conserve toute sa confiance, au point d'en faire le directeur de sa campagne électorale de 1988. de 1988

Matignon, cette fois encore, lui échappe. Mais il retrouve son grand ministère de l'économie, des finances et du budget. Il peut reprendre son action en tenant serrés les enrions de la bourse de l'Etat, tout en espérant que les avan-tages accordés aux investisseurs finiront par les amener à créer des emplois. Son chapeau de « Pinay de gauche», qui lui est définitivement attribué, serait sans tache, si ses col-laborateurs, et nombre d'entreprises publiques sur son ordre, ne prétaient la main à la tentative d'ORA sur la Société générale, cette banque priva-tiée par Édouard Balladur. C'est le premier signe de la fascination de Pierre Bérégovoy pour des milieux d'affaires peu programandables. L'afd'affaires peu recommandables. L'af-faire Pechiney en sera un autre : su fil de l'enquête sur la manière dont des proches du pouvoir ont été aver-tis du rachat d'une entreprise américaine par le groupe français, son amitié pour un spéculateur interna-tional, Samir Traboulsi, est mise au

Son image est telle que le ministre lui-même ne souffre pas trop de cette affaire. Il en ressort avec la Intter contre la corruption. Il accorde l'indépendance à la Commission des opérations de Bourse, mais il ne pourra vraiment achever cette œuvre que lorsqu'il sera luimême à Matignon. En attendant, il hu faut contrer les volontés dénensières de Michel Rocard, puis, quand celui-ci est évincé, éviter que les initiatives d'Edith Cresson ne mettent à mal les finances de l'Etat. Quoi qu'il en dise, il est de ceux qui compliquent la tâche de la première femme chef du gouvernement. Déjà de numbreux élus socialistes ne voient leur salut que dans l'acces-sion de Pierre Bérégovoy au poste de premier ministre.

Pour que ce rêve devienne réalité, il lui faudra attendre que le PS ait connu sa dramatique défaite des régionales et des cantonales de 1992. Mais il est bien tard. Pierre Bérégovoy, homme de la gestion calme et de la réforme consensuelle, hérite d'une situation catastrophique et il n'a qu'un an pour tenter de la redresser. Ce n'est pas assez. Certes sa force de persuasion réussit à évi-ter que le référendum autorisant la ratification du traité de Maastricht ne soit un échec. Mais pour le reste rien ne marche comme il veut. Le redémarrage économique n'est pas, malgré ses espoirs, an rendez-vous. Les recettes budgétaires s'effondrent, les comptes sociaux plongent dans le rouge. Le « père la rigueur » doit mettre à mal sa réputation. Pour ne pas réduire encore plus la consom-mation, et aussi parce que les élec-tinns approchent, il ne veut n'y accroître les onpôts ni procéder à des enupes claires dans le budget.

Tant pis pour le déficit qui s'envole Echec financier. Echec sur l'em-ploi. Echec dans la lutte contre la corruption, se grande loi ayant été mise à mai per les lobbies, par les députés socialistes, moins rigoureux que lui dans le refus des aides des entreprises, et même par le Conseil constitutionnel. Les armes dont il constitutionnel. Les armes dont il voulait se servir dans la campagne électorale ont fait long feu. Il espère alnrs mener la bataille à la tête d'une Alliance des Français pour le progrès où les ministres les plus populaires de son gouvernement joueraient le rôle principal, et où le PS n'aurait été qu'un élément parmi d'autres au milieu de ses alliés. Le jour où les dirigeants socialistes ont refusé de mener leur campagne avec certains de ceur-ci, Pierre Bérégovoy a compris qu'ils lui interdissient de jouer on grand rôle dans l'avenir du PS. Cette homme qui n'a jamais dés s'est retrouvé seul.

Le pire était encore à venir. Il survint le jour où la presse révéla que pour acheter son appartement il avait bénéficié d'un « prêt » sans intérêt, de l million de francs, de la part de Roger-Patrice Pelat, le richissime ami de François Mitterrand, déjà compromis dans l'affaire rand, déjà compromis dans l'affaire Pechiney. Immédiatement il comprit que, pour lui, c'était la fin. Il eut bean mettre en avant sa bonne foi, la preuve que ce prêt avait été déclaré chez un notaire et que l'administration fiscale en avait été avertie, assurer qu'il avait com-mencé à le rembourser grâce à quelques objets personnels de valeur, rien n'y fit. Il fut assimilé à tous ceux qui avaient profité de leur pas-sage an pouvoir pour s'enrichir. De voir son hounêteté mise en cause fut un calvaire. Il ne pouvait plus s'entretenir avec on de ses interlocuteurs sans parler de cela, sans expliquer encore et toujours, sans se justifier entirant plus que jamais sur ses petirs cigarillos. Il continna sa cam-pagne parce que, tant qu'il était à Matignon, le sens du devoir l'em-portait, mais presque comme un automate. Il n'y croyait pins.

La solitude après l'échec

Seul, an lendemain d'une débâcle dont il trouvait l'amplear injuste, dans son petit bureau de l'Assemblée natinnale, il ressassait son drame, tenant à rempir son rôle de député de base, y compris les «per-manences» dans l'hémicycle ou en commission, mais en s'interdisant de parier. Contrairement à tous les autres anciens premiers ministres, il n'avait pas vouln mettre en place me structure d'accueil, avec locaux et collaborateurs, qui lui aurait per-mis de passer progressivément de l'agenda trop plein et des responsa-bilités débordantes de Matignon aux journées saus rendez-vous et sans occupation d'un éln comme les

Seul, il assistait aux déchirements de son parti, sans que ses «cama-rades» viennent même le chercher pour arbitrer leurs différends ou pour retisser quelques liens entre deux hommes qu'il appréciait : Lau-rent Fabius et Michel Rocard.

Soul, il écoutait son successeur s plaindre de l'état dans legnel il avait trouvé les finances du pays. Seul il entendait Edouard Balladur la monnaie et de la baisse des taux d'intérêt pour laquelle il avait tant milité, mais dont l'actuel premier ministre expliquait qu'il l'avait obtenue parce que lui inspirait confiance, alors que la politique de snn prédécesseur « inquiétait ». Scul, il s'apprétait à être rendu responsable de la hausse des impôts et des taxes qui allait être justifiée par la nécessité de combler le trou des déficits publics qu'il aurait

Seul, jusqu'à ce triste jour du samedi 1 mai 1993 nu, près de Nevers, la ville qu'il chérissait parce qu'elle avait su l'accueillir, sur les berges d'un canal...

parce qu'elle avait su l'accueillir, sur les berges d'un canal...

[Né le 23 décembre 1925 à Déville-lès-Rouen (Seine-Maritime), ajusteur-fraiseur, Pierre Bérgovoy est camloyé dans une usine de tissage à Elbenf en 1941, avant d'eatrer à la SNCF l'année suivante. Résistant, il adhère à la CGT et au parti socialiste SFIO, puis crée une section syadicale Force ouvrière des cheminols à Rouen. Agent technico-commercial au Gaz de France en 1950, il progresse dans la hiérarchie de cette entreprise nationale, où il sera chargé de mission en 1978. Membre fondateur du Parti socialiste autonome en 1958, ayant participé à la création du Parti socialiste autonome en 1958, ayant participé à la création du Parti socialiste unifié en 1960, il appartient an bureau national et au secrétariat de ce dernier. Fondateur du club Socialisme moderne, en 1967, il rejoint alors la Fédération de la gauche, puis, en 1969, derrière Alain Savary, le nouvean Parti socialiste. Membre du comité directeur et du bureau ézécutif du PS, il entre au secrétarian national, que dirige François Mitherand, en 1973. Nommé au Conseil économique et social en 1979, il devient secrétariar général de la présidence de la République en 1981. Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale en 1982, dans le gouvernement de Pierre Mauroy, il est élu maire de Nevers en 1983, puis conseiller général (custon de Nevers-Est) en 1985. Ministre de l'économie, des finances et du budget dans le gouvernement de Laurent Fabius, de 1984 à 1986, én dépané de la Nièvre à la tête de la liste du PS en 1986, rééin en juin 1988 dans la première circonscription, il retrouve le ministre de l'économie, avec le titre de ministre de l'économie se en 1989, couseiller général en 1992, il avait été rééin député de la Nièvre au second tour de scrutin, en mars dernier.]

The first and

Comments of the comments of th

THE PER S

E TANKE SE

1 TE EET IL. C.

... := m:3/5

a un n main

70.00

200

Tong

1

्राष्ट्रीय व्यक्तिकारी विकास स्थापनी विकास स्थापनी विकास स्थापनी विकास स्थापनी स्थापनी

*.00 m. 20 c 200 c 2

* A * T * T * T

🌋 🦓 Allemater in ander

Deux ministres de la République se sont suicidés alors qu'ils étaient en fonction : Roger Salengro, en 1936; Robert Boulin, en 1979. Un ancien ministre a'est suicidé quelques années après avoir quitté ses fonctions : Louis de Guiringaud, en 1982. Un élu socialiste s'est suicidé après avoir été mis en cause dans une «affaire»: Yves Laurent, en

m Roger Salengro, ministra de l'intérieur du Front populaire. --Né en 1890, militant socialiste dès 1909, Roger Salengro choisit la SFIO iors du congrès de Tours, en 1920. Maire de Lite en 1925, député du Nord en 1928, il devint, après la victoire du Front populaire en 1936, ministre de l'intérieur dans le cabinet Léon Blum, où il jour un rôle décielf dans la conclusion des Accords Matignon. Ayant signé, en juin 1936, les décrets portent dissolution de plusieurs «ligues factieuses», dont notamment les Croix de feu, il fut dès lors une cible privilégiée de l'extrême droite.

Celle-ci l'accusa d'avoir déserté au front, en 1915, et d'avoir collaboré avec l'ennemi. La vérité était que Roger Salengro avait eu l'autorisation de son lleutenant d'aller chercher, en avant des fignes, le cadavre d'un de ses amis avec qui il avait échangé le serment que le survivant veillerait sur le défunt. Feit prisonnier, il avait do affronter trois conseils de guerre allemends, n'avait cessé de se révolter contre les conditions de détention et était revenu de captivité, en 1919, ne pesant plus que 42 kilos, Malgré son acquittement lors d'un jugement rendu par conturnace devant le conseil de guerre, en janvier 1916, la presse d'extrême droite, relayée par celle de droite, ne cessa durant l'été 1936 de broder sur le thème de sa « trahi-

terme d'un débat à la Chambre, seulement, sobanta trois, députés, soit un député de droite sur trois, refusitrent, de , s'asmocier à une condamnation de cette campagne de calomnies. Mais. ca. vota na réparait pas le mel fait. A bout de forces physiques, épuisé par se charge de travail, moralement atteint, déprimé par la mort de son épouse, dix-huit mois plus tôt, Roger Salengro rejolgnit Lille au lendemain du vote de la Chembre qui l'innocentait, Le 17 novembre 1936 au soir, il bouche les issues de son appartement où il vivait seul, ouvrit le robinet du gaz et s'assit dans sa cuisine, où sa femme de ménage le trouve mort, le lendemain, Dans une lettre à Léon Blum, il clamait une demière fois son innocence : «S'ils n'ont pu réussir à me déshonorer, du moins porteront-ils le responsabilité de ma mort, cer je ne suis ni un déserteur, ni un traftre. Mon perti aure été ma vie

- Aymeric Simon-Lorière, député RPR du Ver. - Benjamin de l'Assemblée nationale lorsqu'il avait été élu en 1973 député UDR du Var, à l'âge de vingt-neuf ans, Aymeric Simon-Lorière est aussi maire de Sainte-Maxime et consulter général torsqu'il est grièvement blessé, le 15 décembre 1975, dens un accident de la route. Aprèa plus d'un mois d'hospitalisation, encore handicapé, il reprend ses activités et, en 1977, brique le mairie de Toulon, avec l'étiquette RPR, contre le maire sortant, Maurice Arrectox, que soutiennent les républicains indépendants. Il est battu après une campagne émailée de coups bes, de sondages détournée et d'injurée dont il est l'objet ainsi que son épouse. Deux jours après être entré su comité central du RPR, 1 sá donne la mort de deux balles de revolver, le 21 avril

Robert Boulin, ministre de la santé du gouvernement Barre. - Membre important et influent du RPR, Robert Boulin était ministre du travail et de le perticipation dans la gouvernement de Raymond Barre, sous la présidence de Valery Giscard d'Estaing. En 1979, à cinquante-neuf ens, son nom était avancé comme l'un des nossibles successeurs de M. Barre au poste de premier ministre, jusqu'à ca qu'on le retrouve mort, le 30 octobre 1979. à 8 h 30 dans les auns d'un étano de la forêt de Remboullet. Le 7 navembre, l'enquête conclusit à un sulcide. Au cours des semaines précédant sa mort, Il avait été mis en cause per plusieurs organes de presse à propos d'une opération immobili douteuse sur des terrains situés sur la commune de Rematuelle (Var). Bien que n'étant pas inculpé, il se trouvait, en tant que propriétaire d'un terrain acquis en 1974, au cour d'un imbroglio juridico-immobilier avec d'autres personnes, notamment un homme d'affaires de ses amis,

Vingt-quatre heures après se mort, plusieurs organes de presse receveient per la poste des lettres de Robert Boulin dans lesquelles ce demier, expliquent son suicide, portait de graves accusations contre Henri Tournet, contre le jeune juge chargé du dossier da Ramatuelle, un certain Renaud Van Ruymbeke, et contre quelouns-uns de ses amis politiques. ngramment son collègue au gouvernement et au RPR Alain Payrefitte, alors gerde des sceaux, qu'il soupconnait de violations du secret de l'instruction. Ces diverses accusations develont provoquer une vive agitation et une large polémique dans les milieux politiques et dens la presse. En novembre 1980, Henri Tournet, en fuite et réfugié aux Baléares, était condamné per comunece à quinze ans de ráclu-Manche pour faux en écritures publiques, we see a me

En 1983, la famille Boulin, rementant, en cause de manière spectaculaire la thèse du suicide, dépossit platris contre X pour homicide volontaire. En septem-bre 1991, douze ans après la mort de l'ancien ministre, un juge d'instruction rendeit un non-lieu et le famille faisait appel. Le 15 sep-tembre 1992, la chembre criminelle de la Cour de cassation a définitivement clos l'affaire en déclarant irrecevable l'ultime pouvoi de la famille.

Louis de Guiringaud, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Barre. -Diplomata da carrière, Louis de Guiringaud était représentant de la France à l'ONU depuis 1972 quand il est nommé ministre des affaires étrangères dans le gouvernement de Raymond Barre, le 27 août 1976. Le 28 novembre 1978, il quittait sans bruit le gouremement à la demende du président de la République et prenait sa retraite. Dépressif depuis plu-sieurs mois, il mit fin à ses jours près de quatre ans plus tard, le 15 avril 1982, à l'âge de soixante

w Yves Laurent, maire socia-liste de Saint-Sébastien-sur-Loire. - Militent socialiste. conseller général et chargé de mission suprès du ministre de la ville. Yves Laurent était maire de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Attentique) depuis 1983. Le 13 septembre 1991, à l'âge de trants-neuf ens, il mit fin à ses jours dans se voiture, face à l'océan Atlantique, expliquant dans une lettre qu'il n'avait pu supporter le «déshonneur» d'être mis en cause dans un article de l'Evénement du jeuci rapportant les accusations de Rané Trager, industriel nantais ayant contribué au financement du PS.

MAI 1993

Le Monde

SPÉCIAL EXAMENS

Le dernier état du monde et de la France

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

L'état dépressif, un retour vers le passé

De la même manière qu'il est parfois dangereux d'arrêter trop brutalement de fumer ou de se droguer, l'arrêt brutal de l'exercice du pouvoir peut avoir des conséquences imprévisibles. Le profes-seur Jean Bernard, qui, an cours de sa longue carrière, fut appelé à maintes reprises au chevet de quelques-uns des grands de ce monde, a est à plusieurs reprises interrogé a est a pusseurs reprises interroge sur ce qui se passe su moment de la retraite des hommes d'Etat. « L'état dépressif est alors évident, écrivait-il (1). Il peut desenir dra-matique pour certains dirigeants. »

Scion plusieurs témoignages, Pierre Bérégovoy était effective-ment déprimé depuis son départ de l'hôtel Matignon. Cet état dépressif était apparu, selon certains proches, avant même la défaite du Parti socialiste aux élections législatives, au moment où il fut mis en cause dans l'affaire du prêt sans intérêt de Roger-Patrice Pelat. Quel que soit le momeot où est apparue cette dépression, on ne it qu'être frappé aujourd'hui par l'isolement dans lequel, progressi-vement, s'était réfugié M. Bérégo-

Visiblement, lui qui, en dépit de ses origines modestes, avait été si fier de parveoir au plus haut oiveau de l'Etat, n'arrivait plus à retrouver goût à la vie. Dans l'hommage qu'il a rendu à son vieil ami, Pierre Mauroy, lui aussi aocien premier mioistre, a bico décrit cette « décompression » qui suit un passage à l'hôtel Matignon, cet état d'extrême fragilité dans lequel se trouve alors celui qui a

Si certains hommes d'Etat arrivent sans trop de difficultés à sur-monter pareil changement de vie, d'autres, poor peu qu'ils aient quitté le pouvoir à la suite d'un échec cuisant, et qu'il s'ensuive l'apparition d'une dépression, n'y parviennent pas. Pour eux, le l'apparition d'une dépression, n'y parviennent pas. Pour eux, le temps o'est plus le même. Ainsi que l'explique le professeur Daniel Widlöcher dans son ouvrage les Logiques de la dépression (2), la dépression est nne maladie du temps. « Le malade n'a plus conscience d'un avenir qui viendrait à sa rencontre. (...) Il se sent fuir vers le passé, attiré vers lui. » Ce que le psychiatre Henri Ey décrit ainsi : « Le malade a l'impression de marcher négativement par rapde marcher négativement par rapport au temps... de tourner en sens inverse de la terre, et le temps fuit

> Le désenchantement d'un idéal

pour lui d'une manière atroce.

Ce passé, Pierre Bérégovoy ne le reniait pas, bien au contraire. Il en était fier et, en quelque sorte, le revendiquait. Mais peut-être ne supportait-il pas de ne pouvoir en sortir an regard des autres, fussent-ils ses proches, et d'être toujours coosidéré, en définitive, comme un éternet ancien ajusteur. Après son passage à l'hôtel Matignon, paré de son titre d'ancien premier ministre,

il acceptait mal de voir resurgir en lui une conscience de classe qu'il

An dire de ses proches, il était triste, parfois plongé dans une espèce d'ioertie mélancolique d'au-tant pins importante qu'il avait à la fois le sentiment d'être victime d'une mjustice, s'agissant de son bilan politique, et qu'il n'avait plus cette existence trépidante de Matignon pour l'emphoriser. Comment, en outre, ne pas rapprocher cette confidence qu'il avait faite il y a quelques jours à Jean Glavany a Nous avons été trop gestionnaire, par assez social » – du désenchan-temeot d'un idéal, caractéristique de la mélancolie?

Encore une fois, toutes ces consi dérations ne valent certainement pas explications et sans doute ne connaîtrons-nous jamais la ou les raisons qui ont poussé M. Bérégo-voy à accomplir ce geste ultime. Homme dn peuple et « Pinay de ganche », sans doute cette dualité le de la contrait et le des la contrait et le fui était-elle parfois difficile à vivre. Ayant l'impression d'avoir perdu tout controle sur les événe-ments, le suicide lui était-il apparu comme le seul acte lui permettant de prendre sa revanche sur une situation qu'il vivait comme atrocemeot iojuste, co adressant un message de détresse que personne,

sinon, ne voulait entendre? Le suicide de M. Bérégovoy rappelle en tout cas quelle situation psychologiquement difficile peut endrer la mise à la retraite de certains dirigeants, non sculement chefs d'entreprise, etc. A ce propos, le professeur Jean Bernard envisa-geait des pistes de recherches origi-nales, se demandant si l'accession au pouvoir, qui constitue un événe-ment exceptionnel dans la vie d'un homme, est capable de modifier toutes sortes de sécrétions, en particulier bormonales. Il se demandait si la connaissance de cette nouvelle situation physiologique, qui peut être déterminée par des sécrétions que nous connaissons mai, ne permettrait pas de « mieux comprendre ce qui se passe chez beaucoup au momeni de la retraite ». Et ainsi de tenter de prévenir, moyennant une prise eo charge médicale ou psychologique

D'une manière générale, le suicide de Pierre Bérégovoy est l'occa-sion de rappeler à quel point est inquiétante, en France, l'évolution du nombre de suicides (ce nombre a augmenté de 55,6 % entre 1968 et 1983). Depuis 1982, le nombre annuel de suicides dépasse celui des accidents de la ronte. Aujour-d'hui, le suicide représente 2,3 % de l'ensemble du nombre des décès survenus chaque année en France,

adaptée, le risque de dépression et

FRANCK NOUCH

(1) Dans Ces nouveaux malades qui nous gouvernent, de Pierre Accoce et du docteur Pierre Rentchnick (Editions

(2) Editions Fayard (collection « Le

Vos données sont un filon que nous vous aidons à exploiter.



Aujourd'hui, l'entreprise la plus compétitive est celle qui est la mieux informer per ses chents. Pourtunt, pius difficile d'analyser les monttenes de données transactionnelles brutes qu'elle recoeille chaque joor mais n'exploite pas

touiours an missre. Avec NCR, il est maintenant possibi

d'exploiter le filon que renferment vos données, limaginez, par exemple, le erricle, juste à trangs pour effectuer un

séassort. Ou une compagnie de transport ferroviaire capable de géner l'ensemble du trafic voyageurs pour optimiser les units er répondre sinsi à l'attente des voyageurs.

Nos systèmes ont le pouvoir d'extraire de vos données ce qui est vital pour votre entreprise grice an traitement

rencesseurs Intel486" carolocent parties différentes de la base de

secondes la réponse que vous cherches. S'il se produit un changement significari dans le niveau des stocks, ou dans le comportement des ussuers, wons en étes le

Nos systèmes one amplement prouve

entreprises pour lesquelles l'information er sociétés de crédit, communics d'assumaces ou chaines d'hypermarches. Nom en sommes à notre quarrième génération de systèmes, avec dix em d'expérience dans l'application du

l'informatique de gestion. Mais ce n'est on'une des facettes de nos compétences.

La fizsion d'AT&T et de NCR a donné issance à un groupe spécialisé dens les systèmes d'information d'un nouveau type. File your office les technologies don: les entreprises d'aujourd'hui ont besoin pour les accompagner dans le prochair complementaire, contactez NGR. Nathalic Beaumont, tel. 49.03.27.75.



La libre-informatique Pour maitriter le chancement

Le suicide d'un juste

par Laurent Fabius

■N novembre 1936, devent les mises en cause infâmes de Roger Salengro, Léon alore préaldent du conseil prend la défense de son ministre «Pensez à l'homme, car il y e un homme dane cette sffeire, un homme evec un cœur d'homme... un homme qui, depuie des turé. Oh l je le saie bien... On essaie dans ca cas-là de contraindre, de refouler en sui sa eouf-france. On dir à eee amis : « Ce n'est rien, cela ne compte pas. » Et puis, quand les emis voue suivent dee yeux, ils vous voient un visage altéré. Alors, ils éprouvent dene leur amitié, dans leur tendresse, à quel point un cœur d'homme peut êrre rongé par une estomnie

Léon Blum sait de quoi il parle, quand il évoque le calomnie à propos de Roger Salengro, qui va se suicider quelquee jours plue tard. Noue, bouleversés de trietesse, nous pensons eujourd'hui à Pierre

Personne, bien sûr, ne peut savoir avec certitude les motifs de son geste. Même les confidences les plus précises ne tradulsant pas nécessairement une vérité qui peut être multipla. Meis pour avoir suivi depuis des mois le calvaire de l'ancien premier ministre, pour evoir été depuis des ennées son ami, pour evoir uccupé les mêmes fonctions que lui, connu avec lul la victoire et la défaite, discuté avec lui de tout cele dene l'intimité, pour m'être dit ces demiers jours : «Il risque de faire une bêtise» et me reprocher eujourd'hui de ne pes evoir fait peut-être - mais quoi? - teut ee qu'il fallait pour l'empêcher, je suis convaincu que l'élément déterminent, le cause essentielle de son désespoir fut la maeee dee calomnies qui s'est ebattue sur lui à propos de son honneur, en particulier concernant le prêt pour l'acquieition de son ment, lui ôtant le possibilité même de se disculper, lui coupant - eu sene propre - son énergie

> Le fond du désespoir

Dans une démocratie, les juges, les journalistes, les hommes politiques, les citoyens dolvant faire leur devoir. Ce devoir peut entraîner des conséquences dés-agréebles, reduutables même, pour des responsables publics, qui dolvent les eccepter. Male les mises en cause injustee, les imputations mensongères, les attaques personnelles euxquelles on ne peut répondre, ne devraient pae pouvoir être proférées, colportées, ressassées comme elles l'ont été contra Pierre Bérégovoy. Il y e des mots, des caricatures, des Images qui ont le puissance des balles. Le suicide de Pierre Bérégovoy devrait suscitar chez beaucoup au mains vériteble exemen de

conscience. Je ressens cette injustice d'eutant plue fort, en pensant à sa famille et à ses proches, que ce sont les mêmes belles âmes qui, pour une pert, eprès l'avoir trefné dans le boue, viennent aulourd'hui faire assaut de déclarations bénisseuses, occupent les antennes evec leurs regrets, y perlent d'ellleurs plus volontiers d'elles-mêmes que de Pierre, contribuent à lui voier se mort comme elles ont détruit sa vie. Que de mains eur le cœur qui, lorequ'on s un peu de mémoire, semblent vraiment indécentes !

Plerra Bérégovoy aurait par-

donné tout cela car, à l'honnêteté st eu sens élevé de l'Etat qui étaient les eiens, il ejoutait une grends bonté. Aimant l'homme équilibré qu'il fut, je mesure combien son cheminement vers la suicide traduit le fond du désespoir. Pour le socieliste qu'il éteit, il exprime aussi una ultima révolte. Pierre ne croyait pes que serait de son vivent rétablie la vérité des faits. Sans elle, l'existence n'avait plus de sens. La mort, alors, pourrait-ells faira juetica de ca qu'il s vraiment été, le reconnaître tel qu'il fut - c'est-à-dire un homme pleinement juste? Aujourd'hui c'est feit, meis dens la douleur déchirante du drame. Et trop tard.

▶ Laurent Feblus, député de Seine-Meritime, est ancien premier ministre et ancien premier secrétaire du PS.

messee, à leurs programmes, à

leurs idéaux, à leurs responsabili-

tés, à tout ce fatrae que l'on

n'imaginait plus qu'utilitaire et

mécanique. As y croient, en tout

Pour les téléspectateurs, Pierre

Bérégovoy, les demiers temps de

son passage à Matignon, était

devenu un étonnent robot cui-

rassé de certitudes et de conten-

tement de soi, Impossible à

ébranier ou seulement à interrom-

pre. Qu'il apparaisse, qu'il évo-

que son honneur, sa conscience,

et, syons aujourd'hui le courage

de l'svouer, on ricaneit intérieure-

ment. Le coupçon, l'universel

soupçon l'avait anglué comme

les eutres. Quella erreur I Ces

mots désormals creux d'avoir été

trop souvent répétés - mon hon-

neur, ma conscience, le socie-

lisme - résonnaient donc secrè-

tement en lui, si loin, si profond,

que les milla yeux suspicieux de

la foule n'en pouveient rien devi-

Doute

inavonable

soir, la parole politique, toutes

les paroles politiques, se trouvè-

rent instantanément comme reva-

lorisées, rechargées en authenti-

cité et en vérité. Et si, maigré les

spparencse, la vie politique

n'était pas seulement un specta-

cle ridicule et vain? Et si les res-

ponsables n'étaient ni des robots

ni des cibles pour jeu de massa-cre? Et si leur défilé sur l'écren

n'était pas seulement une sorte

de «Bébête Show» amélioré? Et

ei c'étaient des hommes, des

Dès avant 20 heures, samedi,

sur France 3, un journaliste de la station régionale de Bourgogne,

un étrange eourire aux levres,

comme si tout cela n'était pas

réel, commenceit d'énumérer le

liste des macebres détails du sui-

cide. A cette heure, sans l'ombre d'un doute, Pierre Béréguvoy

hommes de chair et de sang?

De ce sangiant rappei, samedi

cas, suffisamment pour en mou-

A GAUCHE

وحدر من رالامل

M. Rocard (PS): «L'action politique n'est pas un spectacle»

Miebel Rocerd, qui e'est ecucilli, dimanche après-midi, à l'hôpital militaire de Val-de-Grâce devant le dépouille mor-telle de Pierre Bérégovoy, s'était déclaré aunaravant « abasourdi et bouleversé » par le suicide de l'ancien premier ministre,

Saluant en Pierre Bérégovoy un homme de conviction et de sidélité », le président de la direction nationale du PS evait souli-gné que Pierre Bérégovoy s'était penché avec courage sur tous les dossiers difficiles de la période en cherchant toujours à unir la bonne gestion, sans laquelle il n'y a pas de progrès social possible, et la justice sociale » .

M. Rocard e estimé que dans le suicide de Pierre Bérégovoy e il y o à la fois de l'abattement et sans doute oussi de la colère », ajoutant : « C'est une protestation contre lo double injustice qu'il subissait, comme homme public et comme homme privé.

Le président de la direction nationale du PS a jugé qu' e il y ovait beaucoup d'injustice » dans les critiques portées contre Pierre Bérégovoy dans l'affeire du prêt de Roger-Patrice Peiat. e Pour un honnète homme, cela était insup-portable », «-t-il ajooté. « Notre civilisation transforme en specta-cie lo vie publique, or l'action politique n'est pas un spectacle, elle est dure », a conclu M. Rocard. M. Vauzelle : l'injustice du système médiatique

M. Michel Veuzelle, ancien minis-M. Michel Veuzelle, ancien ministre de la justice, nous a déclaré:

« l'étais ministre de la justice dans son gouvernement. Il m'apportait un soutien sans faille dans ma volonté de faire respecter ovec rigueur, quelles que soient les personnalités mises en cause, l'indépendance des magistrats du parquet. Comment cet homme d'Elat, reconnu comme un exemple de solireconnu comme un exemple de soli-dité et d'équilibre, a-t-il pu en venir à se donner la mort? Qu'on n'évoque pas la récente défaite électorale : il s'est battu toute sa vie et o connu

 Qu'on n'évoque pas davantage son isolement : sa famille, ses amis l'aimaient et savaient l'entourer. Sa mort date du moment où il a été touché au caur par l'exploitation du prêt Pelat. Le système médiatique a détruit en un instant l'eavre de toute

bien d'autres énreuves de ce type.

» En un instant, puls chaque jour et d'heure en heure, on détruisait ce qui avait été le fruit de son labeur, de son ardeur militante au service de la France et de ses idéaux de gauche. L'honnète homme, injurié, défiguré

CHEZ LES ÉCOLOGISTES

machine politique». - M. Waechter, porte-parole des Verts, a saine la mémoire d' « un homme de convictions et d'engagements, qui savait éconter et prendre des décisions» et « dénoncé une « campagne menée wai-semblablement sans fondement « contre l'ancien premier ministre, «victime d'une certaine machine

par un système où il ne pouvait plus éconter la radio, regarder la télévision, lire un journal, intervenir en public sans être obligé de ne plus parler que de ça : le soupçon entretenu à chaque Instant par le système médianique sur ce qu'il avait de plus cher, la raison même de son combat, de sa raison de vivre: son honneur, son intégrité, sa

» Dès lors, Pierre Bérégovoy, atteint au caur, fut miné en l'espace de quelques semaines. Songeant à cette injustice et à ce qui pouvait l'at-tendre encore, il n'a plus supporté le poids devenu invivable de l'injustice. le poids des jours à venir.

» Devant un tel drame, nous qui l'avons aimé et respecté, comment accepterions-nous que sa mort soit seulement un événement atroce? A l'image de sa vie, tout entière au service de la justice sociale, sa mort oit résonner comme un cri contre l'injustice du système médiatique dont nous sommes tous les esclaves et les victimes. Avons-nous le droit de laisser perdurer un système qui brise les meilleurs et qui peut, demain, briser à son tour la démocratie?»

D M. Waechter : « Une certaine cause aujourd'hui, a déclaré Noël Mamère, porte-parole de Génération Ecologie. Parce qu'elle a laissé le cynisme et l'hypocriste l'emporter sur le débat d'idées, la classe politique de ce pays porte une lourde responsabi-lité dans la disparition de Pierre Béré-

□ M. Lalonde (GE); «Amplifica-tions». – «La politique ne devrait pas être aussi tragique et chacun □ M. Mamère (GE): « Violence».

— «A travers la violence de la mort de Pierre Bérégovoy, c'est la violence de toute la classe politique qui est en sident de Génération Ecologie. devrait réfléchir aux conséquences des amplifications médiatiques ou électo-rales», a déclaré Brice Lalonde, pré-

Comprendre

La mort de Pierre Bérégovoy a ouvert le champ des joterprétations, et il est licite, légitime, que le pays tout entier s'y soit livré eu cours de ce week-eod désormeis cours de ce week-eod désormeis inoubliable. le mai 1993. Le pays, sollicité de manière inattendue par ce mort, s'est interrogé, en général avec une remarquable dignité, sur les rapports du pouvoit et de le vie, sur ceux de la personnage, sur ceux de l'image et de l'être. Le dernier acte de Pierre Bérégoyoy, acte intime s'il en est Bérégovoy, acte intime s'il en est aura d'une certaine manière été son dernier acte politique, et Bernard-Henri Lévy n'eut sans doute pas tort, lors de l'émission « 7 sur 7 », de considérer que ce qu'il laisserait de plos fort dans la trace historique, ce serait paradoxalement son suicide. L'ecte d'uo bomme retombé de très haut. Retombé de l'asceosion sociale, retombé du pouvoir, retombé du socialisme euquel il avait voue sa

Réévaluation collective

Uo homme entemé per un cocktail d'échecs : uos rigueur personnelle écomée par les «affaires», une politique économique soumis au jeo cruel des «bilans» menacants, une présence au pouvoir commençant dans l'euphorie des sommets enfio atteints et se concloant par la sanctioo historique d'une gauche renvoyée poor longtemps à la redéficition oppo-sante de ses desseins, des amitiés sans doute devenues moins fidèles. Au total, sans doute, une image de soi férocement abîmée dans l'assè-chement des convictions recalées par le pays. Dernière protestation d'booocteté: no forban n'aurait nas eu ce souci-là.

Il o'est pas ioterdit de penser que le méthodique Pierre Bérégovoy, qui médite l'organisation de soo trépas, ait songé à ce que seraient les réactions qu'il provoquerait. Et que se produirait ce qui s'est produit : une réévaluation col-

Le Monde SÉLECTION

IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

46-62-72-24 et 48-62-72-97

lective de son ection, des éloges, des protestations d'amitié, d'estime, d'affection, Il lui fallait sans doute en passer par là pour que le pays codevillé, toutes teodances politiques confondues, lol uffre l'hommage que, vivant, il o'evait

Message de liberté

Se délestant, par cet acte définitif, de toute la culpabilité que sans doute il s'ettribuait - comme s'il co evait été le principal agent ! dans le déroute des socialistes, Pierre Bérégovoy a laissé, en atten-dant peut-être des textes écrits ultérieurement découverts, un message qui o'est pas si confus. Uo d'alarme. Pierre Mauroy co e sppelé à la quête d'uos « éthique collectives, tandis que Raymond Barre souhaitait « une démocratie plus mesurée». Cela ne viserait pas sculement e les juges et les journa-listes », comme le proférait un Michel Charasse vindicatif tandis que le maire de Nevers était encore cotre la vie et la mort. Cela s'adresse à l'ensemble de la société.

Le combat politique o'est pas, foodamentalement, différent des autres engagements que requiert la vie en société dès lors que sont en jeu, pour les acteurs des différents champs, la conviction, le travail, la compétition, l'image, le discours et le résultat. La trasédie de Nevers est aussi, comme l'a dit le docteur Grivois lors de « L'heure de vérité », le message de liberté d'un bomme qui, voyant son destin lui échapper, trouve dans le fait d'en finir la seule manière de reprendre les rêces de sa vie, un dernier choix, un ecte autonome.

Dans une société qui cherche de manière désordonnée, voire dépressive, une issue à ses diverses crises - économique, sociale, urbaine - et une élaboration de nunvelles valeurs, la mort de Pierre Bérégo-voy sanctionne l'urgence du sens. Sens de l'action politique dans la dérive imagière et schématique de la dictature audiovisuelle. Sens do travail jouroslistique quand ne subsistent que les barrières que l'on s'impose à soi-même. Sens du ponvoir, qui ne pent se limiter à des alternances d'équipes âpres aux emplois à se disputer. Sens des engagements quand la conviction est présentée par le cynisme ordinaire comme une oiaise survi-vance. Sens d'exister, enfin, dans un décor conçu pour le paraître et dominé par l'svoir.

Rendre anjourd'hui hommage à Pierre Bérégovoy, c'est, aussi, s'as-surer que tous les êtres dans l'impasse trooverout sur leur ebemin un écho à leur parole de vivant. Seus etteodre que leur mort en révèle, trop tard, la rétrospective

BRUNG FRAPPAT

Les anonymes du Val-de-Grâce ils y croient donc parfois, les était, mort, la nouvelle étant hommes politiques, à leur langue confirmée à la foie par la préfecde bois I Ce fut une illumination ture de la Nièvre et par l'Elysée. brutele, confuse et inettendue, Tout bescuia à 20 heures 09. A quend le pouvelle s'inscrivit, en cette minute, alors que Gérard bas de l'écran, presque subrepti-Carreyrou assurait sur TF 1 que François Mitterrand ne preneit cament, au milieu des rires et des plaisanteries de l'émission « Frouplus son ancien premier ministre au téléphone, on entendit soufrou », de Christine Bravo, peu svent 20 haures samedi. Ils dein le voix de Claire Chazal : «Je crolent donc parfois à leurs proyous Interrorraps, Gérard Carrey-

...« Pas totalement confirmé »

rou... . Elle donne fecture d'une

dépêche. Pierre Bérégovoy n'était

plus mort. «Le pronostic vital est

ses médecins à Nevers.

Commencèrent alors des Inetants doublement irréels. Etsit-ce la neutralité du ton de la présentatrica, is non-formulation eur l'écran des questions qui nous venalent immédiatement à l'esprit - comment une eussi monstrueuss anticipation avait-elle été possible? - nul ne sembisit plus sevoir si l'on parlait d'un vivant ou d'un mort, mais nul n'osait se formuler à sol-même ce doute inavouable. Cramponné, en dépit de l'information dont Claire Chazel venait de lui donner lecture, à l'hypothèse de le mort, Gérard Carrayrou tint & echavar con enecdota : Is demiàra fois qu'il evalt téléphoné à Pierre Bérégovoy, quelques jours auparavant...
Il lui fallut attendre une nouvelle apparition, à la fin du journel, pour qu'il soulignat « l'indécence « que pourrait constituer, l'éloge funèbre d'un vivent. Claire Chazal, alora, se refusait toujours à parler de « tentative de suicide», préférant mentionner un « sulcide qui n'était pes totelement confirmé ». Comme si chacun. eyant accompil un effort surhumain pour intégrer l'inimaginable - la mort violente d'une figure familière - se refusait à ce nouvel effort : la démenti de la nouvelle

Comme pour se disculper d'avoir épousé si facilement ces váritás contraires et successives. Gérard Carreyrou fit alors le relavé précie des dépêches d'agence - l'egence Reuter - sur le foi desquelles le décès avait pu, trois quarts d'heurs durant, êtra ennoncé comma certain. L'on en déduisit que la responsabilité en revenait sans doute à la préfecture de la Nièvre, qui avait légèrement anticipé. « C'est le fin

perdonnez-nous », .conclut. Claire Chazal, qui n'appréciait visiblement pes que l'imprévisible es permit ainsi de découdre un «20 heures» habituellement si parfaitement coust.

A la télévision

Amère ironie du temps qui galope, quand Claire Chazel reprit enterne vers 23 heures - nul ne sachant encore que l'ancien premier ministra aveit succombé trois quarts d'heures plus tôt dane l'hélicoptère qui l'emensit était enfin devenu une « tentative da suicida e. e l es médecins sont un peu plus optimistes qu'il v e deux ou trois heures, ils pensent qu'il sera copérable», assurait un cumaliste médical de la chaîne. Ainel étions-nous pour la seconde fois à contretemps avec la réalité. Il failut attendre les derniers bulletine d'informations, sprès minuit, pour que tout espoir se dissipat définitivement.

Avalanche verbale

Tout eu long de cette première période, au milieu de l'avalanche verbale désemparée qui escortait l'événement, quatre mots tout simplee nous evalent menqué, quatre mots epparemment si difficiles à prononcer dans le feu du direct : « Nous ne savons pas. « A l'heure qu'il est, noue ne savons pas si Pierre Bérégovoy est ou non décédé. Nous ne savone pae, et voici pourquol noue ne savons pas. Au lieu de quoi, sous la loupe terrible de la caméra, des supputations transformées en hypothèees, lee mêmes aussitôt transmuées en

A propos des raisons qui avaient pu pousser l'encien premier ministre à commettre son gesta désaspéré, commenca alors un autre impressionnent ballet de certitudes.

Au cours du week-end, question fut poeée à tout le monde par chacun, et même, sur France 2, à un neurochirurgien qui heureusement se récusa. Mais à part lui, chacun savait. Journalistes at hommes politiques se montrèrent plus péremptoires, chacun - à l'exception. peut-être, de Raymund Barre, tràs subre, eu coure d'une Heure de vérité a spéciele e epproprient un patit morceau de vérité supposée. Il ne suppor-

tait pae que sa gestion eoit contestée per ses successeurs. riequa Véronique Auger, sur France 2. Il ne supportait pas davantage que ses camerades socialistes fassent peser sur lui une part du poids de la défaire, eelon Cerreyrou. On évoqua la décompression de l'après-Matignon, le prêt Pelat, la froideur de François Mitterrand, l'achamement des juges et de la presse, mille raisons, «Les caricatures lui étaient sutant de coups de poi-Carreyrou dans un premier temps avant, quelques heures plus tard, d'osar une sorte d'sveu : ey compris celles du « Bébête

« Coups de poignard »

Dimsnehe eolr, on epprit encore à #7 sur 7 » que le dé péré n'avait pas choisi le 1- mai per hasard, « qu'il était mort le jour du temps des cerises « (Bernard-Henri Lévy), « dans le paysage qu'il avait choisi pour cadre de sa demière affiche électorale » (Pierre Mauroy). « Dans un suicide, celui oui tue n'est iamais le même que celui qui est tué ». assura encore le philosophe, ee demandant : « Est-ce le Pinay de gauche qui e tué l'encien ejusteur? Est-ce l'inverse?«

Tout au long du week-end, le suicide de Pierre Bérégovoy devint einsi eun cris, eune demande suprême pour que les Français se parlent plus » (Bernerd Kouchner), eun acte d'affirmation de sa volonté d'être présent dans son destin jusqu'eu demier momente (un psychiatre), cun geste par lequel il a touché au sublime (Bernard-Henri Lévy), e une mécanique qui ne pouvait plus e errêter » (Gérard Carreyrou). Claira Chezal demands à Michel Rocard si l'on allait « vivre un tournant dans les mosurs politiques f.

De tous côté, montèrent des eppels, toujours dignee, perfole émouvants, à une vie politique pacifiée, eu respect, à l'écoute mutuelle. Les anonymes du Velde-Grâce semblaient eux aussi le recentir ainsi, que l'on nous montre dénosant des roses au pied de l'hôpital, et manifestant une émotion, une révolte que l'on n'eût guère imaginées possibl

DANIEL'SCHNEIDERMANN

. .

PIERRE BÉRÉGOVOY

en France

Tilene mediation

CONTRACT COMMENTS OF THE PARTY OF THE PARTY

The second secon

2 C 12 200 5 W

tal. Jaming in an and

-- 7.1.12 四次四十五

Car and

--- in the qui brig k

7 72 Sau pini

- Edat Ne

The Edition

en ben out : her!

2 4 C.5 comp

PACE STATES

Ange (2): elopte

- - DED002

Water spine

ביין די אברוקע ב מבון

THE REAL PROPERTY.

7 - 7" L 102 H 6 253.

THE STATE OF STATE OF

े सह दे न्यांच्या व

Property and

The state of the s

Since the second of the second second

115 = 1500

Cours

is property

1, 18 635

12 B SAL 32

- 11 mm (12) (12 mm)

For 1 25 7 5 7 35

10, 10 mg 200 300 500

The second second

The seed of the

10 a 61 all

The state of the s

PIER

The state of the s

TOTAL STATE OF THE PARTY OF THE

SELLY SENETUERINAM

10 2 F 7 3 2

The second secon

ES SERVICE TO THE SECOND

THE THE WAY

Val-de-Grâce

- - Language 1

U M. Delors (PS): « Un pen de retenue». – Saluant « un homme d'honneur, un homme d'Etal, un grand dirigeant politique », M. Delors, président de la Commission des Communantés européennes, e affirmé que Pierre Bérégovoy avait vécu ces derniers mois a presque un calvaire, non seule-ment à cause des attaques person-nelles, mais parce que su politique étatt. remise en cause, y compris parfois même par ses amis». Esti-mant que l'ancien premier ministre nvait que l'ancien premier innistre nvait voulu « envoyer un signe, un message » que aous enrons « à mèditer pendant longlemps », M. Delors e jugé « qu'an peu de retenue ne nous ferait peut-être pos de mai aux uns et aux autres et connochemit des Ferancie de rapprocherait les Français de l'intérêt général et de la démocra-

M. Mauroy (PS) : " Beaucons d'attaques injustes et personnelles ».

Pierre Mauroy, ancien premier ministre, président de l'Internationale socialiste, na indiqué avoir reçu il y n deux jours une lettre de Pierre Bérégovoy dans laquelln celui-ci lui disait a combien san gouvernement avait bien commence et comment tout ça s'était mal terminé et comment il en était affecté », « Manifestement il était très affecté, a dit M. Mauroy. Il avait été la cible de beaucoup d'astaques injustes et personnelles et je sais qu'en homme d'honneur il en a beaucoup souffert v. « A. Matignon on est soumis à une pression consi-dérable, à laquelle on s'habitue, et lorsqu'on quitte Matignon on vit une période qu'on pourrait appeler de décompression qui peut se tra-duire par une certaine fragilités, e ajoaté l'ancien premier ministre, qui s'est rendu dimanche après-midi à l'hôpital du Val-do-Grâce. U M. Lang (PS): «On a dénigré, dénigré, dénigré…». – Jack Lang, ancien ministre de la culture et de

l'éducation, a souligné qu'eà aucun moment, au cours du dernier mois, une parole n'a été prononcée pour rendre hommage à l'action excep-tionnella [de Pierre Bérégovoy] at estime que son suicide n'était pes sur acte d'abandons mais sun acte de volontés par lequel l'ancien pre-mier ministre invitait ses concitoyens à econstruire une démocra-tie enfin civilisée dans laquelle on cessera - pour justifier son action ou pour tenter de gagner des suf-frages - d'abaisser, de mentir ou de calomniers.

D M. Charasse (PS): «Je serais jago ou journaliste...». – « Je serais juge ou journaliste, je ne dormirais pas bien ce soir, a déclaré Michel Charasse, sénateur du budget, ancien ministre. Il a été accablé par une injustice personnelle insupportable. Depuis deux mois, il suivait un chemin de croix épouvantable». Scloa M. Charasse, Pierre Bérégovoy a été « victime d'une curée médiatique alimentée par des fuites graves au niveau du secret de l'ins-

C M. Rayal (PS): « Harcèle-ment». - « Les mises en cause per-sonnelles, répétées, ont été un far-

DANS LES SYNDICATS

C Me Netat (CFDT) : a droitere ». - Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, es'incline devant la mémoire de Pierre Bérégovoy, l'ancien premier ministre, le militant, l'homme de conviction », et salue soa actioo, « marquée par sa disponibilité, la sim-plielle des relations qu'il a su entratenir et par la droiture du sens de l'Etat qui l'Imprégnait ».

O M. Vinanet (CGT): « symbole s. – Louis Vinonet, secrétaire général de la CGT, souligne que les relations de la CGT evec l'ancico premier ministre e ont toujours été empreintes du respect de l'homme et de l'homme politique qui caractérisait sa propre démarche ». « l'observe en même temps avec émotion et respect, ajoute M. Viannet, la symbolique de sa décision de mourir au soir

u M. Periget (CNPF) : « dispo-nibilité ». - François Periget,

deau lourd à supporter, a déclaré Ségolène Royal, ancien ministre de l'environnement. On sous-estime toujours les blessures intimes, per-sonnelles, que les hommes ou les femmes politiques subissent, lors femmes politiques subissent, tors des épreures qu'ils subissent ou qu'ils acceptent. Le harcèlement que l'on peut subtr, à la fois dans l'exer-cice de sa fonction mais aussi dans ses affaires personnelles, intimes, famillales, je crois que cette accu-mulations personnelles accu-mulations amfaire impagnibles a

un cri, une grande douleur, une grande solitude, c'est le témoignage que le fardeau était trop lourd, a déclaré Berpard Kouchner, ancien ministre, après s'être rendu dimanche matin à l'hôpital du Val-de-Grâce. C'est d'abord une solitude, un homme qui cherche la lumlère, qui exprime de façon honorable, dans un geste d'honneur, son dégoût et son impulssance. » M. Kouchner a estimé que « Pierre Bérégovoy était très déprimé, très touché, très choqué par ces atta-ques, celles qui l'avaient touché dans son honneur, celles dont il se croyalt exempt à jamais.»

s'avèrent parfois irréversibles.»

M. Kouchner: « Un geste d'hon-

 M. Jospin (PS): « Désespoir ».

- Lionel Jospin, ancien ministre de l'éducation nationale, s'est déclaré reducation nationale, s'est déclaré a profondément atteint par le geste de Pierre Bérégosoy tant il exprime de désespoir, de révolte et de soli-tude ». « Sur notre action politique pèse aujourd'hui l'ombre de cette tragédie », a ponssivi M. Jospin, ajoutant : « C'est en pensant aussi à Pierre Révégogn » pensant aussi à Pierre Révégogn » pensant aussi à à Pierre Bérégoroy, à son destin, à la fin cruelle de cet ami si réalisté et pourtant déchiré, qu'il nous faudra désormais continuer à agir ».

o Michel Bérégovoy: «Ils l'ant député socialiste de Seine-Maritime, frère de l'ancien premier mioistre, a déclaré : e A force de le dénigrer, ils l'ont tué, ils l'ont poussé à ce geste de désexpoir.» « Je roudrais que ça serve de leçon», a t-d ajouté.

D M. Marchais (PC) : « Valaérabi lité». - Georges Marchais, secrétaire général du PC, a déclaré que le gheste de Pierre Bérégovoy « suscite bequeoup d'émotion et de tristesse's et tappelle que eles diri-geants politiques sont aussi des ommes, avec l'affectivité, la vulnérabilité que cela implique». « Ces dernières années, le Parti communiste s'oppasait à la politique du gouvernement qu'il dirigeait, n njouté M. Marcheis. Mais, quelles que saient les circonstances, nos rapports auront toujours été cour-tois, et, je le pense, inspirés du res-

D. M. Fiterman (PC): «L'honnête homme qui s'en va». — Charles Fiterman, chef de file des commu nistes refondateurs, s'est incliné devant « la mémoire de l'honnète homme qui s'en va». « Cette mort rangique, a-t-il dit, devruit faire reflèchir tous ceux qui considèrent qu'un homme politique performant doit disposer d'une mentalité de a tueur », coux pour qui l'action politique ne comporte aucure règia morale, ceux, enfin, qui parient avec légèresé des choix et des motivations d'une personnalité politi-

du la mai, journée où les travailleurs expriment leurs combats et leurs solidarités.»

D.M. Binadel (FO); « angoisse ». - Se disant « fier d'être un ami da Pierre Bérégovoy », Marc Bloadel, secrétaire général de Force ouvrière, assure que « les militants de Force ouvrière sont dans l'angoisse et la

u M. Marchelli (CGC) : «dialo gue ». - Paul Marchelli, prési-dent de la CGC (Confédération générale des cadres), se souvient de « l'homme de dialogue », car a l'ancien premier ministre était un homme sincère qui se bauait pour ses idées et qui, même s'il a échoué, n'en était pas moins res-

DANS LA MAJORITÉ

M. Chirac : «la fermeté de ses convictions»

Interrogé, dimanche 2 mai, aa « Grand Jury RTL-le Monde» sur le suicide de Pierre Bérégovoy, Jacques Chirac, président du RPR, n tenu à « rendre hommage à la fer-meté de ses consictions et au courage avec lequel il les a assumées ». M. Chirac a expliqué que le poste de premier ministre est « extraordinairement contraignant» et que a quitter ces fonctions déstabilise quelque peu». « Je souhaite, a-t-il dit, que tout soit fait pour que des interventians extérieures ne contribuent pas à accroître les contraintes et les difficultés qui sont celles des hommes politiques »

En réponse à une question sur les attaques portées contre Pierre M. Bérégovoy, le président du RPR a sonligné qu'il n'avait a jamais critiqué l'homme », précisant : « J'oi en revanche critique sa gestion et je n'ai pas été le seul puisque cette gestion a èté sanction-née par les Français lors des dernières élections». «Je pense que dans la critique, qu'elle rienne du monde politique ou médiatique, il convient de toujours conserver la mesure, d'éviter l'acharnement et de se garder des mises en cause personnelles, a-t-il ajouté. C'est un danger dans lequel parfois certains tombent et e'est très maurais pour la démocratie.

M. Barre : des attaques qui «n'étaient pas justifiées»

Raymond Barre, ancien premier ministre, a salué en Pierre Bérégo-voy, dimanche 2 mai à e L'Heure de voy, annuacce 2 mai a el riente de vérité » sur France 2, nun homme courageux et responsable ». Coura-geux a parce que, comple tenu de son équation personnelle, il a été amené à prendre des décisions qui dévaient nécessairement susciter des réactions chez ceux dont il était le nius proche ». Responsable perce qu'eil mesurait la nécessité, sur le plan national et international, de prendre

M. Juppé (RPR): «Les services reades à notre pays». — Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, sociétaire général du RPR, a soressé un message de condoléances à Mª Bérégovoy dans lequel il écrit : «Qu'il me soit permis de rendre hommage à Pierre Bérégoroy pour tous les services rendus à notre pays, ainsi que de saluer le dévouement dont il a fait preune dans la défense de ses convic-tions et de son idéal.»

a M. Sarkezy (RPR): «Le seus de PEtat». - Selon Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porto-parole du gouvernement, le suicide de Pierre Bérégovoy e rappelle tragiquement le poids des inquiendes, interrugations et soucis qu'entraîne l'exercice de respon-sabilités publiques», e Au-delà de ses engagements et de ses choix person-

président du CNPF, s'est déciaré a profondément affecté par la disparition et par les circonstances tragiques » de la mort de Pierre Bérégovoy, pour lequel il nvait a beaucoup d'estime et de respect, pour ses convictions, ses qualités d'écoute et surtout la simplicité de ses rapports avec les autres ».

« Il m'a toujours manifesté de la considération et une totale disponibilité, a ajouté M. Perigot. S'il ne m'a pas toujours suivi dans mes conseils ou mes demandes, il m'a toujours écouté. Ayant été mélé aux discussions sur la politique économique et 'sociale qu'il a menées, j'al pu constater son réalisme, qui lui a permis de comprendre l'évolution des phénomènes nationaux et internationaux ».

Le Monde EN ENTREPRISE tarifs et services spéciaux

Service entreprises: Tél.: 49-80-32-68 Fax: 46-71-60-04

ail a remis en ordre les comples sociaux et pris des mesures courageuses pour l'indemnisation du chomage», ell a ensuite maintenu la politique du franc fort, contexte aujourd hui et pendant totte la campagne électorale, à indiqué M. Barre, qui e ajouté: « J'al vu à ce mament-la se déchaîner les mêmes les mêmes les mesures les me

noment-ta se decrainer les memes hommes, les mêmes organes, les mêmes intérêts qu'en 1968 au temps du général de Gaulle et en 1980-1981 lorsque je m'efforçais de défendre la monnale.» « Pour hii, qui avait redonné à notre pays une crédibilité sur le plan monétaire, qui avait dans les relations franco-allemandes compris l'importance que peut représenter pour la France une monnaie stable, qui avait réussi dans le groupe du G7 à donner l'image d'une économie qui avançait un peu mieux que celle de ses partenaires, il est évident que les attaques n'étaient pas justifiées », a conclu Fancien premier ministre.

l'ancien premier ministre M. Barre a «regretté qu'à partir de la rentrée 1992 Pierre Bérégonop n'ait pas pris les mesures draconniennes qui s'imposaient», mais il n estimé qu'il «n'avait pas connu de dérive électoraliste et laxiste et que les circonstances étaient telles qu'il ne pouvait agir ». Selon lui, « s'il était resté au pouvoir, M. Bérégovoy aurait pris maintenant les mesures qu'imposait la situation».

M. Balladur : «Un homme d'un grand mérite et d'un grand courage»

Edouard Ballador, qui s'est rendu samedi soir à l'hôpital du Val-de-Grice, s'est dit a profonde ment bouleversé par la disparition tragique de Plerre Bérégoroy ». Dans un communiqué, le premier ministre a ajouté : « Je le connaissais bien et je l'estimais. C'était un homme d'un grand mérite et d'un grand courage qui s'était pendant de longues années attaché à servir le mieux possible les interêts de notre pays dans les postes importants auxquels il avait été appelé. Je m'incline avec émotion devant la M. Barre a souligné e deux aspects doilleur de sa famille et de ses positifs » de l'action de M. Bérégovoy su ministère des affaires sociales, où je salue sa mémoire ».

> nels, chacun reconnaît le sens de l'Etat de ceux qui ont fait comprendre aux qu'il a manifesté dans les plus hautes fonctions et l'esprit de tolérance qui l'a Français qu'il fallait absolument choitoujours anime», n souligné ML Sar-D M. Poziatowski (PR): «Use

D M. Séguin : « Un homme de sin-cécité ». - « l'oi toujours considéré M. Bérégovoy comme un homme de sincérité et de conviction, qui s'est toujours efforcé de bien servir son pays », a déclaré M. Séguin, président de l'Assemblée nationale. Ce terrible événement suscite en moi des sentiments de consternation et de stupéfaction »

M. Giscard d'Estaing (UDF) : « Dignité » et « simplicité » . a Digitite » et a simplicite ». « Queilles que solent nos différences politiques, je n'oublie pas qu'il a été le Premier ministre de notre pays et qu'il a exercé sa fonction avec dignité et avec simplicité, a déclaré M. Giscard d'Estaing. Je mesure la profondeur de l'angoisse et du désarroi qui ont dit professions se se de désarroi qui ont dit professions se se de désarroi qui ont dit professions se se de desarroi qui ont dit professions se se de de desarroi qui ont dit professions se se de de desarroi qui ont de l'angoisse et du désarroi qui ont de l'angoisse et de desarroi qui ont de l'angoisse et de de l'angoisse et de de l'angoisse et de l'angoisse et de de l'angoisse et de de l'angoisse et de l'angoisse et de de l'angoisse et de l'angoisse et de de l'angoisse et de de l'angoisse et de l'angoisse et de de l'angoisse et de l'angoisse et de l'angoisse et de de l'an

o M= Vell: «Courageaco».— Simone Vell, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, qui s'est rendre dimanche après-midi à l'hôpital du Val-de-Grâce, a souligné lundi que Pierre Bérégovoy savait été courageux dans sa conduite des affaires puisqu'il ne faut pas oublier qu'il a été à l'époque particulièrement critiqué dans son propre camp et que de toute façon, la politique financière qu'il conduisait était une chose difficiles. «Chaque fois que quelqu'un meurt dans ces conditions, il faut blen dire qu'on est soimème confronté à sa propre mort, à son propre choix et particulièrement pour les politiques», n ajouté M= Vell. pour les politiquess, n ajouté M= Veil.

u M. Bandis (CDS): « Les servitudes de la rie publique ». – « Homme de coppictions et de devoir, il avait le sens de l'Etas et de l'intérêt public, en même temps qu'une constante fidélité dans ses engagements, a déclaré
Dominique Baudis, président exécutif
du CDS. Les circonstances particulièrement cruelles du décès de cette personne de bonne rolonié nous invitent à méditer sur les servitudes de la vie publique »

□ M. Lamassoure (UDF): «Une o M. Lamassoure (UDF): «Une bante opinion de sa charge». — «Cet homme était un vrai homme d'Etat, qui avait une haute opinion de sa charge, de sa fonction et de son pays, et qui a contribué à faire avancer la réflexion politique dans notre pays et la construction européenne», a affirmé Alain Lamassoure, ministre délégaé aux affaires européennes, qui a égaloment rendu hommage à l'action de l'ancien premier ministre. ell a été un POINT DE VUE

La première victime d'une nouvelle culture

Au commencement, il y e la morz. La mort, comme une infor-mation et donc, d'abord, comme un celui qui s'était noum de luttes colmensonge. Au commencement, il y a un meurire. Ce n'est pas d'un suicide qu'il s'agit. Ce n'est pas d'un échec électoral qu'il e'agit. Au commencement, il y a un meurtre.

Ez la meurtre de Pierre Bérégovoy n ceci de particulier qu'il n'est pas signé et qu'il ne la sera jamais, parce qu'il n'n pas besoin de l'être. Il est furtif, sens trace, échappant ainsi à toute sanction. Avien noir dans un ciel noir...

Un enfant de la République est mort et le République s'interroge : la politique n'était-alle pas le contraire même du désespoir? N'était-elle pas l'imparfaite et maladroite tra-duction de l'éternella espérance humaine?

Celui qui disait « changer la vie » aurait-il quitté de lui-même, ainsi, sa propre vie?

Le vérité, c'est que l'on meurt d'abord dans le regard des autres. La vérité, c'est que Pierre Bérégovoy est sorti - de son propre chef - d'une histoire qui n'était plus la sienne. Histoire que, d'un seul geste - devenant sinsi supérieur à tous, il nous abandonne dans son demier

Le fascisme de l'avenir

Car, pour lui, le mépris de se propre vie, c'était d'abord le méoris de notre vie. Et nous restons là comme s'il nous disait : « Vous la voulez ainsi, je vous la laisse, »

Dens ce système là - le nôtre n'être populaire qu'à ses propres yeux, ça ne marche plus. Il n'y a là aucun découragement, il n'y e là aucuna amenume, mais una dernière grandeur, écrasante et souve-

Et, à sa manière, ce 1- Mai fera date, comme l'autre, celui de 1884.

sir la politique de stabilité de la mon-

sease soulfrance». - Selon Ladis-

las Poniatowski, porto-parole du Parti

républicain, e quelles qu'aient été les

raisons » de ce geste, « elles ne peuvent

que traduire une immense souffrance

et une immense solitude».

naie et de franc fort », a-t-il dit.

par François Léotard

Pierre Bérégovoy est la première victime d'une nouvelle culture. A sa manière, il préfigure un holocauste à

venir, non pas celui de la heine, mais celui plus raffiné, plus modeste aussi, de la dérision.

Fascisme élégant du quant-à-soi, charme discret de la calomnie, refus revendiqué de toute responsabilité de tout engagement qui ne soit pas d'ironie. Dès lors, être à la mode, c'est être sceptique. Etre sceptique, e est mépriser avec ténacité. Pour cartains, c'est diffamer à la petite semaine, comme on fait son marché. Chaque mercredi... Le fascisme de l'avenir est dans cette culture méticuleuse, il enferme chacun dans son discrédit. Il commence par le doute et finit par la soupçon, il tue plus lemement mais, qu'importe, le temps ne fait nen à l'affaire.

Ce fascisme-là, comme l'autre passe par quelques figures impo-sées, quelques étapes nécessaires il faut détruire la fierté, puis la compte, le pantin fonctionne. Il devient ce qu'on attendait de lui ; disloqué, hagard, incertain. Toujours dans le regard de l'autre, ce qui est

La discours de ce nouvel âge est simple : vous evez voulu être responseble, vous n'avez pu l'être qu'au prix du ridicule ou de l'infamie. Les Guignols ou les Nuls vous l'ont bien dit. Vous pouvez disposar. Ainsi vont les histoires « drôles » : les juifs, les Arabes ou les Belges n'arrivent plus à s'esclat

Soyons clair : l'esprit critique, la goualle, l'impertinence, la moquerie, la cancature, l'humour... ont forgé et honoré la démocratie. Ils en sont à la fole la condition et la conséquence. Mais pas la mort qui vient des mots. Mais pas la honte qui nous est envoyée, sans frais, pour vous punir de décider et de croire.

Lorsqu'un canerd est enchaîné à son meneonge, il peut courir, comme le font tous les canards, sans sa tête. Il continua de vivre après la mort. Ainsi vont quelques médias d'aujourd'hui : sans tête, ils tournent sur eux-mêmes avant de e abattre au fond de la cour, là où s'entassent nos espérances.

François Léotard, président d'honnaur du PR, est ministre d'Etat, ministre de la défense.

A L'EXTREME DROITE

ser» la situation». – «M. Bérégovoy «assez choqué par les discours moralin'était pas considéré par nous comme saleurs d'un certain nombre de ses le pire de nos adversaires, il apparais- amis politiques » qui « ressentent les sait philòs comme un homme d'ouver- attaques qu'ils subissent mais n'ont ture», n déclaré Jean-Marie Le Pen, jamais pesé celles qu'ils portent». Faiprésident de Front national. «Se sant allusion à Roger Salengro qui, réussite personnelle exceptionnelle et victime d'une campagne de dénigre-incontestable rend d'autant plus mys-ment de l'extrême droite sous la térieuse sa décisions, a ajouté M. Le IIIs République, s'était suicidé, M. Le Pen, qui n fait valoir que « toute Pen n dit que cela devrait conduire à ratiocination » sur les raisons de ce « ne pas essayer de « salengroiser » la suicide était « indécente ». Le prési- situation ».

U M. Le Pen: « Ne pes « salengroi- dent du Front national s'est dit





M. Le Pen présente son parti comme « la seule opposition honorable » au gouvernement

30 evril, per Edouard Balladur à l'hôtel Matignon (le Monde daté 2-3 mai), Jeen-Merie Le Pen e participé, aemedi 1 mal à Paris, au défilé ennuel du Front national, au terme duquel il e prononcé un diecours évoquent longuement l'immigratinn. Le lendemein, le parti d'extrême droite e tenu une conventian nationale consacrée eux prochaines consultations électrirales. Tout en se montrent conciliant à l'égerd du premier ministre, le président du Front national e'est présenté, en ces différentes occasions, comme le représentant de « la seule opposition honorable » face eu gou-

Avant que les membres du bureau politique et les nominés de «la Samme d'honneur » ne prenneot place, derrière lui, sur la tribune, e'est devant soixante-quatre sièges vides ceints d'une écharpe tricolore que Jean-Marie Le Pen s'est présenté la place du Palais-Royal à Paris, lieu d'arrivée du cortège annuel du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc et des «travailleurs nationaux ». Ces fauteuils symbolisaient le mode de scrutin «inique» qui écarte, malgré leurs 3 millions de voix aux législatives, les représentants du lepé-

a M. Chirac na veut pas donner l'Impressioo d'e ouvrir ane campagne présidentielle ». - Invité dn « Graod Jury RTL-le Monde», Jacques Chirae a indiqué, dimanehe 2 mai, qu'il soutieot «totolement» l'actinn du gnuvernement. Il a précisé que, s'il lui arrivait d'avoir des a réserves sur telle ou telle mesure que prendroit le gouvernement ». il l'iodiquerait « en tête à tête au chef du gouvernement, et exclusivement à lui » sans prendre « personne d'outre comme arbitre ». Interrogé sur sa valanté de se lancer dans la course à l'Elysée, M. Chirae a déclaré : « Je ne voudrais pas que l'on s'imagine que mon Intention est d'ouvrir une campagne présidentielle. » L'aneien premier mioistre a réaffirmé sa préférence pour la régionalisatioo du mode de scrutin européco, qui, selan lui, « permettra précisément d'éviter les risques de division » dans la majorité.

nisme de l'Assemblée nationale. A la d'épuration ethnique des Français de d'autres, qui attent souche, n'est qu'une conséquence et sont déjà entrés et non une cause », a affirmé M. Le dentielle», M. Le

Après avoir etrop brièvement » raconté la saga de cette «vrale jeune fille» que fut la pucelle d'Orléans, M. Le Pen a longuement expliqué que ela principale cause du chômage en France est constituée par la surcharge de jour en jour plus écrasante de l'immigration étrangère, qu'elle soit légale ou sauvage».

En campagne « permanente »

Selon lui, cette immigration entraine, notamment, des economira-tions urbaines s'érigeant en ghettos, puis en véritables villes étrangères, puis en véritables villes étrangères, noyaux ethniques et religieux échappant à la loi commune», qui donnent naissance à «un style de vie asociale comparable à celui des banlieues américaines de Harlem et de Los Angeles et branchée sur la culture nociste et révoltée du rap». « Il y a en France, b-t-il dit, des milliers de métastases de ce type, risquant de créer partout des phénomènes d'affrontement ethnique et social analogues à ceux qui ont assassiné le Liban et déciment, aujourd'hui, l'ex-Yougoslavie. Il se constitue dans notre pays une véritable zone occupée, dans laquelle les ciuoyens français se voient laquelle les cuoyens français se voient privés d'un certoin nombre de leurs droits essentiels, touchant à leur liberté et à leur sécurité, ce qui est

«L'insécurité qui règne dans nos villes et dans nos banlieues, et qui provoque un véritable phénomène

Pen, en pronant un e changement radical de la politique d'immigration», fondé sur la «préférence natio-nale». « Je le dis calmement, mais fermement, a continué le président du Front national, ce ne sont pas les quelques mesures, pour l'instant pure-ment symboliques et, au demeurant, positives, qui suffiront, loin de là. » «Sans faire un procès d'Intention au premier ministre, il n'est pas interdit d'essayer de situer l'axe de la politi-que qu'il va mener, a-t-il déclaré. La composition de son gouvernement, ses déclarations et celles de certains de

ses ministres le situent, évidemment, ou centre-gauche, pas très loin des gouvernements socialistes recentrés dans les délices et les poisons de la Capoue capitaliste. Ses choix, d'ores et déjà, nous assignent notre place, hors du Parlement, mais évidemment dans l'opposition en neut paires dire dans l'opposition, on peut même dire la seule opposition honorable : l'oppo-sition nationale.» « Naus ne ferons rien qui puisse oggraver la situation de notre pays, a

souligné M. Le Pen, mais nous n'arons pas, pour autant, l'intention de nous taire ni de nous résigner.» Dénonçant la « loi stupide et scélérate», qui ne procure ancun député au Front national, le chef de file de l'extrême droite a affirmé qu'il œuvrera, « comme le fit Jeanne d'Arc et comme le firent tous les grands Français, au rassemblement des Français dans le combat finalement victo-rieux de notre libération ». Considé-rant que «MM. Chirac, Rocard et sont déjà entrès en campagne prési-dentielles, M. Le Pen a précisé: «Nous nous v sommes en perma-

les élections cantonales, européennes, municipales et, plus tard, présiden-tielle, au redressement de l'État et à la renaissance de la patrie. » En attendant, le chef de file de l'extrême droite a assuré de son copposition totale » à la régionalisation du mode de scrutin européen, et il a indiqué qu'il avait « vivement insisté» suprès du premier ministre, le 30 avril, à la tête d'une délégation du Pront national, pour qu'une réforme da mode de scrutin législatif intervienne a avant l'élection présidentielle ».

e Avant la fin du siècle, les choses évoluant comme elles évoluent, a est aujourd'hui et sera plus encore, demain, une force de recours, autour toutes races, de toutes opinions, car, au moment où le péril est mortel pour la patrie, tous nos compatriotes

Deux élections municipales

Saint-Tropez : la liste de M. Couve (RPR)

l'emporte de cinquante-deux voix

sur celle de M. Spada (div. d.)

e Toutes les occasions, a-t-il observé, doivent être utilisées pour créer le grand courant national et populaire qui doit aboutir, à travers les élections cantonales, européennes,

évoluant comme elles évoluent, a conclu M. Le Pen, notre sort sera scellé. Il sera celui que nous aurons fait. Il sera celui de la servitude ou cehi de la liberté, du malheur ou du bonheur à mesure de l'effort que nous aurons su faire pour ouvrir les yeux, les oreilles et l'esprit de nos compatriotes. A la vérité, le Front nationales et cuiourités et sera plus encore de laquelle pourront se regrouper les Français de toutes confessions, de

de notre correspondant régional

A Saint-Tropez (Var) od était orga-

A Saint-Tropez (Var) où était orga-nisé, dimanche. 2 mai, le premier tour d'ane élection municipale par-tielle (le Monde des 13, 16 avril et daté 2-3 mai), la liste conduite par Jean-Michel Couve (RPR), conseiller général et député du Var, a devancé de cinquante-deux voix celle dirigée par Alain Spada (div. d.), maire sor-tant. Le scrutin avait été readu

nécessaire par des démissions en cas-

cade - dont dix sur vingt-deux élus dans les rangs de la majorité - ayant

La réunion du courant Garder le cap

M. Waechter cherche à reprendre l'offensive au sein des Verts

Le courant Garder le cap. animé, au sein des Verts, par Antoine Waschter s'est réumi, samedi 1- et dimanche 2 mai, à Nouan-le-Fuzelier (Loir-et-Cher), pour rechercher les moyens de reprendre l'offensive face à la dynemique qui s'est créée autour de Dominique Voynet.

NOUAN-LE-FUZELIER (Loir-et-Cherl

de notre envoyé spécial

Une semaine après la réunion du courant Verts au pluriel, anime notamment par Dominique Voynet (le Monde du 27 avril), les amis d'Antoine Wacchter, signataires de la motion Garder le cap - qui l'avait finalement emporté, au qua-trième tour de scrutin, par 51 % des suffrages, lors de la dernière assemblée générale des Verts, en novembre 1992, à Chambéry, se soot retroovés, samedi et dimanche, dans un village de Sologne pour tenter de renouer les fils de l'autonomie politique do mnovement écologiste. Face à la dérive que constituent, selon enx les vélleités d'une partie des amis de Dominique Voynet de partici-per à la recompositino d'uo «espace progressiste», les plus ardents défenseurs du principe «ni gauche ni droite» oe se sont pas caché que les Verts sont plus que jamais menacés d'une scission.

e Lo majorité [ioterne] est en train de basculer, Je ne peux plus continuer de travailler avec les écolo-socialistes », a affirmé oo conseiller réginnal de Lorraine, Jean-Claude Noirclère. « L'alliance

demandait, de son côté, l'angulation

de l'installation de M. Brunet. Le

29 avril, le tribunal avait donné satis-

faction à M. Couve. Le commissaire

fait valoir que l'arrêté préfectoral de

convocation des électeurs était prématuré (dans la mesure où il aurait

di intervenir postérieurement an

jugement définitif du «cas» de M. Brunet), et donc illégal. Toutefois,

du processus électoral, ne pouvait

être évoqué qu'après la proclamation des résultats. Il est donc probable

que l'élection du 2 mai sera annulée

Les résultats

du premier tour :

Liste conduite par Jean-Michel Couve, RPR, d., c. g., 1 965 (50,67 %), 22 sièges. Liste conduite par Alain Spada, div. d., 1 913 (49,32 %), 7 sièges.

Les précédents résultats :

En 1989, au deuxième tour, la liste conduite par M. Spada avait obtenu-vingt-trois sièges avec 2 247 voix

4 948; V. 4 004; A., 19,07 %;

notre message», a ajouté Patrice Miran, conseiller régional de Pro-vence-Alpes-Côte-d'Azur, tandis que la plupart des intervenants concentraient leurs tirs sur le trio firmé par Mes Voynet, Brice Lalonde le président de Génération écologie, et Alain Lipietz, porte-pa-role de la commission économique des Verts et «inventeur», à ce titre, d'una politique radicale de partage du travail. Deux des proches d'Antoine Wacchter, co revenche, ont fait part de leur trou-ble devant la crispation de leur propre courant. « On a trop souven peur d'aller se confronter aux outres », a déclaré Andrée Buchmann, l'un des quatre porte-parole des Verts. «Il y a une dyna-mique attractive chez les Verts au pluriel, alors que notre propre groupe fonctionne en marginalisani ceux qui ne sont pas d'accord à 100 % avec ses positions », a ren-chéri Christian Brodhag, délégué national aux élus et président du groupe des Verts an conseil régio-nal Rhône-Alpes (1).

Les «quatre ruptures »

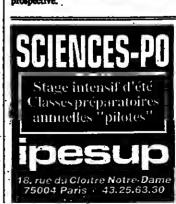
Doté d'une majorité relative, qui s'était singulièrement effritée lors de l'assemblée générale de Cham-béry et qui intègre des adversaires résolus de l'Entente des écologistes, Antoine Waechter s'est efforcé, une fois encore, d'occuper une position centrale, pour mienx russem « marais » qui, chez les Verts comme partont, fait et défait les majorités. Signe de cette volonté : son courant, Garder le cap, s'appe-lers désormais Les Verts en mouvement. M. Waechter a rappelé les quotre ruptures» de l'écologie politique avec le socialisme et le libéralisme : la reconnaissance des libéralisme: la reconnaissance des limites de la planète, la définition de la notion de progrès, le tespect des antres espèces, la prise en compte de la personne humaine dans sa totalité, « Même si c'est encore difficile à faire passer dans l'opinion, il faut impérativement que l'écologie s'impose comme un troisième pôle», a-t-il réaffirmé.

M. Waechter est ainsi parvenu à tion selon laquelle les Verts souhai-tent continuer à «travailler, à l'initiative et selon le libre choix des groupes locaux, ovec Génération écologie» et entretenir, sur le plan national, une concertation « sur les grands dossiers » avec les responsables de GE. Paur les élections européennes de 1994, le pro-gramme des écologistes serait préa-Verts des pays voisins, avant d'être sonmis à GE. Enfin, et surtout, jugeant la esituation évolutire», l'ancien candidat à l'élection présidentielle a abtenu de son propre courant - contrairement à ce qu'il avait fait entériner lors de l'assemblée générale de Chambéry - « le report d'un an» (soit de la fin de 1993 à la fin de 1994) du choix de la candidature des Verts pour la présidentielle de 1995.

A la lumière de sa propre expérience, Antoine Waechter sait que le candidat à l'élection présidentielle est durablement perçu par l'opinion comme le chef de file de l'écologie politique. Dans la pers-pective de l'assemblée générale extraordinaire des Verts, prévue les 26 et 27 juin à Paris, qui doit se pronnucer sur une candidature, unique no non, des écologistes à cette élection, et face à la double concurrence de Brice Lalonde et de Dominique Voynet, M. Waechtercherche donc à gagner du temps. Il compte refonder sa majorité sur le thème de l'autonomie en se prépaappel, tous ceux qui, ehez les Verts, semblent séduits par «lo tentation rose ».

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Pour répondre à ce type d'attentes, M. Waechter et ses auxis ont décidé de créer un club de réflexion : Ecologie et



Catholiques traditionalistes et skinheads

après année, cemble immueble. plusieurs milliera da personnaa ont défilé de l'égliaa Seint-Augustin à la place du Paleis-Royal, à Peris, darrière Jean-Merie Le Pen, son épouse et sa femilla. Elles ont battu le pavé en réclament « des députés pour tous les Français » et l'entrée de leur président à l'Elysée. Délaissant le slogan lepéniste «Les Français d'abord | », elles en ont privilégié un autre, plue ancian : «La Franca aux Français! > Lee jeunes du Front national ant clemé leur entipathia pour les étrangers et pour les tenents de scandant : «Immigrés, dehors l Du travail pour les Français I » et «Communiste, je te hais!» Banniàres eu vent, les catholiques

Dans un ordre qui, annéa lidarité préféraient : «La loi Vail à la poubelle la

Dens le sillage da l'ultime service d'ordra frontista, équipé en conséquence, plusieurs dizaines da skinhaads, braa tendu pour certains, erialent e Julfs, sionistes, assassins !», «Europa, jeunesse, révolution la, «Journalistas, sionistes (> et «Hooligans non stop ». Par leur mobilité, ces demiers ont quelque peu déjoué les plans de la police, qui visalent à les contenir en bout da cortèga. Après quelques netites frictions et qualquae échangee de nams d'oiseaux, malgré les bons offices de Serv oob dit «Batskin» lie Mond deté 21-22 mars), les forces de l'ordra ont procédé à trantsdaux interpellations. Il y avait Allemands et des Néerlandais.

fait perdre le tiers de ses effectifs au parmi les «skins» interpellés des traditionalistes de Chrétienté-So-A l'issue do dépouillement, qui s'est effectué dans un climat pas-sionné, M. Spada, qui avait battu M. Couve aux municipales de mars 1989, a sunoncé qu'il allait déposer un recours en annulation des élec-Face aux changements de la fiscalité, le système d'information an recours en annuarion ces elec-ticas. «C'est M. Pasqua qui a gagné, ce soir, de cinquante-deux voix, a accusé le maire battu de Saint-Tro-pez, car il o fait prendre au sous-pré-jet de Draguignan un arrêté de convo-cation des électeurs totalement illégal. Lamy réagit instantanément. Toute modification est immédiatement annoncée par minitel, confirmée, analysée et télécopiée par le Lundi fiscal, traitée dans les bulletins d'actualité bimensuels, ajoutée aux formulaires et intégrée à la nouvelle édition C'est un dysfonctionnement grave du service de l'Etat et une véritable molunise politique sur Saint-Tro-pez.» M. Spada se réfère à un contentieux que le tribunal adminis-tratif de Nice a examiné le 28 avril. Après les deux dernières démissions intervenues ao sein de la majorité municipale, le 4 avril, l'un des sui-vants de liste de M. Couve, Michel Brunet, avait accepté de sièger aux côtés de M. Spada en assurant la survie de la majorité. Le sous-préfet de Draguignan, estimant que l'instal-lation de celui-ci était irrégulière, avait constaté l'état de carence de la municipalité. Il avait alors pris, le 14 avril, un arrêté de convocation des électeurs que M. Spada avait aussitôt contesté devant la juridiction

> LOT-ET-GARONNE: Villesenve-sur-Lot (second tour) I. 16 341; V. 10 696; A., 34,54 %; E., 9 971.

Liste conduite par Miehel Gnnelle (RPR), 5 735 vnix (57,52 %), 28 élus; liste conduite Jacques Descayrae (PS et ceo-tristes), 4 236 voix (42,48 %),

[Michel Goseile confirme son avance da premier tour et l'emporte nettement en l'absence de maire sortant, Ciande Lar-rocke, ex-UDF, inculpé notamment pour banqueroute. Il prend ainsi sa revanche sprès sa défaite aux législatives de mara dernier, de 16 voix, face à Daniel Sonlaga (UDF), qu'il avait pourtunt distancé au premier tour. Vingt aus après le règae de Jacques Emphall-Leygues, ancien ambas-jandeur de France, un gaulliste va donc represedre la mairie de Villeseure-son-Lat.

vingt-trois sièges avec 2 247 voix (53,51 %) et celle de M. Couve, six avec 1 952 suffrages (46,48 %). Il y avait eu 4 315 votants (soit 17,14 % d'abstentioo) et 4 199 suffrages exprimés sur 5 208 inscrits. Les résultats du premier tour avaient été les suivants: L, 5 208; V. 4 0772; A., 21,81 %; E., 3 945; liste de M. Spada, 1 770 (44,89 %); liste de M. Couve, 1 534 (38,88 %); liste de M. Pélépol, div. d., 641 (16,24 %).

Au premier tour, les résultais avaient 646 les suivants: L, 16 349; V., 10 007; A., 38,79 %; E., 9 432. Liste Michel Gouelle, RPR, 3 612 voix (38,30 %); liste Jacques Descayrac, PS, 2 285 (24,23 %); liste Claude Larroche, m. x, div. d., 1 405 voix (14,90 %); liste Jacques Kngemer, RPR diss., 842 (8,93 %); liste Marie-Claude Leriche, Verts, 657 (6,96 %); liste André Garrigue, PC, 630 voix (6,68 %).

Andre Garrigue, P.C., 639 voix (6,68 %).

Ru 1989, as premier tour, L., 16 911;
V., 11 543; A., 31,74 %; E., 11 244, Liste
Laroche, 2 701 (24,02 %); Liste Lapeyronie, PS, 2 634 (23,42 %); Liste Lapeyronie, CNI, m., 2 135 (18,98 %), liste
Dopoet, RPR, 1 299 (11,11 %); liste Descayrac, disa. PS, 904 (8,03 %); liste
Valla, FN, 830 (7,38 %); liste Lenoble,
écol., 790 (7,02 %), An second rour, L.,
16 911; -V., 12 289; A., 27,33 %; E.,
11 464 (56,63 %), Liste Laroche 6 493
(56,63 %), 28 étes; Liste Lassonjade,
4 971 (43,36 %), 7 étea.]

de l'ouvrage. Le système d'information Lamy s'affirme de plus en plus comme la référence des fiscalistes iscalité : pour lesquels la fiscalité est aussi un outil de gestion. le système Sale Man d'information Lamy A COMPANY OF THE PARK OF THE P 3 ouvrages, 2 pratiques, 1 CD-Rom, Lamy/// I logiciel, I lettre par fax, des bulletins d'actualité, un service minitel Pour plus d'informations appeler le 16 (1) 44 72 12 12 DE CAUSE

Les assises du Mouvement des citoyens

M. Chevènement veut créer une «troisième gauche»

Le Mouvement des citoyens, prévus pour juillet prochain. « Les lancé à Belfort par Jean-Pierre « reality shows » de la démocratie, de la molitique et de la servete sont cells Chevènement en septembre 1992, a tenu à Paris, les 1- et 2 mai, ses premières assises nationales, qui ont donné l'occasion au député du Territoire de Belfort d'appeler à la construction d'une «troisième gauche», d'une a grande force citoyenne pour faire pièce aux féodalités de l'argent ». Dimanche matin. M. Chevenement a rendu hommage à Pierre Bérégovoy. Une minute de silence a été observée à la mámoire de l'ancien premier ministre.

Maech in therene à reprende

lettensive au sein des Verte

Jean-Pierre Chevenement a, cette fois-ci, définitivement quitté «la vieille maison», qui n'est plus pour tui que « l'ex-PS». Longtemps dif-férée pour cause d'élections législa-tives, la rupture, consacrée après la volonté. Ils n'en ont pus la légitimité prise de pouvoir de Michel Rocard, a été confirmée aux militants venus

. = !::::: 5 E E: 2 : E

a reality shows r de la démocratie, de la politique et de la pensée sont solt des aveux d'impuissance, soit des aveux de manipulation politique, a-t-il assuré. On substitue des hommes à des autres, on ne parle pas de politique, on rassemble le « reality show », on secone et on obtient les états généraux, ça n'est

« Au-dessus » du PS et du PCF

M. Chevenement y est allé également de son oraison, le lendemain, à l'endroit du « parti d'Epinay, mort de ses renoncements, bien avant les actuels soubresauts», «Ceux qui portent la responsabilité de l'échec ne peuvent pas, aufourd'hui, proposer un autre projet, a-t-il poursuivi. Ils n'en sont pas capables. Ils n'en ont pas la pour avoir cautionné les choix de renoncements (...) imposés par le gouvernement invisible de l'argent.»

Fondé sur le triple refus de la conversion au socialisme de gestion en 1983, de la guerre du Golfe et du traité de Masstricht, le mouvement ira donc son chemin, dont la voie reste à tracer pour qu'il devienne la « troisième gauche», une « grande force citoyenne pour faire pièce aux féodalités de l'argent». Le Mouvement des citoyens, a expliqué Georges Sarre, député de Paris, n'est pas « un parti qui cherche sa place à la gauche du PS et à la droite du PCF», il n'est pas « entre le PS et le PCF», il est « au-dessus». André Lajoinie, ancien député de l'Allier, devait participer dimanche matin aux assises mais il a annulé sa participation après la disparition de Pietre Bérégovoy.

Nouveau président du Mouve-

Nouveau président du Mouvement des citoyens (en lieu et place de M. Gallo, qui en devient le porte-parole) au sein d'un secrétariat national sur la composition duquel les militants présents à Paris n'out pas en à se prononcer, Jean-Pierre Chevenement conçoit ce nouveau en nombre dans la salle mythique de la Mutualité. Dès l'ouverture de ces assiscs, Max Gallo, député européen, a moqué les états généraux du PS, pouvoir, si c'est pour y faire la même a le se l'augent de l'est montéen d'aider cette gauche à revenir au parti compute débot démocratique», qu'il compte disser dans le jeu politique quand a moqué les états généraux du PS,

ligne de fracture». Alors, 24-il pri-dit, a l'immense malaise social que crée la montée continue du chômage ne manquera pas de faire voir pour ce qu'elle est l'habileté de M. Balladur, un rocardisme bis», paisque a l'UPF et l'ex-PS sont deux partis

insteades à l'establishment».

Le premier congrès du monvement se tiendra en décembre. M. Chevènement a fixé comme objectif le nombre de 10 000 adhérents (2 287 sont recensés aujourd'hni). Ce n'est pas rien, a expliqué le président, quand on songe aux 3 500 cartes placées chez les Verts. Deux batailles d'inégale importance vont être engagées, contre l'antono-mie de la Banque de France et contre l'éventuel changement du mode de scrutin pour les élections européennes, qui priverait M. Chevenement d'une tribune à ses mesures Le nouveau parti du député du Ter-ritoire de Belfort devra, en outre, éviter un écueil : ne devenir que l'ultime avatar du CERES, un «grou-

ESSEC PROGRAMME DOCTORAL* ASSOCIÉ LAE D'AIX-ESSEC

Pour devenir professeur. chercheur, conseiller en gestion et économie d'entreprise

DEA "Sciences de Gestion" IAE d'AIX-ESSEC Diplôme reguls : 2º cycle ou grande école d'Ingénieurs ou de geni Programme Post-DEA de préparation à une thèse de Doctorat IAE d'AIX-ESSEC

Diplâme regals : DEA en Sciences de Gest Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC durée des travaux : 2 à 3 ans possibilités de bourses de recherches significatives

Date limite des candidatures : 15 juin 1993

PROGRAMME DOCTORAL ESSEC Groupe ESSEC - BP 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex Tél. : (1) 34 43 38 85



Si l'Europe signe les accords du GATT tels quels, une industrie française leader et 750.000 emplois sont menacés.

Les 750.000 personnes qui travaillent en France pour le textile et l'habillement sont menacées dans leur emploi.

Car le sort de toute une industrie performante et compétitive est en jeu dans les négociations du GATT.

Or les négociateurs qui parlent pour l'Europe, donc pour la France, sont une fois de plus, prêts à tout concéder.

A accepter que soient légalisés la contrefaçon et le piratage, pillant ainsi les créations des grandes marques européennes du textile et de l'habillement.

A accepter que la libération des échanges se fasse à sens unique, les frontières de l'Europe s'ouvrant mais pas les

A accepter que nos exportations soient taxées pendant que d'autres pays subventionnent les leurs.

A accepter que l'on fasse, ailleurs, travailler des enfants à des salaires de misère.

C'est ce que Bruxelles appelle la libre concurrence. Ceci, le Gouvernement français ne doit pas l'accepter : bour qu'à Bruxelles la fermeté prenne la place du renoncement, il doit parler avec force. 750.000 personnes en France le lui demandent.



Plus de 20 millions de chômeurs en Europe, c'est assez.

ETRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie : les Occidentaux maintiennent la pression sur les Serbes

Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ont accueilli avec satisfaction, mais aussi avec circonspection, la signature du plan de paix par le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, et serublent décidés à ne pas relâcher leur pression tant que la partie serbe au conflit n'aura pas démontré sa bonne

Immédiatement après la réunion de samedi à la Maison Blanche, au cours de laquelle Bill Clinton s'était prononcé pour des «mesures nouvelles, y compris militaires» contre l'agression serbe en Bosnie, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a quitté Washingtoo avec pour mission d'obtenir le soutien des Européens et de Moscou à ces décisions américaines.

A l'issue de sa rencontre de près de cinq heures avec John Major dans le Kent, les services do premier minis-tre britannique ont publié un communiqué faisant état d'une «approche commune» de Londres et Washington a visant à l'adoption de mesures plus ènergiques si les Serbes échouaient à mettre en œuvre le règlement de

paix». « Plusieurs options sont considérées, y compris militaires», poursuit le communique officiel britannique, qui indique que les sanctions actuelles sont maintennes, et que les belligérants « doivent maintenant prouver leu-bonne foi en convenant d'un cessez-le-feu et en mettant en œuvre sans retard l'accord d'Athènes».

M. Christopher devait s'entretenir lundi à Londres nvec les chefs de la diplomatie espagnole et grecque Javier Solana et Michalis Papaconstantinou, et gagner Paris dans l'après-midi. Il se rendra cusuite à Bonn et à Moscou, les 4 et 5 mai.

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a également indiqué dimanche qu'il fallait maintenir la pression sur les Serbes. Il a appelé « tout le monde, Américains, Russes, grandes puissances en général » à participer à la mise en œuvre du plan de paix si ce dernier est ratifié mercredi à Pale. Il a rappelé qu'en cas de non ratification «aucune mesure de force ne peut être envisagée sans que la FORPRONU ait été redéployée».

L'accord d'Athènes devait être discuté lundi an Conseil de sécurité de l'ONU. On ignorait toujnurs dimanche à New-York la méthode qu'entendait adopter le Conseil pour la mise en œuvre du plan de paix. Selon certains diplomates, une résolution du Conseil devrait prendre acte, avant la réunion du «parlement» de Pale mercredi, de la signature de M. Karadzie et annoncer une seconde résolution sur les modalités prariques de mise en œuvre du plan. mise en œuvre du pian.

Le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, avait indi-Le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, avait indiqué la semaine dernière que des échanges de vues avaient déjà eu lien avec l'OTAN, qui, sur la base d'études préliminaires, a estimé qu'un effectif de 60 000 à 75 000 soldats serait nécessaire. Parmi les mesures prévues dans le plan figurent en effet, outre la cessation effective des hostilités, la remise en état des infrastructures, l'ouverture d'étinéraires, la séparation des forces, le contrôle des armes lourdes, la démilitarisation de Sarajevo, le retrait des forces dans les provinces désignées, etc. Les modalités de financement et de commandement

de cette opération extrêmement complexe n'ont pas, non plus, été arrêtées.

Comme en écho aux réactions très mitigées des Serbes de Bosnie après l'accord d'Athènes, de nouvemx affrontements out éclaté dimanche soir. Un pilonnage de Sarajevo a fait cinq morts et des dizaines de blessés. La veille, les bombardements avaient tué huit personnes dans la capitale. Radio Sarajevo a rapporté que les forces serbes avaient aussi bombardé dimanche les régions de Visegrad et Gorazde, faisant six morts et dix blessés, et que les forces musulmanes avaient tué vingt Serbes et perdu trois hommes lors d'autres affrontements en Bosnie orientale.

Des heurts sporadiques ont également été signalés entre Musulmans et Croates en Bosnie centrale, où un «casque bleu» a été légèrement blessé, ainsi qu'entre Croates et Serbes dans d'autres régions. Uo convoi d'aide humanitaire, le premier depuis un mois, a pu capendant parvenir dans la ville musulmane de Gorazde assiégée par les Serbes. — (AFP, Reuter.)

Les Etats-Unis vont s'impliquer militairement dans la crise

WASHINGTON

de notre correspondant

Finalement, les Etats-Unis pourraient hien avoir à déployer des troupes au sol eo Bosnie, ooc «option militaire» qui leur déplaît autant, sinoo plus, que l'évectualité de bombardements aériens officiellement envisagée depuis quaracte-huit beures. Car si le « Parlement » des Serbes de Bosnie entérioe cette semaioe l'accord conclu dimanche 2 mai à Athènes, les Etats-Unis devront donner suite à l'eogagement qu'ils ont pris déhut février : dépêcher plusieurs milliers de soldats américains dans le cadre d'uoe force de l'ONU ehargée, sur le terrain, de faire appliquer le plan de paix dit Vance-Owen.

Autrement dit, d'une facoo ou d'une autre, l'administration Clinton paraît contrainte à s'impliquer plus avant, militairement, dans la crise bosoiaque. Cela preodrait sans doute le forme de bombarde-ments aériens sur les positions serbes si le Parlement de la «République serbe» auto-proclamée de Bosnie prenait la décision de dés-avouer soo ebef, M. Radovan Karadzie, qui a accepté, lors de la réunion de Vouliagmeni, de sous-crire au plao Vance-Owen, Cela prendra la forme d'uo solide contingent américaio – sans doute nusieurs milliers d'hommes – parolusieurs milliers d'hommes - participant à la force de paix qui sera envoyée sur le terraio si la confé-rence d'Athèoes est suivie d'un accord en bonne et due forme.

Dans un cas comme dans l'autre, le président Bill Clintoo devra convaincre une opioioo sceptique. Plus eocore que l'administratioo, les Américaios considérent que cette guerre est prioritairement l'affaire de l'Europe. Si les Etats-Uois doivent finalement s'en occuper, cla tient d'abord, pensent-ils, à la faillite des Européens. A en croire un dernier sondage, 52 % des Amé-ricains sont opposés à un quelcon-que engagement des États-Unis en Bosnic. Le Pentagone est tout aussi

ll o'covisage pas sans réserves noc « option militaire limitée », sous forme de bombardemeots aériens, contraire à sa doctrine qui privilégie l'emploi massif de la force an service d'nn objectif bien précis. Mais il n'est guére plus enthousiaste à l'idée de participer à une gigantesque opération de mainten de la paix – la plus vaste que l'ONU ait jamais considérée – destinée à « refroidir » uo cooflit aussi effrayant que la guerre civile

Il faudra « plus qu'une signature»

Le président Clinton s'est félidiscrètement, dimanebe, des résultats de la conférence d'Athènes. Une fois obtenu l'agrént « définitif » du « Parlement » des Serbes de Bosnie, les Etats-Unis, leurs alliés européens et les Russes devront s'attaquer à un un plan de découpage de la Bosnie en dix provinces autocomes, qui risque de tourner en une sorte de « dépeçage légal » de la République et qui suppose, au départ, que les milices serbes rendent le quart des 70 % du territoire hosniaque qu'elles contrôlent. « Cauchemardesque »: tel est l'adjectif le plus sonvent entendn, à Washington, pour qualifier cette tâche.

Pour l'heure, on se veut encom prodent, méfiant, même si l'admi-nistration estime que les résultats de la réunion de Vouliagment sont largement dus à sa stratégie d'esca-lade de la pression sur les Serbes, qu'il s'agisse de pressions militaires sur les milices ou des pressions économiques sur leur « parrain », la République de Serbie. Il faudra plus que les honnes paroles de M. Karadzic, « plus qu'une signa-ture», plus qu'un accord de prin-

cipe pour que les Etats-Unis considéreot que les Serbes soot de bonne foi. Ils ont trop menti par le passe et, avant même le résultat de a conférence d'Athènes, le secré-taire d'Etnt, M. Warreo Christopher, avait défini, samedi, les cri-tères qu'il appliquerait pour juger de la bonne volonté des Serbes : respect immédiat do cessez-le-feu, arrêt de tout bombardement contre les villes de Bosnie, enfio, accès libre pour les convois d'aide huma-oitaire destinés aux populatioos

M. Christopher vennit de faire part à la presse de la « décision de principe» prise par l'administration d'envisager l'emploi de la force contre les Serbes pour les amener à la table de négociation. Au terme d'un long processus de délibérations, M. Clinton a conclu que les Serbes ne réseivaient qu'à la Serbes ne réagiraient qu'à la menace de la force. La couvelle « direction » de la politique américaine, a dit M. Christopher, a com-prend un certain nombre de recommondations spécifiques, dont des actions militaires». Celles-ci oot déjà été largement commeotées dans la presse : bombardements aériens sur les tignes de ravitaille-ment des milices serbes, leurs positions d'artillerie, dépôts de muni-tions, etc., et levée de l'embargo sur les armes à destination des

avec les Européens

C'est une « décision de principe» et « rien n'est imminent », s'emsables de l'administration (qui, résultats d'Athèces). Avant de s'embarquer pour l'Europe, M. Christopher expliquait que les Etats-Unis n'entendaient pas agir seuls. Sans pour aotant « leur occorder de droit de veto», les Etats-Unis veulent définir une action ecojolote avec leurs alliés curopéens, oe serait-ce que parce que ceux-ci out des troupes sur le terrain dont le dispositif devra être taire occidentale.

Dans nne petite phrase destinée à souligner la responsabilité des

Européens, le secrétaire d'Etat observait : «Le problème est ou cœur de l'avenir de l'Europe. Nos efforts doivent être entrepris avec notre rôle mais les autres (comprendre : les Enropéens) doivent en foire outant s Si Britanniques et Français, après avoir ré-organisé le déploiement de leurs troupes déployées dans le cadre de la FOR-PRONU, pourraient être favorahles à des bombardements aériens, ils sont, en revanche, farouchement opposés à la levée de l'embargo, comme le sont, d'ailleurs, la quasi-totalité des spécialistes de l'ONU.

M. Christopher a'adressait à la presse à l'issue d'une énième rén-nion sur la Bosnie, samedi matin à la Maison Blanche, à laquelle participait l'état-major militare-stratégi-que du président Clinton. Il a fait valoir ce qui était en jeu pour les Etats-Unis : « Il y o bien sur des questions de conscience, des soucis humanitaires mais, fondamentale-ment, notre action est aussi guidée par les intérêts stratégiques des Etats-Unis, à savoir contenir les risques d'élargissement d'un conslit qui pourrait déboucher sur une guerre plus générale dans les Bal-kans » Ce qui est également en cause et o'est pas moms important, disait-oo en privé, c'est la capacité des Occidentaux, voire de l'OTAN, à agir face au premier test de l'après-guerre froide. Cité dans le Washington Post, un haut responsable du département d'Etat obser-vait : « Que pourront faire les Occi-dentaux s'ils se révèlent incupables d'agir ensemble cette fois?»

A ce stade, M. Clinton o'a pas et il bénéficie du soutien des chefs de la minorité répoblicaine pour ser à l'action en Bosnie. Pour le président, l'affaire est aussi un défi politique et persocoel : il loi revient à lui, l'opposant à la gaerre du Vietnam, d'ordonner une interventioo dans un conflit extérieur. Oue ce soit en dépêchant des milliers d'hommes dans une force de maintien de la paix ou en prenant l'ioitiative d'une série de frappes acriennes.

ALAIN FRACHON

Radovan Karadzic a donné son accord «conditionnel» au plan de paix

Réunis pendant deux jours dans un pelace de la station balnéaire de Vouliagméni, près d'Athènes, les diverses parties engagées dans le conflit bosniaque sont parvenues, dimanche 2 mai, iors d'un sommet e de la dernière chance» et sous la menace d'une intervention milltaire occidentale, à un accord sur le plan de paix Vance-Owen. La signature obtenue du leader des Serbes de Bosnie est cependant a conditionnelle ».

ATHÈNES

de notre correspondant

Après bien des hésitations, après avoir été sommis pendant une par-tie de la ouit de samedi à dimanche aux pressions des prési-dents de Serbie, Slobodan Milosevic, du Montenegro, Momir Bula-tovic, et de la Yoogoslavie, Dobrica Cosic, auxquelles s'ajon-taient les encouragements du pro-mier mioistre grec, Constantin Minotakis, le dirigeant der Serbes de Bosnie, Radovan Karadzie, a finalement apposé son parapha, le 2 mai, au bas du plao de paix

Il l'a fait «sous condition»: si le « parlement» des Serbes de Bosnie, qui se réunira le 5 mai à Pale — leur « capitale » — , devait le démentir et refuser le plan, comme il l'a déjà fait une fois il y a deux semaioes, la signature apposée dimanche par M. Karadzie deviendrait « nulle et non avenue », affirmat dimanche soir un communimait dimanche soir un communiqué de la délégation serbe. Si les «pariementaires», en revanche, avaliscot à Pale la signature de M. Karadzie, les Serbes, poorsuit ce communiqué, entendent « soulever un certain nombre de questions, y compris celles liées aux cartes provisoires des provinces et aux activités de la commission des frontières ».

Interrogé peu après par la BBC, M. Karadzie, qui avait jusque la refusé l'ensemble du plan, expli-quait sou revirement de dimanche par le fait qu'il avait obtenu « de nouvelles informations et des clarifi-

cations » sur son contenu, ainsi que « des possibilités de modifier la carte », sans toutefois doooer socume précision sur ce point. Alors qu'on lui demandait de commenter les remarques do médiateur David Owen seloo qui les projets des Serbes bosnisques d'avoir leur propre Etat co Bosnie étaient morts, Radovan Karadzic a répondo: « ni morts ni enterrés, peut-être reportés. Personne ne peut le dire » M. Karadzie a cependant ajonté qu'il démissionnerait si le perlement de Pale o'approuvait pes le plan.

Si les frontières des dix provinces prévues par le plan Vance-Owen peuvent encore faire l'objet. de révisions ponctuelles, les deux médiateurs n'ont pas cédé sur la demande essentielle des Serbes, qui visait notamment à s'arroger le contrôle de couloir reliant par le nord de la Bosnie toutes les pro-vinces serbes. Ce couloir, que lord Owen a proposé d'élargir, doit, en verto du plan, être placé sous contrôle international.

Un «jour très heureux pour les Balkans»

Le premier mioistre grec, Constantin Mitsotakis, pour qui ce sommet constitue un indéniable succès, s'était entretenu toute la soirée de samedi avec les leaders sortee de samedi avec les leagers serbes avant de recommencer dimanche matin lors d'une séance marathon. Alors que le dirigeant serbe bosniaque hésitait encore, c'est M. Mitsotakis, seloo une source grecque, qui lui a arraché la décision en lui offrant même son stylo personnel pour qu'il appose sa signature. « Nos arguments étaient très simples. C'étaient des arguments d'omis», a indiqué M. Mitsotakis qui, depuis le début de la crise, fait valoir l'amitié tra-ditionelle de la Grèce avec la Serbie, et tente de se poser en médiateur. Pour le chef du gouvernement grec, il faot maintenant que la communaoté loternationale «avance vers la suppression gra-duelle de l'embargo contre la Ser-bie», un point sur lequel les dirigeants serbes comptent.

Lord Owen, l'air époisé mais satisfait, s'est félicité à la fin do sommet de « ce jour très heureux

pour les Balkans». Il a indiqué que dorénavant les quatre volets do plao (désengagement militaire, principes constitutionnels, carte de déconpage en dix provinces et arrangements intérimaires) étaient signés par l'ensemble des parties concernées. Selon la carte envisagée par le plan, les Serbes bosnia-ques devront céder le quart des 70 % des territoires qo'ils

«Le temps est venu d'écarter une option militaire et de parler de paix», a ajouté lord Owen en espé-rant que « cela marque le début d'un processus irréversible vers la vine». Il a estime improbable que Washington intervienne militairement avant mercredi, date de la rénnico do «parlement» des Serbes. Les présidents yougoslave et serbe, Dobrica Cosic et Slobo-dan Milosevic, qui ont appelé ce «parlement» à se rendre à leurs a parlement » à se rendre à leurs arguments, pourraient se rendre à Pale. Son président, Momcilo Kra-jisnik, qui accompagnait M. Karad-zie à Athènes, a cependant déclaré que le plan Vance-Owen est pour lm «inacceptable tel quel ». Le plan doit être « retravaillé », a-t-îl dit. De même, M. Dragoslav Rancic, nn conseiller du président yougoslave Cosic, a estime que M. Karad-zie o avait rien obteno d'essentiel, et qu'il « avait signé son arrêt de mort ».

Alors one la menace d'une intervention ponctuelle américaioe se faisait plus précise, l'accord obtenu sur le papier au sommet d'Athènes a relancé l'espoir de voir aboutir nne solotico diplomatique au sents dans la capitale grecood attendaient cependant pour se prononcer de voir ce qui va se passer maintenant sur le terraio : les Serbes se résondront-ils de bonne foi à appliquer le plan? Avant cela même ont-ils l'intention de faire taire les armes? C'est à cela qu'appelait dimanche le président de Bosoie, Alija Izetbegovic, en demandaot « un cessez-le-feu, immédiat, aujourd'hui, tout de

DIDIER KUNZ

Un espoir pour la Bosnie

Dès septembre 1992, le secrétariat de la Conférence s'installait à Genève et préparait, en particulier, un plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. Il comprenait trois volets: l'adoption de nouveaux principes constitutinnnels pour la future République, les modainés de l'arrêt des hostilités impliquant le retrait et le propunement des armede l'arret des nosquites impoquant le retrait et le regroupement des armements lourds des zones «chaudes», et enfin la carte du redécoupage de la Bosnie. En janvier 1993, les Croates de Bosnie soceptaient, sans broncher, l'ensemble de ce «paquet» qui leur faisait, il est vizi, la part belle.

Les Musulmans d'Alija Izetbegovic, principales victimes de cette guerre et grands perdants de la diplomatie, finirent eux aussi par l'accepter, voici quel-ques semaines, apparemment sous la pression des Erats-Unis, pour nieux isoler les Serbes de Bosnie et de Bel-grade sur la soène internazionale, pour nieux démontrer que ceux-ci étaient eles seuls à ne pas vouloir de règle-ments. Cette tentative d'intimidation ne produisit d'abord guère d'effets, et il aura faillu le renforcement de l'embargo et les menaces de plus en plus concrètes et les menaces de plus en plus concrètes d'intervention militaire étrangère, ces derniers jours, pour les faire plier.

Et maintenant? Dans l'immédiat,

compromis d'Athènes reste vague, Ensuite, parce que le leader des Serbes de Bosnie, Radnvan Karadzie, va oir affronter, mercredi, à Pale, son «Parlement» autoprodamé. On ne peut exclure que le président médecin soit désavoué par une majorité de députés ultra-nationalistes qui estiment que le acciridor démilitarisés, proposé par lord Owen pour relier les provinces à dominante serbe de Bosnie à la mère-patrie, est tout à fait insuffisant. Il y a parmi eux des gens qui sont prêts, comme ils le disent, à déclencher une «troistème guerre mondiale» pour par-venir à leurs fins – la Grande Serbie par exemple - et à mener un combat de guérilla sur le terrain en cas d'interdant l'occupation allemande, qu'ils

Victime de l'Histoire

Cyrus Vance, lord Owen et leur équipe reconnaissent, en privé, qu'ils n'ont peut-être pas accordé suffisamment d'importance depuis le déhut du conflit et des négociations à la psychologie et à la mentalité des Serbes, peuple de « hêros», de « mar-

time» de l'histoire, «Nous nous sommes toujours battus du bon côté, avec les Alliés, disait récemment à Paris, Vuk Draskovic, le leader de l'opposition anti-Milosevic à Belgrade, nous avons gagné des guerres, mais nous les avons perdues politiquement; nous aurions pu devenir uni

démocratie, nous avons subi Tito et le communisme pendant quarante ans!» Dans la plupart des fermes de la campagne serbe, on peut voir sur les murs des portraits de pères, de grands-pères, d'arrière-grands-pères, d'oncles ou de nousins « morts en heros au champ d'honneurs. Les jeunes grandissent dans cet environnement et, la propagande haineuse aidant, il u'est pas étonnant que peu d'entre aux refusent ensuite de portes les armes l'Et que certains se disent, aussi, prets à provoquer une « troisième guerre mondiale» ou à résister oar tous les moyens à une agression étrangère, au « nouveau complot inte national anti-serbes. On aurait tort de sous-estimer ces sentiments, parm les extrémistes nationalistes bien sûr, mais qui existent aussi, de manière

plus diffuse, au sein de la population. Si le Parlement des Serbes de Bosnie choisit, au bout du compte, d'entériner le plan Vance-Owen, nn est en droit de se demander comment il pourra véritablement être mis en œuvre sur le terrain. En effet, tous les accords de cessez-le-feu sont restés jusqu'à présent lettre morte, et il est inconcevable qu'après tant de mois de sauvagerie les armes puissent se taire du jour au lendemain. L'arrêt des bostilités ne pourra être que progressif. C'est pour cela que les négo-

ciateurs estiment que les Européens et les Américains ne doivent absolument pas relâcher leurs pressions m renoncer à leurs menaces d'intervention militaire. Car d'autres crises, d'autres atermoiements, d'autres «sommets de la dernière chance» ne resonances de la deriverte chante pas se leurrer, observe-t-on dans les milieux diplomatiques à Genève, le règlement politique du conflit prendra des années et « on ne forcera pas les Serbes à la paix à coups de bombarders entre des les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre les serves de la paix à coups de bombarders entre la coups de la coup

Eviter l'extension du conflit

La conférence de Londres, trans-fèrée d'abord à Genève puis à New-York, aura au moins permis, selon les médiateurs — en dépit de ses échecs – d'éviter jusqu'à présent une internationalisation du conflit et – dans le cadre de l'ex-fédération – une extension des combats au Kosovo, au Sandjak et à la Macédoine.

« Miloseric, dit un diplomate, sait que s'il entreprend la moindre chose au Kosono, les Occidentaux réagiront immédiatement. Ce n'est pas un mai-gre résultat, même si les opinions arbitant de memoral de constitue gre résultat, même si les opinions publiques de nos pays démocratiques s'indignent à juste titre de roir ce qui se passe en Bosnie et condamnent notre passivité. » L'éventuelle signature des accords sur la Bosnie-Herzégovine le 5 mai per les Serbes marquerait l'ouverture d'une nouvelle chara des pourroites. phase des pourparlers.

Pour ce qui touche uniquement aux aspects constitutionnels de la «nouvelle» Bosnie-Herzégovine, MM. Vance et Owen avaient par

exemple promis une aide considérable de la communauté internationale à la mise en place, fort compliquée, de gouvernements et d'administrations «intérimaires» intercommunantaires dans les dix provinces auto-nomes ainsi qu'à l'échelon fédéral. fi y a surtout l'aspect militaire de l'anplication du plan : le regroupement des armes lourdes, sous le contrôle de l'ONU, et le respect de la cessation des hostilités vont exiger l'envoi de nouveaux contingents de « casques bleus ». Enfin, les discussions politiques sur les tracés des provinces sont loin d'être achevées, puisque l'évolution des combats et des conquêtes

serbes les a déjà rendus caduques...

Voilà la tâche immense qui attend lord Owen et Thorvald Stoitenberg, le successeur de Cyrus Vance, comme représentant de l'ONU dans la négociation, L'ancien ministre nor végien des affaires étrangères connaît le dossier et les meotalités yougoslaves. Il a commencé sa carrière diplomatique à Belgrade et maîtrise le serbo-croate. Selon l'équipe de médiateurs et les spécialistes militaires occidentaux, il faudrait environ soixante-quinze mille hommes pour superviser la mise en œuvre de l'enable du plan (forcément révisé par rapport à sa version initiale). Qui est prêt à payer? A envoyer des troupes pour des missions qui s'annoncent bien plus périlleuses que les opérations actuelles de amaintien de la paix»? Peu d'Etats out, à ce jour,

ALAIN DEBOVE



Les violences sont exploitées par les néocommunistes et par Boris Eltsine

de notre correspondant

Sin to have the

The second secon

= : Trans

1. 15. Emma.

or your action

... 425.

41 19-72 2

* " - 7 ft gg the state of the

10 c . at 1 122 22 12

CAN THE A PROPERTY. علام شدهد :

1.1 22 25 fmm/s

- - - Derzicio

N. 1857/2 5 522

The American

The state of the s

The second secon

The state of the s

and the second ---- t. ". immi 52"

mer period

M 18 17 17 1

tan Karanzie a donné

conditionnel - au plan de pair

« Provocation ». Le mot fétiche de la vie politique russe a été repris en chœur - aussi bien par l'équipe présidentielle que par l'opposition «dure» – après les violents affron-tements qui ont marqué l'une des manifestations dn 1« mai à Moscou. Jamais depuis le putsch d'aoêt 1991 des scènes d'une telle violence n'avaient été vues dans la capitale russe : plusieurs centaines de per-sonnes ont été blessées, certaines grièvement, un policier reste entre la vie et la mort, on a jeté des pierres, brûlé des camions, attaqué les policiers à coups de hampes de drapeaux (rouges), avant que les forces de l'ordre ne finissent par réptiquer très durement.

Pour le président russe, la lecon des évènements est simple. «Les communistes », après avoir « subi une défaite au référendum » du 25 avril, ont « organisé des désordres de masse», et e révélé leur mai visage». Les violences du la mai marquent ainsi le lancement d'eune campagne de résistance contre le pouvoir démocratique légitime». Et M. Eltsine souligne immédiatement que « des députés » figurent parmi

les organisateurs de ces désordres. En face, c'est-à-dire parmi les res-ponsables des divers groupements conservateurs et nationalistes qui avaient appelé à manifester (Front de salut national, Russie du travail, etc), on est tout aussi catégorique. Le ponvoir a délibérément suscité les violences, et organisé cette « pro-rocation » pour « déconsidérer » l'op-position, et préparer l'opinion à des mesures autoritaires.

La manifestation avait commence par un rassemblement plutôt tranquille, place d'Octobre, où l'ou remarquait entre autres divers «putschistes» d'août 1991, comme l'ancien président du Parlement Anatoli Loukianov, ou l'ex-chef du KGB Vladimir Krioutchkov. Une

manifestation comme Moscou en a connu des dizaines, avec ses dra-peaux rouges et isaristes mélés, ses banderoles à la gloire de l'ex-

URSS... Les brutalités ont commencé lors-Les britalités out commencé lorsque la colonne des manifestants, à qui l'on avait interdit tout le centre de Moscou, et qui avait donc pris la direction opposée, en direction de l'Université, s'est vu barrer la route par un autre cordon de policiers. Les images diffusées à de très nombreuses reprises par la télévision tusse, dont les caméras étaient remarquablement bien placées à l'endroit précis des affrontements. l'endroit précis des affrontements, montrent clairement les manifestaots qui tentent de forcer le barrage, d'arracher les boucliers des policiers.

La police «trahie». par les autorités

Cependant, certains organisateurs affirment que l'attaque a été menée « par un groupe de Jeunes gens en survêtements qui ensuite ont parti-cipé à la répression de la manifesta-tion ». Des manifestants, certains tion». Des manifestants, certains assez âgés et visiblement choqués par les évènements, prétendent même que le cortège a été attiré «dans un piège». Certains témoins s'étonnent d'autre part de l'attitude de la police qui, peut-être dans l'attente de renforts, est longtemps restée passive, face à des manifestants très agressifs. Elle n'a en particulier pas utilisé de gàz lacrymogènes, et le chef de la section moscovite des OMON (les forces spéciales du ministère de l'intérieur), Vitali ministère de l'intérieur), Vitali Keiko, a tenu à ce sujet des propos accusateurs : « On nous o empéchés de nous défendre », a-t-il déclaré,

affirmant que ses hommes avaient été « urahis » par les autorités. Une seule chose paraît claire, Cette flambée de violence peut être utilisée aussi bien par les néocommunistes que par l'équipe de M. Eltsine. Elle conforte en effet la

tous ceux qui, s'opposent à Boris Elisine sont an service de la réac-tion et du « revanchisme » : il y a d'un côté les démocrates, qui ont obtenu la confiance du peuple par les urnes, de l'autre les commu-nistes, qui misent sur la violence. Telle est la version abondamment développée par les porte-parole du président tout comme par la télévi-sion, qui en a profité pour confondre dans un même opprobre les dirigeants dn Parlement.

De leur côté, les dirigeants du Front de saint national et des autres groupements national-communistes, dont l'audience dans le pays reste en fait très faible, profitent de l'oc-casion pour donner de la voix, se poser en défenseurs du peuple et en héros de la résistance à une dictature naissante... On prononce des discours flamboyants, on avertit que seuls « les chars russes » pour-ront sauver la situation, on annonce de nonvelles manifestations pour le 9 mai - l'anniversaire de la vic-toire. «S'il n'y a pas eu de coups de feu aujourd'hui, il y en aura demain », s'exclame Viktor Ampi-lov, dirigeant du Parii communiste ouvrier de Russie.

a Aujourd'hui, renchérit Ilya Konstantinov, da Front de salut national, marque le début de la vraie résistance. La pairie ou la mort.» Dans la foulée, on appelle à placer «un Russe» à la présidence

AH! LES DISSIDENTS D'AUTREFOIS!

plus du côté de l'opposition systé-

du côté d'alliés conjoncturels qui

furent et restent en fait ses enne-

latov a ordonné la création d'une

du Parlement, manière de signifier laisse en effet rejeter de plus en que les jours de Rouslan Khasboulatov, le Tchétchène, sont comprés. matique à M. Eltsine, c'est-à-dire

Dans cette situation de polarisation outrée, la position de M. Khasboulatov devient de plus en plus mis. Dans l'immédiat, M. Khasboudélicate. Le président du Parlement, sur lequel les médias d'Etat conti- commission d'enquête parlemennuent à tirer à boulets rouges, se taire sur eles raisons de l'emploi de

la force contre les participants à la manifestation pacifique du la mai».

A nouveau, done, l'atmosphère est au drame. Des groupes de mili-tants anti-eltsiniens montent la garde devant la Maison Blanche, siège du Parlement, pour « défendre la démocratie », refont, avec une émotion qui paraît sincère, le récit de la manifestation du la mai et annoncent que la « prochaine fois », ils seront armés... Tout cela alors que, dans le reste de la Russie, on ne signale à peu près aucun inci-dent : à Saint-Petersbourg, un autre défilé de «conservateurs» s'est termine tranquillement.

Et alors que la plupart des Moscovites se préoccupent essentiellement de leur datcha. Les autorités gonvernement et Parlement pour une fois d'accord, leur ont en effet accordé un très long week-end, en application d'une ingénieuse nou-velle règle : chaque fois qu'un jour de fête, ou un lendemain de jour férié, coïncide avec une journée normalement chômice (samedi ou dimanche), on «compense». Du coup, les Russes ont droit à quatre jours pour le le mai et trois jours, une semaine plus tard, pour l'anniversaire de la victoire. Qui a dit que la patrie, voire l'économie,

JAN KRAUZE

EN BREF

I ALLEMAGNE : protestations de la communanté juive contre le rerdict d'un tribanal de Potsdam. – La communauté juive d'Allemagne a jugé, vendredi 30 avril, « scandaleux » le verdict d'un tribunal de TOUR STATE OF THE Potsdam, qui a condamné sculo-ment à des peines avec sursis deux extrémistes de droite qui avaient tenté d'incendier un mémorial de l'ancien camp de concentration nazi de Ravensbrück. Le vice-pré-sident du Conseil central des juis en Allemagne, Jerzy Kanal, craint que ece verdict n'encourage les néo-nazis à commettre de nouveaux attentats. » - (AFP.)

u Le président du SPD pourrait démissionner. ~ Le président du SPD, candidat social-démocrate à la chancellerie, Björn Engholm, n'a pas exclu, samedi l' mai, de démis-sionner de ses fonctions. Depuis plusieurs semaines, il est mis en cause par la presse qui l'accuse d'avoir été informé, en 1987, des agissements menés contre lui par le ministre-président du Schleswig-Holstein, Uwe Barschel et d'avoir attendu que le scandale éclate à la suite des révélations du Spiegel.
Cette affaire avait provoqué le suicide d'Uwe Barschel et le triomphe
de Björn Engholm aux élections
régionales en mai 1988. – (AFP.)

testants. - Un onvrier qui ettectuait à Belfast, en Irlande du Nord, des travaux de maçonnerie chez l'un de ses amis, Alec Maskey, élu du Sinn Fein, la bianche potitique de l'Armée républicaine irlandaise cargo mouillait dans les eaux territoriales, avait refusé d'obtempérer aux sommittent de ses amis, Alec Maskey, élu du Sinn Fein, la bianche potitique de l'Armée républicaine irlandaise cargo mouillait dans les eaux intermationales.

alternatives

le mai. Un groupe paramilitaire protestant illiégal, les Combattants pour la bberté de l'Ulster (UFF), a revendiqué l'attentant, tout en déclarant avoir voulu, en réalité, tuer Alec Maskey. - (AFP, Reuter.)

D PRINCIPAUTÉ D'AN-DORRE : la nouvelle Constitution a été signée par les éeux coprinces. — La nouvelle Constitution démocra-tique de la principauté d'Andorre, issue du référendum du 14 mars (le Monde du 13 mars), a été signée par les deux coprinces de la principanté. Mgr Joan Marti Alanis, évêque de la Scu d'Urgell, a para-phé le document en Espagne, jeudi 29 avril, suivi à Paris, vendredi 30, par François Mitterrand. Cette Constitution doit être promulguée le 4 mai. – (AFP, Reuter, UPL)

TURQUIE: Ankara proteste auprès de l'ONU après le mitraillege d'un cargo par un patronilleur chypriete. – Le ministère des affaires étangères turc a indiqué qu'Ankara a porté a à l'attention du secrétaire général de l'ONU – en attirant son attention sur les « dangers de riposte » à une telle action un incident naval au cours duquel un ou plusieurs patrouilleurs chy-priotes ont tiré sur un cargo turc. negionales en mai 1988. — (APP.)

I IRLANDE DU NORD: un ouvrier tué par des extrémistes protestants. — Un onvrier qui effectuait à Belfast, en Irlande du Nord, mouillé dans les eaux territoriales,

– 3 mai 1993. Journée internationale de la Liberté de la Presse. Il n'y a pas de liberté sans liberté de la presse. REPORTERS SANS FRONTIERES. **CENT PHOTOS POUR LA LIBERTE** En vente chez tous les marchands de journaux.

AVEC LA FEDERATION NATIONALE DE LA PRESSE FRANÇAISE.

économiques mai 93 • LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES • BALLADUR FACE À LA CONJONCTURE • LES 100 JOURS DE CLINTON 19 F Chez votre marchand de journaux

Le président du conseil, M. Ciampi reste décidé à se présenter devant le Parlement

Le nnnveau président dn ennseil italien, Carln Azeglin Ciampi, a décidé de soumettre comme prévu le programme de son gouvernement aux parlemen-taires, maigré la démission, jeudi taires, malgré la démission, jeudi 29 nvril, de quatre ministres, dant trois issus du PDS (ex-PCI), pour pratester enatre le refus de la Chambre des députés de lever l'immunité parlementaire de l'an-cien dirigeant socialiste Bettinn Craxi, afin de permettre l'aboutis-sement des enquêtes sur les accusatinns de corruptinn qui sant lancées enatre lui par les juges milanais (le Mande daté 2-3 mai). M. Ciampi devrait se présenter jeudi 6 mai devant le Sénat et la Chambre des députés pour le vote

Le président de République, Oscar Luigi Scalfarn, a apporté son soutien à cette décision. Dans son allocutinn du le mai, le prési-dent a refusé l'arganisation d'élections législatives anticipées avant l'adoptinn d'une nouvelle lni élec-turale, ennformément au vnte massif exprime par les Italiens lurs des récents référendums. M. Scalfaro a indiqué que cette volonté serait respectée « jusqu'au bnut » mais il a ajnuté que ces élections ne pourraient guère avoir lieu avant l'été et, plus pro-

Il a aussi demandé à la repré-sentation nationale de modifier les dispositinns actuelles sur l'immunité parlementaire afin d'évi-ter que celle-ci ne rime avec

M. Ciampi, qui avait rompu avec la traditinn en enmposant son équipe sans consulter les par-tis politiques, a, cette fois, entamé dès vendredi matin des des différentes formations pour leur présenter son programme. Les trois partis – le PDS (ex-PCI),

les Verts et le Parti républicain, -qui lui avaient retiré leur soutien après le vote de la Chamhre nut adapté des positions plus souples mais sans revenir sur l'essentiel. si M. Ciampi présente an Parlement un programme qui prévnit l'adaption d'une réforme électorale pour les deux chambres d'ici l'été, nnus ne ferons pas nbstacle

Le secrétaire du PDS, Achille Occhettn, a promis snn « plein snutien » au président du Conseil pour cette lni. Des dizaines de illiers d'Italiens sont descendus dans les rues, vendredi 30 avril, pnnr manifester leur colère. A Rume, la plus impurtante démonstration a eu lieu piazza Navona, à l'appel du PDS. Des défilés de protestation unt égale-ment eu lien à Milan, à l'appel de la Rete (parti anti-Mafia), et dans plusieurs autres villes. - (AFP, AP, Reuter.)

C Extradition vers Rome d'un chef

de la Camorra arrêté an Pérou. -Umberto Ammaturo, l'un des chefs de la Campra, la Mafin napolitaine, et l'un des hommes les plus recherchés d'Italie, a été extradé vers Rome, dimanche 2 mai, après nvnir été arrêté samedi au Pérou. Recherché depuis 1990, Umhertn Ammaturo, einquante-deux ans, dirigeant de l'un des plus impor-tants réseaux internationaux de trafie de drogue, et l'un des fondateurs du cartel napolitain Nuova Famiglia constitué dans les années quatre-vingt face à la Nnuvelle Camorra organisée de Raffaele d'avoir trempé dans l'assassinat du eriminolngue Aldo Semerari, trouvé décapité en avril 1982 près de Naples. - (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: cinq Blancs tués et sept autres blessés

L'attentat contre un hôtel d'East London aggrave les tensions politiques

ANGOLA: alors que les négociations piétinent

Le mandat de l'ONU est prorogé d'un mois

Alors que le Congrès national africain (ANC) a'apprétait à enterrer, dimanche 2 mai, à Soweto, son president d'honneur, Oliver Tembo, décéde le 24 avril, trois Noirs ont attaqué, samedi soir, à l'arme automatique et à la gre-nade, un hôtel d'East London (une villa industrialle sur l'océan Indien), tuant cinq clients blancs et en blessant sept autres. Des attaques similaires, commises, elles aussi, contre des établissements fréquentés par des Blancs, avalent déjà eu lleu dens le même région an novambre et décembre derniers. Ellas avaient alors été revendiquées par l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), branche arméa

du Congrès panafricain (PAC). **JOHANNESBURG**

de notre correspondant Par certains aspects, l'attaque con-tre l'hôtel d'East London ressemble au massacre commis, deux semaines auparavant, dans le ghotto de Sebo-keng, alors que l'ANC enterrait Chris Hani, assassiné par un mil-tant d'extrême droite, le 10 avril. La nuit précédant les nhsèques, des hommes armés sillonnant les rues de la cité noire avaient tué vingt et une personnes. Les vietimes étaient noires et, selon des témnignages contradictoires, certains des assassins étaient blancs.

L'attaque de samedi a eu lieu quelques heures avant les obsèques d'Oliver Tambo. Mais cette fois les victimes sont blanches et les assassins, selon les premiers témoignages, sont noirs, Trois hommes, la tête recouverte d'une cagoule, ont péné-tré dans le bar de l'bôtel Highgate de progrès dans les négociations.

ou us ont immédiatement ouvert le feu avec des fusils d'assant AK-47. Puis ils se sont repliés, jetant, au passage, une grenade dans la salle de billard. Malgré la risposte d'un client armé, les tueurs ont réussi à prendre la fuite.

Dimanche soir, un responsable de la police affirmait que les assassins étaient probablement les mêmes que ceux qui, l'année dernière, dans des eirennstances analogues, avaient opéré contre des établissements de King-William's Town et de Queenstown. Ces attaques avaient fait cinq morts et dix-sept blessés.

> Un «Comité de généraux»

Dès dimanche, le Parti conservateur (CP, extrême droite) accusait indistinctement l'ANC et le PAC, rendant le président De Klerk coresponsable de la tuerie pour n'nvoir pas voulu interdire leurs organisa-tinns armées. Quelques heures plus tard, le chef de l'Etat répliquait en

fausse perception suscitée par une propagande antigouvernementale insistante», il uvait mis en cuvre « toutes les mesures possibles pour lutter efficacement contre la violutter efficacement contre la vio-lence», « Néanmoins, ajoutait-il, il ne peut pas agir seul. Dans la pré-sente situation, il est de la plus haute importance que les chefs des partis politiques fassent preuve du maxi-mum de retenue dans leurs déclara-tions, leurs actions, ou celles de leurs proticons »

Evoquant l'action « de généraux d la retraite appelés à l'aide par cer-tains politiciens de droite», M. De tains politiciens de droite», M. De Klerk fustigeait les «éléments qui menacent de mettre sur pied une nouvelle force militaire». Indirectement, il confirmait ainsi une information donnée par l'hebdomadaire Weekly Mail, selon laquelle cinq généraux, anciens hauts responsables de l'armée et de la police, avaient formé un comité noêt à servir de formé un comité prêt à servir de recours si la situation continuait à se dégrader. Selon le Weekly Mail,

jet d'ancun démenti de la part des officiers incriminés, ce « comité des mier objectif de rassembler sous sa houlette la droite et l'extrême droite, n'excluant pas, an besoin, le passage

Quelle que soit l'appartenance réclie des auteurs du dernier attendont chaque camp est tour à tour la victime, alourdit gravement le clicapoter un processus de négociations qui piétine. Cette violence est un argument de propagande en faveur de ceux qui, dans la population blanche, plaident pour la création d'un Etat strictement blanc au sein d'une confédération aux liens làches. Rien ne permet cependant d'affirmer que ces derniers sont les com-manditaires de l'attaque de samedi. Dans tous les secteurs de la populasion est aujourd'bui telle qu'il ne manque pas de candidats pour jouer les apprentis socciers.

GEORGES MARION

 L'épouse d'un député d'extrême droite inculpée pour l'assassinat de Chris Hani. – Gaye Derby Lewis, l'épouse d'un député du Parti conservateur (CP, extrême droite), a été inculpée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Chris Hani, le secrétaire général du Parti communiste (SACP), tué le 10 avril. Elle comparaîtra devant la justice, le 12 mai, en même temps que Janusz Walus, l'assassin pré-sumé. Le député Clive Derby Lewis, membre influent dn Parlement, est tonjuurs en détention provisoire, la justice estimant qu'il cache des informations sur ses liens avec Janusz Walus. – (AFP,

unies a renouvelé, vendredi 30 avril, pour un mois, le mandat de ses

Le Conseil de sécurité des Nations observateurs en Angola. La mission de vérification de l'ONU en Angola (UNAVEM), dont les effectifs ont été réduits de 700 à 150 personnes depuis octobre 1992, en raison de la reprise de la guerre civile, s'étendra donc jusqu'au 31 mai. Le Conseil de sécurité a tontefois souligne sa volonté d'agir rapidement si M. Boutros-Ghali suggerait une aug-mentation des effectifs, en fonction

12 avril, à Abidjan, entre le gouvernement de Luanda et l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA), sons l'égide de l'ONU, n'ont tonjours pas abouti, plusieurs points de désaccord subsistant entre les deux parties. Le porteparole de l'ONU s'est toutefois refusé à parler de biocage, soulignant qu'un accord de principe avait été conclu sur au moins quarante points d'un mémorandum qui en compte une cinquantaine, - (AFP, Reuter.)

ÉTATS-UNIS M. Clinton a présenté

son projet

de « service national civil » Le président Bill Clinton a pré-senté vendredi 30 avril à La Nou-velle-Orléans (Louisiane) son projet, annoncé pendant sa campagne électorale, de création d'un « ser vice national civil». Celni-ci, dont le coût est estimé à 9 milliards de dollars (48 milliards de francs) sur une période de cinq ans, permettra aux étudiants qui le souhaitent de payer lenra études avec des prêts fédéraux qu'ils pourront, le cas échéant, rembourser en se livrant à nn travail ntile à la collectivité, dans la police, les services de santé, nn l'assistance publique. Selnn ce projet, tout étudiant pourra demander un prêt, plafonne à 10 000 dollars (53 000 francs), en échange de deux années consa-crées ultérieurement à la collecti-

M. Clinton a indiqué qu'un texte en ce sens serait présenté dans les prochains jours au Congrès. Environ 25 000 étudiants pourraient en bénéficier en 1994, et leur nombre pourrait atteindre 150 000 en 1997-1998. (AFP.)

David Koresh est mart d'une hlessure par balle. - Le chef de la secte des davidiens. David Koresh. est mort d'une balle en pleine tête peu avant l'incendie qui a détruit, le 19 avril, la ferme-forteresse de la secte, près de Waco, au Texas, unt annoncé dimanche 2 mai les auto-rités texanes. Le corps carbonisé de David Koresh a été retrouvé dans les décombres du ranch. La balle était entrée par le milieu du front, ont indiqué les autorités, sans préciser s'il s'agissait à leurs yeux d'un suieide nu d'un bamicide. Il se confirme d'autre part que le hilan définitif de l'incendie sera de 72 morts et non de 86 comme nn l'avait cru précédemment. - [AFP.]

□ GUATEMALA : l'armée accusée d'attaquer des communantés indigènes dans le nord-est du pays. - L'armée guatémaltèque a été aecusée vendredi 30 avril de mener, depuis près d'un mnis, de violentes attaques contre des com-munautés indigènes dans le nurdest du pays. Des représentants de ces communautés unt déclaré que des avions et des hélicoptères militaires avaient bombardé ces villages, proches du Mexique où sept cents indigènes se scraient réfugiés.

OCEANIE

AUSTRALIE: à la demande du premier ministre travailliste

Un comité va étudier le processus constitutionnel devant mener à la rupture avec la Couronne britannique

tannique et devenir une république? Six semaines aprèa evoir remporté leur cinquième mandat consécutif, le 13 mars dernier, les travaillistes ont lencé le débat constitutionnel. L'opposition libérale ne peut plus éluder le question de la rupture, qui rencontre l'adhésion d'une maiorité d'Australiens.

. SYDNEY

de notre correspondante

Le premier ministre Paul Keating n annoncé, mercredi 28 avril, la mise en place d'un comité chargé d'étudier les réfarmes constitutionnelles nécessaires pour que l'Australie rompe ses liens avec la Couronne britannique et devienne une République. La structure fédérale du gnuvernement devrait demeurer inchangée, de même que ses relations avec les Etats. M. Keating propose nne approche « minimaliste », avec la suppressinu de

D M. Major à Paris fin mai. - Le premier ministre britannique se rendra en visite à Paris à la fin du mois de mai, a annoncé vendredi 30 avril le service de presse de l'Elysée. Le chef du gouvernement français, Ednuard Balladur, duit renenntrer Juhn Majnr mardi à mai à Londres. Lors de sa venue à Paris, ce dernier sera l'hôte à déjeuner de François Miuerrand et renenntrera de nuuveau M. Balla-

O M. Mitterrand à Athènes le 14 mai. - Le président de la Répuhlique se rendra le 14 mai à Athènes, nù il sera fuit docteur hunnris causa de l'université Panteios. Il aura des entretiens avec le président Caramanlis et le premier ministre, M. Mitsotakis.

un chef d'Etat o'ayant pas davantage de pnnvoirs que l'actuel représentant de la reine Elizabeth.

Le mode de désignation du président reste à définir. Les propositions du comité, qui devront être formulées d'ici au mois de sep-tembre, seront ensuite soumises à un débat public. Ce dernier permettra la mise an point des recommandations devant conduire à un référendum d'ici à l'an 2001, date du centenaire de la Fédération.

L'Australie entend ainsi affir-mer sa propre identité et privilé-gier ses liens géographiques avec l'Asie car, pour beaucoup d'immi-grants d'origine non hritannique, les liens avec la Couronne n'nnt guère de sens. C'est ainsi que M. Keating – lui-même d'ascendanec irlandaise - a résumé sa positinn : « Nutre chef d'Etat actuel, le monarque britannique, ne peut pas être à proprement dit un chef d'Etat australien, puisque ses fonctions l'amènent d représenses junctions l'amenent à represen-ter différents pays. Et une monar-chie héréditaire ne nous donne pas de chaix quant à la succession.»

Pnur l'actuel gouverneur générai, Bill Hayden, un simple chan-gement de titre ne permettrait pas d'éviter que ne se renouvelle une crise constitutionnelle semblable à celle de 1975. Cette année-là, le représentant de la reine, Sir John Kerr, révoqua le premier ministre

L'Australie doit-elle trancher es liens avec la Couronne briannique et devenir une républiannique et devenir une républide finances.

Une étape inévitable

La perspective d'une réforme de la Constitutinn a ouvert la brèche à bien d'autres questinns. « Prôner la monarchie, en faire un article de fui du Parti libéral plutôt que d'accepter d'en débattre ne nous permet pas d'avancer», a lancé l'ancien dirigeant libéral de la Nonvelle-Galles du Sud, Nick Greiner. L'no des premiers à faire Greiner, l'no des premiers à faire l'autocritique de son parti. Son snecesseur, Jahn Fahey, a ren-chéri : «L'avènement de la République est une étape inévitable dans l'évolution de la nation australienne et de notre identité.»

Affirmant que beauconp de libéraux partagent cette opininn, il a ajouté : « En refusant de nous pronuncer à ce sujet, nous avons permis qu'an naus dépeigne comme des conservateurs avec un grand C. Ce débat essentiel risque d'être munnpolisé par les travail-listes, alors qu'il doit impliquer les Australiens, quelles que soient leurs affinités politiques. » Même l'ardent monarchiste Juhn Howard a concédé que l'avène-ment de la République ne pouvait plus être considéré comme une « hérèsie » .

SYLVIE LEPAGE

Social Par ici la sortie! Alain Lebaube EN VENTE EN LIBRAIRIE

EN BREF

 ALGÉRIE : Amnesty International dénonce la « dégradation de la situation des droits de l'homme». situation des droits de l'homme». — Le secrétaire général d'Amnesty ioternatinnal, Plerre Sané, a affirmé, lors d'one conférence de presse, dimanche 2 mai, à Alger, avoir constaté une « dégradation grave de la situation des droits de l'homme». Il a done appelé « la société civile, les intellectuels, les tra-vailleurs, les organisations des droits de l'homme et loutes les forces vives de l'homme et toutes les forces vives de la société à se mobiliser afin de demander un arrêt du cycle infernal de la violence politique, de la peur et des violations rénérées aut risc de prendre en otage la société elle-même». D'autre part, un policier a été assassiné alors qu'il sortait de chez lui, dimanche, à Oued-Hellal, à 90 kilomètres au sud d'Alger.

COMORES: M. Mitterrand s'inquiète du sort des condamnés à mort. – Le président François Mit-terrand a adressé à son homologue comorien, Said Mohamed Djohar, un message dont la teneur n'a pas été rendue publique, a-t-on appris jeudi 29 avril à Moroni. Sclon des sources informées, M. Mitterrand a demandé à M. Dinhar de faire preuve de clémence à l'égard des neuf personnes condamnées à mort pour participation à une tentative de coup d'Etat (le Mande du 27 avril). A Paris, les avocats de trois des condamnés, les frères Abdallah et le capitaine Combo, ont affirmé que leurs clients « sont soumis à des traitements inhumains

soumis à des traitements inhumains et dégradants ». — (AFP.)

© CONGO: premier tour des nouvelles élections. législatives. — Le premier tour des élections législatives, organisées après la dissolution du Parlement par le président Pascal Lissnuha, s'est déroulé, dimanche 2 mai, dans le calme. Ce scrutin est le huitième neganisée dans le passe en page alles dissolutions de la passe en page alles des le passes en page alles des le page en le dans le pays en un peu plus d'un an. Les Congolais s'étaient rendus aux urnes en mars 1992 pour approuver, par référendum, la nouvelle Constitution du pays, avant de s'engrimer dans plusieurs congulte. s'exprimer dans plusieurs consulta-tions: législatives, sénatoriales et présidentielle. Le scrutio de dimanche doit doter le Congo d'une nouvelle. Assemblée, la première, élue sous le régime pluraliste en juin 1992, ayant été dissoure en novembre de la même année. – (AFP, Reuter.)

d'ÉRYTHRÉE: plusieurs pays out déjà reconne l'Indépendence du pays.

Les États-Unis, le Canada, l'Iran, Djibouti, la Libye et l'Egypte, nnt annoncé, mercredi 28 et jeudi 29 nvril, qu'ils reconnaisaient l'Erythrée comme Etst souvenin 29 nvril, qu'ils reconnaissaient l'Erythrée comme Etat souverain. La France se «félicite de l'Indépendance prochaine» du pays, a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. La reconnaissance nifficielle de l'Erythrée par Paris devrait intervenir le 24 mai, date formelle de la

proclamation d'indépendance. Me-Michaux-Chevry, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, représentera le gouver-nement aux cérémonies officielles. -(AFP.)

D LiBÉRIA : le cardinal Etchegaray dénonce la «guerre oubliée». -Le cardinal Etchegaray a dénoncé, mercredi 28 avril, au retour d'une mission au Libéria, «l'indifférence résignée de la communauté mon-diale » à l'égard de la « guerre oubliée » qui déchire ce pays depuis plus de trois ans. Le président du Conseil pontifical justice et paix a visité, au com du pape, de nom-breux camps de réfugiés . « La situation au Libéria se dégrade au point de compromettre l'efficacité et la sécurité de l'aide humanitaire», a-t-il affirmé. - (AFP.)

□ MOZAMBIQUE : l'ONU dolt rapatrier 1,3 millinn de réfugiés. -Les Nations unies voot commencer le rapatriement de 1,3 million envi-ron de Mozambicains qui se sont réfugiés dans cinq pays voisins pour échapper à la guerre civile. Le pro-gramme du Haut Comité pour les réfugiés (HCR) dnit s'étaler sur trois ans et coûter plus de 200 millions de dollars. - (Reuter.)

o TCHAD : l'armée accusée du massacre de nombreux civils dans le Sud. – Le premier ministre tcha-dien, Fidel Moungar, a confirmé, jeudi 29 avril, que des massacres avaient été perpetrés par l'armée avaient été perpétrés par l'armée contre des populations civiles du sud du pays, qualifiant d' « accablantes » les eonclusinns de l'enquête menée à ce sujet. Selon des témoignages recueillis par la presse locale, dnuze villages auraient été incendiés près de Gore, les 135 hommes du village de Kou auraient été tués, ainsi que 200 autres personnes dans le l'orgone autres personnes dans le Logone oriental. Le premier ministre a demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire et annancé que les responsables des massacres avaient été arrêtés et qu'ils seraient transférés à N'Djamena pour y être jugés. -

 ZIMBABWE: projet de nationalisation de 70 exploitations agricoles appartenant à des Blancs. — Le gouvernement zimbabwéen a établi une liste de 70 exploitations agricoles, convrant plus de 190 000 hectares, qu'il entend acquérir dans les deux ans pour y installer des fermiers noirs, a annoncé le ministre des terres et de l'agriculture, Kumbirai terres et de l'agriculture, Kumbirai Kangai, dans une note officielle publiée à la fin de la semaine dernière. Il s'agit de la première grande décision prise par le gouvernement en vertu de la loi sur l'acquisition des terres de 1992, un texte très possèdent 28 % des terres arables

La police accuse les Tigres tamouls d'être responsables de l'assassinat du président Premadasa

Le premier ministre du Sri-Lanka, Dingiri Banda Wijetunga, âgé de sobcante et onze ans, e prêté serment, xamedi 1" mai, comme chef de l'Etat intérimaire eprès l'assassinat, quelques heures plus tôt, du président Renasinghe Premedasa. Une vingtaine d'eutres personnes ont été tuées à Colombo, lors de cet attentatsuicide à la bombe, qui n'e pas été revendique mais dont le police accuse les Tigres tamouis du LTTE d'être responsables. Ranasinghe Premadasa était à la tête du défilé organisé par la formation eu pouvoir, l'UNP (Parti national unifié, conservateur) pour la fête du travail.

L'assassinat du président Premadasa par un « homme-torpille» est survenu huit jours après celui de Laith Athulathmudali, son principal opposant, tué par balles le 23 avril dans la banlieue de la capitale lors d'un meeting de sa formation, le DUNF - Front démocratique national unifié, ne en 1991 d'une scission de l'UNP, – en vue des élections provinciales du 17 mai. C'est dire qu'en l'absence de revendication la commotion provoquée par un atten-tat qui, outre le chef de l'Etat, e tué au moins 20 personoes et fait 60 blesses, a toute chance de relancer la violence multiforme dans l'île.

Le LTTE - Tigres de libération de l'Eelam tamoul, en lutte depuis les années 80 pour arracher à la majorité cinghalaise bouddhiste on Etat séparé - a aussitôt démenti toute implication dans ce massacre. Son porte parole a de façon prévisible, suggéré qu'il s'agissait d'une réplique en récent assassinat de deux du DUNF, Gamini Dissa-

penergylation o tonepenous

Ranasinghe Premadasa était une forte personnalité, que l'on haissait ou aduleit. Pour ses

edversaires, plus nombreux peut-être dens son camp que

parmi l'opposition, il était un

homme qui n'honorait pas son

pays. Craignant pour aon pou-

voir au-delà de ce qui est imagi-

neble, le président n'evalt consent à s'éloigner pour le première fois de l'île pour se rendre en visite officielle à

l'étranger que lorsque la dési-

gnation, début 1992, de Colombo comme capitale tem-poraire du SAARC (Association

des pays d'Asie du Sud) ne lui

avait plus permis de se confiner

dans sa capitale pour mieux garder à l'œil ees adversaires. Moins sûr de lui qu'il n'apparais-

sait à ses compatriotes, le chef.

de l'Etat n'avait jamais donné la

moindre interview, une frilosité

qui était également mal interpré-tée par l'intelligentsia de l'ile.

Dans l'acte par lequel deux ministree et plusieurs députés de son parti svaient demandé

sa destitution, à la mi-1991,

figuraient lea accusations sui-ventes : « Trahison (de présu-

mees complaisances pour les

«Tigres»), abus de pouvoir (à meneit son cabinet à la

baguetta], corruption (son

entourage était, de ce point de vue, davantage que lui-même

sur la sellatte) et turpitudes morales [alusion, notamment, à

son recours immodéré aux

astrologues] » 11 avait qualifié

cette action de « cabale aristo-cratique », allusion à l'origine sociale de ses advarsaires qui

était méprisante dans la bouche

de cet homme à la fois fier et

complexé en reison de son

De fait, Ranasinghe Prema-

dasa était la premier dirigeant de l'île, depuis l'indépendance

de 1948, à ne pas eppartenir

aux nobles families qui l'avaient

dirigéa jusqu'à la colonisation

britannique du début du XIX.

siècle. Entré en politique encore

adolescent, il avait fait ses pre-

miers pas eu eein du SLFP

avant, très vite, de rejoindre

l'UNP. Député, ministre, il devint

numéro deux de son perti et

chef du gouvernement en 1978,

au début de la présidence de J.

R. Jewayardene. O'abord ombre

humble extraction.

Un homme aussi adulé que hai

nayake, avait lui-même dénoncé le chef de l'Enst. Le LTTE se devait de démentir vite, car on lui prête beau-coup de méfaits.

Nul n'a oublié qu'il a été accusé par l'Inde d'avoir armé la «femme-torpille» qui, le 21 mai 1991, avait assassiné le premier ministre Rajiv Gandhi au Tamil Nadu, à quelques encablures du Sci-Lanka. Un de ses hommes avait, en novembre dernier, tué dans un attentat-suicide à la moto le chef de la marine, l'amiral Fernando. Le gouvernement de Colombo svait, de façon très peu conveincante, annoncé, dans les beures suivant l'assassinat d'Athulathmudali, la découverte du corps d'un militant tamoul qui se serait suicidé au cyanure après avoir commis ce crime. Le LTTE avait rejeté cette accusation.

Une vie publique très violente

Le pays est décapité après la disparition de ces deux personnalités politiques. M. Wijetunga a, comme premier ministre, vecu dans l'ombre du président, personnalité autori-taire, très jaloux de son pouvoir. Et M. Dissanayake apparaît encore bien tendre pour une fonction de premier plan dans un pays déchiré. Quant au chef en titre de l'opposi-tion, Sirimavo Bandaranaike, ex-premier ministre et chef du Parti de la liberté (SLFP, populiste de ganche), elle est, a soixante-dix sept ans, très diminuée par la maladie, et sa suc-cession est paralysée par les que-relles entre son fils Anura et sa fille

Seni le chef des Tigres tamouls, le guérillero Velupillai Prabhakaram, trente-huit ans, paraît evoir ses troupes en main - su prix, il est vrai, de terribles contraintes et vio-lences - en sa capitale septentrionale dante de Colombo depuis 1989. . . tide webertein : garife.

portée du chef de l'Etat, il e'af-firme ensuite, notamment à la

lueur de la crise tamoule »

dans laquelle il adopta une atti-

tude plus dure que le président

envers l'intervencion de l'Inde.

et se montra davantage prêt à

C'est lui, pourtant, que le

« vieux, renard » Jewayardene-

pousse à sa succession en 1988. Il écartait einsi un eutre

candidat naturels, Lalith Athu-

lathmudali qui, en sa qualité de

ministre de la sécurité, avait fait

merveille depuia 1986 dans la

répression des guerres civiles qui ravageaient la pays. Ecra-

sant, en 1989, l'ineurrection

nationaliste du JVP per des

méthodes qui horrifièrent les

organisationa humanitaires, le

chef de l'Etat rechercha, en

revanche, un cessez-le-feu avec

le LTTE, après avoir obtenu le

départ des troupes indiennes à

la mi-1989. Les «Tigres» ne lui

en surent nullement gré pulqu'ils relencarent la guerra quelques mois après, dens des conditions

pour lui humilientes. Il

n'empêche : l'étiquette du « négociateur » lui collait à la

peau, infamente aux yeux de l'influent clergé bouddhiste et des nationalistes cingheleis.

M. Premadasa était pourtant lui-

même très pieux, ne buvant ni

ne fumant, et « toujours fourré

avec les moines», selon ses

Des préoccupations

sociales

nombreux, étalent touchée per

ses évidentes préoccupations sociales, qu'il avait manifestées

des les années 60 comme

ministre du logement. Il avait, en particulier, lancé dans l'île, et

alngulièrement dans les cam-

pagnes, un grand programme

de logsments à bon marché.

Ses adversairee qualifiaient de

démagogique » cette ection

dont il eveit fait sa bannière

politique. Pour certains de ses

emia politiques eux-mêmea, il

s'agissant d'un spopulisma»

bien éloigné du conservatisme

d'inspiration libérele qui est le

marque traditionnelle de l'UNP.

Ses adulateurs, aux aussi

adversaires -

négocier avec les « Tigres».

Le Sri-Lanka est souvent présenté, dans les brochures touristiques, comme un «havre de paix bouddhistes. De fait, ce pays à l'agricul-ture riche, à la population très édu-quée et fort douée pour les activités industrielles, attire, de surcroît, de nombreux visiteurs. An total, son économie est la plus prospère de l'Asie du Sud.

Mais le Sri-Lanka connaît une vie publique très violente. Un de ses premiers chefs de gouvernement, S. W. R. D. Bandaranaike, avait été assassiné onze ans après l'indépendance, en 1959, par un moine bouddhiste qui lui reprochait sa mollesse envers les minorités ethniques et religieuses. Il avait pourtant fait appronver une loi faisant du cingha-lais l'unique langue officielle du pays, une décision qui souleva l'in-dignation des Tamouls (1) et lança le cycle des violences.

Dans les années 80, deux guerres civiles om déchiré le Sri-Lanka, faisant près de cent mille morts, dans sant pres de cent mue mons, dans ce pays de dix-sept millions d'habi-tants. L'une a opposé des Cinghalais entre eux, dans le Sud. Le JVP – Front de libération populaire, mou-vement appuyé par de nombreux jeunes diplômés saus emploi, qui aveient tenté un soulèvement d'extreme gauche en 1971 avant de se convertir à l'ultra-nation s'était lancé, en 1987, à l'assent du gouvernement conservateur de M. Jayawardene. Leur action terroriste et l'horrible répression qui s'en était suivie, achevée en 1989 et 1990 par M. Premadasa, avait fait soixante mille morts, selon des orga-

En 1983, par ailleurs, a commence la «guerre tamoule»: un soulévement conduit par des groupes extrémistes de cette mino-rité, victime de buit émentes racistes de la part des Cinghalais depuis vingt-cinq mille victimes. Une des 7%.

ses étapes les plus spectaculaires e été l'intervention, en 1987, de Pinde, désireuse de s'interposer dans un conflit où des hindous étaient partie prenante. Mais les troupes de New-Delhi ont dû, assez piteusement, rembarquer en 1989, après avoir subi de lourdes pertes infligées par des Tigres devenus les uniques représentant des Tamouls du nord

Après un armistice de quelques mois conclu sous l'égide du prési-dent Premadasa, le LITE a relancé l'assaut en juin 1990. Les affrontements durent tonjours, sur trois fronts : au nord, les forces armées de Colombo menent une guerre conventionnelle; à l'est, le L'ITE conduit des actions de guérilla; et, à Colombo, ont lieu, de temps à antre des attentats attribués avec plus ou moins de crédibilité aux Tamouls.

Enfin, le chef de l'Etat assassiné avait, aussi, polarisé d'innombrables haines. En 1991, en particulier, il avait fait l'objet d'une tentative de destitution menée par MM, Athulathmudali et Dissanayake, alors ministres. M. Premadasa evait maté, non sans mal, cette rebellion, écartant ses adversaires, qui avaient alors fondé le DUNF. Après un départ hésitant, cette formation grimpait dans les sondages, au point d'espéter arracher au parti du président la direction d'une des buit provinces intéressées par le scrutin. Dans son discours de rentree au Parlement, le 21 avril, le chef de l'Etat avait violemment attaqué M. Athulathmudali, qui devait périr assassiné deux jours plus tard.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les Tamouls, hindous, représes 18 % de la population, les Cingbalais, bouddhistes, 73 %, et les musulmans

CAMBODGE

Les Khmers rouges ont attaqué l'aéroport de Siem-Réap Les Khmers rouges ont atta-

qué, lundi 3 mei evant l'eube, l'aéroport de Siem-Réep, à proximité des temples d'Angkor. Des combats aureient égelement eu lieu, selon un porte-parole de l'APRONUC (Autorité provisoire des Netions unies). sur la route qui relie cet aéroport à la ville. Aucune victime perm) le personnel de l'ONU n'était signelée dans les premiers repports elors que tous les vols ont été suspendus. Un porte-parole du gouvernement de Phnom-Penh e Indiqué que l'attaque avait été repoussée et fait état de treize morts parmi les Khmers rouges.

> BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Khmers rouges, qui ont éva-cué leurs quartiers à Phnom-Penh le 13 avril, ont toujours refusé d'exclure le recours à le violence pour empêcher les élections organisées par l'APRONUC du 23 au 28 mai. La question était donc de savoir s'ils avaient la volonté et les moyens de saboter le scrutin anquel ils ne participent pas et nient toute validité. L'attaque aux alentours de Siem-Réan apporte quelques éléments de réponse.

Les conditions de sécurité, dans cette province disputée, se sont détériorées ces derniers mois handitisme, accrochages entre Kbmers rouges et forces de Phnom-Penh, exactions et atraques khmères rouges contre l'APRO-NUC, - à telle enseigne que plu-

□ CORÉE DU SUD : arrestation pour corruption de l'ancien chef de Parmée de Pair. - Dans le cadre de la campagne de lutte anticorruption, l'ancien chef de l'armée de l'air sudcoréenne, le général Chung Yooghoo, et deux officiers supérieurs de la marine, ont été arrêtés, samedi is mai. Cinq généraux de l'armée de l'air avaient été arrêtés deux jours plus tôt pour avoir offert à leur chef des pots de vin en vue d'obtenir une promotion. - (UPL)

sieurs pays out conseillé à leurs ressortissants, des le mois de mars, de renoncer à visiter les temples d'Angkor. C'est également à vingt kilomètres de Siem-Réap, dans un village lacustre du Tonlé-Sap, que les Khmers rouges ont perpètré le plus grave massacre de Vietnamiens, qui devait provoquer le début d'un exode.

L'attaque de Siem-Réap pourrait entraîner la paralysie, au moins partielle, de l'opération électorale de l'APRONUC dans une province où l'ONU a enregistré 260 000 électeurs sur un total de 4,7 millions. L'organisation d'élections y était déià en cause dans certains districts, notamment en raison de la présence d'éléments armés khmers rouges. En outre, les forces de Phnom-Penh ne vont pas man-quer de réagir, ne serait-ce que pour prouver qu'elles contrôlent le chef-lieu et ses environs. Toute retenue, s'il y en a jamais eu, semble désormais exclue et les entorses déjà nombreuses an cessez-le-feu, décrété en juin 1991, risquent de

JEAN-CLAUDE POMONTI

QUINZAINE DU SIONISME RT D'ISRAËL (suite) - MARDI 4 MAI 1993

- (Publicité) -

se multiplier.

18 h 30 : Film « Si Tel-Aviv m'était contée » 2t h 00 : Table roude « Işraët : Etat julf on Elal des jaifs ? »

Claude KLEIN (université de Jérusalem)
 Alain DiCKOFF (chercheur)
 Elie BARNAVI (université de Tel-Aviv)
 Emmanuel HALPERIN
(journaliste TV israélienne)

2 - MERCREDI 5 MAI 1993 20 h 30 : Table ronde • Démocrade et libertés en Israel »

. Nicole GOLDMAN (vice-présidente FSJU)

• Claude KLEIN (université de CABOC RALLIT (MITTALITY MATTALITY)
 Emounnel HALPERIN
 (journaliste TV israflicane)
 Henri HALDENBERG (président
du Renouveru juif)

Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 PARIS. Tdl.: 43-31-75-47/43-31-98-20.

PROCHE-ORIENT

Les négociations israélo-arabes à Washington

Les Palestiniens font état de nouveaux progrès

trois jours pour respecter le repos hebdomadaire des communautés musulmane, juive et chrétienne, les négociations blietéreles israélo-arebee devalent reprendre, lundi 3 mai, à Washington. Le climat semble s'être encora détendu quelque peu, les Palestiniens ayant enregistré de nouveaux progrès à la fin de la première semaine de travail (le Monde du 30 avril).

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale Le porte-parole de la délégation

palestinienne, Hanane Achraoni, a révélé, an cours du weck-end, que cette demière avait obtenu, outre le retour dans les territoires occupés de trente expulsés et la régularisation de la situation de quelque 5 000 habitants de ces régions, l'engagement du gouvernement d'Itzhak Rabin d'accorder des licences de construction pour dix mille habitations menacées de destruction parce par biein illément. que bàtics illégalement. A ces gestes s'ajoute, toujours selon Mª Achraoui, la promesse de l'administration américaine de fournir des renseignements chiffrés sur les colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie et à Gaza. De même que l'engagement de l'Arabic saou-

Après une Interruption de dite, à la demande des Etats-Unis, pois jours pour respecter la d'aider financièrement les Palesti-

Sur ce dernier point, il n'est pas évident qu'il s'agisse d'une reprise de l'aide annuelle (de plus de 85 millions de dollars) que Ryad accordait à l'OLP et qui est intercompue depuis 1991, en raison du soutien apporté par Yasser Arafat à l'Irak lors de la guerre du Golfe. Le montant et les modalités de cette assistance sont en cours de discreassistance sont en cours de discus-tion entre le ministre saoudien des affaires étrangères et le chef des négociateurs palestiniens, Fayçai Husseini. Il est sur, en revanche, que le royaume wahabite a demandé aux autres monarchies pétrolières du Golfe de faire ce qu'il n'a jamais lui-même cessé de faire : reprendre le versement à l'OLP de la taxe de 5 %, prélevée obligatoirement sur les salaires des employés et fonction-

Forts des acquis réels et des pro-messes de progrès dans les négocia-tions, les Palestiniens devaient donc s'engager, lundi, dans la discussion sur les questions de fond. «Nous espérons qu'ils négocierons sérieuse-ment cette semaine de la nature et des structures de l'autogouvernement» palestinien, qui doit prendre la relève de l'administration civile israélienne en Cisjordanie et à Gaza, a déclaré, au New York Times, un responsable du département d'Etat.

MOUNA NAIM

Israël admettrait la participation des habitants de Jérusalem-Est à des élections dans les territoires occupés Israël est prêt à accepter la de Jérusalem-est (annexée en

participation des 150 000 habi- 1967), disposant d'une deuxième tants de Jérusalem-est à l'élection des membres du conecil chargé de gérer l'autonomie des territoires occupés, a-t-on Indi-qué, dimenche 2 mai, de sources Geza. proches du ministère des affaires étrangàres. C'est la première fois, depuis le début du processus da peix, eu mois d'octobre 1991, que l'Etat juif évoque une telle concession.

Cette participation est toutefois assortie de trois conditions. Les bureaux de vote devront êtra Instellés en dehors des limites edministratives de Jérusalem, dens des localités de Cisjordanie occupée. Seuls, las Palestiniens

adresse en Cisjordanie, pourront être élus à ce Conseil qui, ainei, ne serait composé que d'élus de

D'autre part, le gouvernement a décidé de porter à 33 000 le nombre d'ouvriers palestiniens des territoires occupés, autorisés à travailler en Israel. La bande de Gaze est bouclée depuis la 29 mars, la Cisjordanie depuis le 31 mars. Le conseil des ministres à décidé, dimanche, de prolonger cette mesure, une nouvelle fois. Auparavant 120 000 Palestiniens se rendeient chaque jour en Israël. ~ (AFP.)

YEMEN: premières élections législatives depuis l'unification

Le parti du président Saleh remporte une large victoire

SANAA (YÉMEN) de notre envoyée spéciale

Le Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdalah Salch a remporté une nette victoire aux premières élections législatives du Yémen unifié, en obtenant 121 sièges sur 301, soit le double du total des sièges acquis par les deux principales formations concurrentes: le Rassemhlement yéménite pour la réforme (Al-Islah, parti islamiste à caractère tribal) en gagne 62 et le Parti socialiste yéménite (PSY), ancien parti nnique du Sud-Yémen s'en voit attribuer 58.

Les indépendants, oni représen-

Les indépendants, qui représen-taient plus des deux tiers des can-didats, obtiennent 47 sièges, mais déjà 25 d'entre eux se sont ralliés

146 sièges, le Parti du président Salch frôle done à 5 sièges près la majorité absolue.

Le résultat de ces élections, dont la régularité a laissé beanconp à désirer, ne modifie pas fondamentalement l'équation politique yéménite qui devrait reposer, longtemps encore, sur la cobabitation des trois grands partis. Cenx-ci semhlent, malgré leurs divergences et une méfiance réciproque, condam-nés à s'entendre au sein d'un gouvernement d'union, avec une Assemblée où seuls une vingtaine de députés n'appartienennt pas à ces trois principales formations (le Monde du 27 avril).

o IRAK : le pape demande aux catholiques de ne pas émigrer. -Dans un message lu, dimanebe 2 mai, au cours d'une messe célébrée à Bagdad, en présence de son envoyé, le cardinal Achille Silvestrini, préfet de la congrégation pour les Eglises orientales, le pape a demandé aux catholiques d'Irak de surmonter les «eirconstances douloureuses » et de rester dans leur pays. Jean-Paul II a formulé le souhait que « l'Irak puisse reconstruire des relations fructueuses avec les nutres peuples, dans un esprit de réconciliation et de paix». - (AFP.)

JORDANIE ; le rol Hussein tête ses quarante aus de règue. -Le quarantième anniversaire du règne du roi Hussein de Jordanie a été marqué, dimanche 2 mai, à Amman, par des démonstrations aériennes et des paredes militaires. Agé de cinquante-sept ans,

le souverain hachémite a été proclamé roi au mois d'noût 1952 alors qu'il n'avait que dix-sent ans, mais n'a commence à exercer ses pouvoirs constitutionnels que le 2 mai 1953, après une conrte régence. - (AFP.)

LIBAN : na soldat israélien tué

dans une embuscade. - La Résistance islamique, formation paramilitaire du Hezbollab pro-iranien, a reveodiqué, samedi l" mai, l'atlaque qui s coûté la vie à un soldat israélien dans la bande frontalière occupée par l'Etat juif dans le sud du Liban. Dans un communiqué, la formation intégrisle affirme avoir fait exploser une charge, dans la nuit de vendredi à samedi, au passage d'une patrouille israélicone près du Château de Beaufort, - (AFP.)

ons politiques

To the second The state of the s -----... E EEE 3 STATE OF THE REAL PROPERTY. T

round to be by C. P. SECTION IN THE PARTY. the list . Jet 2 trous I man the semantic

Fit THE general ber ber 🚖 4 7 4 470 33 ··· where

. 194 Fig. 1 mary 19 1 mary 1 m

177 4 77

E BARRETT AND A STATE OF THE ST

The second secon

AN ENGLANCE OF THE STATE OF THE

SOCIÉTÉ

qui fut saisie le 20 décembre 1992

du cas de Laurent Fabius, ancien

premier ministre, Georgina Dufnix,

ancien ministre des affaires

sociales et de la solidarité natio-

délit qui réduit à néant la prescrip-

de Haute Cour, c'est seulement

functionnement. Cette poursuite,

car, comme le note un evocat, « la

mise en cause des ministres appa-

manière, les plaintes déposées par

deux hémonhiles contaminés con-

tre les conseillers des ministres

seront certainement évoquées à

l'andience pour déplacer, diluer on

Tous ces éléments conduiront les

avocats à vouloir faire entendre

des témoins. Mais la procédure de

bien des égards, ue prévoit pas de

faire venir des témoins nu des

experts qui se sont déjà exprimés

devant le trihunal. Ce n'est donc

qu'à l'issue des premières journées

de débats que la cnur fera

connaître les témnins admis. En

préliminaire, parmi les incidents de

procédure qui sont inséparables de

tnut procès important, la cour

devra statner sur la citation du

professeur Allaia. Expédiée par le

parquet dans les délais, elle oc lui

serait pas parvenue, et son avocat,

M. Olivier Schnerb, laisse planer

un doote sur les conséquences de

l'iocident qui ne seront connnes

Prévus sur plusieurs semaines. les débats se dérouleront dans une

oouvelle salle, construite spéciale-

ment dans une galerie du Palais de

justice de Paris, qui a retrouvé sa destination d'origine, car, sur des plans anciens, les lieux soot déjà

occupés par une salte d'audience.

Bien plus grande que celle du tribunal, elle pourra accueillir digne-

ment, cette fnis, des malades qui

MAURICE PEYROT

cherchent la vérité.

que le 3 mai.

cour d'appel, déconcertante à

préciser les responsabilités.

sémophile contaminé

JUSTICE

Six mois après la condamnation des docteurs Garretta et Allain et du professeur Roux

La cour d'appel de Paris réexamine l'affaire du sang contaminé

La cour d'eppal de Paris réexamine, à pertir du lundi 3 mai, le rôle de deux responsables du Centre netional de transfusion sanguine (CNTS) et de deux hauts fonctionnaires du ministère de la santé dana la contamination des hémophiles par le virus du sida. Ce second procès est la conséquence de l'appel formé par le docteur Jean-Pierre Allain et le professeur Jecques Roux contre le jugement de le 16 chembre corractionnelle de Peris du 23 octobre 1992, les condamnant respectivement à quatre ans de prison dont deux evec sursis et quatre ena de prison avec sursis. Condamné à quatre ans de prison ferme, le docteur Michel Garretta, qui comparaîtra détenu, n'avait pas fait appel, mais il sera jugé à nouveau, de même que le professeur Robert Netter, relaxé par le tribunal, car le parquet a décidé de faire appel contre l'ensemble des dispositions péneles du jugement, afin que l'affaire soit jugée dans son ensemble

Ponr vivre avec un minimum de contraintes, les hémophiles nut hesoin d'injections régulières de produits élaborés à partir du sang umain. Ces produits contiennen la substance nécessaire à la coagulatinn que l'nrganisme des hémnphiles ne fahrique pas en quantité suffisante à cause d'un accident génétique. Pnur l'hémnphilie A, la plus répandue, il s'agit du facteur VIII et pour l'hémnphilie B du facteur 1X. Cette technique de traitement, apparue au début des années 70, a permis d'amélinrer les ennditinns de vie des hémophiles eo agissant préventivement au lieu d'avnir recours à la transfusion de sang après l'accident hémorragique.

(-

Au début des années 80, ees produits se sont présentés snit soos la forme de cryoprécipités congelés ou lyophilisés, soit sous celle de concentrés autorisaot l'auto-perfusion. Le traitement, surrout sous eette dernière présentation, offrait un tel ennfart d'utilisatinn que les hémnphiles furent naturellement ameoés à pracéder à des injections systématiques qui leur assuraient des conditinns de vie proches de la normale. La demande a dooc augmenté dans de larges proportions, ohligeant les centres de transfusion à se tourner vers les produits d'importalion qui étaient un mnnnpole du Centre natinnal de transfusinn sanguine.

La date de la contamination

C'est aussi au début de la décennie 80 qu'une maladie inconnue apparaît aux Etats-Unis. Ceux qui en sont atteints présentent un syndrame d'immuna-déficience acquise dont les initiales SIDA serviront hientôt à désigner la maladie. Si la voie sexuelle constituera au départ le vecteur privilégié, on envisage déjà que sa transmissinn puisse s'npérer également par le sang. Ce n'est encore qu'une hypothèse qui se confirmera progressivement, alors que parailélement l'issue fatale de la maladie apparaît peu à peu comme inéluctable.

Les hémnphiles seront danc contaminés par les produits san-guins destinés à les soigner et d'autant plus rapidement que plusieurs circonstances aggravantes seront réunies. Ainsi les concentrés d'usage si confortable sont élaborés à partir de plusieurs milliers de neurs, et il suffisait qu'un seul

soit porteur du virus découvert en février 1983 par le professeur Luc Montagnier pour que l'ensemhle du lot soit contaminé. En outre, les produits d'importatinn venaiem pour une grande part des Etats-Unis où le dan de sang, rémunéré, pouvait attirer les toxi-enmanes, considérés comme une population «à risques».

Au début du mois de mai 1983, nn lahnratoire américain propose un concentré sanguin avant subi un chauffage selon une technique des-tinée à « réduire le risque viral ». La formule utilisée révèle que le ris-que était donc emnu, même si son appréciation n'atteint pas le niveau de certitude qui évoluera evec les recherches menées dans différents pays. A la même époque, les signaux d'alerte se multiplient et, en juin 1983, un rapport confidentiel, faisant état d'une étude portant sur 2 300 hémophiles, emstate que 6 d'entre eux présentent les symptômes du sida.

Un test de dépistage mis au point par le professeur Montagnier ponrrait encure constituer une répunse à une contamination qui devient de plus en plus certaine. Mais il faut un délai pour le pro-duire en quantité suffisante et un autre test, proposé en février 1985 par la firme américai oe Ahhott, verra son agrément retardé sur le territoire français par une décision qui ressemble hien à une forme de protectinnnisme.

Au CNTS, les notes, les rapports, les enmptes rendus de réunions et les courriers échangés avec les ministères concernés deviennent de plus en plus alarmants, Pourtant, il faudra attendre le 24 juillet 1985 pour que le Jaurnal afficiel publie un arrêté décidant que les produits sanguios non-chauffés ne seront plus pris en charge par les nrganismes d'assuraoce-maladie lorsqu'ils auront été prescrits après le 1ª octobre 1985.

La responsabilité du docteur Garretta

A quelle date la constatation d'un risque de cootaminatioo devait-elle conduire à l'arrêt immédiat de la distribution des produits en cause, à leur destruction et à leur remplacement par des produits chauffés? Cette question peut résumer l'ensemble de l'affaire du sang contaminé dans la mesure où elle cooticot en elle-même une foule d'autres questinos qui se divisent grossièrement en trais groupes: que signifie le verbe «savnir» à une époque donnée? Qui était en possession de ce savoir? Qui disposait du pouvoir d'agir à chaque

Les premières plaintes datent de 1988, mais en se tournant vers la justice les victimes et leurs familles nhticodront plusieurs types de réponses, enncernant respectivement les responsabilités civiles. administratives, pulitiques et

En 1991, tout en admettant que des incertitudes demeuraient enenre au déhnt de l'année 1985 sur les effets secondaires de la technique de chauffage, le tribunal administratif de Paris déclarait que « In révélation de la catastrophe sanitaire annancée commandait qu'il soit mis fin, autoritairement et sans délai, à la distribution des produits sanguins contaminés». Le 16 juin 1992, la cour administrative d'appel confirmait cette déci-sinn, en fixant le début de la période nu la responsabilité de l'Etat est engagée au 12 mars 1985. Le 9 avril 1993, le Conseil d'Etat, saisi à son tnur, a élargi cette période en la faisant partir du 22 novembre 1984.

Sur le plan pénal, l'instroction menée par Sabine Foulon a permis de juger devant la 16 chambre cor-rectionnelle de Paris quatre incul-

condamné le docteur Garretta, ancien directeur général du CNTS, et le professeur Allain, ancien chef dn département recherche et déve-loppement au CNTS, en déclarant ce qui suit : «Les prévenus avaient tous deux, à un degré équivalent, personnellement conscience du caractère gravement contaminant des produits distribués par le CNTS (...). Par leur silence, leur réticence à informer et même leurs manau-vres (...), ils ont, avec persévérance, poursuivi un but : Induire les hémophiles en erreur, les tromper jusqu'à épuisement des stocks. De cette politique, le docteur Garretta est ntestablement l'inspirateur et le maître d'auvre... ». Pour sa part, le Laboratoire national de la santé. était relaxé, mais le professenr Roux, ancien directeur général de

23 octubre 1992, le trihunai a

La re-qualification du délit

ainsi qu'il l'a fait ».

la santé, était jngé coupable de

non-assistance à personne en dan-

ger, pour s'être « manifestement

abstenu d'user de ses pouvoirs pour empêcher le docteur Garretta d'agir

Ce jngement n'a semblé satis-faire personne. Une partie des vio-times acceptaient difficilement le délit retenu contre le docteur Garretta et le professeur Allain, tnus deux condamnés pour « tromperie sur une marchandise entraînant un danger pour la santé de l'homme». Une qualification jugée dérisoire face à ces deux chiffres : 1 250 hémnohiles contaminés et un peu plus de 290 mnrts. Aussi certaines parties civiles avaient-elles soulevé l'incompétence du tribunal, en soutenant que les faits correspondaient à la qualification criminelle d'em-

La questinn sera à conveau posée à la cour d'appel, et, même si ce poiot de vue paraissait jusqu'alors juridiquement aberrant, il s'est trouvé d'émiocots juristes pour le justifier avec talent dans les plus sérieuses revues de droit pénal. Aussi les premières journées de l'audience seront-elles entièrement consecrées à ce débat.

Parallèlement, le procès a laissé un goût amer chez beaucoup de ceux qui, tout eu s'en remettant à la décision des ju arraient sout baité que les responsabilités soient anssi recherchées à d'autres niveaux. La Haute Cour de justice,

EN BREF d Mise en examen du meurtrier

présumé de Mathilde Girardean. -Le meurtrier présumé de Mathilde Girardeau, disparue le 24 avril, près de Nevers (Nièvre) a été mis en examen, samedi le mai, sous l'inculpation d'assassinat. Il o été incarcéré à la prison de Nevers. L'hnmme, un nuvrier agrienle de 27 ans, avait été placé en garde à vue vendredi dernier. Pour expliquer son geste, il a déclaré aux enquêteurs avoir été e pris d'une envie subite et irrésistible de toucher » le corps de la jeune fille . Après l'avoir étranglée, il avait longuement circulé sur des routes de campagne avant de jeter le corps dans des taillis. Les gendarmes poursuivaient lundi matin leurs echerches pour le retrouver.

pour Paul Vergès, maire et conseil-ler général. – Un mandat d'amener vient d'être délivré à l'enemtre du maire et conseiller général commu-niste de Port (lie de la Réunion), Paul Vergès. Mis en examen le avril pour e soustraction, destruction ou enlèvement de pièces à un dépositaire public», M. Vergès n'avait pas répondu à un mandat de comparation qui a expiré mer-credi 28 nvril. Eln député en mars, le maire du Port est soupçonné d'avoir participé à la falsification d'un appel d'offres portant sur un marché de 153 millions de francs et remporté par l'entreprise de construction Dumez, Plusieurs personnes ont été mises en examen et écrouées dans cette affaire.

☐ Sans-logis: réquisition symbolique d'un immenble à Paris. - Une centaine de personnes proches de l'association Droit au logement (DAL), dont le professeur Albert Inequard et le chanteur Jacques Higelin, ont manlfesté, samedi

le mai, devant un immeuhle de vingt-cing logements vides appartenant à la Banque de France, 41, boulevard du Temple, près de la place de la République à Paris.

Le RU-486 sera expérimenté dans l'Oregna. - Les premiers essais cliniques de la pilule nbortive RU-486, menés sous l'égide du Populating Council, seront effectués aux Etats-Unis dans l'Etat de l'Oregon auprès de 2 000 patientes, oot annoncé vendredi 30 avril les représentants du département de la santé de cet Etat. Le Populatinn Council devra ensuite trouver, en vertu d'un accord passé avec le Food and Drug Administration (FDA) et la firme française Rous-sel-Uclaf (groupe Hoechst), une firme pharmaceutique américaine à laquelle seront confiées la fabricatinn et la enmmercialisation du produit. - (AFP.)

M. Chirac estime que le choix de Melun-Sénart pour le Grand Stade n'était « pas raisonnable ». -Invité, dimanche 2 mai, dn «Grand-Jury RTL-le Monde», Jacques Chirac e indiqué que le futur Grand Stade, prévu pour la Coupe du mande de football 1998, ne devrait pas être e trop élnigné du centre de Paris». « C'est pourquoi, a précisé le maire de la espitale, j'al tanjaurs pensé, sans vouloir polémiquer, et même sans le dire, que le choix de Melun-Sénar n'était pas raisonnable. Je crains fort que cela n'apparaisse de plus en plus clairement. Il appartiendra au gouvernement (...), en accord très étroit avec les représentants du monde sportif, de décider de son implantation pour que cette réalisa-tion pèse le moins possible sur les finances publiques, qui n'ant pas besoin de cela.»

DÉFENSE

Souhaitant une décision rapide du gouvernement

Le Commissariat à l'énergie atomique s'est mis en situation de reprendre les essais nucléaires après juillet



La direction du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) considère que la reprise de ses essais nucléaires par la France est « une nécessité » pour la dissuasion nationale. Elle estime que ces expéri-mentations sont «irremplaçables» et elle souhaite e une décision et elle souhaite e une décision rapide » favorable du gouverne-ment, après la décision de François' Mitterrand de suspendre les tirs jusqu'en juillet, comme l'ont fait Américains et Russes. Des dispositions unt été prises par le CEA « pour une éventuelle reprise des essais durant le second semestre de essais durant le second semestre de

C'est ce qu'ont déclaré en subs-tance Philippe Rouvillois et Roger Baléras, respectivement administra-teur général et directeur des applications militaires du CEA, lors de leur anditinn, à la fin de la semaine dernière, par les députés de la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Les deux hommes oot expliqué que la reprise des essais sur l'atoll de Mururoa figurait « au premier rang de leurs préoccupations ».

Pour la première fois, l'adminis-trateur général a dressé le compte du combre des expériecces oucléaires de la France, depuis leur début et jusqu'an moratoire décidé unilatéralement en avril 1992, soit 61, contre 961 aux Etats-Unis et 657 dans l'ex-Unioo soviétique. Jusqu'à présent, ce combre était secret et les décomptes publiés ici ou là en France n'avaient jamais été authentifiés par le CEA. Occupant 6 000 personnes, la direction des applications militaires (DAM) a recu, pour 1993, un hudget de 9 miliards de francs, dont l'essen-tiel provient du ministère de la défense. Depuis 1988, selon M. Rouvillois, ce budget a diminué de 27 %, et même de 30 % si l'on tient compte de l'abattement de 320 millions de francs intervenu au début de 1993. La DAM a, depuis 1988, en registré quelque 5 000 départs.

L'administrateur général du CEA a précisé, pour la première fois, que la productinn de plutonium pour les besoins de la défense avait cessé en 1992 et que la suffisance en uranium enrichi scrait atteinte dans quelques années. Ce qui n'ira pas sans poser des problèmes (assainissement final, traitement des déchets entreposés, démantèle-ment des installations, coûts finan-ciers et volume des effectifs) liés à l'arrêt progressif des sites de Mar-coule et de Pierrelatte, dans le Sud-

Une arme à énergie réglable

«D'un point de vue scientifique et technique, a déclaré M. Rouvillois à propos des armes, la reprise des expériences est une nécessité pour le maintien de l'outil de conception et maintien de l'outi de conception et de développement de la dissuasion nucléaire. Car les essnis sont aujourd'hul indispensables pour valider les concepts et les calculs. Une décision rapide, qui relève bien entendu d'une appréciation gouver-nementale, est très souhaitable.»

M. Baléras a, de son côté, insisté M. Baléras a, de son côté, insisté sur « le caractère irremplaçable de l'expérimentation nucléaire, qui constitue une véritable expérience physique de laboratoire ne pouvant, bien entendu, être effectuée à même échelle sur le territoire métropolitain». Il a indiqué que le CEA avait conçu le projet PALEN (préparation à la limitation des expérimentations nucléaires), qui consiste à mettre au point des movens et à mettre au point des moyens et des techniques de simulation, mais

techniques informatiques de modélisation ou d'un recours au laser de forte puissance, toute simulation, selon le «patron» de la DAM, suo-pose des délais, des crédits et la continuation des expériences même en nombre restreint - pour e valider la pertinence des modèles et ajuster les paramètres de simulation» par les techniciens.

Aux députés, M. Baléras a donné une précision inédite sur le pro-gramme de missile ASLP (air-soi à longue portée), qui devrait consti-tuer la future seconde composante nncléaire à côté des missiles embarqués sur des sous-marins. Le missile ASLP serait monté sur le Rafale et la Grande-Bretagne a été invitée par la France à s'associer à ce programme majeur,

Le «patron» de la DAM a indiqué qu'il s'agira de concevoir une charge explosive propre au missile ASLP et que e ce système d'armes sera probablement à énergie réglable». Ce qui signifie que, à l'instar de certains armements américains, la tête dn missile dégagera une projestate de destruction dont les puissance de destruction dont les effets seront variables selon l'effet attendu d'elle sur la cible.

Aussitht commes, les déclarations des dirigeants du CEA out suscité une réac-tion du gouvernement néo-rélandais par la voix de son premier ministre, Jim Bolger, qui s'est déclaré « très décu» si la France reprenait ses essais dans le Pacifique. « Nous allous faire commitre nour point de vue à la France», a ajouté M. Bolger. De non côté, le mouvement Greennence a De ma côté, le mouvement Greenpeace a indiqué, à Auchand, qu'il était prêt à envoyer un bateau vers Mururou si la France repressit ses tirs.]

FAITS DIVERS

A Bègles (Gironde)

Un chômeur se suicide par le feu

BORDEAUX

de notre correspondant

Un homme d'une trentaine d'années s'est immolé par le feu, ven-dredi 30 avril, vers 23 h 30, sur le parking d'un immeuble de bureaux dnnnant sur les quais de la Garonne, à Bègles, dans la banlieue bordelaise. L'homme, entièrement nu, n mis le feu à son corps, probablement avec de l'essence, à l'abri des regards, dans un recoin, avant d'aller s'étendre sur le parking. Alertés par les flammes, des automobilistes ont tenté de lui porter les premiers secours. Conscient, mais déjà trop grièvement etteint pour scutir la douleur, il expliquait aux témnins voulnir mettre fin à ses jnnrs parce qu'il était an chômage depuis un an. Et il leur demandait de le laisser mourir.

Pendant son transfert à l'hôpital, l'homme répétait aux sapeurs-pom-piers qu'il avait agi ainsi parce qu'il était au chômage. Il devait succomber des suites de ses brûlures, samedi matin le mai. Son identité n'avait tonjours pas été établie, dimanche soir, par les policiers. - (Intérim.)

> Le Monde **SCIENCES**

ET MÉDECINE

serait

Groupe IPESUP (1) 42 78 95 45

Terminales et Bac+1 : un M.B.A. à Wharton, MIT, Northwestern, Cornell, etc. après 4 ans de gestion bilingue

au sein du département international d'IPESUP

Amaginez un monde UNIX qui serait d'abord le vôtre.

IMAGINEZ UN MONDE OUVERT, UN MONDE D'ÉCOUTE. UN MONDE OÙ L'ON DÉVELOPPE LES TECHNOLOGIES ET OÙ L'ON UTILISE LES TALENTS POUR VOUS SERVIR SIMPLEMENT. A votre écoute, ce que nous avons appnis est simple : un UNIX Unifié est celui d'un utilisateur et non celui d'un constructeur.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous laisser choisir vos interfaces, vos applications sans vous enfermer dans quelque dépendance que ce soit.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous assurer la possibilité de gérer des univers hétérogènes et des systèmes traditionnellement incompatibles.

Un UNIX Unifié, c'est pour Digital vous assurer que tous les standards sont intégrés sans remettre en

cause vos choix, en fournissant la puissance dont vous avez besoin. Grâce à sa technologie Alpha AXP, Digital vous propose dès maintenant ce que d'autres vous promettent pour demain. Grâce à sa technologie Alpha AXP RISC 64 bits, Digital vous présente des maintenant une gamme complète de stations de travail, de serveurs et de grands systèmes, qui utilise une seule architecture au meilleur prix du marché.

Imaginez, chez Digital, votre standard est le nôtre. Notre monde UNIX est le vôtre.

Imaginez un monde ouvert, où les services, les applications et les solutions particulières trouvent toutes leur place. Un monde où nous continuons à vous écouter.

Bienvenue dans votre monde UNIX Unifié.



'imagination vous réussit

consultez-nous

JUDO: championnats d'Europe Domination française

La France e conservé sa suprématie sur la judn européen lors des championnats diaputéa è Athènes du 29 evril eu 2 mei : evec un total de douze médail cinq d'or, l'équipe de France fait eusei bisn que l'en dernier lors des champlonnate qui avaient eu lieu à Perle. Elle devance largament la Russie (9 médailles, un titre) et les Pays-Bas (5 médailles, 2 titree). La record français rasta toutefois le palmerès de 1987, avec 13 médailles

La palmarès des tricolores traduit à la fois des confirmations de la part de champions installés mais aussi un renouvellement prometteur en ce début d'olympisde. Trois Frençaie ont conservé leur titre : Pascal Tayot (moins de 88 kg), Stéphane Traineau (moins de 95 kg) et Laetitia Meignan (moine de 72 kg). Deux eutres ont connu leur premier sacre européen, Dar-cel Yandzi (moins de 78 kg) et Alice Dubois (moins de 66 kg). De son côté, Natalina Lupino e confirmé sa médaille de bronze de Barcelone, en edditionnent l'ergent des toutes catégoriee et le bronze dee plus de 72 kg. Devid Douillet e égelement gagné une médaille d'ergent en plus de 95 kg. Céclle Nowak, chempionne olympique à Bercelone, n'e pee totalement réussi eon pessage en moins de 52 kg, échouent de peu en finale. L'autre championne olympique, Cathy Fleury-Vachon, e dû se contenter d'une médeille de bronze, comme Petrick Rosso et Martine Dupond. - (AFP, AP.)

BASKET-BALL: finale du championnat de France

Bozidar Maljkovic, entraîneur sans frontières

Le Limoges CSP e battu Peu-Orthez, tenant du titre (65-53), dimanche 2 mai, lors du premier match de la finale du championnat de France de basket-ball qui se dispute au meilleur des cinq matches. Aprèe son titre de champion d'Europe, il espère. avec son nouvel entraîneur Bozider Meljkovic, emporter le trophée national, qui lul échappe depuie deux ane.

LIMOGES

de notre envoyée spéciale.

Dans la capitale de la porcelaine, Bozidar Maljkovic est un béros. Juste hommage à l'entraîneur du club chéri par une ville qui arbore les couleurs jeune et pourpre sur les places on dans les vitrines. Les bebitants le saluent evec respect dans la rue ou, lors des matches, l'ovationneot encore plus que ses joueurs lorsqo'il gagne le bane de touche. Le Limoges CSP est cham-pioo d'Enrope et, sox yeux des Limougeauds, «Boza» est pour beaucoup dans ce triomphe.

Silhouette généreuse drapée dans le traditionoel costume croisé-cra-vate de l'entraîneur de basket-ball, l'index replié sous un menton qui termine un visage ovale, un peu «balladurien», Bozidar Maljkovic tiendrait plutôt de l'anti-héros, 11 o'est oi mystérieux ni secret, réservé, tout eu plus, et son fran-çais balbutiant le rend encore

Il o'est pas de ceux qui s'éner-vent ou explosent de joie. Durant les rencontres, il passe ses cerfs sur des tablettes de chewing-gum qu'il mastique consciencieusement. Au comble de l'exaspération, il croisera les bras, fera les cent pas, ou jonglera du pied evec un ballon. « J'essaie de contrôler mes émotions

et je ne gesticule pas, dit-il. Je ne me comporte pas comme un candime comporte pas comme un candi-dat aux élections présidentielles américaines. Si j'étais candidat, je ne serais pas élu.»

On dit qu'il vit pour le basket. Mais du basket, il parle peu. On dit qu'il s révolutionné ce sport. Il rit. « Personne ne sait vraiment ce que c'est que le bon basket; moi, je me contente de faire accepter ma philosophie aux joueurs, et s'ils l'ac-ceptent, comme ils l'ont fait à Split ou à Limoges, je suis heureux.» Perce que les portes de la salle d'entraînement sont souvent interdites eux intrus, on lui s inventé une alchimie secrète basée sur le ridéo. Il sourit en montrant uce collection de cassettes nichées sous un téléviseur installé dans soo bureau : « Nous faisons comme tout le monde, nous visionnons nos matches et nous tentons d'y déceler les défauts et d'y remédier. Rien de

Le talent de Bozidar Maljkovic réside tout d'ebord dans sa longévité. A quarante et un ans, cet homme s déjà passé plus de vingt ans sur le banc de touche. Membre de l'équipe de Krajlevo, en Serbie, il a raccroché son maillot à vingt ans. « J'ai été honnête avec mol-même, se souvient-il. J'étals loin d'être le mellleur. Les copains m'ont demondé de rester comme entraineur. Quand on est dans le circuit, c'est difficile d'en sortir, alors, j'ai accepte. »

Pendant vingt ans, en Yougosla vie, à Barcelone, puis à Limoges où il est eo escale depuis décembre 1991, Bozidar Maljkovic a mis au point un basket basé sur un labeur imposé par sa poigne de fer. « Nous nous entraînons dix fois deux heures par semaine, oote Jobo Goirman, directeor sportif du Limoges CSP. Personne, en France, ne bûche plus que nous; les séances sont souvent plus épuisantes que les

motches. » Depuis l'arrivée de Boza, au début de la saisoo, le capitaine Richard Dacoury et ses collègues ont appris une rigueur quasiment inédite pour une équipe française. Après des heures passées à refaire les gammes, à se faire engueuer, eussi, l'équipe, renouve-lée de plus de moitié au début de la saison, s'est soudée. Il o'y a plus de vedette, mais cinq hommes qui se battent ensemble sur le parquet.

Solides défenseurs - parfois accusés de servir nn basket trop posé, trop attentiste, - les joueurs sont pourtant capables de mener des attaques éclair, inlassablement régiées à l'entraînement et surtout, de décrypter les stratégies de leurs adversaires pour mieux les gripper. Ainsi, dimanche, face à Pao-Orthez, les jaune et pourpre ont su casser evec succès le rythme de ieurs adversaires émoussés par les contre-offensives limougeaudes.

Le «sorcier de Split»

Bozidar Maljkovic o'en dira pas beaucoup plus, sinon qu'il se demande comment il n'est pas devenn fou eprès avoir fait ce métier pendant plus de vingt ans. Sans doute est-ce parce qu'il e beancoup voyagé. Dans son pays, anjourd'hui déchiré par la guerre civile, il est veco prodiguer ses conseils à l'Etoile rouge de Belgrade evant de partir à Split, en 1987, pour se faire un nom et un surnom, le «sorcier de Split», en révélant de jeunes joueurs comme Kukoc, enjourd'hui vedette à Trévise, et en permettant à l'équipe de devenir championne d'Europe en 1989 et 1990. Il e ensuite choisi l'Europe, evec Barcelooc, qui échous en 1991 fece à... Split et, eujourd'bui Limoges : e Je me considère comme un homme cosBozidar Maljkovic se rappelle tou-jours qu'il est serbe et yongoslave. Maintenant, il parle de son pays avec une voix feutrée d'inquiétude. li se souvient que jamais, en quinze ans, il o'a rencontré de querelles oationalistes au seio des équipes yougoslaves. Il se souvient qu'il y a deux semaines, tous ses amis serbes, croates, les entraîneurs do Monténégro lui ont téléphoné pour le féliciter de la victoire en Coupe d'Europe : l'un des souvenirs les plus émouvants de sa carrière. e Je ne connais personne de mes amis, de quelque nationalité qu'ils soient, qui ait commencé cette guerre. Aujourd'hui, je suis convaincu qu'ils seront contraints de la terminer. » Pour l'heure, Bozidar Maljkovic pense à ce titre de champion de France qu'il faut accrocher, même si cela lui semble parfois bien dérisoire.

Le « sorcier de Split » ne retouroera pas travailler dans soo pays, même si la guerre civile prend fin demain : « Que peut faire un entraîneur contre cette folie meurtrière? Le sport peut-il panser les plaies de ce pays en guerre?» Bozidar Maljkovic devrait rester encore un an à Limoges avant de refaire ses valises. Le bruit court, cependant, qu'il va repartir pour la Catalogne, qui se languit d'un titre de champion d'Europe. e Quand je suis dans un pays, dans un club, je me dis qu'il est bien petit par rapport au monde entier, alors, une fois mon travall accompli, j'ai envie d'aller voir ailleurs. Je me suis fixè pour mission de donner quelque chose au basket, dans la possibilité de mes moyens. C'est la seule chose que je sais faire. Ce qui restera de ma philosophie de ce sport? Cela, ie laisse les autres en juger.»

BÉNÉDICTE MATHIEU

Celui des joueurs, qui ont vu fon-

dre sur eux l'AS Canoes et ses

vedettes. Ils défendent leur point

d'avance avec l'énergie de ceux qui

se savent regardés comme des

gêneurs. Celui des dirigeants qui se

démènent, sous le regard attentif du

maire, pour démontrer que la pré-

sence do club en première division

ne serait pas incongrue. Ils out pré-

senté à la DNCG, un budget de

37 millions de francs. Et ils rêvent

de faire prospérer parmi l'élite une

petite entreprise du football, sans

stars. Uo couvel Auxerre, sur les

(1) La prochaine saison, les deux

croat plus qu'un, qui comptera vingt

groupes de deuxième division n'en for-

7200335

676333

JÉRÔME FENOGLIO

bords de la Méditerranée.

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France Première division (33- journée)

Bordeaux b. Life Monaco b. Valencier Paris-SG b. *Auxerre .. Topion b. Toulouse Mines et Metz .. Le Havre b. Lyon. Saint-Etienne b. Sochaux Marseille b. Strasbourg. "Lens b. Montpeller__

Classement: 1. Marseille, 47 pts; 2. Monaco, 45; 3. Paris-SG, 44; 4. Bordeaux, 43; 5. Nantes, 39; 6. Saint-Etienne, 37: 7. Apperre at Strasbourg, 35; 9. Lens, 34; 10. Caen, Metz, Lyon et Montpellier, 31; 14. Sochaux, 29; 15. Toulouse et Life, 27; 16. Valenciennes et Le Havre, 25; 19, Toulon, 23; 20. Nimes, 18.

> Deucième division (32· journée)

GROUPE A "Eninal b. Mulhouse. *Martiques b. Perpignar Istres b. "Louhans-Cuiseaux *Cannes b. Roder "Nice b. Créteil .. *Alas b. Nancy.... Valence b. Annecy. *Bastie b. Sedan *Charleville b. Ajaccio Classement: 1. Martiques, 43 pts; 2. Cannes, 42; 3. Nice, Nancy et Valence,

37; 6. Bastia, Sedan et Istres, 36.

Lorient b. Tours. *Rennes et Beauvais Red Star b. Ancenis "La Roche-sur-Yon at Dunkerque Angers b. Gueugnon ... "Amiens b. Guingamp. Rouen b. Laval Bourges b. Nort___ "Le Mans b. Châteauroro: Classement: 1. Angers, 44 pts; 2. Rouen, 43; 3. Rennes, 41; 4. Red Star, 40; 5. Le Mans, 38.

Championnat d'Angleterre

Manchester United, où évolue l'attaquent français Eric Cantona, est devenu champion d'Angleterre, dimanche 2 mai, après la défaite de son dernier rival, Aston Villa face à Oldham, 1-0, lors de l'avant-demière journée. Le club, qui compte quatre points d'avance et un match de plus à jouer que son adversaire, attendait ce titre nation depuis vingt-six ans (le Monde du 28 avri). Eric Cantona, qui avait rejoint Manchester United en novembre après avoir gagné le championnet avec Leeds United, réussit ainsi l'exploit d'obtenir deux titres d'affiée avec deux clubs différents

RUGBY

Championnat de France Phases qualificatives (Demière journée)

Poule A "Perpignan b. Biariftz "Coulomiers b. Brive Classement: 1. Perpignan, 16 pts; 2. Brive, 12; 3. Colommiers et Biarritz, 10.

Poule 6 Stade Toulousain b. "Toulon... Begles-Bordeaux b. "Montferrand ... 23-12 Classement: 1. Toulouse et Toulon. 14 pts; 3. Bègles-Bordeaux, 12; 4. Mont-

Poule C Narbonne b. "Grenoble. *Béziers b. Pau... Classement: 1. Narbonne, 15 pts;

2. Grenoble, 14; 3. 8éziers, 10; 4. Pau. 8. Agen b. Castres ... Tarbes b. 'Dax... 28-21 Classement: 1. Agen, 16; 2. Castres,

14; 3. Tarbes, 10; 4. Dax, 8. Les deux premiers de chaque poule sont qualifiés pour les quarts de finale qui oppoont, dimanche 16 mai sur terrain neutre, Agen à Brive, Toulouse à Grenoble, Narbonne à Castres et Perpignen à Toulon.

HANDBALL

L'ON-Vitrolles s'est qualifié pour la finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe de handball en allent battre le club grec de Veria, 27-22, dimenche 2 mai. Les Français s'étaient déjà imposés à l'aller, 27-14. L'OM-Vitrolles rencontrera en finale les Hongrois de Vesprem.

HOCKEY-SUR-GLACE

L'équipe de Russie s remporté, dimanche 2 mai à Munich, le champion :: du monte de hockey sur glace, en de ant la Suède, tenante du time, 3-1

FOOTBALL: championnat de deuxième division

Martigues tient à sa montée

bureao de l'entraîneur, un trait vert, rectiligne, résume le miracle. Les Martégaux se sont hissés à la tête

du championnat ao bout de trois

journées, et oe l'oot plus quittée. e Jusqu'à présent le club avait pro-

cédé lentement, en ojoutant wagon

par wagon, explique le nouveau pré-sident du club, Michel Bérard. En

sion, en 1983, le passage au statut

professionnel puis la création du centre de formation. C'est comme si,

tout à coup, nous étions devenus un

Sur un graphique affiché dans le

Vainqueur de Perpignan, 2-0, le FC Martigues (Bouches-du-Rhons) a conservé, samadi 1º mai, la première place dans le groupe A, un point devant Cannes, à deux journées de la fin du chempionnat de France de deuxième division. Leader surprise depuis le début de la saison, le club voit sinsi poindre une montée en première division que ni son maigre budget ni son équipe hétéroclite ne lui permettent d'espérer.

MARTIGUES

de notre envoyé spécial

Longtemps le club e ressemblé à la ville, blottie à l'entrée de l'étang de Berre, sous le bétoo d'un pont autoroutier. Le FC Martigues avait fini par prendre ses habitudes eu creux des classements de deuxième division. Vingt années de présence ininterrompne, vingt saisons à regarder d'autres équipes franchir le gouffre, rejoindre les poids lourds de l'élite du ballon rond. A Martigues, la mootée restait une ambi-tion inavouée, dont personne o'aurait osé faire un objectif. A prine le club evait-il sacrifié à la mode de

l'argeot fecile, eu tournant des années 80. Quelques recrues mal assorties, quelques emprunts incon-sidérés, histoire d'améliorer l'ordinaire. A la fin de la saison dernière, le club était eu bord de la cessation d'activité, evec un passif supérieur à 15 millions de francs. La direction nationale de contrôle et de ges-tioo (DCNG), père fouettard des la notion habituelle : interdiction de recruter puis limitation draconienne de la masse salariale. L'incroyable e jailli de ce trou financier. Pour se relancer et espèrer gagner sa place en super D2 (1), le FC Martigues o'evait d'sotre choix que de se fabriquer une équipe de bric et de broc. Sept epprentis footballeurs oot quitté les bancs do centre de formatioo. Six joueurs oot été prêtés au club - un record pour une seule équipe. Les uns ont amené leur envie de se faire une place au soleil des professionnels. Les sutres brûlaient de prouver à lenrs clubs d'origine qu'ils valaient mieux que des marchandises. Uo noovel entraîneur, Christian Sarramagna, l'ancieu ailier do grand Saint-Etienne, s'est chargé de fédérer ces enthousiasmes et ces rancæors, de donner une âme à l'attelage hétéroclite. Et les solutions de fortune se sont transformées en martingale.

Remplir les conditions de la D1

Trop vite? En dribblant la logi-que, le clob e suscité l'inquiétude des hautes autorités du football. Au FC Martigues, les propos de l'ad-ministrateur général de la Ligue nationale, rapportés par l'hebdoma-daire France-Football, oot douché l'eupborie, en laissant planer un l'euphorie, en laissant planer un doute sur la possibilité d'accèder au paradis. « Le FCM ne remplit pas les conditions de la première division », constatait Jacques Thébault. Avec son budget de 13 millions de francs, le club fait déjà figure de oaio eo deuxième divisioo. A l'étage supérieur, il ressemblerait à

faire éternuer les mastodontes. Sur-tont, le club ajoute une autre anomalie à son parcours atypique. Il multiplie les exploits dans le vide. Le FC Martigues e beau reussir sa plus belle saison, son stade o'attire pas plus de 1 500 spectateurs en moycooc, sur les 44 000 que compte la ville. «Le voisinage de l'Olympique de Marcelle nous a toujours tenu dans l'ombre, explique Paul Lombard, maire (PC) de la ville. Les gens en ont sans doute aussi assez de manger les mêmes plats. La première division attirerait un nouveau public.»

un microbe, qui eurait do mal à

Dans le fief communiste, enrichi par l'argent des iodustries pétro-lières, la municipalité e toujours su se montrer généreuse evec le club de football. Ainsi Peul Lombard, amoureux du ballon road, dont les Martégaux sussurent qu'il est le vrai patron du club, s'est-il immédiatement récrié devant les menaces de la Lique. «Cela reviendrait à inter-dire l'entrée de Polytechnique à un jeune qui aurait réussi le concours, parce qu'il serait issu d'une famille ouvrière. Et cela remettrait en cause l'existence de la deuxième division » Le FC Martigues o'entend pas se laisser déposséder de sa montée-récompense, et vit depuis un mois an rythme de deux parcours paralièles.

Le Monde Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction : es Lesgume, gérant directeur de la publication

TENNIS

La sécurité des joueurs renforcée après l'agression contre Monica Seles

La Yougoslave Monica Seles. bleseée vendredi 30 avril d'un coup de couteau dans le dos pendant un match des quarts de finala du tournoi de Hambourg, e quitté dimenche l'hôpital où elle était soignée et a'est envolée pour les Etats-Unis où sils réside. Le coup, ayent fait une blessurs de 1,5 cm de profondeur dans lee muscles du haut du dos, a mengué de peu le colonne vertébrale et n's touché aucun organe vital.

L'indisponibilité de Monica Seles pourrait durer d'un è trois mois, ca qui devrelt entraîner son forfait aux Internationaux de France qui débutent la 24 mai. Cette agression de la part d'un Allemend gul voulait permettre

è Steffi Graf de radevenir le meilleure joueuse du monde, oose le problème de la sécurité. Dès semedi, dee policiere revêtus de tenues enti-émeutes avaient été postés entre le court et les tribunes, les yeux rivés sur le public de Hambourg. Les organisateurs des procheins toumois de Rome, Roland-Garros et Wimbledon ont annoncé le renforcement des mesures de être opérées à l'entrée des stades, tandis qu'è l'Intérieur, les effectifs des forces de polles et des gardes du corps des organisateurs n'envisagent pas toutefols la pose de filets ou d'écrane autour des courts.

Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général Rédacteurs en chef : lean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction) LOTO SPORT THE RESULTATS OFFICIELS Yves Agnès, Thomas Ferenczi, e Herreman, Jacques-François BUILD STREET, STREET **Daniel Vernet** Anciena directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1885), André Fontsine (1985-1991) RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-25-99 ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-80-30-10

CARNET DU Monde

Les résultats

STATES OF PERSON Cliefs (perco The Party 7.1 A STATE A - 1 - 1 - 1 - 1 - 1 -Company.

- - - - - - 14 Statement Benefit 47 pa The sections A. P. S. S. S. W. 1 ... 7. 1. C. 202 3. 5 32 100 10 mm 1 . Service Second 5:14 the trace thousand A STREET STREET Continues to be lient & - 2 2 Em 9

Marian.

Course freign T. O. THE - 170 "ve 30.: 10353 ____H Water Barrier B. Service Service · ----- 3; Company of the

Catterner: Lenne Ca. A San Salan VE STERRE --- REELES

> frettaten, ritt ni 1.0

THE PERSON NAMED IN e. w ,Eles : 22 EE a artir, laring merical The Land Berg THE PER PE

Tarana a m Park Julian Service & Bernese, M.

<u>Décès</u>

M. Daniel Aidenbeum, M= Dominique Aiden sa fille, M. Michel Leski, son frère, M= Panlette Optiker,

steur, Et leurs familles M= Berthe AIDENBAUM,

survenu le 29 avril 1993, à l'âge de Les obsèques et l'inhumation auront ficu le mardi 4 mai, à 14 h 45, en cime-tière parisien de Bagneux (rendez-vous entrée principale).

Ni fleurs ni couronnes.

M. Léopold Grungras, M. et M= Michel Grungras, M. et M= André Franck, ont le regret de faire part du décès de

M= Elsi BEGUELIN,

leur sœur, tante et parente. L'inhomation e cu lieu dans l'inti-

M= Gilberte Bérégovoy, M. et M= Georges Cottineau,

Chaire et Julie, M. et Ma Vincent Sol et Anne,
M. et M. Pierre Bérégovoy,
Marie et Lucie,
ses enfants, et petits-enfants,

M. Marcel Bérégovoy, M. et M- Michel Bérégovoy, M. et Ma Michel Neveu.

ses frères et sœurs Et leurs enfanti Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre BÉRÉGOVOY, ancien premier ministre, député, maire de Nevers,

survenn le 1º mai 1993.

Une chapelle ardente est dressée le undi 3 mai, à 15 heures, à l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal, à Paris et le mardi 4 mai, à 9 heurs, au Palais ducal de Nevers.

4 mni, à 15 heures, en la cathédrale de Nevers.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons le décès, survenu amedi le mai 1993 à Paris, de

Erwan BERGOT,

dont les obsèques seront célébrées jeudi 6 mai, à 10 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, à Paris, et l'inhuma-tion aura lieu au cimetière du Père-La-

(Né in 27 janvier 1930 à Bordeeux, Erwen Borget découvre, su cours de sou service militaire, le carrière des ermes et il s'eogoge, comune aspirant, pour l'indochies. En 1954, il sert su 8 batallon consusandé par in futur pinéral Marcal Bigeard et, bleesé, il est trits prisonaler à Dies-Suo-Plus. Il passeur quatre mois dans us carro du l'appaich à se l'inferition au mains dans us carro du l'appaich à se l'inferition au mains dans us carro du

Cest avec tristesse que fait part du décès de

Jess CARRICHON, evalier de la Légion d'honneur, tille de la Résistance avec rosette, croix de guerre 1939-1945,

snrvenu le 22 avril 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Il evait fait don de son corps à la science, et, selon sa volonté, il n'y e pas

CARNET DU MONDE its : 40-65-29-94 Tarif : la ligne H.T. naicat, diverses 105 F

M. et M= Jean-Marie Desgrées du

M. et M. Xavier Franque,
M. et M. Yves Desgrées du Loû,
M. ot M. Yves Desgrées du Loû,
M. ot M. François de Rodellee du

Porzic,
M. et M.— Stanislas Maillard,
M. et M.— Anastasios Brencer,
M. et M.— Dominique Maillard,
M. et M.— Frençois-Emmanuel
Desgrées du Loû,
ses enfants, ses pents-enfants et arrièrematina enfants.

La vicomtesse Joseph Sioc'Han de sa sœur, M= Léonie Sevestre, Les familles des Prez de La Mortais, Sioc'Han de Kersabiec, Desgrées du Loû, Hutin,

Et toote la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

DESGRÉES DU LOU, le 30 avril 1993, à Rennes, dans sa quatre-vingtième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lien en l'église de Saint-Léry par Mauron (Morbihan), aujourd'hui lundi 3 mai, à 16 heures.

Cet evis tient lien de faire-part, 6, rue Baudelaire, 35700 Rennes. Château du Loû en Saint-Léry,

56430 Mauron. - M. Paul Garelli, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, M. et M. Pierre Garelli, M. et M. Bertrand Badiou, Catherine Garelli-Tardif et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M- Paul GARELLL survenu le 15 avril 1993, dans sa

Selon les volontés de la défante, les obsèques et la cérémonie religieuse ont eu lieu dans l'intimité familiale.

32, rue Madame, -75006 Paris.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

es HARTEMANN, urvenu le 30 avril 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 mai, à 9 heures, en l'église Sainte-Geneviève d'Asnières.

De la part de See enfants,
See perits-enfants,
See arriero-petits-enfants,
De see sœurs,
Et du Père Dominique Froissart.

23, rue Bapst, 92600 Asnières.

- M. David Lerner, M. et M= Victor Silber et leurs enfants, M. et M= Sergio Silber ses enfants et petits-enfants, M. Grégorio Laufer,

on frère, M. Charles Cukier,

Et sa famille, MM. Henri Lerner et Jean Lerner, M= Lerner, ses coosins, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M- Félicia LERNER, survenu à Paris, le 29 avril 1993. L'inhumation aura lieu au nouveau cimetière de Vincenues (Fonteney-sous-Bois), à 15 h 30, le mercredi 5 mai.

Me Maxime Malinski,

Mas Martine Malinski
et son fils David,
M. Delaplanehe et Mas René
Malinski,
Mas Nicole Malinski,
Strengte la famille. Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maxime MALINSKI. officier de la Légion d'honneur,

de l'ordre national du Mérite, ancien élève de l'Ecole polytechniq commissaire contrôleur général honoraire des assurances, directeur général honoraire Assurances générales de France, membre de l'Institut des actuaires français, professeur honorain

leur époux, père, grand-père et parent, sorvenu le 27 avril 1993.

BUODER STORY

des arts et métiers,

L'inhumotion a en lien dans la plus

Cet nvis tient lieu de faire-part. 102, avenue Achille-Peretti, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Paris. Le Molay-Littry. Mer Jean-Jacques Morice, son éponse, Stéphenie, Sébastien, Alexandre

Le colonel Marcel Le Prince, Le docteur et M= Pierre Morice et leurs enfants, M. et M- Claude Mouton

leurs enfants, M. et Mes François Morice et leurs enfants, M. et Mes Gérard Giudicelli et leurs enfants, M. et M= Claude Morice et leurs enfants, font part du décès du

docteur Jean-Jacques MORICE, cardiologue.

survenu à Paris, le 28 avril 1993. La messe de sépuiture est célébrée ce lundi 3 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Clair de Le Molsy (Calvados).

Un service sera célébré hadi 10 mai, 1 18 h 45, en l'église Saint-Augustin, à

Le présent avis tient lien de faire-

11 bis, rue Portalis, 75008 Paris. Pompes funèbres Lemerre,

Villers-Bocage. Tel: 31-77-10-10. - La Chambre des généalogistes de

la deuleur de faire part du décès de Jacques PÉROTIN,

evalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, docteur en droit, généalogiste,

rappelé à Dieu, le 29 avril 1993, à l'âge de quatro-vingt-un ans. .

 M= Sylvia Fize-Roussel, sa fille. Oriando Marin Lopez et Haydée, ses petits-enfants, Et les familles Launay, Danjuu.

ont la douleur de faire part du décès de M= Anne-Marie ROUSSEL,

surveno le 29 avril 1993. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité le 4 mai, à Daubert-la-Campagne.

27, rue du Rhiu, 75019 Paris.

 Anne et John Wilkinson, Corinne et Marion Bastien, Le famille Lamberet, La famille Sanvy, Bodgan et Manuela Malei, ont la douleur de faire part de la mor

M= Alfred SAUVY, néc Marthe Lamberet, décédée à l'âge de quatre-vingt-quinze

L'enterrement se ferz dans l'intimité à Montalba-le-Château.

Cet avis tient lieu de faire-part. - M. et M- Paul Ambrosini,

leurs enfants et petits-enfants, M. et M. Philippe Conté, leurs enfants et petits-enfants, leurs enfants et petits-enfants, out la tristesse de faire part du décès de M- Helyett LAMY,

te 27 avril 1993, dans sa quatre-ving-tième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques religieuses ont été célé brées le jeudi 29 avril, à Cognac.

- Oz nous prie d'annoncer le décès

M. Georges ZERVUDACKI, endurmi dans la paix du Seigneur, le 21 avril 1993, à Argeateuil (Val-

d'Oise). De in part de M= Georges Zervudacki,

son épouse, Sœur Marie-Thérèse du Christ mmanuel OCD,
M. et M= Pierre Zervudacki,
M= Bernadette Zervudacki,
M. et M= Jean de Mathan,
et M= petits-pilants.

es enfants, petits-enfants, Et toute la famille, « Surrexit Christus Allehda. »

3, passage Duguesclin, 75015 Paris.

rroroadément émus par le témni-grage d'affection et de sympathie qu'ils unt reçu à l'occasion du décès de leur cher

Jean-Louis BISMUTH. Son éponse, Et ses enfants

remercient tous ceux qui lear unt écrit ou qui se sont associés à leur peine, **Anniversaires**

- Il y e un an disparaissait Julien MAZOYER,

e Une comète tout à l'heure est nde et dorée, elle a emporté Les hattements de mon cœur Dans une pluie de baisers. » J. M. (les Yeux électrique)

- Il y e vingt ans, le 3 mai 1973 Elle BALLAÏCHE

Odette, Francine, Daniel, Michèle et

- Le 2 mai 1983, disparaissait acci-

François DENQUIN. Qu'il demeure présent dans le souve-nir et les prières de sa famille et de ses

- Il y a neuf ans, quelques jours

Bruno HUBERT

Nicole et Etienne-Alain Hubert, Agnès et Denis,

Il y a deux ans le 3 mai, disparais-

Norbert WIERZBICKI,

tant aimé de ses parents, sa femme, ses

Une pensée pour lui en ce triste

Soutenances de thèses

Le mardi 4 mai 1993, à 9 heures, M. Thierry Dufrêne soutiendra sa thèse de doctorat en histoire de l'art de l'université Paris-1 : « Art et réalité : l'œuvre d'Alberto Giacometti (1901-1966).



Paris-Copenhague Jours Antivée Départ 1234567 09h10 07h 15 1234567 18h50 16h50 12345 7 22h 10 20h05

Copenhague-Paris Jours Arrivée Départ 123456 08h55 07h00 1234567 12h20 10h 10 1234567 21 b 45 19h45

On l'a vu récemment, les Danois sont parfois difficiles à convaincre. Vous aurez bien besuin d'une journée entière paur le faire. British Airways en association avec T.A.T. vous donne la possibilité de partir au plus tôt et de rentrer au plus tard, en lançant trois nouveaux allers-retours entre Paris et Copenhague. British Airways en association evec T.A.T. devient ainsi la meilleure alternative ponr aller à Copenhegue. Pour tous renseignements et réservations, appeler votre agence de voyages ou le (1) 47 78 14 14.

BRITISH AIRWAYS en association avec TA7

La compagnie que le monde préfère

FORMES ET COULEURS au Musée Dapper

« La sculpture africaine est couramment peinte », note Frank Wil-lett. «Le nègre peint rarement ses sculptures », remarque Elsy Leuzin-ger. Pour départager ces deux émi-nents spécialistes de l'art africain, on peut se rendre à l'exposition «Fnrmes et couleurs» nrganisée par le Musée Dapper.

Qu'y vnit-on? Au rez-de-chnussée, dans une obscurité sépulcrale, des terres cuites de Jenné, dont un splendide cavalier quadrillé de rouge. Puis, aux niveaux supé-rieurs, mieux éclairés, parmi des pièces d'une grande qualité, deux c befs-d'œu v re kn ngos (Congo/Zaïre), des masques passés au kanlin, rehaussés de quelques pigments colorés; un grand serpent baga (Guinée), tout ea courbes, orné de chevrons noirs, bleus et ocre sur fond blanc; un bean masque grebo (Côte-d'Ivoire/Liberia), bleu délavé, nvec des yeux tubn-laires; un crâne bamiléké (Cameroun), orné de perles de couleurs; nae minuscule statuette vili (Congn) en ivoire rougi; un bou-clier de danse kikuyu (Kenya), qui redouble les peintures corporelles de son propriétaire; un haut mas-que bwa (Burkina-Faso) avec ses damiers, cercles et croissants teints

Un choix de sculptures qui illus tre quelques-uns des styles prati-qués sur le continent africain. La plupart de ces pièces – dont cer-taines ont déjà été présentées ici même - sont effectivement teintes on peintes à partir de pigments végétaux nn minéraux. La patine d'usage, les divers matériaux qui les composent, les coquillages, perles, ou plumes qui les rement, viennent y ajoater des touches de couleurs. Quelques-unes enfin sont délavées ou ravinées par le temps. L'ensemble des nbjets, reproduit dans un volumineux catalogue, sert de support à une rigoureuse

Car les expositions du Musée Dapper, doat on a souvent critique le côté «gratuit», esthétisant, sont désormais liées par des publica-tions, simples recueils techniques à l'origine, maintenant de plus en plus détaillées, sensibles nu éru-dites. Ainsi l'étude de Philippe Laburthe-Tnla sur la sculpture fang, accompagnée d'un texte introuvable de l'Allemand G. Tes-sman ou Visian d'Océanie de Vincent Bounoure, qui accompagnait l'exposition consacrée aux civilisa-tions dn Pacifique. Le volume qui correspond à l'exposition «Formes et couleurs » est signé par Chris-tiane Falgayrettes-Levean, direc-trice du musée, et par Lucien Stéphan, coauteur (avec Jean-Lonis Paudrat et Jacques Kerchache)



Kuyu, Congo, tête, bois et pigments.

d'une somme, l'Art africain (éd. Citadelles, 1988).

Ce dernier poursuit ici son tra-vail sur la définition d'une esthétique africaine avec une érudition parfnis redoutable. Son étude sur les liens entre firmes, couleurs et matières brasse Kant, Hegel, Gombrichs et Goodman. L'auteur mul-tiplie les citations et les classifica-tinns. Le lecteur surfe sur les tableaux, les diagrammes, et les formules chiffrées, pour a'arrêter sur un développement pessionnant abordant, par exemple, formalisme on symbolisme, avant d'être avalé de nouveau par une avalanche de schémas. Au passage, Stéphan aura cependant réglé la vieille querelle de l'ethnologue aveugle et de l'es-thète sourd. Le premier ne voulant pas voir l'objet qu'nn lui présente puisqu'il est destiné à parler. Le second refusant de l'entendre puisque sa forme est suffisamment signifiante. Bizarrement, s'agissant de couleurs, on retrouve les deux antagonistes sur le même terrain de l'indifférence. Le collectionneur ne reconnaît guère de statut esthétique qu'nux formes sculptées et consi-dère voluntiers les sculptures comme si elles étaient incolores? Quant à l'ethnologue qui multiplie les études in situ et pour qui la symbolique des couleurs ne devrait pas avoir de secret, il oublie souvent de les mentionner quand il aborde l'étude de ces objets.

Lucien Stéphan, après l'Américaine Sally Price, renvoie dos à dos ces extrémistes. Le conservateur de musée à œillères qui refuse le savoir ethnologique puisque l'objet «primitif» ne reçoit un statut «artistiques qu'intégré dans l'univers occidental (les populations dites primitives sont ainsi privées de tont sens dn beau puisqu'ils n'en ont pas conscience). Comme l'ethnologue à l'ancienne, qui tient toute évaluation esthétique pour ethnocentrique, refus de l'autre, mais qui de ce fait refuse à ces «productions exotiques» toute vertu transcendantale en les enfermant dans un fonctinunalisme strict. Et Lucien Stéphan demande, à l'amateur comme au scientifique, d'acquérir ce regard éloigné dnnt parle Lévi-Strauss. Le conseil est judicieux. C'est lui qu'il faut adopter pour parcourir les salles du Musée Dapper.

EMMANUEL DE ROUX

> «Formes et couleurs», au Musée Dapper, 50 av. Victor-Hugo, 75116 Paria. Tél.: 45-00-01-50. Tous les jours de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 sep-

► Formes et couleurs, de Christiane Falgayrettes-Leveau et Lucien Stéphan, Musée Dap-per, 208 pages, 100 îll. 190 F.

MUSIQUES

Les fins de siècle d'un Italien cultivé

Chanteur-conteur, Paolo Conte propose pendant un mois un spectacle d'une rare finesse

PAOLO CONTE

Au Théâire des Chamos-Elysées

Voilà, c'est fial. Le siècle se termine, et nous ne l'aurons pas vu passer. Restent les souvenirs. Des bouquets d'impressions. Un jour, à Asti, Panlo Conte roule dans sa petite Alfa Romeo, « en respectant très scrupuleusement les règles du code de la route, raconte l'avocat qui ne l'est plus depuis que le suc-cès a frappe à sa porte avec insis-tance. Alors, une jeune femme aux formes somptueuses décide de traverser, soudain. Aussi saudainement, le tire le frein à main, par pure solidarité humaine, je le jure». Mais la dame, « de Turin, sans aucun doute» se rebiffe, « Elle me traite de «unacaco» (singe). Une injustice que j'ai souvent voulu voir réparée par le conducteur d'une voiture à pneus lisses.»

La fable, devenue chanson bien plus tard (Sparring Partner), nous est contée sur la scène du Théâtre des Champs-Elysées, nù Pnnin Conte s'est installé pour un mois avec un spectaele d'une rare finesse. Elle permet an chanteur « à l'accent du nord-ouest de l'Italie » de tirer la marale de la vic : «On nost tout seul on meurt tout seul.

coup de trafic ». Un mot dont on ne sait s'il faut le prendre dans son sens itnlien (circulatinn) nu dans son acception française la plus courante. Car il y a du mouvement, mnis nussi des tricbeurs et des mnudits dans l'univers de Paoln Coate. D'innocents tricheurs, des cabotins amoureux qui abaadonnent des fleurs confidentes aux pieds de leurs idoles, puis les ramassent en catimini pour mieux les relancer en pleine lumière. Des dames chics qui portent des robes loagues et de faux brillants pour épater la galerie et séduire la vic-time. Pris dans les filets du cantautori (auteur-compositeur-interprète) italien, les personnages de la comédie bumaine glissent tels des

En mourant, notre siècle tue ce qu'il a bérité du précédent, ces refrains de graad-mère, nos gnûts pour le via pétillant, le fromage parfumé et le jambon sec. A Asti, petite ville du Piémnnt encerclée de campagne, on va à la mer pour le week-end comme on preadrait un navire pour l'autre mnnde. Dans son précédent aibum, Parole d'amare scritta a macchina, le compositeur érudit et féru d'Amérique nnire avait fait une incursion vers la modernité. Sur scène, des

fantômes ironiques.

choristes anglo-ghanéennes, nmniprésentes, amenaient un ton plus enlevé, une joie souple aninacia-trice de la prébistnire du funk. Novecento, l'album paru l'an passé, et le spectacle qui s'ensuit, éclairent les facettes d'un artiste fasciné par la aostalgie créatrice.

Paysan rude et mal rasé, intellec-tuel raffiné, Paolo Conte tente l'aventure de la musique avec dix musicless d'une étnanante subtilité (quatre cuivres, dnat une joueuse de tuba, violoncelle, coatrebasse, gultare, claviers, percussions, accordéon). Ensemble, ils explorent Conte, assemblage sans faute de goût, « la plus belle invention artistique du siècle», le jazz, mais aussi ses racines, ses ramificatioas, toutes nées de galères identiques.

Balayant la poussière d'un doigt nonchalant, ils retrouvent les traces des grands orchestres de jazz (Chick Webb, Duke Ellington) et de l'afrn-cubain (un Dancing réhaussé aux congas), les mélodies prolongées des milongas argentines (avec référence à Atabualpa 'upanqui), les atmosphères de bal (accordéon, caisse-claire travaillée aux balais, cymbales), la jnie du New-Orleans tendance Bechet, le climat cool du vibraphone.

Ce fragile équilibre est travaillé à merveille. S'appuyant rythmiquement sur une impitoyable guitare seche (Daniele Dall'Omo), l'édifice sonnre (l'iagénieur du son, Guido Caliandro, meriterait au passage uae Palme d'or de la sensibilité) est nn labyrinthe aux surprises. délicieusement étudiées. Bourru sentimental, le maestro désabusé joue du piano et da smoking, s'offre le luxe de changer les tempos de ses chansons à succès (Via con me, veloce, Sotta le Stelle del Jazz, alanguie), respecte les accords de des aouveaux titres extraits de Novecento. Le percussionniste (Daniele Di Gregorin, venu de la musique contemporaine) brode, le vinloncelle imite des bruits de voiture. Et Paolo Conte promet dans le programme que, peut-être, il chantera Azzuro, qu'il avait écrite à la fin des années 60 pour Adriano Celentano.

Mais tout cela n'est que comédie. VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenua Montaigne, 7500B, Paris. Tél. : 49-52-50-50. Jusqu'au 23 mai. Aibum : 900, 1 CD Carrère 450991033.

Le laboratoire du Mans

Le quatorzième Festival Europa rassemble les expériences du jazz

LE MANS

de notre envoyé spécial Retrouvailles : le terme aurait pu figurer en sous-titre du Quator-zième Europa Jazz Festival du Mans, qui a eu lieu du 27 avril au 2 mai, tant la plupart des musi-ciens coaviés avaient, lors d'autres éditions, laissé des traces. Ils sont donc revenus, Français et Italiens en majorité, par plaisir, par fidélité à un public qui a appris l'exigence. Avant-garde contemporaine, free-jazz – ici le mot n'a jamais fait peur et n'a jamais été un étendard, – folklores et traditions populaires

- folklores et traditions populaires des cultures enropéennes, recon-naissance des sources afro-amériet non comme modèles, ont ainsi fourni la matière de cette semaine L'Europa version 1993 s'est enri-

chi d'un nouvean lieu : la collégiale Saint-Pierre-la-Cour, dont les voîtes étaient ornées de photograpbies en noir et blane, signées Mephisto, qui viennent raviver les souvenirs des treize années passées. C'est ici que le Festival se présente toujours comme un laboratoire qui aime le risque : les Lyonnais du trio Apollo, emmenés par le trom-bone Alain Gibert; Dannik Lazro et In Me Phee, saxophonistes hors anrines; ou le dno entre le saxo-phnniste Marin Schiano, figure indispensable du jazz italien, et le

guitariste Jean-Marc Montera, Tout aussi décapant, même si la salle surchauffée de la FNAC n'invitait pas à l'attention, le trio Atipico de Carlo Actis Dato a passé en revue, avec bumour, toute la famille des saxophones et des clari-

En fin de semaine, le Festival prend rituellement ses quartiers à l'abbaye de l'Epau, aux portes du Mans. On y espère la surprise. Le quintette italien Nexus s'est lancé à la suite d'Albert Ayler tout en évitant les références aux fanfares ou au cri, qui collent au nom du saxo-phoaiste disparu. Nexus a préféré jouer «autour» d'Ayler et pour sa

Le Mans a également montré la place prépondérante du trompet tiste Enrico Rava, dont le travail sur les airs et les mélodies de l'opéra reste élégant et subtil. Évacuant tout effet spectaculaire, Rava - épaulé par les soupirs des cordes ou la batterie de Jon Christensen évoque, d'un son pincé, la Tosca de Puccini, le Stabat Mater de Per-golèse ou le Chant d'amour de

Il faut enfin retenir les folies, les exubérances de l'Italian Instabile Orchestra, hel exemple du rennu-veau du jazz transalpin : les dixbuit instrumentistes tournent, sur scène, une noavelle page jubilatoire de l'Europa.

Sous le bruit, la musique

- Ned's Atomic Dustbin fait son apprentissage en public

NED'S ATOMIC DUSTBIN · d la Maison de Radio-France d Paris

Les « Black Sessions » organisées par Bernard Lenoir à l'occasion de son émissina sur France-Inter consacrée au rock, sont devenues un étrange rituel. Les groupes, souvent britanniques, snuvent bruyants, sont confrontés au public dn studin 105, sagement assis, séparé de la petite scène par une vaste étendue de parquet ciré. Brett Anderson, le chaateur de Suede, y avait perdu son Intin mardi 27 avril, les musiciens de Ned's Atomic Dustbin (la poubelle atomique de Ned, «le nom le plus crétin que nous ayons trouvé quand nous nous sommes rencontrés») prensient in situation avec bumour. John Pennehy, l'immense chanteur du groupe, sosie juvénile veille d'un rien - « merci d'être venus nous écouter», dit-il en appuyant lourdement sur le dernier mot -, comme si l'idée de se rendre au concert pour écouter de la

En quatre ans de carrière, les Ned's ont acquis une réputation de sportifs du rock, de musiciens prodigues de leurs calories, portés à travers les festivals par un titre aux relent punk, Kill Your Television. Mais Are You Normal? leur second album, révélait un groupe en pleine transfirmatinn qui découvrait les possibilités d'une formation originale (voix, guitare, deux basses et batterie). Bon gré, mal gré, ils nat été obligés d'accélerer ce voyage du bruit vers la musique devant le public de la maison de la radio. Sans tnut à fait traasgresser les limites da genre (les décibels et la vitesse restent les principes fondateurs du groupe), les Ned's dnnnent un peu plus que la plupart de ienrs contemparains. Ce qui era personne, au cours de la tnurnée à venir, de denser à

▶ Le 4 mai à Lille, l'Aéronef. Le 5 mai à Lyon, Transbordeur. Discographia : Are You Nor-

PHOTOGRAPHIE

Jardins secrets

ERICA LENNARD chez Agatha Gaillard et au Parc Floral

Deux expositions, deux traitemeats différents. La pontographe Erica Lennard se passionne depuis une dizaine d'années pour les jar-dins à travers le mande. Dix ans après snu livre Classic Gardens (1982), devenu aussi classique que les jardins qu'elle photographiait, elle présente quelques visites pri-vées de jardins d'artistes, qui res-semblent tant à ceux qui les nnt inventés. Le noir et blanc est chez Agathe Gaillard, la couleur au Parc floral de Paris.

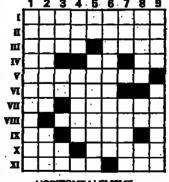
Ces paysages personnels appel-lent-ils la couleur? Parfois, repond cette photographe américaine de quarante-trois ans, par exemple dans le jardin secret de Joan Mitchell, qui n'en parlait qu'en termes chromatiques. Mais, Erica Lennard, connue pour ses photos de made et de publicité affirme de mard, contue pour ses pintos de made et de publicité, affirme utiliser la cauleur pour des com-mandes et le anir et blanc pour le «travail personnel». Ses photos en couleurs ne méritent effectivement guère d'être exposées, leur véritable

place est le livre illustré, d'ailleurs à paraître sous peu.

En revanche, les fougères jaumes, fleurs roses et arbres teintés, qui emblaient snrtir d'un livre de botanique, prennent en noir et nant, une élégance toute en nuances. On nublie les propriétaires des lieux, leurs œuvres. Dans cet ensemble inégal, nn retiendra un amoncellement de cailloux chez Isamu Noguchi au Jipon, des oli-viers dans la pénimbre chez Rennir à Cagnes-sur-Mer, une lumière éblouissante chez Ribert Dash à Long Island. La matière photographique reprend tous ses

► «Jardina d'artistes», d'Erica Lennard, galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, 75004 Psris. Téi. : 42-77-38-24. Jusqu'au 15 mai. Perc floral de Paria, pavillon 21, asplanada du château da Vincennea, 75012 Paris. Jus-qu'au 16 mai. Livre an collabo-ration avec Madison Cox. Michel Aveline éditeur, 208 p., 465 F jusqu'su 30 juin, 580 F ensuite.

PROBLÈME Nº 6031



HORIZONTALEMENT

l. Livre d'nr. — II. Ne veut pas qu'nn lui aerva de crudités. — III. Des marais, il n'est pas cultivé. Fait beaucoup de bruit quand il se lèva. – IV. Dieu. Fleuve. Préposition. - V. Qui ne peuvent pas descendre plus bas. - VI. Où l'nn trouva daa poila de llèvre -VII. Article. Etait prêt à prendre la suite. - VIII. Invitation à enlever le morceau. - IX, Une base d'accord. Pas loin de l'Espagne. - X. Mau-

VERTICALEMENT 1. Dont les traits sont très fins. - 2. Est capable de tout emporter. Rivière. - 3. En Suissa. Pas couvert. Lie. - 4. Entre pas à pas. Gemme infâme pour Apollinaire. -5. Entre deux propositions. Pauvent trouver dana la danse un moyen de s'axprimer. - 6. Pour sauver la façade. - 7. Cri da celui qui a'est fait pincer. Qui ont beau-coup vécu. - 8. Qui n'nnt rien coûté. Symbole. Pas dit. - 9. Qui il n'y a rien à enlaver. Les baissar, c'est tirer le rideau.

Solution du problème nº 6030 Horizontalement I. Trinqueur. - II. Oiseux. Né

III. Ca. Péon. - IV. Détroit. - V. In. Seille. — VI. Non. Ulis. — VII. Cou-ros. — VIII. Mit. Cent. — IX. Ové. Na. le. — X. Dérailler. — XI. Esau.

1. Tocsin. Moda. — 2. Ria. Novienn. — 3. Ia. Nntera. — 4. Napes. Au. — 5. Quateur. Ni. — 6. Uxorilocale. — 7. Nnlisé. Lu. —

Comédiens et partisans

Futur fusillé, Lorca se reprochait de jouer au théâtre alors qu'on se battait dans la rue

SANS TITRE à Bobigny

· · · · in the in TONCES IN

of Companies

alls b

र - ८० म्हल स व्यवस्थातः **व**

Core Pars Tel

an in the four les parts

a fi mania if a

a i erret et museum &

and the second of the

المعاد عدا -

The strains

The man is a man in the second of the second

The state of the s

Constitution of the production of the

The state of the s

್ಷ ಅರ್ಜ್ಯವರಿ

laboratoire du Mas

17 WAY

the state of the section land

e' Ethin Maile

DOR SO ECHARAGE

«Je ne serai jamais un homme politique», a dit Federico Garcia Lorca, quelques semaines avant d'être fusillé par les franquistes. Mais il ajoutait: «Je suis révolutionnaire, car il n'y a de vrai poète que révolutionnaire. » Avant de patir, en juillet 1936, pour Grenade où il allait être arrêté, il avait confié à un proche le brouitlon de sa pièce appelée Sans titre, qui tranche sur ses aotres œuvres, en ce que, dans celle-ci, il «plaide coupable», si l'on peut dire. Coupable de jouer du théâtre, de juuer ao théâtre, pendant que dans les usines, les mines, dant que dans les usines, les mines, les casernes, les campagnes, les hôpitanz, les tandis, ou contre des murs et des poteaux, c'est la faim, la peur, la souffrance, l'assassinat.

Cette pièce sonnerait un peu comme un testament, un ultime témoignage d'auto-accusation, si Lorca, après l'avoir écrite, n'avait achevé et lu plusieurs fois en public un texte sans «mea culpa»: la Maison de Bernarda Alba. Notons anssi qu'il ne s'agit pes d'une pure et simple déclaration publique par l'entremise de la scène; c'est oue «mise en doute», une «mise en écho ou en rétro-reflet» de l'acte théâtral entier, avec référence à Dieu le Père, c'est-à-dire à Shakes-peare, qui, dans Hamlet et dans le Songe d'une nuit d'été, convoque des acteurs (et leur metteur en scène) sur les planches. Chez Lorca, ette incursion de rabble dens l'enscene) sur les planches. Chez Lorca, cette incursion do public dans l'envers do théâtre est interrompue par les bombes des révolutionnaires.

a Que la pluie trempe les cintres!», crie l'auteur.

a Le peuple a enfoncé les portes!», crie un machiniste.

a Vive la Révolution!», crie un auvier. Rideau, lean Genet representations. ouvrier, Ridean, Jean Genet retrendra cette situation dans le Balcon.

dra certe struction dans le bacon.

a Homme politique v. au sens de député, ministre, certes Lorea ne l'était pas. Mais il était bomme de manifectation, d'action, d'interventione Lorsqu'en octobre 1934 le général Franço fit 3.000 à 4.000 trés et 30.000 emprisonnés pour briser une grève des mineurs d'Astrice Lorea se mit en grève anssi. turie, Lorca se mit en grève aussi, lui et son théâtre. A Barceloue, il donns des représentations pour des internés politiques. Il ne laissait pas passer une occasion de s'opposer au fincisme, c'est pourquoi il fut arrêté et fusillé dès l'été 1936. Mais l'aspect «règlement de comptes avec le théâtre» de Sans titre va en fait audelà de sa pensée. Il reprochait an théâtre «bourgeois» de présenter

a des personnages creux, absolument vides, chez qui on ne peut voir, à travers leur gilet, qu'une montre arrêtée, un os postiche, ou une croue de chat, comme on en trouve dans les greniers », et il ajoutait que le publie «frais», «le peuple, ne comprend pas comment on vient là lui parler de problèmes qu'on méprise autour de lui ». Mais Federico Garcia Locca n'était nes l'homme du cia Lorca n'était pas l'homme du théâtre militant, engagé. Il faisait confiance à l'énergie proprement dramatique, poétique, de l'imagination créatrice.

fion créatrice.

Ces ambiguités et ces contradictions font de Sans titre une pièce difficile à jouer. Emboîter carrèment le pas an culpabilisme de l'œuvre, c'est risquer de trop basculer dans un exercice de style, une sorte de forfanterie. Trop gommer cet aspect, c'est laisser la pièce sur une patte. La mise en scène de Jean-Louis Hnurdin, soignée, curieuse, ajoute à la théâtralisation du prapos et de l'écriture une théâtralisation du spectaculaire : un second décor dans le décor, masques, automatisme des conduites... C'est fort bien exécuté, et pittoresque, mais c'est quelque peu appliqué, démonstratif, L'esprit de Lorca y devient un peu plus étroit que y devient un peu plus étroit que

nature.

L'anteur de la traduction (excellente), Claude Demarigny, rappelle que Lluis Pasqual avait donné, en 1990, à l'Odéon, une « formidable mise en scène» de Sans titre, et c'est vrai. Mais la meilleure saisie de cette pièce fuyante, elle-name masquée, ne serait-elle pas celle des marionnettes, qui permettent des transferts d'aptique, des accélérations, des ellipses, toute une dialectique folie et vive de l'irréel et do réel? Lorca faisait confiance aux marionnettes. En 1936, il commandait encore au sculpteur Angel Ferdait encore an sculpteur Angel Fer-rant des figurines pour Don Cristo-bal et Roslia, et à la Foire du Livre de Madrid, en mai, ce sont des mujonettes qui interroptaient le Jeu de Don Cristobal.

Animés par Jean-Louis Hourdin, de vrais acteurs cette fois, en nombre egal genevois et stresbourgeois, jouent Sant titre Philippe Berodot, Françoise Chavaillaz, Franck Colini, Anne Cuneo, Caroline Gas-

MICHEL COURNOT Malson de la cultura, 93, bou-levard Lénine, 93002 Bobigny, métro Bobigny Pablo-Picasso. Grande salle du mardi au samed à 21 heures. Dimanche: 16 heures. Jusqu'au 13 mai. Tél.: 43-63-51-71, 95 à 130 F.

« Mon Dieu, quel homme, quel petit homme!»

Les lettres d'amour, même celles de Botho Stranss, n'ont pas intérêt à être jouées

à l'Athénée

L'auteur, Botho Strauss, prend ses distances en donnant à ces pages ingubres un titre plaisant : Sa leure de moriage, Pourquoi n's-t-il pes mis du meriage. Pourquoi n'a-t-il pes mis du même coup un peu d'air, un rien de sédition, ou bien quelques accents d'imagination forte, dans ce qu'est supposée écrire cette femme? Non, juste les plaintes conformes, les larmes amères, les mains suppliantes, comme si Botho Strauss avait préfère s'en tenir au peut manuel de correspondance, chapitre des ruppures saupondance, chapitre des ruptures sau-

Un écrivain qui s'aventure à poser les pieds sur ce terrain miné, moules pieds sur ce terrain mine, mou-vant — la rupture, on l'extinction d'un bean feu — n'est attachant que sur deux notes : ou bien il est absolument vrai, sincère, et génial, c'est-à-dire capable d'ouvrir tout grands des hori-zons inexplorés, et c'est Franz Kafka dans ses lettres à ses plus ou moins brèves fiancées; ou bien, sur un mode plus mineur mais dont le charme peut avoir des mérites, il fait entendre une abandonnée (ou un abandonné) qui sait rester calme, amène, et d'un cer-tain sourire, et c'est Colette dans la lettre qu'elle a appelée Répit. «Je ne t'autends pas, écrit la déses-

iettre qu'elle a appeite Répit.

«Je ne l'autends pas, écrit la désespérée de Colette, j'aime le voir à travers la distance, inoffensif... Ou elle est belle, l'allée blonde et vide l'La barre bleue de ton ombre ne chemine plus sur le sable pur... Maintenant l'aube est à moi seule, et seule je la savoure rose, emperièe, comme un fruit intact qu'ont dédaigné les hommes [allusion aigné de Colette à ce coquillage auquel pensent les bommes, c'est assez bien envoyé] ... Comme la fenêtre est large! Tu me la masquais à demi, et je n'arais jamais ru, jusqu'à présent, l'envers mauve, presque blanc, des fleurs de clématite pendantes... » Tout à l'avenant... Mais Sidonie Colette est un grand écrivain, une grande femme aussi, et dans Sa lettre

de mariage en tout cas, Botho Strauss ne casse pas trois pattes à un canard.

«spectacle»? Est-ce pour dissimuler l'insignifiance du texte que le «met-

vant dissocier l'art de l'actrice du cos-

Une innovation : quand cette mal-

benreuse Lettre de mariage est enfio terminée, le ooir final ne se fait pas, et le théatre de l'Athénée nous donne

andition gramite d'une petite anhade

l'accordéon, envre de Dominique Probst, style chanson sans danger - genre Nous n'irons plus au bois ou Mon père m'a donné un mari, mon Dieu quel homme, quel petit homme! - plus accordée aux circonstances.

SA LETTRE DE MARIAGE

«Je t'ai donné ma vie et je n'ai plus rien... Sur mon lis, mes mains sont fivides, reposent à mes côtés camme dans un tombeau... Je regarde fixement les draps vides... Je passe toute la journée à attendre que tu reviennes le soir...» C'est la lettre d'une femme que son homme a quittée ; il va épouser une jeunesse, semble-t-il. Lettre nulle et non avenue, se dit la femme abandonnée, mais elle l'écrit tout de même : «Ne suit-je donc plus qu'un morceau de papier, criant, balbutiant, épouvanté?»

L'auteur. Botho Strauss, prend ses

Salle Christian-Bérard.
4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 75009 Paris. Métro : Opéra ou Chaussée-d'Antin, Le mardi à 18 h 30. Du mercredî nu samedî à 20 h 30. Relâche le 1- mai. Jusqu'au 28 mai. Tél.: 47-42-67-27. De 85 F à 90 F.

Pourquoi Laurence Mashah a-t-elle eu l'idée étrange de dire en public ce texte ni chair ni poisson, d'en faire un teur en scène», Patrick Haggiag, a incité l'actrice à chuchoter dans ses dents ces pages, de manière à les faire carrément inaudibles même du premier rang du parterre (c'est en ayant recours à l'édition Gallimard qu'il devient possible de donner, comme ci-dessus, des extraits)? Est-ce pour brouiller mieux encore les pistes que Laurence Masliah se présente sur soène engoncée, en dépit du bon sens, dans une robe assez hideuse, étoffe de rayonne triste, imprimé gris et noir style nappe de toile cirée écossaise pour table de cuisine, avec, de chaque côté de la taille, des sortes de grosses corbeilles comme pour mettre le poi-vre et le sel... « L'îne actrice mal habillée ne peut pas jouer bien», c'est un postulat irréfutable du théatre, qui veut dire que le spectateur, ne pon-CAMAL tume qui l'encadre, oe pent plus savoir si elle joue bien ou pes ; il est chiffonné par la vision d'ensemble.

La première grande exposition-spectacle du sport

du mardi au dimanche de 12 h à 19 h noctume le samedi jusqu'à 22 h

fermeture le lundi renseignements 40 03 75 75

metro porte de Pantin

a Vill量tte la grande halle-Paris

Du bonheur au cauchemar

Une superbe mise en scène de « la Mégère apprivoisée », tuée par les cris des comédiens

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE à Chaillat

C'est une mise en scène géante, C'est une mise en scène géante, somptueuse, éclatante, emportée, de la Mégère apprivoisée, que sort aujourd'hoi, comme d'une come d'abundance, Jérôme Savary. Inventions, surprises, accidents, volées d'images : une fête déchaînte du regard. Défilé rapide de très grands décors, essentiellement des toiles peintes, descriptives mais uniriques, horizons infinis de paysages, ou bien panoramas de cités, places, palais, tout cela italien, Toscane, ou bien panoramas de cues, mace, palais, tout cela italien, Toscane, Vénétic. Ce sont des décors de rêve signés Serge Marzolff, avec un côté illustrations simplettes, mais

Evoluant comme ablettes dans 'eau, ou comme martinets dans l'azar, devant la magie de ces décors, une nuée de merveilleux décors, une nuée de marvelleux costumes, princiers, clownesques, cocasses, animent la force de l'illusion. Des peintres comme Carpaccio, des cinéaates comme Pasolini, oot usé eux aussi de cette richesse des costumes de l'Italie. Des éclairages de grand soleil, style a midi roi des étés », ou hien bleus lunaires,

jonglent entre euphorie et malaise. Tout cela n'est pas du spectaculaire pour la frime. Au contraire, la dynamique des monvements, la rapidité des inventions de jeu, qui viennent sans cesse recouper l'ascendant de ces toiles peintes, de ces éclairages, de ces costumes, concourent à fer-mement cerner, illuminer, radiogra-phier cette pièce de Shakespeare, souvent sous-estimée parce que jouée trop sommairement. L'effet Savary reussit presque à nous faire saisir que la Mégère apprivoisée est une pièce capitale, très personnelle peut-être, profinde, mystérieuse, libre et originale, et qui pourrait bien être la source d'œuvres aussi diverses qu'Ubu roi, le Capitaine Fracasse, Maître Puntila et son valet Matti, d'autres...

«Réussit presque» ... Oui, helas : presque... Parce que toutes ces mer-veilles visuelles se heurtent à un désastre : cette Mégère apprivoisée est ABOMINABLEMENT mal jouée. Uo sabotage intégral : tous les acteurs hurlent comme des brutes. Il n'y a plus de pièce, il n'y a plus de Shakespeare. Il semble que les acteurs, dans les écoles et les Conservatoires, n'apprennent plus à

s'exprimer. A se faire entendre clairement de lois sans du tout élever la voix. Il semble qu'il n'existe plus de professeurs d'arthophonie, qui enseignaient l'emplai du souffle, des muscles, du ventre. Il semble que les nouveaux acteurs, aujour-d'hui, ne savent même pas respirer. Ils sont à bout de soufile, ils n'aut pas leur vnix à leur disposition, alors ils forcent, ils hurlent. Mais il y a aussi une part d'inconscience, peut-être de paresse. Le drame est que les metteurs en scène, ici et là, laissent faire. Ou bien déclarent forfait, reconnaissent qu'ils sont incapables d'arrêter une surenchère qui s'installe d'un gueuleur à l'autre.

Cette Mégère apprivoisée est danc, tout compte fait, une déconfiture. Seuls les deux rôles principaux échappent au vacarme, c'est un fétu de paille dans la tempête. Jacques Weber a une telle présence, un art si sur, go'en partageaot un pen la guenlante générale il parvient à exprimer tout au moins quelques signes. Et Christine Boisson, scule à ne pas crier du tout, et qui donne un jeu précis, libre, fin, conduisant avec beaucoup de sensibilité sa « mégère » de la douleur à l'apaisement, apparaît en fait comme une petite chose faiblarde, presque aphone, tellement elle tranche sur la gesticulation et la crisillerie unanime. Elle est la seule à se conduire en vraie actrice, et à jouet.

▶ 1. place du Trocadéro, 75116

Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30, demanche à 15 heures. sauf le 30 mal à 20 h 30. Relacte les 1-, 2, 19, 20 mal, 6 et 13 juln. Jusqu'au 26 juin. Tél.: 45-27-61-15. De 100 à 140 F. Scolaires 80 F. Etudiant 70 F dans la mesure des places disponibles.



MARDI A, MERCREDI 5 ET JEUDI 6 MAI 20H30 prenez une place, venez à deux

ODON VON HORVATH

Après le Mariage de Figaro, la comédie du désenchantement oréation trançoise

2 PL DU CHATELET - LOC. 42 74 22 77

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AMPHITHÉATRE DE LA SORBONNE (42-62-71-71). Orchestre de Paris-Sor-bonne: 20 h 30 jeu. Jacques Grimbert (direction). Fauré, Ravel, Chausson. AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Cuatuor noe), Philippe Lesgourgues, Viviane Lopez (fiòte), Gilles Delège (sito), Philippe Pennanguer (violoncalle), Wim Hooge-werf (guitars), Roussel, Vienne, Charron.

AUDITORIUM CHARLES-MUNCH (47-00-88-07). Lauréats des concours centralisés : 20 h 30 mer. Olivier Boulle, Devid Laszcynski, Aurélien Abihaeira (plano), Isabelle Durin, Julie Friez, Pleme Alain Chouard (violon), Delphine Blin, Marie Caravasaills (violoncelle), Saint-Saëns, Grahms, Franck, Bach, Kabaevski. Tisné.

ievsad, Tisme.

AUDITORIUM COLBERT (616LIOTHÉ-QUE NATIONALE). Guilleume Gutre, Miguel de Silve, Marc Coppey: 12 h 30 mer. Violon, etc., violonceile. Mozart, Schubert, Dohnanvi AUDITORIUM DES HALLES

40-28-28-40). Groupe vocal de France ; 19 h jeu. Bernard Têtu (direction). Schu-mann, Françaix, Auric, Poulenc. A UDITORIUM DU LOUVRE (40-20-52-29). Gérard Caussé, Marie Scheublé, Yfast Weltman ; 12 h 30 jeu. Atto. viden videncella. Attin. Maries Alto, violon, violoncelle, Alain Marion (flûte). Haydn, Mozart, Schubert, Beetho-

ven.
AUDITORIUM SAINT-GERMAIN
(46-33-67-03). Mélisande Chauveeu:
20 h 30 jeu, Piano. Messiaen Béatrice
Lenain: 17 h 30 dim, Piano. Mozart,
Brahms, Schubert Ensemble vocal Pythegore: 20 h 30 mar. Géraldine Toutain
(direction). Monteverdit Lorenzant. Poudirection). Monteverdi, Lorenzani, Pou-enc. Ravel. Reibel. CENTRE DE LANGUE ET DE CULTURE

ITALIENNE (48-34-27-00). Josep Guasch: 18 h 15 sam. Guitare. Villa-Lobos, Llobet, Ciorieni, Terrego.
CENTRE GEORGES-POMPIDOU (44-78-13-15), Ensembe 2e2m; 20 h 30 lun, Peul Méfano (direction). Fedele, Depraz, Bancouart, Darasse, CHATELET. THEATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Carlos Dournhé, Walter Civitareale: 12 h 45 mer, Violon-calle, piano. Chausson, Debussy, Brahms calle, piano. Chausson, Debussy, Brahms Ensemble Intercontemporain, Philhermonia Orchestre: 20 h 30 mer. Suzanne Mentzer (mezzo-soprano), Stanford Olsen (ténor), David Wilson-Johnson (baryton), Joana McGregor (piano), Pierre Boulez (direction), Schoenberg, Birtwistle, Stravinsky Petra Lang, Burkhard Schaeffer: 12 h 45 ven. Soprano, pieno. Schubert, Mahler, Wolf, R. Strause, CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE. Margarita Zimmermann, Francisco Araixa:

rita Zimmermann, Francisco Araiza ; 20 h 30 mar, Soprano, ténor, Orchestre Colonne, Relf Welker: (direction). Masse-net, Mozart, Rossini, Berlioz, Weber.

CONSERVATOIRE ITALIEN DE PARIS (45-26-46-67). Ekaterina Tamazova, Gabriella Torma: 20 h Jeu. Violon, piano, Pagenini, Kreisler, Prokofiev. EGLISE DANOISE (42-56-12-84). Mikael Brydenfelt, Carol Contad: 16 h

dim. Trompette, pieno. Heydn. EGLISE OE LA MADELEINE. Sinfonietts de Paris : 20 h 30 mar. Chosur Musici Europae, Dominique Fenel (direction). Requiem de Mozart. EGLISE OES BILLETTES

(42-46-06-37). Chorale Cori Spezzati : 21 h ven. Palestrina. Au profit de la Ligue nationale contre le cancer Michèle Leclerc : 10 h dim. Orgue. Bach, Len-EGLISE NOTRE-DAME-DE-LA-GARE. Chœur et orchestre Pierre Molina : 20 h 45 jeu. Pierre Molina (direction). Le

sie de Haendel. EGLISE SAINT-EUSTACHE. Ensemble Organum : 21 h mer. Mercel Pérès (direction).Plain-chant parlaien des XVIIe

EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Mattrise des Patits Chanteurs de Ver-sailles : 21 h Jeu. Christophe Einhorn (ténor), Théo Calissano (baryton-basse), Orchestre baroque de Versailles, Jean-Françola Frémont (direction). Bach Orchestre Bernard Thomas : 20 h 30 mar. José Torado (ténos), José Luis Bar-

LE MONDE

diplomatique

• FRANCE : Temps nouveaux, par Ignacia

Ramonet. - Ces immigrés si coupables, si

vulnérables..., par Alain Gresh. - Perte de sens,

par Philippe Videlier. - Néfastes effets de l'idéologie politico-médiatique, par François

• LIBRE-ECHANGE : Vivre sans le GATT, par Bernard Cassen. - Quand la Communauté baisse

• EUROPE : Soenderborg, vitrine ordonnée de la société modèle danoise, par Ingrid Carlander. —

L'Espagne lasse du « social-libéralisme », par Thierry Maliniak. - La Hongrie n'est plus uoe

« île heureuse », par Jean-Yves Potel. Dans un pays affaibli, la tentation régionaliste, par Jean

d'effervescence à Gaza, par Nadine Picaudau. -Hamas, de l'islamisme radical à la logique

• PROCHE-ORIENT : Trente-cioq ans

nationaliste, par Wendy Kristianasen Levitt. ASIE: Pékin-Rangoun, nouvel axe asiatique, par Andrè et Louis Boucaud. – Elections minées an

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

les bras, par Jean-Louis Levet.

Cambodge, par Raoul Jennar.

rato (basse), Chœura de Saint-Eustache, Bernard Thomas (direction). Puccini, Verdi, Donizetti. EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.
Les Trompettes de Versalles: 21 h sam.
Haendel, Vivaldi, Telemann.
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE.
Ensemble Instrumental Futurs-musiques:
20 h 30 mer, Ensemble vocal Soli Tutti,
Denis Gautheyrie (direction). Ohana, Messiaen Académie de Saint-Louis en l'île:
20 h 45 sam.; 17 h 30 dim. Jean-Louis
Paus Burgton). Matrise de Paris. Perirek zu n 45 sam. ; 17 n 30 dim. Jean-Louis Paya (baryton), Maîtrise de Paris, Patrick Marco (direction). Fauré Chosura de Saint-Michel : 20 h 30 mar. Anite Nerdeau (alto), Christian Dassie (ténor), Luc Rapin-neau (baryton), Sandrine Pourally (harpe), Marie-Anne Morel (orgue), Norma Basso (direction). Britten, Kodaly.

ESPACE JEMMAPES (45-35-97-31). Avon Stuart Company: 12 h dim, Negro-

spirituals.
GALERIE D'HONNEUR DU CONSEIL
D'ETAT (42-87-36-47). Quantuor Emest
Cheusson: 20 h 30 mar. Mozart, Beethoven, Mendelssohn, Bartok.
LE MADIGAN (42-27-31-51). Annie
Jordy, Louise Delisie: jusqu'au 14 mai
1993. 22 h 30 mar. Violon, piano. Schubert, Brahms, Krelaler, Bartok Mathieu
Papadiamandis: 22 h 30 (au., ven. Stanislaw Winierscyk, Judy Chin: 22 h 30
lun., mar. Hautbois, piano. Bach, Tehelkovaki, Rachmaninov, Chopin, Poulenc.
MAIRIE DU XVIIE ARRONDISSEkovaki, Rachmaninov, Chopin, Poutenc.
MAIRIE DU XVIIE ARRONDISSEMENT. Jungwha Lee, Xavier Maistre:
20 h jeu. Sandrine Chatron, Christine
Gravin (harpe), Michel Marcheeimi, Sylvain
Gasqui, Frádéric Masson (violoncelle).
Haendel, Salzedo. Grandjany, Albeniz,
Debussy, Godfrold, Tourier.

MUSEE D'ORSAY (40-49-48-27). John O'Connor : 12 h 30 mar. Piano. Field, Fauré, Debussy. PENICHE OPERA (42-45-18-20). Garth Knox, Jeen-Yves Penafiel, Pascel Zavaro: 21 h vén., sam.; 17 h dim. Alto, voix, marimbe.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble Ars Amique de Paris ; jusqu'au 7 mai 1993, 19 h 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères, musique espagnole du XVIe siècle Les Musiclens espegnose du Avie siecie Les Musiciens du roy : Jusqu'au 17 mai 1893. 21 h dim. Marais, Bach, Telemenn, Mozart Lae Trompettes de Versailles : jusqu'au 24 mai 1993. 21 h lun, Vivaldi, Purcell, Mar-

SALLE CORTOT (47-63-80-16), Jean-Louis Caillard; 20 h 30 mer. Plano. Bee-

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). SALLE GAVEAU (49-53-05-07).
Orchestra symphonique français:
20 h 30 mer. Yvan Chiffoleau (violoncelle), Gilles Silvestrini (hautbole), Laurent
Petitgirard (direction). Mahler. Arca,
Ravel, Chostakovitch Georges Pludermacher: 20 h 30 luu. Piarro. Scartatti, Bach,
Beethoven, Chopin, Prokofiev, Liszt Gwyneth Jones: 20 h 30 lun. Soprano, Geoffroy Parsons (piarno). Wagner, Sibellus,
R. Strauss Dominique Merlet: 20 h 30
mer. Plano, Brahms, Liszt, Leguay, Chopin.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Chosur

pm.
SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Chosur et Orchestre de Paris : 20 h 30 mer., jeu. Jerry Hadley (ténot). André Cazalet (cor), Antonio Pappano (direction). Schubert, Strauss, Britten, Stravinsky Radu Lupu : 20 h 30 lun. Piano. Schubert, Brahms,

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Lifya Zilberstein : 20 h 30 km. Plano. Schubert, Schumann, Ravel. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES Frence : 20 h 30 jeu. Maria Ewing (soprano), Ensemble Electric Phoenix, Andrew Litton (direction), Mahler, Berio Quatuor Alban Berg : 20 h 30 ven. Haydn, Urbanner, Beethoven Brighte Engerer, Olivier Charlier, Gary Hoffman : 11 h dim. Piano, violon, violoncelle. Dvorak. Schubert.

THÉATRE CES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), Duo Delta : 20 h 30 sam. Piano, clarinette. Poulenc, Lutoslawski,

Périphérie

ARGENTEUIL BASILIQUE SAINT-DE-NYS. Alexandre Lagoya: 21 h ven. Gui-tare. Sor, Villa-Lobos, Granados. BRIE-COMTE-ROBERT. EGLISE SAINT-ETIENNE (64-05-05-57).

Mai 1993

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaioe, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

Chœurs Francis-Poulenc: 20 h 45 sam. Hélène Obadia (soprano), Madeleine Jaibert (mezzo-soprano), Guy Flechtar (ténor), Jean-Louis Sarre (baryton), Michèle Guyard (piano), Raphael Tembyeff (harmonium), Colette Chauvet (direction). Patité Messa solennella de Reseni

CRÉTEIL CAFÉ-THÉATRE L'UNION CRETEIL CAFE-THEATRE L'UNION (43-39-01-14). Quatuor Sanacore: 21 h 45 ven., sam. Polyphonies. DRAVEIL. ESPACE VILLIERS (89-40-94-90). Orchestre national d'Ilede-France: 21 h ven., Jean-Marc Luisada (piano), Hiroyuki Iwaki (direction). Beethoven, Schumann, Bartok.

MAISONS-ALFORT. THÉATRE CLAUDE-DEGUSSY (43-96-77-67). Marie-Josèphe Jude : 20 h 45 mer. Piano. Brahms, Revel.

Piano. Brahms, Ravel.
POISSY. THÉATRE (39-79-03-03).
Sameon et Dallia: 20 h 45 ven. De Saint-Saëns version de concerd. Marie Wehrle (mezzo-soprano). Mario Agnetti (ténor), Jacques André Perini (beryton-basse), Chorales des conservatoires de Poissy, Bougivel et Mantes-la-Ville, Orchestre du commandement militaire de l'Ille-de-France, Gérard Besse (direction) Ensemble orchestral Harmonia Nova: 20 h 30 mer. Bernard Soustrot (trompette), Didier Bouture (direction). Hertel, Hümmel, Purcell.

SAINT-DENIS. MAISON DE LA LÉGION D'HONNEUR (42-43-77-72). Ensemble Instrumental Futurs-musiques: 20 h 30 jeu. Ensemble vocal Soli Tutti, Denis Gautheyrie (direction). Ohana, Mes-

VERSAULES EGUSE NOTRE-DAME (39-50-71-18). Les Petits Chanteurs de Versailles : 21 h mar. Christophe Enhorn (ténor), Théo Calissano (baryton), Orchestre beroque de Versailles, Jean-François Frámont (direction), Bach. VERSAILLES. TRIANON PALACE (30-84-38-45). Isabelle Lagors, Christian Ott : 18 h 30 dim, Harpe, clavecin. Bach, sk, Rigel, Debussy.

LE VESINET. CAL (34-80-18-89). Miguel Angel Estrella : 21 h mar. Piano. Rameeu, Coupenn, Bach, Haendel, VILLIERS-SUR-MARNE CINÉMA LE

CASINO (49-41-31-71). Ensemble Laborintus : 20 h 30 mer. **OPÉRAS**

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). La OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). La Dame de pique : jusqu'au 28 mai 1993. 19 h 30 mer., ven., mar. Opéra de Tchakovski. Vitalij Tarachenko (ténor), Nina Rautio (soprano), (fina Bogetcheva, Hélène Parraguin (mezzo-sopranos), Thomas Allen (basse), Tom Krause (baryton), Choeur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Vouri Simpoeff (direction). Andrei Kon Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Youri Simonoff (direction), Andrei Kon-chalovski (mise en scène) Les Noces de Figero : jusqu'au 29 mei 1993, 19 h 30 km, Opéra de Mozart, Hakan Hagegard (baryton), Christina Barbaux, Ruth Zlesak (sopranos), Michele Pertusi, Romuald Tesarowicz (bessea), Martine Mehé, Jane Berblé (mezzo-sopranos), Wilfried Gehm-lich (ténor), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschibauer (direction).

PALAIS OMNISPORTS PARIS-SERCY (40-02-60-20). Atda : jusqu'au 19 mai 1993. 20 h mer., jeu., ven., sam., mer. ; 15 h dim; Opéra de Verdi. Withelmenia Fernandez, Marie Bravo, Gelina Kalinina, Sylvie Brunet (sopranos), Kristjan Johan-Sylvie Brunet (sopranos), Kristjan Johannsson, Carlo Cossuta, Mario Melagnini, Giuseppe Giacomini (ténors), Bruna Baglioni, Alexandrina Mitcheva, Susan Porter, Ludmilla Semtchuk (mezzo-sopranos), Ballet de l'Opéra d'Erevan, Chœur de l'armée française, Chœur et Orchestre symphonique de le ville de Vérone, Enrico de Mori (direction), Vittorio Roesi (mise en soène), Pieter Van der Sloot (chorégraphie).

(chorégraphie).

PÉNICHE OPÉRA (42-45-18-20). Le Toréedor : jusqu'su 18 mai 1993. 21 h mer., jeu., ven., sem., mar. ; 17 h dim. Opéra d'Adolphe Adem. Edwige Bourdy (soprano), Yves Coudray (ténor), Lionel Pelntre (beryton), Frédéric Chatoux (fiûte), Erika Guiomar (piano), Mireille Largusche Imisa en schrei. roche (mise en scène

THÉATRE DU LIERRE (45-86-55-83). Encare une heure et courte : jusqu'au 29 mai 1993. 20 h 30 ven., sam. ; 16 h dim. D'Aperghis. Avec Claude Bokhobza, Yves Marc, Lucas Thiéry, Claire Heggen (mise en scène). LE TRIANON (46-06-63-66), Schubert,

LE TRIANON (46-06-63-86). Schubert, le voyageur de l'hiver: jusqu'au 20 mai 1993. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.; 18 h dim. D'Ali Ihsan Kaleci. Avec Géraud Andrieux, Jean-David Beshung, Jacques Canselier, Philippe Cohen, Jean-Philippe Daguerre. Pascal Durozier, Sophia Hidronimus, Fraid Agier (violon), Andréa Cohen, Igor Lavroff (pieno), Divier Perrin (violoncelle), Ali Ihsan Kaleci (mise en scène).

Périphérie

NANTERRE. THÉATRE DES AMAN-NANTERRE. THEATRE DES AMAN-DIERS (46-14-70-00). Sextuor: jusqu'au 29 mai 1993. 20 h 30 mer., jou., ven., sem., lun., mer. De Georges Aperghis. Françoise Degeorges, Donatienne Michel-Dansac, Emmanuelle 20li (sopranoe), Valérie Joly (mezzo-soprano), Frédérique Wolf-Michaux (contalto), Elena Andreyew (voloncelle), Georges Aperghis (mise en soane). VITRY SUR-SEINE, THEATRE JEAN-

VITRY-SUR-SEINE. THÉATRE JEANVILAR (46-82-84-90). Les Adramiens ;
jusqu'au 16 mel 1893. 21 h mer. ;
18 h 30 ven. De Vojtech Saudek. Lucia
Bensasson, Agnèa Delume, Frédérique
Lazarini, Claire Vidoni, Ensemble 2e2m.
Agnès Delume (mise en ecène)
Lysistrata : jusqu'au 16 mai 1993. 21 h
ven. De Vojtech Saudek. Lucia Bensasson, Agnès Delume, Frédérique Lazarini,
Ciaire Vidoni, Ensemble 2e2m, Agnès
Delume (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

AU DUC DES LOM6ARDS (42-33-22-88). Sylvain Beuf Guarnet : 22 h 30 mer., jeu. ; Stéphære Persiani Quertet : 22 h 30 ven., sam. ; Quintet

Evolutions: 22 h 30 dim.; Milky Sex: jusqu'eu 24 mei 1993. 22 h 30 lun.; Jam Session: 22 h 30 mer. AUDITORIUM DES HALLE6 (40-28-28-40), Jeny Gonzalez & the Fort Agache Band: 21 h mer.; J.J. Johnson: 20 h 30 ven.; Pedro Aznar y Grupo: 21 h sex. 21 h sam. 8AISER SALÉ (42-33-37-71). The

Umouchables: 22 h 30 (au., ven., sam.; Régis T & the Big Possee: jusqu'au 30 mai 1993. 22 h 30 dim.; Cap'tain: 22 h 30 lun. ; Craig David Trio : 22 h 30 BATACLAN (47-00-30-12). Diesel :

20 h jeu. LE 6ILBOQUET (45-48-81-84). Michèle Baurier : jusqu'au 12 mai 1993. 22 h 30 mer., jau., ven., sam., lun., mar. ; Turk Mauro Quartet : 22 h 45 dim. BISTROT D'EUSTACHE (40-28-23-20). Gérard Siffert Trio : 22 h 30 ven. BOUFFONS THEATRE (42-38-35-53). Yvan Avice et ses invités : 18 h sam. CAFÉ RIVE DROITE '(42-33-81-62). Alexandre Band : 22 h 30 mer., jeu.; Alef : jusqu'su 30 mei 1993. 22 h ven., sam., dim. ; The Kingsnekes : 22 h 30

km., mer. CASINO DE PARIS (49-95-99-88). CASINO DE PARIS (49-95-99-88).
Joan Baez: 20 h 30 jeu., ven.; Liz
McComb: 20 h 30 sam.
CAVEAU DE LA HUCHETTE
(43-28-65-05). Maxim Saury Jazz
Music: 21 h 30 mer., jeu., ven.; Happy
Six: 21 h 30 sam.: Bob Wilber, Kenny
Devem: jusqu'au 19 mai 1993. 21 h 30

dim., kin., mar. LA CHAPELLE DES LOM6ARDS (43-57-24-24). Jean-Michel Cabrimol et le Maefia: jusqu'su 25 mai 1993. 20 h CIGALE-KANTERGRAU

(42-23-15-15) Rui Veloso: 20 h dim.; Johnny Winter: 20 h mer. ELYSEE-MONTMARTRE. Gun Club: 19 h 30 sam. ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). Rag'No : 21 h lun., mer, ESPACE KIRON, Korman et Tuscadu :

FRONT PAGE (42-38-98-69), Ze Boom : 22 h 30 mer.; Coketale : 22 h 30 jeu. : Franck Ash Blues Band : 22 h 30 ven.; Gluesmenlacs : 22 h 30 sam.; House Band : 22 h 30 dim.; Brooklyn : 22 h 30 km.; Layla & the Dominoss: 22 h 30 mer. GENERAL LA FAYETTE (47-70-59-08).

GÉNÉRAL LA FAYETTE (47-70-59-08). Paris Swing Tho: 22 h jeu. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle: Jusqu'eu 7 mai 1993, 21 h ven.; Trio New Orleans: 21 h sam. JAZ2 CLUS LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). J. J. Victoria: Jusqu'au 5 mai 1993, 22 h 30 mar.; Tramaine Hemkins: Jusqu'eu 15 mai 1993, 22 h 30 jeu., ven., sam., lun., mar.; Boto et Novos Tempos; 22 h 30 cm., LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53). Stardust Big Band: 22 h 30 mar., jeu.; Anne Ducros Quartet: 22 h 30 van., sam.; Chantage: 22 h 30 mar. 22 h 30 mar.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Indians: LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jeen-Pierre Gélineau Trio : 21 h jeu. ; Michel Mandignan Clarinette Connection: 21 h ven.; Philippe de Preissec Group: 21 h sant., mar.; Fabrice Eulry: 21 h lun.

LE MONTANA (45-48-93-08), Philippe Lucas Quartet: 22 h 30 mer., Jeu.; Roxene Quartet: 22 h 30 ver., sam.; Alain Bouchet Quartet : 22 h 30 lun., mar. MONTGOLFIER (40-60-30-30), Domini-

MONTGOLFIER (40-60-30-30), Dominique Bertrand: 22 h 30 mer.; François Penaud: 22 h 30 jeu., ven., sam.; Stéphans Guérauit: 22 h 30 lun., mar. NEW MOON (48-95-92-33). Persona non grata: 20 h 30 mer.; L'Ordonance de l'albatros: 20 h 30 jeu.; Shitbone: 23 h ven.; Chessan Roots Band: 23 h sam.; Lee Portuguaises ensablées: 20 h 30 mer.

NEW MORNING (45-23-51-41). Dave NEW MORNING (45-23-51-41). Dave Liebman: 21 h mer. Saxophone, Vic Juris (guitare), Phil Markowitz (claviers), Tony Marino (basse), Jamey Haddad (batterie, percussions); Paul Moltan Electric Beebop Band: 21 h jeu.; Archie Shepp Quartet: 21 h sam.; Jason Rabello: 21 h mer.; Pierre Blanchard Group: 21 h mer.; Les McCann and his Magic Band: 21 h ven.

LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Georges Locatelli: 21 h mer., jeu.; LE NOUVEAU CAFE (43-21-85-29).
Georges Locatelli : 21 h mer., jeu.;
Georges Makinto : 21 h wen., sam.
PASSAGE DU NORD-OUEST
(47-70-81-47). Les Innocents : 22 h
mer., jeu., ven., sam.; Capitain
Sensible : 22 h mar.
PETIT JOURNAL MONTPARNASSE
(43-21-58-70). Les Etoiles : 21 h 30
mer., jeu.; Dixie Stompers : 21 h 30
ven.; Bocquel Cormection : 21 h 30
sam.; Danny Brillant : 21 h 30 mar.

sam.; Danny Brillent : 21 h 30 mar. PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-28-59). Triocolas: 21 h 30 mer.; Five O'Clock Jazz Bend: 21 h 30 jeu.; Southern Stompers: 21 h 30 van.; Storyville: 21 h 30 sam.; Cuerté plus: 21 h 30 mer. PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Ofi-vier Human Trio: 22 h 45 mer. Ribi

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36). Ofivier Hutman Trio: 22 h 45 mer.; Bibl Louison, Lionel Belmondo, Alby Cullaz: 22 h 45 jeu., ven., sam. Plano, sexophone, contrebasse, Simon Goubert (batterie); Emmanuel Sourdeix, Olivier Rivsux: 22 h 45 mer. Plano, contrebasse, Christophe Marguet (batterie); REX CLU6 (45-06-83-89). Fudga Turnel: 23 h 30 mer. Solrée Metallic Jungle; Adorable: 23 h ven. Soirée Planete Rock.

nete Rock. SHEHERAZADE (48-74-41-68). Bon et Méchants : 20 h jeu. SLOW CLUB (42-33-84-30). Jive Cats : SLOW CLUB (42-33-84-30). Jive Cats: 21 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Betty and the Bop's: 21 h 30 mer. SUNSET (40-26-46-60). Mi Sud: 22 h 30 mer.; Nelson Veras & Jeff Gardner Cuartet: 22 h 30 jeu., ven., sam.; Gueude Gang: 22 h 30 dim.; Fierre Minvielle Quartet; 22 h 30 mer. THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Richard Witczak et ses Tziganes: 22 h 30 jeu., ven., sam. Tziganes : 22 h 30 jeu., ven., sem. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-81-15). Trio Vienne Express : jusqu'au 16 mei 1993. 19 h 30 mer... jeu., ven., sam., mar. ; 14 h dim. TONIC HOTEL JAZZ CLU6 (40-19-04-05). Flore : 22 h mar. UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-79-66). Luc Bertin : 22 h mer.; Stylix : 22 h jeu. ; Chris Lancry : 22 h ven. ; Turn Around : 22 h sam. ; Jean-Jacques Miltau & Friends : 22 h mer. ; Chris & Azad : 1 h sam. Azad : 1 h sam. LA VILLA (43-26-60-00). Michel Benita Cuartet: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Peter Osborne Cuartet: 22 h 30 km.; François Theberge Group: 22 h 30 mer. ZÉNITH (42-08-60-00). Bon Jovi: 20 h

Périphérie

BOULOGNE-BILLANCOURT. LE JEAN-BAPTISTE. Liz McComb: 20 h 30 mar. Dans le cadre du Festival de jazz de. 6 OULOGNE-BILLANCOURT. TB6 46-03-60-44). Marc Duret Querter, John Abercrombie Trio: 20 h 30 mer. Dens le cadre du Festival de jazz de Boulogne-Bitencourt; Jose Bosco, Egberto Gismanti Group: 20 h 30 jeu. Dans le cadre du Festival de jazz de Boulogne-Bitencourt; Quertet Icarius, Al di Meola World Sinfo-in: 20 h 30 den Dans le cadre du Festival. Chierret Icanus, Al di Meota Ward Smo-nia: 20 h 30 dim. Dens le cadre du Feeti-val de jazz de Boulogne-Billancourt. CHESSY. MANHATTAN JAZZ CLUB (60-45-75-16). Michel Sardeby Trio ;

21 h mer., jeu., ven., sem., dim. ; Bud Shenk Quartet : 21 h km., mer. CRÉTEIL. CAFÉ-THÉATRE L'UNION (43-39-01-14). Duo Peyiet-Cuniot : 21 h 45 mer., jeu. MASSY. CENTRE PAUL-BAILLIART (69-20-57-04). Angélique Kidjo : 21 h

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS MONTREUIL INSTANTS CHAVIRES (42-87-25-91). Jam Session: 21 h mer.: Daniel Beaussier Sextet: 21 h jeu.; Derek Baßey, Noël Akchote, Daumk Lazro: 21 h mer. Gultare, saxophone. Yves Robert, Thierry Madiot (trombone). RAMSOUILLET. L'USINE A CHAPEAUX CAFÉ CLUS (30-88-89-05).

Yellow Moon: 21 h sam.
RUEIL-MALMAISON. CENTRE
CULTUREL EDMOND-ROSTAND
(47-51-85-45). Toxiculou: 20 h 45 ven.
RUEIL-MALMAISON. THÉATRE DE
VERDURE (47-32-24-42). Dee Dee BridDEWERE: 20 h 45 mar. gewater: 20 h 45 mar. SAVIGNY-LE-TEMPLE. MPT JACleff Quartet: 21 h 30 ven. VERSAILLES, TRIANON PALACE (30-84-38-45), Manu Jazz Potes; 22 h jeu.; Trio Jazz Elysée; 22 h mar.

CHANSON

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Achilla Coat : 20 h 30 mer.; Carolina Chivá : 20 h 30 jeu.; Alein Bellone : 20 h 30 ven.; Camille Morgane : 20 h 30 sem.; Médoc : 20 h 30 dim.; Didier Carret : 15 h 30 dim.; Moline Eri-chson : 20 h 30 km.; Franck Dribeut : 20 h 30 mer. 20 h 30 mar. BAISER SALE (42-33-37-71), Bernard

BAISER SALE (42-33-37-71). Bemard Granger ; juequ'eu 28 mai 1993. 19 h 30 mar., jeu., ven., kat., mar. BATEAU-THÉATRE (40-51-84-53). Paris accords et à crie ; jusqu'au 30 mai 1993. 21 h mer., jeu., ven., sam. ; 17 h dim. ; Jacouture ; 20 h 30 km. CASINO DE PARIS (48-95-98-99). Jaco-

ques Duronc : jusqu'au 5 juin 1993. 20 h 30 mar. CAVEAU DES OUBLIETTES [43-54-94-97]. Cabaret de la chanson française : 21 h mer., jeu., ven., sam., km., mer. Chansons à la carte tous les soirs. GYMNASE

(42-46-79-79). Catherine Lara: jusqu'est 22 mai 1993. 20 h 45 mer., jeu., ven., sam., mar. Le Romantique. Lydle Cellier (mise en scène). LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Eric Berouti : 21 h mer. OLYMPIA (47-42-25-49). Isabelle Aubret: 20 h 30 mer., Jeu., ven., sam.; 17 h dim.; Paco de Lucia : 20 h 30 lun. PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-81-47). Jean-Pierre Kalfon : 22 h

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), Sui-HOSEAU-THEATRE (42-71-30-20). Suivez c'qu'on fait : jusqu'au 29 mai 1993.
14 h 30 mer., jeu., ven., sam., km., mar.
D'après des chansons de Mireille et Jean
Noheln. Avec Ariane, Steeve de Paz, Sylvie Heymens, Marie-Line, Lou Volt, Bonbon (mise en scène).
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27).

sam, THEATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33), Gudrun Scherer : jus-qu'au 10 mai 1883, 20 h 30 jeu, ven., sam., lun. ; 18 h 30 dim. ; Anne qu'au 10 mai 1863, 20 n 30 jeur, ven., sam., lun.; 18 h 30 dim.; Anne Dubrey, Frédéric Deverio: 18 h jeur, ven., sam.; 15 h dim. Une voix, un accordéon. THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

(49-52-50-50), Paolo Conta : jusqu'au 23 mai 1993, 20 h 30 mer., sam., km.,

THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Les Oumènes de Bonnada: 21 h dim. TOURTOUR (48-87-82-48). Véronique Gain : jusqu'au 11 mai 1993. 22 h 15 mer., jeu., ven., sam., iun., mar. ; Goyes-cas : 17 h cim. ; 20 h 30 km.

Périphérie

CRÉTEIL. MAISON DES ARTS (49-80-18-88). Jean Giddoni : 20 h 30

FONTENAY-SOUS-BOIS. MAISON POUR TOUS (48-75-05-21). Give et l'Orchestre : 20 h 30 van. NOISY-LE-GRAND. ESPACE MICHEL-SIMON (49-31-02-02). Diane Duiresne:

BALLETS

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Compagnie S renversé : 20 h 30 mar. Choir. Tango avec un ou deux denseurs, Carle Foris (chor.). CAFÉ DE MADRIO (48-24-97-22). Soniqueta : 22 b 30 mar., jeu. Flamenco. Dans le cadre du Mois de l'Andalousie Le

menco. Dans le cadre du Mois de l'Anda-CENTRE GEORGES-POMPIDOU (44-76-13-15). Compagnie Castatiore: 20 h 30 mer., jeu., ven.; 18 h sam. 4-Log Volapük, Marcia Barcellos, Karl Blacult (chor.).

Cuedro de Carmen Giraldez : jusqu'au 29 mai 1993. 21 h 22 h 30 ven., sem. Fis-

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-53-93). Loic Touzé : 20 h jeu., ven., sam. La Confession des Bicherés, Loic Touzé (chor.) Fabienne Compet :

21 h 15 jeu., ven., sam. 00 aller? , Fabienne Compet (chor.). OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Ballet de l'Opéra de Paris : jusqu'au 5 mai 1993, 18 h 30 mar. Hommage à George Balanchine. Orchestre de l'Opéra de Paris, Jonether

Derlington (direction). Concerto berocco, Tzigane, le Fila prodigue, les Quatre Tempéraments, George Balanchine (chor.), musique de Bach, Ravel, Proko-PALAIS DES CONGRÈS (40-58-00-05). PALAIS DES CONGRÉS (40-58-00-06).
Académia internationale de danse:
20 h 30 jeu, Avec les étoiles de l'Opéra
de Paris, Ouverture, Isabelle Marty, Kouarea (chor.); Lapsue de temps, Laura
Parez Cabrero (chor.); Chopinlana,
Gopak, Nelly Kolinchaff (chor.); Feu et
Lumière, Mandy Rabin (chor.); Feu et
Lumière, Mandy Rabin (chor.); Golam,
Alain Marty (chor.); Feuillet d'automne,
Jiry Kyllan (chor.); Grand Pas, Twyla
Tharp (chor.), Au profit de SOS Drogue
International.

Périphérie

ANTONY. THÉATRE FIRMIN-GÉMIER (46-66-02-74). Compagnie Castatiore: 21 h mar. Aktualismus, Marcia Barcellos (chor.).

BEZONS. THÉATRE PAUL-ELUARD (39-82-20-88). Compagnie Jean-Fran-çoie Duroure: 21 h sam. Le Langage des ofseeux, Jean-François Duroure (chor.). LA COURNEUVE CENTRE JEAN-HOUOREMONT (48-36-11-44), San-tiago Sempere : 21 h ven. Don Quixote, petites et grandes morts, Santiago Sempere (chor.).

pere (ctor.).

NOISIEL. LA FERME OU BUISSON (64-62-77-77). Christien Bourigeoit, Ctaudio Bernardo ; 21 h jeu. L'Autoportrait de 1917, Christian Bourigauit (chor.) ; Reptus, Claudio Bernardo (chor.) Schmid-Pernette, Joso Fiedeiro, Angels Mergerit ; 21 h sem. Le Mur pelimpeeste, Andréas Schmid, Nathelie Pernette (chor.) ; Solo 12, Joso Fiedeiro (chor.) ; Corol Le, Angels Mergarit (chor.). Angels Margarit (chor.).

MUSIQUES DU MONDE

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Serge Tamas, Karim Malid: 20 h 30 von. Duo de guitares dimas Ostad Ferârrarz Nadjafi Teherani: 20 h 30 sam. Musique traditionnelle persanne Partho Serathy: 17 h 30 dim. Sarod. Musique classique de l'Inde du Nord Hiromu Handa: 20 h 30 lun. Koto. Musique du Japon. INSTITUT DU MONDE ARASE (40-51-38-38). Ensemble des femmes d'Azerbaidjan : 21 h ven., sam. Musique et chants traditionnels. MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-30). Famoudou Konaté et son

ensemble : 20 h 30 mer., jou., ven. ; 17 h dim. Tambours des Malinké, musi-

1.5

rata 🚁 .

1111

PARIS EN VISITES

MARDI 4 MAI

«Les passages couverts du Sentier où se réalise le mode féminine. Exo-tisme et dépaysement e-saurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

«L'Tie Saint-Louis pas à pas. Da l'hôtel de Lauzun à l'hôtel Lambert en pessant par l'hôtel Chenizot», 11 h 15, 14 h 30 et 17 h 45, métro Pont-Marie (Commaissance d'ici et d'ailleurs).

«Gulmard à Auteuil avec visite inté-rlaure de l'hôtel Mezzara. Le Castel Béranger. Une chepelle moderne, chef-d'œuvra de Le Maresquier.», 14 h 30, métro Jasmin (P.-Y. Jasiet). «Les salons de l'hôtel Gouthière et son quartier», 14 h 30, 6, rue P.-Bul-let (M= Cazes).

« Hotels et jardins du sud du Mareis. Piace des Voeges», 14 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Le chinetown du treizième arron-disagment et ses sanctuaires boud-disques», 14 h 30, porte de Cholsy, devant le BNP (C. Merle).

«Rodin et Camille Claudel en l'hôtel Biron», 14 h 30, 77, rue de Varenne, devant le portail (Connaissance de Paris).

« Du Suisson Saint-Louie au bes Belleville », 14 h 45, métro Goncourt (V. de Langlade).

« La Bibliothèque netionale, ou l'his-toire d'une vénérabla institution qui na cesse de grandir » (limité à vingt-cinq personnee), 15 heures, 56, ru-de fachelleu (Monuments historiques).

« Sept des plus vieilles maleons de Paris ». 15 teures, devant la mairle, place Baudoyer (Paris autrefols). « Le cinquième errondissement : de l'insolite autour des murs de Philiope Auguste », 15 heures, métro Mau-bert-Mutualité, sortie rue des Carmes (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Aquarius, 54, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, 20 h 30 : «L'éternité, la monda et l'homme». Entrée fibre (Rose-Croix d'or).

Denxième axe prinritaire du

enmité intérimaire : la surveil-

lance des politiques économiques

et des politiques de change

menée par les Etats-membres. Le

FMl, dunt les responsables

aiment à rappeler qu'il est

devenu une institution à voca-

tinn universeile, a reçu pour mis-

sion d'accroître son rôle de sur-veillance, afin de « résoudre au

plus vite les problèmes qui ris-

quent de créer des tensions au sein de l'économie mondiale et

une facheuse instabilité des toux

de change ». Sept mais après la

erise munétaire de l'autumne,

plusieurs institutions ant désor-

mais analysé les turbulences sur

les marebés des ebanges, et

publié lenr diagnostic, plus ou mnins similaire. An mument où

le groupe de Dix discutait de son

propre rapport, le comité de Bâle, auteur du fameux « ratin

Cooke» qui détermine le niveau

des funds propres des banques, se

prononçait en faveur d'un renfor-

cement de ces fnods pour les

preanismes très actifs sur le mar-

ché des changes. Commentant le

rapport du groupe des Dix, le

ministre français de l'économie,

Edmund Alphandéry, a déclaré

que des règles prudentielles devralent également s'appliquer

aux établissements noo bancaires

(1) - Le groupe des Dix comprend en fait onze membres: l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Soède et la Suisse. Il apporte occasionnellement, à travers les ceconds ornéceux d'entremats, des res-

accords généraux d'emprunts, des res-sources à certains membres du FML

FRANÇOISE LAZARE

sents sur les marchés.

Mobilisation textile

3. re.

PRAND, ESPACE MICH.

DE PARIS

OF Tago Remosi

For Tago Res on on

Late loss choul

WIEWSH GISCAR IC

STATED RESIDENT

DEGREES-POMPIDOS

TERMATIONALE

.to '2. The

THE REAL PROPERTY.

ENERGY TOTAL

1. 11. 22. gr 484

AND ELE

- राज्यस्य स्वर्धाः

AT A STATE OF THE STATE OF THE

- An et Cher B Tar

er en come los los

in the state of th

Pariphen

בינים בריים

THE PARTY NAMED IN

S. C. T. C. LACES FALLERS 7 1863 H

The last car.

COLUMN TERMENT

24 38 M Sec. 10 202

A THE REPORT OF PERSON

torial b

MUSIQUES DU MONDE

MUSICALIST SECTION OF THE SECTION OF

Manual Ma

TES TO METERS AND METE

A section of the sect

THE DE TE ATEM

THE PLANTER

Lutter contre la concurrence déloyate, la contrefaçon et le « dumping » social. Obtenir un accord «équilibré» sur le GATT. Doter le Communauté européenne d'une véritable politique commerciale. Décidées à se faire entendre, les industries du textile et de l'habillement ont décidé d'en appeler à l'opinion. Par voie de presse pour la première, qui fance, début mai, une campagne publicitaire dans les quotidiens nationaux. Par le canal d'une manifestation de rue, le 14 mai, pour les professionnels de la confection : démarche inhabituelle où l'on voit les patrons prier leurs salariés de venir battre le pavé parisien à leurs côtés. Les syndicats n'ont quère apprécié, qui n'ont pas repris le mot d'ordre à leur compte. Quand ils n'ont pas. comma la CFDT, dénoncé par tract une initiative patronale darrière laquelle pourrait s'en cacher d'autres, comma la recherche d'une plus grande « flexibilité du travail » par · exemple, li n'empêche, Les temps sont favorables aux initiatives, même désordonnées, même

concurrentes, des deux fédérations patronales. Longtemps négligés par les pouvoirs publics au profit des secteurs considérés comme « stratégiques » comme l'électronique ou l'Informatique, les professionnels du textile et de l'habillement ont retrouvé une écoute plus attentive. Menacant de fédérer autour d'elles d'autres industries manufacturières, ils avalent déjà contraint le CNPF à amender sa position libre-échangiste sur la GATT. Auteur d'un e plan textile » lorsqu'il était ministre de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn ne leur avait pas mesuré son soutien. Son

successeur. Gérard Longuet, lui emboîta le pas, qui affirmait des vendredi 30 avril dans le Nouvel Economiste : «Les emplois · supprimés dans la chaussure ou le textile ne se remplacent pas. » Entre-temps, en effet, le désastre de l'emploi est passé par là. Avec plus de trois millions de chômeurs et des licenciements économiques en hausse régulière, la France peut-elle continuer à dédaigner. des industries - un peu vite qualifiées de traditionnelles, quand le montant total des investissements du textile et de l'habillement e'est élevé, l'an dernier, à 50 milliards de francs chez les Douze - et qui amploient directement et indirectement sept cent cinquante mille salariés dans le pays et cinq millions dans la Communauté. A l'heure où la France redécouvre la rôle des petites et moyennes industries dans le défense et le développement de l'emploi, pent-elle encore accepter que

les effectifs des industries du

fondent de dix mille à quinze

PIERRE-ANGEL GAY

textile et de l'habillement

millie postes par an?

U Hervé Novelli charge d'une mis-sion de réflexion sur les PME par MM. Madelin et Longuet. ~ Gérard Longuet, mioistre de l'in-dustrie, des PTT et du commerce extérieur, et Alain Madelin, minis-tre des entreprises, ont chargé Hervé Nuvelli, député UDF-PR d'Indre-et-Loire, d'une mission de réflexioo axée notamment sur les moyens de erecr des emplnis au sein des PME. M. Novelli, qui dirige une petite entreprise familiale de vingt-deux saiariés en Touraine, « devra contribuer à l'action el à la ruflexion des pouvoirs publics sur le développement écono-mique local, et en particulier sur le potentiel des petites et mayennes entreprises en matière de création d'emplois». M. Novelli, ancien secrétaire général du PR chargé de l'organisation, devra aussi a proposer des mesures pour favoriser le parienariat entre grandes et petites entreprises, notamment en matière de technologie et d'innovation ».

La fin des réunions de Washington

La Grande-Bretagne souhaite vendre une partie de l'or du FMI

Les réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale se sont achevées, samedi 1« mai à Washington, Le groupe des Dix (1) s examiné un rapport sur les marchés des changes, à la suite de la crise monétaire européenne de sep-tembre, il e souligné le rôle cru-ciel des taux d'intérêt dans des systèmes de changes fixes mais ajouttables, tels que le SME, et préconisé un renforcement de la coordination des politiques économiques. Ce thème était également au centre du comité intérimaire du FMI, l'instance politique qui réunissait les ministres des finances des 177 pays membres du Fonds.

WASHINGTON

de notre envoyée spéciale Norman Lamont a-t-il voulu se venger de George Soros? La questioo, mi-sérieuse, mi-ironique, était sur les lèvres de com-breux responsables présents à Washington vendredi 30 avril. A l'occasion du comité intérimaire du FMI, le chancelier de l'Echiquier britannique a en effet pro-posé que le Funds vende une parpose que le runds vende une par-tie de ses stocks d'or, afin de regarnir l'eoveloppe consacrée par l'institution ao financement des pays les plus pauvres. Immé-diatement, les cours de l'or ont baissé sur les marchés; car si, comme le suggère M. Lamont, le FMI met sur le marché 10 % environ de ses réserves d'or, soit 10 à 15 millions d'onces, les cours du métal fio en souffriront

très certainement. Or George Soros, célébrissime onerir une mioe d'or. Il risquerait ainsi de perdre une partie des gains empochés lors de la dévaluation de la livre sterling, le 16 septembre dernier, contre laquelle if avait massivement spéculé, au graod dam des antori-tes britanniques.

L'idée que le FM1 puisse vendre une partie de ses réserves d'or, déplait profundément à Michel Camdessus, directeur général du Fonds : « la furce de cette institution, c'est sur or », a-t-il déclaré vendredi lurs d'une ennférence de presse, ajoutant que « nous vivons une époque dif-ficile et persunne ne peut dire ce que le début du siècle prochain nous apportera ». Catégorique à l'enenutre de la proposition de M. Lamont – même si dans le passé, le FMl s'est déjà séparé d'une partie de soo or - M. Cam-

dessus oégocie toujunts puur dessus oégocie toujunrs puur nbtenir l'autorisation d'émettre des droits de tirage spéciaux (DTS), la monnaic émise par le FMI (le Monde du 29 avril). Le directeur général n'exclut pas de réussir à convaincre les responsables allemands et américains, opposés à une telle démarche, et de faire approuver l'allocation lors de l'assemblée de septembre. L'allocation ne viserait pas à ren-L'allocation ne viserait pas à renflouer une enveloppe particulièr du FML comme le ferait la vente d'or, mais permettrait d'augmenter les réserves de change de tous les membres. An sujet de l'enveloppe pour les pays pauvres (qui prendrs le relais de la facilité d'ajustement structurel renforcée) le FMl est toujours à la recherebe de finaceements, et attend des propositions de la part de son conseil d'administration avant la fin de l'année.

Le découragement des pays en développement

La recberche d'argent frais, à laquelle se livre le FMI pour lui-même comme pour ses membres, témoigne des difficultés économiques de l'époque, et de l'exteo-sinn des missions do Fonds. Cette année, le comité intéri-Cette année, le comité intéri-maire à tenu, pour la première fois, à publier une déclaratioo solennelle affirmant la volonté de trus les Etats, industriels, en développement, ou en transition vers l'économie de marché, de coopérer pour faire face aux « graves difficultés que laisse pré-sager à t'heure actuelle la fai-blesse générale de l'activité écono-mique ». Faut-il v voir un signal mique». Faut-il y voir un signal adressé ao groupe des Sept, réuni jeudi 29 avril à Washington, lui rappelant qu'il o'est pas le senl maître de l'activité moodiale? En tout cas, le comité iotérimaire a placé au sommet de la liste de ses priorités - contrairement aux Sept - la oécessité de conclure le plus rapidement possible la négociatinn de l'Uruguay Round.

. Un thèma également cher an enmité du développement, com-muo au FMI et à la Banque mondiale. e il est normal que les pays en développement se sentent découragés », a déclaré le prési-dent de la Banque mundiale, Lewis Preston, faisant allusion é l'attitude plus un moins protec-tionniste des pays industriels. Les exportations de bananes vers la Communanté européenne sont plus importantes pour l'Améri-que centrale que l'ensemble de l'aide ioternatinnale qu'elle reçuit, a pour sa part rappelé Ricardo Hausmann, ministre du plan du Venezuela et président cette année du comité du développement

Les économistes redoutent une hausse des prix incontrôlable en Russie

prochainament 1,5 militard da dollars (8 milliards de francs) de crédits octroyés par le FMI dans la cadre d'un nuuveau programme d'side. Prurtant, las économistea du Fonds monétaira international ne peignent pas un portrait flatteur de la situation économique de la Russie. Lors d'une rencontre evac la presse, organisée en milieu de semaine dernière à Washington, Emesto Hemandaz-Cata, directeur adjoint de la direction qui au FMI chapeaute lea pays de l'ex-URSS ~ désormais tous membres du Fonds - a indiqué que « des taux d'inflation mensuels de 20 % à 25 % par mois ne sont pas tenables». De tels taux sont pourtant enregistrés an Russia depuis pluaieurs

Selon M. Hernandez-Cata, «la tâche prioritaire des autorités russes est de contenir l'inflation ». Saconde plaia qui empêche touta réforma économique : le ctossé immense » qui existe entra l'Inflation, largement supérieure à 1 000 % par an, et les taux d'Intérêt, qui s'élèvent à 100 % à pains. La conséquence en est une fuita de capitaux massive, généralement estimée à plus de 10 milliards de dollars par an, et une accélération de la chute du rouble.

La solution ne peut sa trouver, expliqua Emesto Hernandez-Cara, que dans un assainis-

sement des comptes de l'Etat. Côté dépenses, la responsable du Fands préennise un strict contrôla des crédits et une diminution des subventions et, côté racettes, la disparition des examptinna fiscales ainsi qua l'Introduction d'una taxe sur l'énergie.

Qual qu'il en soit, la FMi et las rasponsables russes devraient se mettre d'accord au cours des prochaines semaines sur les abjactifs économiquas qui conditionnent la déblocage rapide de la première tranche de crédit du Fonds. Moscou, aelon certaines sources, s'angagerait an particulier à ramener son déficit budgétaire à 5 % de son PNB (produit national brut), alors qu'u a atteint 20 % l'an dernier.

Ce faisant, le FMI, poussé il est vrai par les pays industriels. prend des risques. En dépit de la situation économique confuse qui règne en Russie, il s'apprête an effet à accorder à Moscou une aide sur la base de critères moins stricts ou'à l'ordinaira et dotés de conditions da remboursement plus souplea. Lee pays an développement, réunia au sein du groupe des 24, ont d'ailleurs exprimé leurs réserves à l'égard de cette nouvelle facilité réservée à l'Est.

La réforme de la Banque de France

Les neuf membres du «conseil de la politique monétaire» seront nommés par le gouvernement

Transmis mercredi 28 avril an Conseil d'Etat, le projet de lui relatif à la réforme de la Banque de France contient des disposi-tinns qui ne devraient pas man-quer de provoquer de vifs débats au Parlement. L'objectif de cette réforme est, comme l'avait indi-qué le ministre de l'économie, Edmond Alpbandéry, de « confier la gestion de la politique moné-taire à une autorité qui l'assumera en pleine indépendance » (le Munde du 24 avril). C'est dunc naturellement sur la composition et le mode de désignation de cette autorité, appelée « conseil de la politique monétaire», que repose la clé de cette indépendance.

> Un collège de six renouvelé par tiers

Dans son état actuel, le projet de lui prévoit un dispositif com-plexe. Nouvelle instance de pouvnir, le « conseil de la politique monétaire » sera composé de neuf membres: un gnuveroeur, deux snns-gnuverneurs et six autres personnalités. Tous seront nommés par le gnuvernement mais selon des procédures et pour des durées différentes. Le gouverneur et les deux snus-gouverneurs seront nommés directement par le genvernemeet pour un mandat irrévocable d'une durée de six ans, un mandat qui sera renouve-lable.

La désignation des six autres personnalités sera plus diversi-tiée : les présidents d'institutions non politiques (notamment du Conseil d'Etat, de la Cour de cas-sation, de la Cour des comptes et du Cnoseil économique et social) seront chargés d'établir, ensemble, une liste de ooms, le nombre de personnalités présentées devant être supérieur au numbre de postes à attribuer. Le guyvernement ehnisira dans cette liste les membres du ennseil. Dans cer-tains cas, précisés par la lni, les persunnalités nummées devront abandonner leurs activités professinunelles (les ehels d'entreprise nntamment). Leur mandat, irrévocable également, sera d'une durée de neuf ans. Ce collège de six sera renouvelé par tiers taus les trois ans. Les premières nami-nations se feront done pour des périodes de trois, six et neuf ans.

Ce conseil de neuf membres déterminera et mènera en tuute indépendance la politique mnnétaire - la gestinn des taux d'intérêt, de la masse monétaire et des réserves obligatoires. Com-plété par deux persunnalités, ce conseil deviendra le conseil géné-ral de la Banque de France, son conseil d'administration en fait. Les deux membres sapplémeotaires seront uo élu représentant les personneis de la Banque et un représentant de l'Etat, le censeur. C'est ce cooseil qui gèrera l'insti-tution Banque de France, soo personnel et ses activités non moné-

ERIK IZRAELEWICZ

□ La FNSEA a éla son Bouvean bureau. - Le conseil d'administra-tloo de la FNSEA (Fédératloo oationale des syndicats d'exploitaots agricoles) a élu, mercredi 28 avril, son nouveau bureau. Luc Guyau a été réélu président de la Fédération. Gérard Lapie, qui était secrétaire général adjoiot, devient secrétaire général, et Michel Tesseydou, secrétaire général adjoiot.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

RÉSULTAT NET CONSOLIDE 1992 : + 17 %

l'exercice 1992.

Malgrè un environnement économique difficile, le Groupe CBC a maintenu son activité en 1992. Le chiffre d'affaires consolide s'établit à 6,634 milliards de francs, contre 6,584 milliards de francs l'année précèdente. Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève à 118 millions de francs, en hausse de 17 % par rapport à 1991.

Chiffre d'affaires par secteur (en milions de francs)	1992	199
Construction France CEE Export Immobilier et Diversification	3 749 785 569 1 531	3 427 1 073 807 1 283
Total	6 634	6 584

Construction France. 1992 a constitué une nouvelle fois une année satisfaisante, les entreprises du Groupe ayant su maintenir un bon niveau d'activité et de résultat. Le Groupe a renforcé sa présence dans la région Rhone-Alpes, à la suite de l'acquisition de la société Enbatra à Grenoble.

Filiales CEE. Après la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, l'année 1992 a été marquée par l'acquisition de la société allemande Brüggemann dont les résultats ne seront intégrés dans les comptes consolidés qu'en 1993. En ce qui concerne le Portugal, CBC s'est désengage de son activité construction pour se consacrer essentiellement 31 décembre 1991. à la promotion immobilière.

Export. Traditionnellement implanté dans les Dividende pays d'Europe Centrale, le Groupe CBC a élargi li sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire. Nouvelle-Calédonie : la réalisation clé en main mis en paiement à partir du 21 juin 1993.

Le Conseil d'Administration, réuni le 26 avril d'un complexe hôtelier qui sera exploité sous 1993, sous la présidence de Monsieur l'enseigne Méridien. Début 1993, une autre Gilbert Simonet, a arrêté les comptes de grande opération a été traitée au Luxembourg: la construction de l'extension du siège de la Banque Européenne d'Investissement.

> Immobilier et diversification. Face à la crise aigue que connaît la promotion immobilière, le Groupe CBC est resté fidèle à sa politique de rigueur et de prudence. Le niveau des stocks au 31 décembre 1992 s'élève à 1,212 milliard de francs, contre 1,457 milliard de francs l'exercice précédent.

(en millions de francs)	1992	1991
Résultat courant ly compris quote-part des sociétés mises en équivalence)	226	240
Résultat exceptionnel Amortissements écarts d'acquisition Participation des salariés	(53) (20) (17)	(30)
Impôts sur les bénéfices Résultat net consolidé	(23) 113	(62) 103
Résultat net part du Groupe	118	101

La société mère CBC dégage, pour sa part, un bénéfice de 126,3 millions de francs contre 110,5 millions de francs en 1991 (+14 %).

Perspectives 1993

En 1993, l'activité devrait rester au niveau de celle de 1992 le carnet de commandes étant du même ordre que celui de l'exercice précédent : 6,1 milliards de francs au 31 décembre 1992 contre 6,2 milliards de francs au

son champ d'investigation en 1992. Traitée par qui se tiendra le 17 juin 1993, le versement d'un le département Export, une opération importante dividende global de 20,25 francs par action, a été mise en vigueur à la fin de l'année en dont 6,75 francs d'avoir fiscal. Ce dividende sera

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE. CE SONT LES HOMMES.

représentants des sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FEN, FO, FGAF), a annoncé que les 4,5 millions d'agents de la fonctioo publique ne bénéficieroot d'aucune nouvelle mesure d'aug-mentation générale en 1993. En revanche, le premier ministre a précisé que les engagements pris par ses prédécesseurs concernant la mise en œuvre du « protocole Durafour» (réforme de la grille de classification des fonctionnaires) et des « accords Jospin» (revalorisation des enseignants) seraient inté-gralement tenus. Les einq fédérations signataires du protocole Durafour, qui lors de leurs pre-miers entretiens bilatéraux avec André Rossinot, ministre de la fonction publique, avaient mis eo garde le gouvernement contre toute eotorse au calendrier de ces accords pluriannuels, ont donc été entendus. L'entrée en vigueur des mesures prévues par ces accords au titre de 1993 devrait, selon les estimatioos budgétaires, coûter 3,2

Le gel des traitements de la fonc-tion publique, qu'Edouard Balladur

SOCIAL

Edouard Balladur, qui recevait justifie par la situation économique lundi 3 mai à l'hôtel Matignon les de la France, a suscité une décende la France, a suscité une décep-tion parmi toutes les fédérations de fonctionnaires. « Nous n'échange-rons pas l'application du protocole Durojour contre lo non-augmenta-tion des fonctionnaires », a indiqué Roland Gaillard (secrétaire géoéral de FO) qui a comme les représeo-tants de la CGT, d'ores et déjà appelé ses adhérents à se mobiliser. «L'Etot ne peut pas reprendre d'une main ce qu'il donne de l'outre », a pour sa part indiqué Michel Agostini secrétaire de la fédération CFDT en estimant que les fooctioooaires ne devaient pas être

pénalisés deux fois, eo qualité de salariés et en tant que citoyens. M. André Rossinot, qui assistait à cette rencontre de même que Nicolas Sarkozy, ministre du budget, Philippe Douste-Blazy, ministre de la santé, Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, a laissé entendre que le gouvernement serait toutefois « amené à engager des négociations salariales sur 1994 et 1995 ». M. Edouard Balladur a d'ores et déjà accepté de revoir les fédératioos de fooctioopaires à l'automoe, pour en discuter.

journées de chômage partiel indemnisables a été multiplié par

En 1992, 277 000 logements ont été mis en chantier, chiffre le plus bas depuis quarante ans avec un

repli plus margoé (-14 %) dans la

maisoo iodividuelle que dans les

logements collectifs (-4 %). La crise est plus durement ressentie en

fle-de-France (- 22 %) et dans la

Chute du bâtiment en 1992

plus de trois.

Pour la première fois depuis sept ans, le bâtimeot et les travaux publics ont vu eo 1992 leur acti-vité baisser en volume: -1,4 % à 814 milliards de francs, seloo les ebiffres pobliés dans le dernier numéro d'INSEE première. Ce recul intervient après deux années de faible croissance: + 1,6 % en 1990 et + 0,2 % eo 1991. Les conséquences sur l'emploi soot lourdes : près de 60 000 oot été perdus eo 1992 et le combre de

région Rhôce-Alpes (-25 %). En conséqueuce, la production de logements neufs baisse pour la deoxième aooée coosécutive : -5 % après -4 % en 1991. La tendance s'est poursuivie au premier trimestre, selon les dernières statistiques du ministère : à la fin mars. les mises en chantier au cours des douze derniers mois s'établissaient à 264 100 (-15 %).

Le déficit de la RATP

a atteint 135 millions

de francs en 1992

La RATP a enregistré uo déficit

d'exploitation de 135 millions de

francs en 1992 contre une perte de 95 millions en 1991. Ce déficit repré-

sente 0,7 % du budget de la RATP (de l'ordre de 19 milliards de francs)

et résulte, selon la direction finan-

cière de l'entreprise, d'« une réduction conjoneurelle de l'activité, qui frappe

la RATP comme d'autres acteurs éco-

nomiques ». L'année 1992 s'est tra-

duite par uo recul des ventes de

Carte orange mensuelle de l'ordre de

3,5 %, alors que les abonnements

hebdomadaires et les ventes de billets

Le trafic a progressé de 1,8 % par rapport à 1991. Sur les trois premiers

ti Les perspectives de production

des chefs d'entreprise out cessé de se dégrader en avril - Les perspec-

tives persocoelles de production

se dégrader en avril, montre la der-

nière enquête de l'INSEE. Les pers-

pectives générales se sont, quant à

stocks de produits fiois soot tou-

jours jugés supérieurs à la normale et les carnets de commandes res-

tent à un oiveau particulièrement

La célébration du 1ª mai

La CGT a rassemblé 15 000 personnes à Paris

Le seul défilé organisé le 1ª mai à Paris a rassemblé quelque quinze mille personnes samedi à l'appel de la CGT, entre la place de la République et l'Opéra. « La situation qui se développe dans le pays nous conduit à placer ce le mai résolument sous le signe de la solidarité, de la justice, de la défense des libertes et de la palx», a déclaré Louis Viannet, secrétaire général de la CGT. Des représentants d'organi-sations antiracistes (SOS-Racisme, MRAP) et des associations de tra-vailleurs immigrés s'étaient joints à la manifestation. Dans les régions, quelques rares manifestations oot

A Nancy, où la CFDT a organisé une journée de débats, en présence d'André Rossinot, maire (UDF) de la ville et ministre de la fonction blique, Nicole Notat, secrétaire générale de la coofédération, a patronat

Balladur «une confirmation nette et claire des accords qui ont été passès arec les gouvernements précèdents » sur l'évolution des classifications des fonctionnaires. « Si ces accords étaient remis en cause. Il y aurait là franchissement de la ligne jaune pour la CFDT ». « Les fonctionnaires, comme l'ensemble des Français mois, ni plus ni moins, seront astreints à des efforts et à des sacri-fices », a répondu M. Rossinot.

Eofin, Marc Blondel, leader de Force ouvrière, qui a profité du 1" mai pour dialoguer avec des jeuocs à l'Arche de la Défeuse, a également évoqué le sujet en réclamaot l'ouverture de négociations salariales dans la fonction publique et «à tous les niveaux» avec le

Selon la CISL

Deux cent soixante syndicalistes ont été assassinés en 1992

publie à l'occasioo do 1 mai, la Confédération internationale des syodicats libres (CISL) - qui regroupe 164 centrales daos 117 pays - indique que « 260 syndicalistes ont èté assassinés de par le monde » et que « 2 500 militants ont été arrêtés » en 1992.

« Défeodre les droits des travail-

leurs, c'est encore trop souvent ris-

quer sa vie, la torture, la prison, la persécution et la perte de son emploi », souligne la confédération. Selon elle, «plus de 40 000 travailleurs ont perdu leur emploi pour avoir revendique des améliorations de leurs conditions de travail » et e plusieurs multinutionales instollées dans des pays en voie de développement (Spie Botigoolles ou Lesotho, Daewoo uu Pakistan, Good-year en Coloinbie, Volskwagen au Brésil) se sont tristemeot illustrées par une attitude antisyndicale, voire carrèment répressive ». Au total, 87 pays sont évoqués dans le rapport « pour avoir, à des degrés divers, basoué les droits syndicaux fondamentoux reconnus dans les conventions internationales de l'OIT ». L'Afrique do Sud, la Birmanie, la Chine, la Colombie, le Salvador, le Guatemala, l'Iran, le Malawi, le Pérou, la Côte-d'Ivoire, Cuba et le Soudan apparaisseot une fois de plus comme des pays où il ne fait pas bon être syndica-liste. Alors que les régimes « durs »

d'Asie « n'ont guère réagi à la

vague de démocratisation qui a baluye d'autres continents ». la

CISL décocce la Serbie et le

Kosovo où « les sanctions interna-

tionales sont utilisées comme pré-

texte pour museler les arganisations indépendantes ». Quaot aux pays

industrialisés, ils ne sont pas au-

Dans son rapport annuel rendu dessus de tout soupçon. Ainsi, la ublie à l'occasioo do le mai, la CISL observe eune recrudescence d'attaques contre les droits syndicaux aux Etats-Unis, co Nouvelle-Zélande, en Grande-Bretagne et en Australie.

ÉTRANGER

هكذامن الإمل

Ancien président de l'American Stock Exchange

Arthur Levitt va être nommé à la tête de la commission boursière américaine

de notre correspondant

Le président Cliotoo a iodiqué, jeudi 29 avril, qu'il allait nommer dens les tout prochains jours Arthur Levitt, un ancien président de l'American Stock Exchange (la deuxième enceinte boursière aux Etats-Uois après le New York Stock Exchange pour les valeurs inscrites à la cote officielle) à la tête de la Securities & Exchange Commission (SEC), la commission boursière américaine. M. Levitt, dont la comication doit être confirmée par le Sénat, succédera alors à l'actuel président de la SEC, Richard Breeden, uo républicain nommé par George Bush et qui avait manifesté son intention de quitter, à la mi-avril, quelques mois avant la fin de son mandat, les fonctions qu'il aura exercées durant trois ans et demi.

M. Breeden était un avocat appelé d'abord à la Maison Blanche pour participer au «nettoyage» des caisses d'épargae en difficulté avant d'être nommé à la présidence de la SEC. M. Levitt, lui, est un bomme des marchés qui a fait toute sa carrière et sa fortune - à Wall Street. Agé de soixante-deux ans, il a été le cofon-dateur et l'un des dirigeants de la benque d'affaires Shearson Lehman Brothers, devenue récemment Smith Barney Shearson après avoir été cédée par American Express au groupe financier bâti par M. Sandy Weill, un transfuge d'Amex. Il a enauite assuré la présidence de l'American Stock Exchange de 1978 à 1989 avant de s'orienter vers l'édition en present notemment la direcà 1989 avant de s'orienter vers réci-tion en prenant notamment la direc-tion de Roll Call, un journal à succès consacré à l'activité du Congrès. En compagnie de Roger Altman, l'ancien responsable du groupe financier Bla-ckstone nommé par M. Chaton sux côtés de Lloyd Bentsen, nouveau

secrétaire au Trésor, M. Levitt a été un important collecteur de fonds à Wall Street pour la campagne du

Hissé à la tête d'un organisme employant 2 800 personnes, Arthur Levitt va sans doute se consacrer en priorité à l'ambitieux rapport Market 2000 commandé par son prédéces-seur et dont la publication devrait intervenir à l'antomne. Ce volumineux document est consacré à l'ave-nir des marchés de valeurs mobilières aux Etats-Unis et au meilleur moyen de les promouvoir face à la globalisation croissante des mouvements de capitaux dans le monde. Il comporte aussi un passage sur l'ouverture des marchés boursiers américains aux sociétés étrangères, un sujet sur lequel M. Levitt semble plus ouvert à la discussion que ue l'était son prédé-

L'éventuel renouvellement du mandat de Hiroshi Nakajima

Les méthodes du directeur général de l'OMS sont de plus en plus controversées

L'Assemblée mondiale de la santé doit se réunir à partir du 3 mei à Genève. Il y aera notamment question du renouveilement du mendat de directeur de l'OMS de Hiroshi Nakajime, une personnalité très controversés, en particulier par certains des principaux balleurs de fonds de l'organisation.

GENÈVE

de notre correspondante

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) traverse une crise grave : l'atmosphère au siège, selon' la plupart de ses fonctioonaires, devient franchement irrespirable. Les médias suisses répétent à l'envi que, pour se faire réélire par le Conseil exécutif de l'OMS, le 20 janvier dernier, le docteur Hiroshi Nakajima (Japoo) a commis des irrégularités sous des formes diverses, usant tour à tour de pressions et de largesses envers les membres du Conseil représeotant des pays pauvres. Les milieux diplomatiques ne se

mois de l'année, la RATP observe les mêmes lendances qu'en 1992. gênent pas pour affirmer que ce style de campagne électorale explique qu'il ait pu être réélu à soo poste - alors qu'il fait l'objet des critiques les plus sévères - par dixhuit voix contre treize au docteur des chefs d'entreprise ont cessé de Mohammed Abdelmoumène (Algérie), ex-directeur général adjoint de l'OMS. Ce qui s'explique moins, c'est que ce dernier o sit bénéficié, elles, légèrement améliorées. Les semble-t-il, d'aucune voix africaine. alors que sa candidature était officiellement sontenue par l'Afrique, qui compte sept représentants au Conseil exécutif.

non meublées

offres

MONTMARTRE. Vue sur rock Peris, 2 P., cuie. acriéne-

96e, s.d.bris, wc, impecc. 4 300 + ch. - 40-44-74-71

locations

meublées

demandes

PARIS PROMO

25, AV. NOCHE - 7500B FARS PR CLENTS DE HAUT NIVEAU APPARTS GRANDE CUALITÉ EN MEUBLE ET EN VIDE T. 45-63-25-60. FAX 45-61-10-20

Des diplomates occidentaux eo poste à Genève accusent froidement, en privé, le directeur général d'avoir acheté des voix et des abs-tentions et utilisé les fonds de tentioos et utilisé les toods de l'OMS pour sa campagne électorale. Uo haut responsable des services de santé américains, James
Sam, dont le pays est le plus gros
cootributeur aux activités de
l'OMS, est allé jusqu'à prier le docteur Nakajima de démissionner ou,
tout au moins, de licencier quelques-uns de ses proches collaborateurs.

> Une enquête · sur la gestion

en outre irrités par l'insistance avec laquelle le Japoo fait campagne en faveur du docteur Naka-jima, alors qu'oo lui reproche, eotre aotres, d'être personnelle-ment lié avec l'ancien criminel de guerre nippoo Ryoishi Sasakawa, un des gros donateurs de l'OMS doot la contribution était gérée avec d'autres par le docteur Kawaet de la coordination de l'organisa

Face à cette situation, le profes-seur Jean-François Girard (France), président du Couseil exécutif, a demaodé qu'une coquête soit cotreprise par un vérificateur da comptes externe, sur la gestion de l'OMS. L'enquête a été menée par le contrôleur général de Grande-Bretagne, Sir John Bourn (le Monde du 2 avril). Soo rapport porte priocipalement sur les eootrats signés par l'OMS entre juin et décembre 1992 (le semestre précédant l'élection).

Ces cootrats de fonction ou de mission temporaire oot presque doublé eo combre (soixante-cioq) et plus que triplé eo valeur (246 646 dollars) en comparaison avec la même période de 1991. La haute direction de l'OMS o'a donc pas tenu compte de l'avis exprimé en 1984 par le conseiller juridique de l'époque, Claude-Henri Vignes, selon qui, « d'un point de rue éthi-que, il ne serait pas souhaitable de recruter des membres du Conseil exécutif car cela serait incon avec leur statut».

> Vers une réduction des contributions

De sureroît, sur quarante-six contrats vérifiés en détail, le rapport refève six cas pour lesquels plusieurs des irrégularités suivantes ont été commises : examen insuffisant de l'éventuel intérêt de l'activité projetée; absence de prise en considération d'aotres candidatures, notamment au sein même de l'OMS, ce qui aurait constitué une économie substantielle: rédaction économie substantielle : rédaction inadéquate du cootrat; taux de rémunération one coutrôlé et absence de tout rapport ou compte rendu d'activité de la part du titulaire du contrat.

En termes mesurés mais sans équivoque, le vérificateor « exprime (sa) préoccupation de voir que l'OMS ne s'assure pas normalement, avont l'opprobation des contrats, que les projets proposés sont pleinement justifiés et dignes du soutien de l'OMS». Les six contrats comportant des irrégulari-tés étaient tous finances par des

fonds publics où privés d'origine japonaise doot l'utilisation et la répartition étaient soumises à l'autorisation du docteur Kawagushi, le directeur de la planification.

Pour calmer les esprits, le docteor Nakajima a fait savoir qu'il était prêt à se séparer de certains de ses proches collaborateurs, dont le docteur Kawagushi, et de procéder à certains changements. En fait de changements, une circulaire d'information datée du 16 avril annonce qu'il « va être créé une nouvelle division des affaires interinstitutions (INA) a dont le directeur sera... le docteur Kawagushi.

Cela o'est pas fait pour rassurer les goovernements des pays occi-dentanx qui songent à réduire leurs contributions ou même à les supprimer carrément au cas où l'Assemblée mondiale de la santé qui se réunit à Genève du 3 au 18 mai entérioerait l'élection du docteor Nakajima pour un oouveau mandat de cinq ans. Déjà, à l'issue d'une réunion tenve à Londres, les priocipaux dooateurs do programme sur le sida - la plus mportante activité de l'OMS, dont le budget se monte à 180 millions de dollars - ont envisagé de transférer leur participation au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à New-York. Il est fortement question aussi d'enlever à l'OMS les campagnes de vaccinatioo pour les confier à l'UNICEF. Des bureaux régionaux de l'OMS ne cachent pas d'autre part leur tentation de faire sécession afin de ne plus dépendre de son directeur général.

Si l'OMS était démantelée ou si elle voyait son budget se réduire sérieusement, et si les Etats-Unis, qui sont les plus déterminés en ce sens, se retirent (ils contribuent à cax sculs à plus du quart de ce budget), ce o'est pas sculement les quelque quatre mille six ecots employés de l'organisation qui co pătiront mais aussi et surtout les pays do tiers-monde, où un mil-liard et demi de personnes o'ont nas accès à des services de santé

ISABELLE VICHNIAC

Pologne: la Diète adopte la loi sur la privatisation. La Diète (Chambre basse du Parlemeot polonais) a adopté, vendredi 30 avril, le programme de « privatisation générale » soumis par le gouvernement. Selon cette version amendée - la première avait été rejetée par cette même Chambre, la privatisation se fera en deux étapes : dans un premier temps, les actions de près de deux cents entreprises seront offertes aux seuls pensionnes, retraités et fonction-naires. Les bénéficiaires de l'opération recevrout ainsi une compe tioo pour les augmeotatioos accordées depuie 1991 mais non versées. Ce n'est que dans un deuxième temps que seront privatisées les quatre cents autres entre-prises d'Etat sélectionnées pour ce programme, avec la participation de l'ensemble de la population polonaise, invitée à acquérir des actions à des cours préférentiels.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE bureaux locations

appartements ventes 4. arrdt 75004 Place des Vosges. 2 P. d'exception Refeit nf. Ter-resse. Ets d'époque. Flare. 1 450 000 F négoc. 46-20-53-95

ILE-SAINT-LOUIS
RARE A SAISIR
GD STUDIO DE CARACTÈRE
EXCEPTIONNEL
690 000 F. 48-74-46-12

14- arrdt PLAISANCE 2 P. IX conft. 4 dt rue et cour. 550 000, ARBOUEN 40-44-74-71

18 andt M- LAMARCK, 2 P 41 m²
Tr conft. 800 000 F
Iruno. MARCADET 42-\$1-51-51

Val-de-Marne NOGENT/BOIS Neuf. 3 P + bale Culme, a pardis: 1 298 000 F + park.

J.N. 40-89-00-08

appartements achats Locations Rech. URGENT 100 à 120 m² Paris. Préfère 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 18°, 4°, 9°. Pare compi chez notaire. 48-73-48-07 immobilier

RUE LA FAYETTE torn. p. de tate revalé. 5 lots de 100 à 210 m² 1 200 F le m² h.c. GLAD 42-63-53-53 information VOTRE SIÈGE SOCIAL VOUS VENDEZ DOMICILIATIONS postenet IV. on sent confort esservois I un professorral FINALIVI IO. MARCADET 42-51-51-51

locaux boxes - parking commerciaux

Ventes VINCENNES 5' RER 470 m² 4 500 000 Propriétaire : 42-80-30-15 PUE DU FO ST-HONORE Park. sous-sol, 230 000 F SOMOGER: 48-21-15-83.

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS Renseignements Tél.: 46-62-75-13

propriétés VENO CAUSE SUCCESSION MONTARGIS & 80 mm Paris
Direct Ad et gare SNOT,
Orde forth Sptendide
COMPS DE FERMÉ, caracter
400 mm BATIS, perfeit état,
8 F., cheminés, grange, alexa-TERRAIN 5 HA Prox total 590 000 F. Crédit 100 %. Taux 8,95 % Rembours, comme un toya constant. Tél. 24 h/24 : (16) 38-85-22-82

La crise de la presse écrite

M. Carignon annonce un fonds de soutien aux journaux

Le ministre de la communica-tinn, Alain Carignon, a affirmé, vendredi 30 avril, après un entre-tien nvec le premier ministre, Edouard Balladur, que le gouverne-ment veut aider la presse en crise en créant un fonds de soutien en faveur des journaux et en réservant à l'écrit une part des campagnes publicitaires qui seront organisées en vue de la privatisation de cer-taines entreprises nationales.

lettre nomme à la tête

built américaine

recleur general de lim

35 mg ,

.

7 75

Contract ()

تتریب ،

12.2

1.1 mills

er in the

pius dentrateries

M. Carignon a convoqué, lundi 3 avril après-midi, à l'occasion de la innraée internationale de la liberté du la presse, une table ronde des dirigeants du la presse, pour discuter de ces mesures et de leur application. Le fonds de soutieu – qui pourrait être doté, dès cette enuée, de 200 millions de francs – doit permettre, selon M. Carignon, de «sauver la presse écrite, de hui permettre d'exister ». Devant la commission des affaires culturelles dn Sénat, jeudi 29 avril (le Monde daté 2-3 mai), M. Carignos de la commission de la commission de la commission des affaires culturelles dn Sénat, jeudi 29 avril (le Monde daté 2-3 mai), M. Carignos de la commission de la commissi gnon avait noté que le gouverne-ment de Pierre Bérégovoy evait

dégagé 450 millinns de francs en faveur des sports mécaniques et des organisateurs de courses mutomobiles affectés par la «loi Evin» antitabac alors que rien n'avait été fait pour la presse. M. Carignon ne souhaite cependant revenir ui sur la «loi Evin» ni sur la «loi Sapin», dout e l'interêt est manifeste» dans les domaines de la santé et de la transparence e-t-il santé et de la transparence, e-t-il déclaré au Journal du Dimanche.

ÉCONOMIE

Le président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, Georges Montaron, s'est félicité de la perspective de le table ronde convoquée par le ministre de la communication mais il a exprimé communication mais il a exprime la crainte qun les mesures envisa-gées ne soient « trop limitées, trop ciconstancielles et ne touchent en rien aux structures du monde de la presse ». M. Montaron suggère à son tour de ramener en taux zèro la TVA sur la presse tout en pré-conisant l'octroi de prêts bonifiés pour la modernisation et des aides postales pour les journaux d'opi-nion et d'information.

Répondant au ministre de la communication

M. Bourges conteste que les programmes des chaînes publiques ressemblent à ceux de TF1

président de France Télévision, Hervé Bourges, e estimé, vendredi 30 evril, dans un entretien eccordé an Quotidien de Paris, qu'a il est faux entre les chaînes commerciales et les recettes publicitaires sont le chaînes publiques y. M. Cacignon pornographie ou au sexe. y ayant affirmé que « tout le monde droit du service public d'être présent que les programmes de nos chaînes dre à ceux de leurs principales concur- surtout le sport. de there wie dry breid. . . .

Répondant aux propos tenus la rentes privées » (le Monde daté veille, au Sénat, par le ministre de la 2-3 mai), M. Bourges e précisé : communication, Alain Carignon, in président de France Télévision, des émissions pornographiques ou érotiques» en évoquant eles beaux parleurs, comme Jean Drucker de M6, [qui] oublient de dire qu'on ne fait pas la distinction souvent qu'une bonne partie de leurs recettes publichaires sont liées à la

dans tous les autres genres télévisuels

Dans la presse d'extrême droite

« Mohamed Bourges »

déchaîne contre le président de France Télévision. La demière page du quotidien Présent du récente condamnation du prési-29 evril, conque traditionnelle- dent de France Télévision - que ment enmme une « page vitrine » susceptible d'être utilisée en guise de tract ou d'affiche, e pour titre : «Hervé Bourges: trentieme anniversaire de son acquisition de la nationalité algérienne. » Elin précise la date du décret conférant cette qualité à M. Bourges en prétendant que cai Harvé Bourges est toujours directeur de France 2-France 3, la fête sara retransmise par câble et satellite.»

M. Bourges syant exercé des functions de conseiller auprès du premier ministre elgérien Ahmed Bnn Bella, de 1952 à 1985, l'hebdomadaire National Hebdo u'est pas en reste sur

La presse d'extrême droite se Présent. Il fait état, dene eon numéro du 29 avril, eoue le forme d'un encedré, de le dent de France Télévision - que le journal surnomme « Mohamed Bourges - et des deux producteurs de l'émission e Envoyé spécial » (France 2) à 5 000 francs d'emendes et à 10 000 francs de dommages et intérêts . Ue Monde du 28 avril). Dans le eadre d'un repartage sur le Front netinnal, ces derniere avaient diffusé un témoignage de l'ex-épouse de Jean-Marie Le Pen concernant l'antisémitisme militant dont aurait fait preuve le président du Front nationel nuprès de see propres filles. Natinnal Hebdo regrette les «eommes dérisoires» accompagnant cette condamnation.

Dans l'Indre

Le journal «le Provisoire» est menacé de disparition

LIMOGES

de notre correspondant

"Journal d'expression libre d'intérêt local et de salut public » paraissant dans le département de l'indre, le Provisoire est menacé de disparition. Trois procès en cours pour diffamation risquent de frapper mortellement à la caisse ce périodique à la parution irrégulière, qui joua un tôle actif dans les rebondissements de l'affaire Mis et Thiennot, ces deux hommes qui tentent depuis quarante-sept ans tentent depuis quarante-sept ans d'obtenir la révision de leur procès (le Monde du 10 mars).

D'une périodicité approximative (quatre-vingt-sept numéros en dixhuit ans d'existence, pour un tirage-moyen de 7 500 exemplaires), le Provisoire commente avec une vigneur agressive la vie politique régionale et locale. De sensibilité anarchiste, il a pour cible la classe politique locale, principalement Michel Aurillac, RPR, ancien ministre de la coopération, et

André Laignet, PS, ancien secré-taire d'État, e Le Provisoire, fait remarquer son directeur, Roland Henault, professeur de lettres à Châteauroux, ne meurt pas de ses difficultés financières; il meurt de l'argent qu'on lui demande. Les amendes concernant un journal de bénévoles sont les mêmes que celles qui concernent un journal profes-sionnel: le Provisoire paie le même prix que Libération, l'Evénement ou le Monde. Or, les choses dites ne sont que l'expression de la libre parole, avec droit de réponse pour

Sa dernière livraison, la «87»», constitue donc un « numéro exceptionnel de soutien » : on y trouve les signatures de Gilles Perrault, Claude Confortes, Aguigui Monna, et du dessinateur Tignous, de Charlie Hebdo.

GEORGES CHATAIN ▶ Le Provisoire, BP 271, 36005 Châteauroux Cedex. Tál. (16) 54-35-15-66. Engagée après la fausse interview de Fidel Castro

L'action de TV Carton Jaune contre TF1 est déclarée irrecevable

de grande instance de Paris vient de déclarer « irrecevable » l'action en justice que l'association TV Carton jaune avait introduite le 15 juin 1992 contre TF1, Patrick Poivre d'Arvor et Régis Faucon à propos d'une « fausse interview» de Fidel Castro (le Monde du 5 mars). Le 16 décembre 1991, le journal de TF 1 aveit présenté sous forme d'entretien un certain numbre de déclarations du leader cubain. Ces propos, recunillis au cours d'une conférence de presse, avaient fait l'objet d'un mnntage spécifique destiné à introduire des questions laissant supposer qu'il s'agissait d'na dielogue. Estimant que MM. Poivre d'Arvor et Faucon avaient méconnu leurs « obligations élémentnires » d'infirmer honnêtement et exactement, l'asso-ciatinn TV Carton jeune evait introduit une action en justice.

La première chambre du tribunal

C'est celle-ci que le tribunal a déclarée irrecevable. Les magistrats nnt jugé que « le litige entre les parties est relatif au support et à la présentation de ladite information, éléments qui ne sont certes pas sans importance sur les téléspectateurs qui la recolvent, mais qui sont secondaires par rapport au contenu

de l'informatina elle-même». Ils out fondé leur juyement sur le fait que « la teneur même de l'information et son contenu ne font pas l'objet de discussion » et que le seul grief est d'avoir diffusé « un dialogue qui n'a, en réalité, pas eu lieu».

L'association TV Carton jaune a décidé de faire appel. Elle a pris acte de la reconnaissance par le tribunal dn fait que l'information « dois être honnête et exacte». « On comprend ainsi qu'a contrario, souligne-t-elle, en cas d'atteinte au strict contenu de l'information les téléspectateurs seralent findés à agir devant les tribunaux. »

O Un colloque sur les rapports entre la presse et la justice. — L'ordre des avocats à la cour de Paris organise avocats à la cour de Paris organise un colloque sur les rapports entre la justice et la presse, le 13 mai au CNIT de l'esplanade de la Défense, sous la présidence du bâtonnier de l'ordre dn Paris, Georges Flécheux. Ce colloque comprendra quatre tables rondes: les relations médias-justice la liberté d'appression et le justice, la liberté d'expression et la déontologie du journaliste, la liberté de la presse et la protectinn de la personne, et la presse et la vie économique. Renseignements 43-43-45-65.

• Le Monde • Mardi 4 mai 1993 23





LIGNE DE CREDIT CONFIRMEE DE FF 2 000 000 000

BANQUE NATIONALE DE PARIS CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE DEUTSCHE BANK A.G. (succursale de Paris) THE BANK OF TOKYO, Ltd BANQUE FRANCO-ALLEMANDE

LIGNE DE CREDIT NON CONFIRMEE DE FF 1 000 000 000

BANQUE FRANCO-ALLEMANDE + BANQUE NATIONALE DE PARIS CREDIT AGRICOLE D'ILE DE FRANCE + CREDIT FONCIER DE FRANCE CREDIT LOCAL DE FRANCE • CREDIT LYONNAIS
DEUTSCHE BANK A.G. ISuccursale de Paris) • SOCIETE GENERALE THE BANK OF TOKYO, Ltd . THE TOKAI BANK, Ltd

BNP



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



VIE DES ENTREPRISES

Pour des motivations financières et industrielles

Philips se retire de la joint-venture Matsushita Electronic Corporation

de notre correspondant

«Surprise»: tel est le mot-clé des commentuires et des réactions à la suite de l'annonce par Philips, vendredi 30 avril, de la cession de son intérêt de 35 % dans la jointventure Matsushita Electronie Cor-poration (MEC), nu sein de laquelle il était associé depuis 1952 avec le groupe japonais. Pour deve-nir l'unique propriétaire de MEC, Matsushita va verser à la multina-tinnale néerlandaise la somme de 185 milliards de yens, soit quelque 9 milliards de francs.

La surprise, en l'occurrence, est double. En premier lieu, parce que le désengagement de Philips est en contradiction avec les déclarations récentes de son président, Jan Tim-mer, qui avait affirmé début mars que le groupe n'envisageait pas de vendre eertaines de ses composantes ou de ses participations pour améliorer sa situation financière. En second lieu, parce que le montant de la transaction avec Maisushita, dont un porte-parole n déclaré qu'elle avait lieu à l'initia-tive de Philips, est trois fois supérieur aux pertes enregistrées en 1992 par ce dernier.

Philips ayant renvoyé ses expli-cations à la présentation, mercredi 5 mai, des résultats du premier tri-mestre de l'exercice 1993, les observateurs en sont réduits à spéeuler. L'impression générale est que les mobiles du groupe d'Ein-dhoven sont essentiellement finaneiers. Endettée à hauteur de 38 milliards de francs, la multinaques 7,8 milliards de francs d'ici à la sin de l'année. Le retrait de MEC lui permettra de faire face « en douceur » à cette échéance. tnut en empochant un bénéfice comptable estimé à 3 milliards de francs. Allégeant sa dette et renfor-çant ses fonds propres, Philips

redressera structurellement ses comptes: le Financieel Dagblad a

calculé que le rapport fonds

propres/dettes allait passer de

18.5/81.5 à 21/79.

Mais les motivations de Philips seraient aussi industrielles. L'al-liance avec Matsushita était censée lui procurer, à l'nrigine, un nccès an marché asiatique, en échange d'un transfert de savoir-faire. Celui-ci a hien eu lieu, mnis la position de Philips en Extrême-Orient ne s'est pas sensiblement renforcée. « MEC est même devenu au cours des dix dernières années un concurrent de Philips », a déclaré au Financieel Dagblad une « source interne ». Le quotidien se demande dans quelle mesure la dissolution de la joint-venture

En attendant, Philips et Matsushita, qui ont développé ensemble le compact-disc interactif et la cassette audio digitale et possèdent une usine commune de piles en Belgique, affirment vouloir continuer à coopérer. En dehors de

— AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS -

La Compagnie Financière

Edmond de Rothschild

M. Edmond de Rothschild et son fils Benjamin on manifesté le désir légitime que chaque institution portant leur nom soit en partie sous leur res-

ponsabilité.

Pour La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, le système du Conseit de Surveillance et du Directoire répond parfaitement à ce souhait.

M. Edmond de Rothschild a donc proposé à M. Bernard Esambert de présider le Directoire de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque, lui-même étant Président du Conseil de Surveillance. M. Bernard Esambert, étant Président Directeur Général de la Banque depuis 1977, n'a pas désiré accepter cette structure. Il demettrera néanmoins proche du groupe et sera membre du Conseil de Surveillance de la Banque et de sa société Holding.

Sous l'impulsinn de Bernard Esambert depuis 1977, la Banque a largement développé toutes ses activités. Elle a ajouté à son rôle de banque commerciale qui porte désormais sur les grandes et les moyennes entreprises, grâce à ses produits de cash management, une activité de banque d'affaires dans les

domaines de la gestion de patrimoine, des privatisations à l'étranger, de la gestion d'actifs, des opérations de marché sophistiquées ainsi que des opérations de fusions et acquisitions, le total de bilan est passé de 300 millions de francs à plus de 10 milliards de francs et les fonds propres de 37 millions à

été classée trois fois dans les trois premières banques en matière de gestion de SICAV par le magazine financier « Micux Vivre » et récemment, elle a été

choisie avec cinq autres compagnies financières pour l'inriginalité de l'un de ses produits, une StCAV « à citiquets ». Il y a un an, elle a été classée 4 banque mondiale et les banque française en matière de privatisations à l'étranger. Elle est actuellement 6 banque en Françe en matière de fusions et acquisitions et

est actuellement de banque en France en matière de fusions et acquisitions et parmi les toutes premières en matière d'évaluation.

Rappelons que le nom d'Edmond de Rothschild n'a été incorporé dans la raison sociale de la banque qu'en 1986, lors de la création de Rothschild et Associés, car depuis la nationalisation de 1981 M. Edmond de Rothschild et désirait pas donner l'impression de posséder en France le seul établissement bancaire portant le nom de Rothschild.

M. Edmond de Rothschild est heureux que M. Bernard Esambert continue indirecteurs à contribuer au dévelorement de créte institution à laquelle il

indirectement à contribuer au développement de cette institution à laquelle il s'est beaucoup attaché et que leurs relations, tant amicales que profession-

GROUPE DIDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

GRAND PRIX "TRIOMPHE"

DE L'EXCELLENCE EUROPÉENNE **POUR LES**

GRANDES DISTILLERIES PEUREUX

Les Grandes Distilleries Peureux ont reçu le Grand Prix

"Triomphe" de l'Excellence Européenne (créé par le

Président René CASSIN) pour la qualité exceptionnelle de l'ensemble de leur production : eaux-de-vie, liqueurs

Les Grandes Distilleries Peureux succèdent ainsi à des

lauréats prestigieux tels que Tiffany, Yves Saint

Laurent, Christian Dior, Cartier, Piaget, Mercedes,

Il faut rappeler que les Grandes Distilleries Peureux,

fondées en 1864, occupent le premier rang en Europe

pour la distillation des eaux-de-vie de fruits, indépen-

damment de leur activité composants alimentaires,

liqueurs ainsi que la production des célèbres Griottines

et Griottines et leur créativité technique.

Revillon, etc.

exportées dans 44 pays.

Au cours de ces dernières années, elle a reçu plusieurs distinctions : elle a

Banque

n'annonce pas un désengagement plus poussé du groupe néerlandais du marché asiatique.

CHRISTIAN CHARTIER

Pour restaurer sa rentabilité

Eastman Kodak annonce une restructuration majeure

d'ici le mois de septembre à une importante cession d'activité. Kay Whitmore, PDG du géant américain de la photographie, a annoncé ce désengagement jeudi 29 uvril, à l'issue d'une semaine difficile pour la firme de Rochester. Confronté à une érosion régulière de sa rentabi-lité, endetté à hauteur de 10 mil-liards de dollars (53 milliards de francs), Kodak, de plus en plus attaqué par les milieux boursiers pour la timidité de ses actions de redressement, s'emploie désormais à restructurer son portefeuille d'ac-tivités, jugé trop diversifié.

La chimie pourrait faire les frais de cette voionté de recentrage, même si M. Whitmore n'a pas voulu donner devantage de préci-sions. Le patron de Kodak s'est contenté de souligner que la photo-graphie et l'imagerie resteraient la vaison differe du province. raison d'être du groupe.

L'annonce d'un désengagement majeur couplé avec un plan d'éco-

nomies prévisibles suffira-t-eile à redonner le sourire à Wall Street, où l'on juge sévèrement la firme de Rochester? Le groupe avait déjà, au début de l'année, annoncé une série de mesnres-ehocs, dont 3 000 licenciements parmi ses 133 200 salariés. Kodak avait aussi débauehé. à grands renforts de débauehé, à grands renforts de publicité, un financier d'envergure, Christopher Steffens, ancien de chez Chrysler, en puste chez Honeywell, répute pour son savoir-faire dans la réduction des coûts.

«L'effet Steffens» s'est dissipé et ener steriens s' s'est clissipe mercredi 28 avril. Trois mois à peine après son arrivée, le « ges-tionnaire de haut vol » de Kodak a tnut bonnement elaqué la porte pour cause de désaccord sur la stratégie du groupe nvec M. Whit-more. Le titre Kodak n immédiate-ment plonsé En une seule séason. ment plongé. En une seule séance, la firme a perdu 1,7 milliard de dollars, soit 9 milliards de francs, en capitalisation hoursière.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

n Cerus va diviser par deux son capi-tal social. – Cerus, le holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, va diviser par deux son capital social, qui sera ramené de 5,146 milliards de francs à 2,573 mil-lards, pour proper les importantes lards, pour nourer les importantes pertes accumulées par la société depuis trois ans. Cette opération sera réalisée par réduction de 200 francs à 100 francs de la valeur nominale des 25 729 680 actions composant le capital social. Les actionnaires de Cerus (Compagnies européennes réunies) seront «prochainement» convo-qués en assemblée générale extraordinaire pour ratifier cette décision, Cerus, qui contrôle notamment l'équipementier automobile Valeo, a perdu 1,54 milliard de francs en 1992, 1,3 milliard en 1991 et 2,2 milliards en 1990, en raison notamment des déboires de sa filiale bancaire Dumenil-Leblé.

 OCP : M. Duché cédera les com-mandites au vainqueur de la bataille bonrsière. - Jean-Pierre Duché, gérant des deux sociétés en comman-dite dont dépendent les activités opé-rationnelles de POCP (Office com-mercial pharmaceutique), a décidé de céder le contrôle de ces sociétés à ceux qui emporteront la bataille boursière, a-t-on confirmé vendredi 30 avril dans l'entourage de la Cooper. La Cooper, qui a lancé une OPA sur l'OCP avec l'américain Bergen Brunswig, a été informée de cette décision par la Société des Bourses françaises. Jusqu'à présent, M. Duché n'avait consenti à lächer le contrôle de ses sociétés en commandite qu'au groupe allemand Gehe, Mais l'OPA de ce dernier a été juvalidée en début de semaine par la justice en raison de ces conditions préférentielles et le groupe allemand n'a pour le moment pas redéposé de nouvelle

RÉSULTATS

n Air Canada n enregistré une perte de près de 2 milliards en 1992. – Air Canada va supprimer 2 200 emplois cette année afin de limiter ses pertes qui se sont élevées à 1,96 milliard de francs en 1992. «Nous ferons tout ce qu'il faut faire pour assurer notre sur-vie, nous devons commencer à faire de l'argent», n commenté Hollis Harris, le président de la compagnie. D'ici la fin de l'année, le nombre de salariés d'Air Canada devrait tomber à 16 000, soit 7 000 de moins qu'en 1990, quand les premières mesures de réduction des effectifs de la com-

SEB meintient son résultat net à 314 millions de francs. - Le groupe de petit électroménager SEB (mar-ques Calor, Rowenta, SEB, Tefal) a réalisé en 1992 un bénéfice net de 314 millions de francs, en progres-sien de 1982 un penetre à l'aurolasion de 1 % par rapport à l'année précédente. « Malgré le raientissement économique mondial et les dévaluations monétaires, le groupe maintient ses marges», indique le groupe dans un communiqué, en rappelant que son résultat coujant a augmenté de 2,5 %, à 746 millions de francs. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 8,2 milliards de francs, en hausse de 2,5 % sur 1991. Les actionnaires du groupe ont appronvé, mercredi 28 avril, à plus de 99 %, l'institution d'un dividende majoré de 10 % pour les actions détenues au nominatif uis au moins deux ans (le Monde

Technip voit son bénéfice consolidé avant impôts progresser de 19 % en 1992. – Technip, société du groupe

Elf-Aquitaine spécialisée dans l'inge nierie et les services parapétroliers, accru son chiffre d'affaires consolid de 14 % en 1992 pour atteindre 7,408 milliards de francs. Le bénéfice consolidé avant impôts a progress de 19 % soit 322 millions de francs contre 270 millions en 1991. En revanche, son bénéfice net part du groupe est en baisse de 8,8 % par rapport à 1991 à 228 millions de francs. Il a été lesté en 1992 par une augmentation de la charge fiscale de 70 millions de francs, n indiqué mercredi 7 avril son PDG Pierre Vaillaud. En 1992, la France n réprésenté 16 % de l'activité du groupe (en henres) avec 270 contrats en cours de réalisation pour un montant moyen de 6,5 millions de francs. L'Europe résente 59 % de l'activité (contre represente 59 % de l'activité (contre 48 % en 1991) dont 9 % pour l'Eu-rope de l'Est, le Moyen-Orient 16 % (contre 31 % en 91), l'Asie reste sta-ble à 13 %, l'Amérique et divers 7 % et l'Afrique 5 % (contre 3 % en 1991). Les hydrocarbures et la pétrochimie représentent toujours une part prépondérante de l'activité du groupe avec respectivement 49 % et 25 % (en pourcentage du nombre d'heures sur contrats).

EMISSION

O SPEP: les actionnaires approuven l'augmentation de capital. - Les actionnaires de la SPEP (Société parisienne d'entreprises et de particigroupe Scineider) ont approuvé ven-dredi 30 avril, lors d'une assemblée générale extraordinaire, une augmen-tation du capital social de 22,5 milpation lions de francs. Cette augmentation, sous forme d'une émission de 1.125 million d'actions nouvelles. avait été décidée le 19 mars par le conseil d'administration de la SPEP. Il s'agit du deuxième volet d'une opération d'augmentation du capital, annoncée l'an dernier. Le premier volet a eu lieu en novembre 1992 et s'est effectué aux mêmes conditions soit 1,125 million d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 20 francs. Le cours d'émission est de 390 francs. Le premier volet a été souscrit par les petits actionnaires de la SPEP et le public. Le second volct est réservé à la société Valorifrance, détenue par Elf-Aquitaine et Comi par. Le total des fonds propres de la société, après ces deux volets, se trouve augmenté de 877 millions de

INVESTISSEMENT

Merdone et sur les murchés fédérant américains. - Le fabricant d'ordinateurs américain Apple a annoncé récemment la création d'un département chargé spécialement de commercialiser ses produits an Mexique, Apple Computer Mexico, ainsi qu'un accord avec une société spécialisée dans les marchés fédéraux améri-cains. Apple souligne dans un com-muniqué le « développement rapide du marché des micro-ordinateurs au Mexique, qui devrait atteindre 1 mil-liard de dollars en 1993, soit une hausse de 29 % sur l'au dernier. Ce marché, le plus prometteur en Amérique latine, devrait augmenter de 25 % d'ici la fin de 1995, estime Apple. En outre, Apple a conclu un accord avec la société Government Technology Services Inc. (GTSI) aux termes duquel GTSI vendra la gamme complète de produits Apple aux agences lédérales et à leurs principaux fournisseurs. GTSI est le pre-mier revendeur américain de microordinateurs, de logiciels et de pro-

n Apple renforce sa présence an

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 3 mai 1 Atone

Le Bourse de Paris était en beisse La Bourse de Paris était en baisse lundi metin, avec un volume insignifient, en raison de le fermeture des bourses da Londres et de Tokyo. Après avoir ouvert en racul de 0,71 %, le CAC 40 était en baisse de 0,7 % en fin de matinée. Le tassement s'attérueit peu après et l'indice des quarante valeurs se maintenait à - 0,18 % à 13 h 30, soit 1 934,90 points.

Le merché était atone après le brève leusse de vendredi. Au lendemain de la mort de Pierre Sérégovoy, le décision de Matignon de reporter l'annonce de son collectif budgétaire et des conclusions du repport Rayneud aur lea finances de la France limitent les initiatives. Le Banque de France a retiré 15,2 milliards de france de liquidités du marché monéraire, lors d'un appel d'ofmarché monétaire, lors d'un appet d'of-fres ordinaire, su teux inchangé de 8,25 %. Elle a accordé au total 19,9 millards pour une tombée globale de 35,1 millards de francs.

Du côté des valeurs, Michelin conti-nueit de reculer après son repli de 6 % vendredi sur des rumeurs de partes plus fortes que prévu en 1993. L'action per-deit ainsi plus de 3 %.

deit alnei plus de 3 %.

Cerus perdeit plus de 6 % suita à la décision du groupe de diviser son capital par deux. Cap Garnini continueit son repil sur le manque de vieibiliné et l'absence de reprisa économique. Son accionnaire principal affirmait avair cédé vendredi à Londres 1,85 million (de titres Cap Gémini au prix du marché, soit 4,41 % de sa participation. Euro-tunnel a'appréciait légèrement après l'annonce par la presse outre-Manche que le responsable britannique de TML pourrait être remplacé par Nevilla Simms, d'eneteur-général de Tarmec Plc. Cette nomination pourrait permettre la

LES MOICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INISTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Sees 100 ap 1972

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

23-4-93 20-4-93

Le groupe danois Hafnia a perdu 8 milliards de francs en 1992

Epilogne d'une folle ambition, le 19 août 1992, devrait être mise en groupe financier et d'assurances danois Hafnia a enregistré en 1992 une perte record de 9,125 milliards de couronnes (8 milliards de francs), contre un déficit de 1,313 milliard de couronnes (1,1 milliard de francs) en 1991. Ces résultars catastrophi-ques, les pires de l'histoire financière danoise, sont la conséquence des investissements stratégiques coûteux de Hafaia dans son concurrent danois Baltica, dont il détient 34,6 %, et dans l'assureur suédois Skandia (15,1 %).

Le gronpe a perdu en tout 4,419 milliards de couronnes en 1992 à la suite de la baisse significative des cours d'actions des portefeuilles détenus dans Baltica et dans Skandia. Mais it a perdu également 1,6 milliard de couronnes lement 1.6 milliard de couronnes dans son portefeuille d'actions non cotées en Bourse et considéré

comme pratiquement invendable. La société-mère Hafnia Holding, en cessation de paiement depuis le

faillite avant l'assemblée générale des actionnaires le 24 mai. Les divisions rentables du groupe, les compagnies d'assurances et Hafnia Bank, ont été vendnes le 29 mars à CODAN, la filiale danoise dn groupe britannique Sun Alliance, pour 1,305 milliard de couronnes. La direction de Hafnia Holding est décidée « à vendre au plus offrant et le plus rapidement passible» les por-tescuilles détenus dans Baltica et Skandia ainsi que la filiale anglaise d'assurances Economic,

TOKYO, 3 mai Clos

En reison des jours fériés au Japon, les marchés sont fermés depuis le lundi 3 mai juaqu'à mercradi inclus, ils me rouvriront que jeudi

BOURSES CHANGES

Dollar: 5,3515. F 1

3,3719 francs lundi 3 mai au cours des premiers échanges entre ban-ques, contre 3,3740 francs dans les échanges interbancaires de vendredi échanges interbancaires de vendredi et 3,3711 francs selon le cours indi-catif de la Banque de France. Le dol-ler s'apprécie à 5,3515 francs, contre 5,3480 francs dans les échanges

FRANCFORT 30 avril 3 mgi Dollar (ca DM)..... 1,5811 1,5865 TOKYO 30 avril 3 avri Dollar (en year) ___ 111,10 Clea

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (3 mai) _ 83/8-81/2% New York (30 avril).

29 avril 30 avril Le deutschemark est en repli à indice général CAC 525,70 521,14

NEW-YORK (Indice Daw Jones) 29 avril 30 avril

3 425.12 3 427.55 LONDRES (Indice e Financial Times al 29 avril 30 avril 2 786,80 2 813,18 2 200,20 2 221,30 153,30 146,90 94,59 94,70 FRANCPORT 1 623.54

MARCHE INTERBANCAIRE DES DEVISES

Ľ	COURS CO	MILIWAI	COOKS TREAM	CINOR GIORI
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U Yes (106) Ecs Destuchemark Franc solose Lire indicase (1006) Live sterling Pescia (100)	5,3500 4,8249 6,5890 3,3722 3,7287 3,6059 8,4059 4,6224	5,3526 4,8311 6,5942 3,3727 3,7328 3,6100 8,4100 4,6282	5,4130 4,8812 6,5789 3,7734 3,7535 3,5751 8,4466 4,5390	5,4180 4,8912 6,5889 3,3762 3,7608 3,5832 8,4515 4,5540

TAUX D'INTÉRÉT DES EUROMONNAIES UN MOIS TROIS MOIS SIX MOIS

1	· ·					444	71020
		Demandé	Offert	Dersandé	Offer	Demandé	Offert
	S E-U You (100) Ern Destrehennek Franc safare Lice Stallenne (1000) Livre sterling Peach (180) Franc français	3 1/16 8 7/16 7 3/4 5 1/8 1t 5 15/16 15 3/8	3 1/8 3 3/16 8 9/16 7 7/8 5 1/4 tt 1/4 6 1/16 17 1/8 8 1/4	3 1/16 3 1/16 8 1/4 7 9/16 5 10 7/8 6 1/16 14 3/8 7 3/4	3 3/16 3 3/16 8 3/8 7 11/16 5 1/8 11 1/8 6 3/16 15 5/8 7 15/16	3 3/16 3 1/8 8 1/8 7 3/16 4 3/4 10 7/8 6 1/8 13 1/4 7 9/16	3 5/16 3 1/4 8 1/4 7 5/15 4 7/8 11 1/8 6 1/4 14 1/4 7 3/4
Į	Ces cours indicatifs, r	retionée -	ur le men	she interh	annelse de		

communiqués en fin de marinée par la salle des marchés de la BNP

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements: 46-62-72-67

عكذنان الإمل

MARCHÉS FINANCIERS

• • Le Monde • Mardi 4 mai 1993 25

POLIDCE	DE D	A DIC	TILO						-				
BOURSE	Deniar X	AKIS	DU 3		glement m	ensuel				Company yA	Cours Dies	Premier De	13 h 30
5430 C.N.E.3%		VALEURS	Cous Premier Denie costs	Cane	T		valeirs	Cours Practice priorid, cours	Demier %	280 Ford M	otor	294 50 2	294 60 + 06 54 20 + 2 4
1850 Remark T.P. 1820 1850	852 +0 16	25 Insetted 80 Insetted registration 80 I (aftelligen	1071 1058 1078 408 408 605 1018 516 516 1286	205 - 205 -	Comment A516 A560 A560	265 265 266 267 268 268 270 268 270 270 270 270 270 270 270 270 270 270	SLT.A. SLT.A. SL. Passignot. SS. Pas	510 510 510 510 515 544 555 545 555 545 550 418 410 745 171 172 20 1334 334 285 7850 1825 1070 1070 1070 50 70 60 65 117 118 20 152 151 10 301 301 301 301 301 301 301 301 301	\$40	41 Gurma 20 Hummu 18 50 Hummu 400 Hu	220 220	221 20 2 2 30 50 3 3 30 50 3 3 30 50 3 3 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	185 00
219 Cpt. Estrap. 219 1280 Compt Med 1340 1336 1336 335 CPR Pads Rés. 340 341 90	1335 -0 37 -3 340 20 +0 80	Compt		+ 0.47 750 0 + 152 236 0 + 0.52 345	S.S.E. 228 228 10	229 +044 2 531 -019 3	Blackolor	170 193 181 10 353 353 00 (sålectio	192 10 -0 47 353 50 + 0 17	178 Yemano 5 Zambin	mchi 118	118 1	535 +0
VALEURS % du % du compon	YALEURE	Cours Derrier cours	VALEURS Co	ors Demier	VALBURS Coors Der		Emission Frais No.	Racturt VALE	EURS Émise Frais	elon Rechet loc, net	VALEURS	Emission Frais loc.	Rechat net
Chiling articles Column	Foundam France LA.R.D. France LA.R.D	94	Altern Allementers	270	Hors-cote Brown Hydro Berryla. 330 Calcipton. 75 C G H Cognition. 75 Cognition. 951 Burop. Accum. 92 Serop Society and 0.65 Gry Degrenon. 291 10 Lacteum de Nacodn. 253 Nooles. 889 Office Cart. Plannal. 924 Particlo, Particl. 190 10 Recento A.V. 258 10 Schools-Ericallage 1800	Anviergen Hand Antipolitical A	20	1150 39 France Call Fran	## 48 ## 111 ##	4 50 160 44 3 74 10 1257 470 10587 72 4 5 6 18 105890 17 7 1014 16 5 6 18 105890 17 9 5 11 9 5 16 9 5 17 9 18 9 18 9 18 9 18 9 18 9 18 9 18 9 18	Puribes Diportants Paribes Parimorale Paribes Parimorale Parimorale Parimorale Persolar Parimorale Persolar Pleolate Presolar Pleolate Presolar Persolar Per	513 62 248 3 248 3 148 5 248 3 148 5 72175 7 10775 00 107	56 58 5 58 5 58 5 58 5 58 5 58 5 58 5 5
COOLD HADOUNDED I	COURS COURS	DES BILLETS N	Marché libre	IRS COURS	•	Mai	rché à tei		nationa on du 30 a		ance	MAT	IF
Eners Units (1 use)	51 327	5.5 Or fit	6040 (en linger)	0 51800 0 51800 2 -358	36-15 TAPEZ LE MOND		OTIONN ore de contrats	NEL 10 %		CAC	40 A T		
1000 Sreal 3.599 57.530 159 57.530 159 57.530 159 57.530 159 57.530 159 57.530 159 57.530 159 57.530 159 1	280 3 3 84 7 9 8 2 5 369	85 88 PRos 31 Sour		7 355 7 352 3 440	PUBLICITÉ	COURS Dernier	Juin 93	Sept. 93 De	tc. 93 CC	OURS A	vril 93 M	ai 93 J	uin 93 1 929
Subse (100 (1	359 69 75 46 6 43	78 Pace 49 6 49 6 Pace	20 dollers	0 1180	FINANCIÈRE Renseignements :	Précéden	116,96	116,84 11	16.46 Pré	cédent :	1 919 1	927 1	914,50
Canada (1 \$ can)	46	44	10 florins	•	46-62-72-67	6:0	oupon détaché - o	: offert - * : droit	détaché - d : de	sπandé-+:p	rix précédent - i	: marché co	OUGUR

Le compartiment de l'eurofranc très sollicité

Très sollicité, le compartiment de l'eurofianc demeure en vedette. Presque tous les nombreux trèsons publics et organisations supra-natinnales qui ont drainé des ressonrces en deutschemarks durant les premiers mois de l'année songent maintenant nu frane pour poursuivre leur programme d'empoursuivre leur p gent maintenant nu france son-gent maintenant nu france pour poursuivre leur programme d'em-prunts. La plupart cherchent à lever des finnds ponr des durées habituelles, allant de trois à dix ans. Certains veulent des échéances bien plus élnignées, quinze, vingt ou même trente ans, qu'en Europe seuls les marchés du france et de la livre sterline sont en mesure d'oflivre sterling sont en mesure d'of-frir. Un des candidats les plus en vue est l'Espagne, qui pourrait hientôt battre un recurd qu'elle détient depuis près d'un an et

Le trésor de Madrid envisage de lancer une euro-émission enenre plns volumineuse que celle de 6 milliards de francs, qui date de novembre 1991. Son nouveau projet est prêt et il aurait pu abou-tir merdredi 28 avril. La détérioration générale de l'euromarché, qui s'est alors produite, en a fait différer l'exécution, et on l'attend main-tenant pour cette semaine. Si la ennjuneture le permet, il devrait voir le jour mardi 4 mai. L'Espagne peut certes repousser eneure sa transactina, mais il ne faudrait pas trop tarder. Mieux vaut agir avant que la campagne électorale ne butte son plein. Les élections législatives se tiendront le 6 juin.

Quoi qu'il en soit du moment de son lancement, l'opération espagnule est attendue avec quelque impatience par tous ceux qui en espèrent une confirmation de l'attrait international des placements en francs. La fin du mois d'avril a été très intéressante à cet égard. Elle a vu l'apparition de nouveaux investisseurs asiatiques, en dehors du Japon, qui jamais auparavant

Le cercle des investissems s'élargit

Malgré tous ses nombreux mérites, l'emprunt suédois n'a pas fait l'unanimité. Plusieurs spécialistes lui ont reproché d'offrir des conditions un peu trop justes. Ils auraient souhaité que le déhiteur suive l'exemple donné quelques jours auparavant par la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) qui s'est taillé un véritable succès en proposant pour sun emprunt de 1,5 millinrd de francs de dix ans de durée nne rémunération de 7,32 %, soit quinze points de base de plus que les emprunts d'Etat. Le crédit de la CECA est très apprécié et ses transactions extrêmement rares sur le marché français.

L'emprunteur, oui avait fait

L'emprunteur, qui avait fait appel au Conseil des grandes ban-ques internationales, n'a pas reteau la proposition la plus avantageuse pour lui, car elle lui paraissait trop risquée. Sa prudence a été récom-rentée et con formación est une des pensée et son émission est une des rares de la fin du mois d'avril à avoir hien résisté à la pression générale qui s'exerçait sur l'euro-marebé. Tout compris, les res-sources reviennent à 7,37 % à l'emprunteur qui avait confié son mandat à la BNP.

Parmi les autres opérations récentes qui sortent du lot, il convient de mentionner le premier emprunt public dirigé depuis Paris par la Deutsche Bank, la seule ban-que allemande habilitée à assurer le secrétariat de nouvelles émis-sions en enrofrancs. Le débiteur est. une société du groupe de la Deutsche Bank. L'affaire se monte à 2 milliards de francs pour trois ans. On proposait aux souscrip-teurs un rendement de 7,07 %. C'est une des réussites de la

Par ailleurs, la tension tend à revenir vers les compartiments du dullar ou on se prépare à recevoir de très grandes opérations. Une des plus importantes pourrait être émise prochainement par l'Italie, qui pourrait lancer un empront simultanément à New-York.

Sur le marché allemand, pour la première fois cette année, une semaine s'est écoulée sans qu'au-cun nouvel emprunt international n'y ait été émis. Une des raisons de cette accalmie est l'accumula-tion de grands emprunts d'Etat. Plusieurs projets d'euro-emprunts ont été repoussés, et parmi les rares émissinns qui figurent au calendrier du mois de mai, on trouve surtout des signatures dont le erédit est discuté. La société nationale des pétroles du Mexique, Pemez, est au nombre des candidats. Les spécialistes espèrent que quelques grands groupes industriels d'ontre-Rhin mettront à profit la situation pour lever des fonds en l'absence de réelle concurrence étrangère. Es pourraient enmpter sur l'appétit des investisseurs allemands qui ont une préférence naturelle pour les noms qui leur sunt familiers et qui demeurent fidèles à leur propre monnaie.

CHRISTOPHE VETTER

ront pas obligatoirement à des

achais de sucre mais cela importe peu, le marché croît ce qu'il n envie

En réalité, la Russie à clie seule

a besoin de 5,3 millions de tonnes

de sucre. Or le département améri-cain de l'agriculture évalue la récolte actuelle à seulement 2,2

millions de tonnes; «le pays conti-nue à souffrir d'inefficacité tant dans la gestion des travaux des

champs que dans le processus de production », explique-t-il. Cuba, qui reste le fournisseur essentiel de

l'ancien Etat soviétique, devrait livrer, au cours du premier semes-

tre, 1,5 million de tonnes de sucre

Mais les retards et les incerti-

tudes qui pesent sur les embarque-ments cubains tiennent le marché

en baleine. Qui approvisionnera la Russie et l'ensemble de la CEI, se demandent les opérateurs? Une

question qui tient le marché d'au-tant plus en éveil que les usines de l'Oural n'absorberont plus de sucre

roux, done de sucre euhain, après juillet. Pendant l'été, les raf-

fineries seront fermées afin d'assu-rer la mise en route pour septem-

hre. De là à penser que les Russes seront «obligés» de s'approvision-ner en sucre déjà raffine il n'y a qu'un pas que les opérateurs n'hé-

MARIE DE VARNEY

sitent pas à franchir.

roux en échange de pétrole.

de croires, sourit un analyste.

DEVISES ET OR

Le mai du franc français

C'est le printemps pour le franc français, qui continue à se raffermir vigoureusement vis-à-vis du mark, dont le cours, à un peu plus de 3,37 francs, a retrouvé son nivean du début de mai de l'année dernière, cela en dépit de la baisse accélérée des taux à court terme à Paris. En même temps, la Baaque de France-récupère des devises, pour l'équivalent d'une bonne quinzaine de milliards de francs pendant la semaine du 15 au 22 avril. A Londres et alleur automment aux Farts lins ailleurs, notamment aux Erats-Unis, on paie la facture d'une spéculation ratée contre le franc, sans compter le coût du «portage», c'est-à-dire des emprunts contractés dans cette monnaie pour pouvoir la vendre à déconvert, dans l'espoir de la racheter à des cours moins élevés : c'est le enntraire qui s'est produit, an grand dam des clients de Goldman-Sachs et de Morgan Stanley. On ne peut pas gagner à tous les coups : le francet de morgan suprement abre dur est un morcesu autrement plus dur que la livre sterling et la lire.

En ce qui concerne la devise italienne, son enurs a enmmencé par remonter violemment en début de semaine, sur l'appel fait au très res-pecté gouverneur de la Banque d'Ita-lic, Carlo Azeglio Ciampi, pour former le nouveau gouvernement. Le cours du mark redescendit de 945 à 920 lires, la Bourse de Milan monta sensiblement de même que les obligations d'Etat. Las l'La remise en cause de ce gouveroement, qui devait être présenté jeudi au vote des députés, par le rejet de l'essentiel des demandes de levée de l'immunité parlementaire de Bettino Craxi, a inmédiatement affaibli la Craxi, a immediatement arianti la muninaie transalpine: le mark remontait à 957 lires pour finir la semaine un peu au-dessus de 940 lires. Nul ne savait, à la veille du week-end, si M. Ciampi, lu «conscience de l'Italie», pourrait former le cinquante-deuxième gouvernement depuis la seconde guerre mondiale.

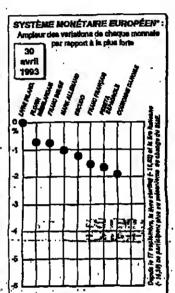
La peseta s'est maintenue dans La peseta s'est maintenue dans une marge étroite, soutenne par la Banque d'Espague, qui maintient, à nouveau, des taux d'intérêt meurriers, plus de 15 % au jour le jour, afin de défendre sa monnaie, tout au moins jusqu'nux élections législatives du 6 juin prochain. Les milieux financiers internationaux restent sceptiques sur la possibilité, pour une économie espaguele déià entrée. une économie espagnole déjà entrée dans la récession, de supporter long-temps de tels taux, ce qui rend plau-sible un nouvel «ajustement» de la peseta après les élections.

Comme nous l'indiquions la semaine dernière, la remontée du dollar paraît hien compromise, du moins dans l'immédiat. Les baisses répétées des taux allemands à court terme n'ont en aucune façon dopé le billet vert, contrairement à tous les pronostics effectués en début d'an-née. Le raisonnement suivant lequel la reprise de l'économie américaine devait se emparer avantageusement à la dépression où s'enfoncent les économies européennes n'est pas pris en compte, d'autant que les nouvelles en provenance des États-Unis ne sont pas très bonnes. Après

semaine dernière, on a appris, cette semaine, une baisse de 1,5 % des commandes à l'industrie, et, surtout, un fléchissement de l'indice de l'Association des directeurs des nchats de la région de Chicago, qui est revenu de 60,7 % en mars à 54,3 %

Seion les opérateurs, si le dollar ne remonte pas la semaine pro-chaine, le marché deviendra très chaine, le marche deviendra très nerveux, et il n'est pas exclu de voir le dollar, qui, cette semaine, est tombé à moins de 1,57 DM et de 5,30 F avant de se redresser un peu, fiéchir à près de 1,50 D M. Selon la société de Bourse Pinatton-Wargny, le prix d'équilibre actuel de la devise américaine est de 1,51 DM et de

Le enmuniqué du groupe des Sept, réuni jeudi, suivant lequel « les toux de change devralent reflèter les données économiques fondamentales et qu'une volatilité excessive n'était pas souhaitable » n'n eu aucun effet. Le fait que les Sept ne soient pas engagés spécifiquement à freiner la hausse du yen rend probable une nonvelle appréciation de cette nonvelle appréciation de cette devise, dont la Réserve fédérale des Etats-Unis a freiné l'ascension à



Yanet enkulês par support mux ocu estimatils de la Banque de Franc

(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livera	SEU.	Franc . français	Franc	D.mark	Franc belge	Florin	Lire Utalianne
Londres		1,5725	8,3799	2,2385	2,4846	51,8276	2,7928	1700.6
COMMENT		1,5745	7,9509	2,2570	2,4932	51,3750	2,6774	275.2
New-York	1,5725	-	18,7652	70,2494	63,2911	3,0817	56,3063	0.000
sele-inv	1.5745	1	17,9999	69,7533	63,1572	3,8647	58,8962	w 657
Peris	8,3799	5,3290	-	374,3590	337,2785	16,4222	300,0963	3.903
	8,4196	5,3475		373,0380	337,8313	16,3883	314,4663	1,540
Zurich	2,2385	1,4735	26,7123		96,0549	4,3867	80,1529	4325
THE REST.	2,2578	1.435	27,3932	_	90,5273	4,3932	84,2987	1,000
ranciort	- 2,4846	1,5890	79,6491	110,5940	-	4,5690	88,9640	LASS
7	2,4932	1,935	25.5134	110,4639		4,8529	93,[197	Life
Promites	51,0276	32.65	6,8883	22,7959	20,5380		18.2714	Liss
	1,51,3799	6163:	6.6947	22,705	24,6063		19,1885	2,199
Name and	2.7928	21,7260	333,27078	1,24763	112,40506	SAT304		1,1913724
marinda.	2,6714	- 12005	332,47798	1,18676	107,38869	5.21146	-	1.44650
Win-	2337,92	1463	778,7886	1841,7984	933,6076	45,70168	835,0725	
-	2365.12	1485.50	275,9918	1039,0657	948,6378	45,64818	875.9188	~
okyo	\$74,47	118,95	20,82064	77,94169	70,22152	3,41911	62,47185	4.074615
0-10-mm	174.45	118.80	21,57240	77,25334	69.97158	3.39565	65.15731	BUTWEET

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 26 AU 30 AVRIL 1993

A Paris, t00 yens étaient cotés, le vendredi 30 nvril 1993, 4,80306 F contre 4,82626 F le vendredi 23 avril 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Baisse accélérée sur les taux courts remontée brutale des taux longs

Un formidable mouvement de bascule s'est produit cette semaine sur les marchés financiers européens, où les taux courts ont accéléré leur recul, tandis que les taux longs se raffermissaient sensiblement, ce qui a entraîné de violents mouvements sur le MATIF. Une forte hausse des enurs du contrat PIBOR (argent à trois mois) était contrebalancée par un vif repli de ceux du contrat OAT 10 ans.

Sur les taux courts, c'est la déban-Sur les taux courts, c'est la débandade: mercredi 28 nvril, la Banque fédérale d'Allemagne, qui, la semaine précédente, avait ramené de 7,50 % à 7,25 % ses taux d'escompte, transformait l'essai en abaissant de 8,09 % à 7,75 % son taux de pension à court terme, le REPO qui, selon l'un des directeurs de la BUBA, M. Issing, est désormais, le véritable taux directeur. L'ampleur de cette baisse a surpris, car les marchés n'attendaient que 0.15 à 0.20 point de moins et its of the matthes n'attendatent que 0,15 à 0,20 point de mains et ils eurent plus d'un tiers de point : il y a longtemps qu'un tel mouvement n'avait été observé.

Il est vrai qu'en début de semaine, le président de la BUBA, Helmut Schlesinger, avait déclaré à l'Interna-tional Herald Tribune, qu'un assouplissement de la politique de la bau-que étxit en cours : ell est clair que si les problèmes changent, les solu-tions doivent changer aussi. Ce n'est pas notre philosophie qui s'est modi-fièe, ce sont les circonstances. La situation donne les circonstances. La situation économique est derenue plus difficile. Nous devons prendre ces éléments en considération (chute de la production industrielle et des commandes) et cela signifie que l'in-flation est une préoccupation moins immédiare. Les faucous peuvent devenir des colombes...»

Immédiatement, c'est-à-dire le lendemain matin, vendredi, dès la première heure, la Banque de France, pour la troisième fois en dix jours, abaissait d'un quart de point

d'offres et de 9,50 % à 9,25 % pour ses pensions à 5-10 jours, soit le niveau de débit de l'été 1989, il y a presque trais ans. Du coup, les ban-ques commerciales, abandonnant lenr discours précédent sur le thème: «Il ne faut pas abaisser trop vite notre taux de base pour compenser le manque à gagner que nous avait insligé son maintien indu à 10 % pendant nu moins quatre mois », s'empressaient, pour la troisième fois depuis le 19 avril, de réduire leur taux de base, ramené de 9,50 % à 9,25 % qui retrouvait son niveau d'il y a cinq ans, au second semestre 1988.

Notons, toutefois, qu'à New-York le même Hehmut Schlesinger mettait nn hémol en déclarant qu'« une nn nemoi en deciatant du vane bnisse trop agressive des taux d'intérêt à court terme pouvait affec-ter la terue du mark et le rendement des emprunts obligataires ».

En ce qui concerne le mark, tout va bien pour l'instant puisque le doi-lar est manifestement « plombé» et n'a pas mouté sur les abaissements de taux à Francfort. En revanche, les rendements des obligations alle-mandes orientées à la baisse depuis des mois, et notamment au début de l'année, ont brusquement remonté, passant pour le BUND 10 ans, de 6,59 % à plus de 6,90 %. Du coup, les rendements français ont suivi, celui de FOAT 10 ans s'élevant de 7 % à 7,22 % à la veille du weekend, an route pour les 7,30 %, pen-sent les opérateurs. Du coup, enfin, l'écart entre le BUND et l'OAT est revenn à 0,40 point. Naturellement, dix ans s'est écroulé, passant de son record historique de 118,36, il y n huit jours, à 116,80 à la veille dn week-end tandis, qu'à l'inverse, celui du enntrat PIBOR (trois mois) sur l'échéance juin bondissait à 92,30, au plus haut depuis longtemps.

Une enrrection bien naturelle après des excès d'anticipation, hasar-daient les analystes pour expliquer

doute, mais il faut y voir, également à Paris comme à Francfort, un transfert de la spéculation vers le papier «court», notamment le deux ans, susceptible de se valoriser rapidement si les taux à court terme enntinuent de baisser, ce qui n'est pas exclu. Ce faisant, ladite spécula-tion vend le papier «long» qu'elle avait acbeté massivement ces derniers mois pour jouer la baisse des rendements, assez sensible sur le dix ans. D'où les ventes massives de non-résidents, notamment les «anglo-américains» de Londres, sur le dix ans du MATIF an profit du PIBOR. Ajoutons que l'on croit de plus en plus à la disparition, plus on moins prochaine, du phénomène d'inversion (les taux courts supéricurs anx taux longs, situation tout à fait anormale et nocive). A Paris, en fin de semaine, le trois mois donnair 8,40 %-8,45 % et le jour le jour,

8,50 % contre 9 % il y a buit jours. Notons enfin que selon Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, et Hans Titmeyer, vice-président de la Bundesbank, la situation de l'éco-nomie française, plus satisfaisante ou moins dégradée, au choix, que celle de l'économie allemande, permettrait au loyer de l'argent pratique à Paris de passer au-dessous de celui de Francfort : il s'en faut encorp d'un demi ou de trois quarts de point, ce qui est trop.

Sur le marché obligataire, la seule émission n été celle de Renault: 1,5 milliard de francs à dix ans, 7,50 % nominal et 7,85 % réel, à 0,7 point au-dessus de POAT. L'accueil a été buté de la conte de au-dessus de l'OAT. L'acciei a eté plutôt tiède, en raison de la chute du MATIF. Pour la semaine prochaine, place à l'adjudication mensuelle d'obligation du Trésor (OAT) qui devrait être «carabinée», en raison des besoins des plus pressants du Trésor : l'objectif de 220 milliards de femen d'OAT en 1993 en âtre de francs d'OAT en 1993 va être largement dépassé, comme prévu.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

La fièvre du sucre

Rumeurs et inquietudes Affole..... 7 millions de tonnes l'année derment puis perplexité. Et à nouveau nière.
l'eupborle propice aux spécula. Quant à la Thaïlande, elle a tions. Les enurs du sucre, qui purement et simplement fermé avalent renchéri de près de 50 % an premier trimestre dans la crainte d'une pénurie de l'offre, avaient piqué du nez tout aussi brusquement au début d'avril, en l'absence de concrétisation de cette menace (passant de 12 cents la livre à 9 cents). Ils se raffermissent durant la dernière semaine d'avril - 13,10 cents la livre pour des livraisons à échéance du mois de juillet - car les mauvaises noule marché. Presque tous les pays producteurs semblent confrontés aux aléas elimatiques. Cubn d'abord : alors qu'en cette période de l'année les raffineries devraient tourner à pleine capacité, 90 usines sur les 156 que enmpte l'île n'ont pas fonctionné.

Pour les analystes de la maison de enurtage Czarnikow, la tempête qui a ravagé, au mois de mars, cette région du monde n'est pas seule en cause. Cuba continue de manquer d'intrants, de pièces détaehées et aussi de carburant. Même si les opérateurs font preuve de la plus grande circonspection vis-à-vis de la grande île des Caraïbes, car le bluff fait partie intégrante de l'arsenal commercial cubain, ils ne peuvent s'empêcher d'être troublés par des chiffres de production que confirment la plupart des statistieiens oceidentaux : la récolte cubaine ne devrait pas, cette année, dépasser 6 millions de tonnes - à dire vrai, les tonnages seraient plus près de 5 millions que de six - alors qu'elle s'élevait à

PRODUTTS	COURS DU 30-4
Cuivre h. g. (Lasties)	t t96 (+ 8)
Trois mois	Livres/tonne
Alustinium (Loudres)	t 137 (+ t7)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Londres)	6 900 (- 170)
Trois mois	Dollars/toune
Sucre (Paris)	313 (+ 9)
Agús	Dollars/tonne
Café (Londres)	904 (+ 19)
Juillet	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	936 (+ 31)
Juillet	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	301 (~ 5t)
Juillet	Cents/boisseau
Mais (Chrago)	232 (+ 12)
Juillet	Cents/boissean
Soja (Chicapt)	186,7 (+ 1,7)
Juillet	Dollars/L courte
Petrole (Lordes)	19,16 (+ 0,27)
Juillet	Dollars/baril

volumes prévus par l'Organisation internationale du-sûcre. « Tout le monde sait pouriant que la Russie et l'ex-URSS dans son ensemble ne sont pas solvables », s'étonne un analyste. « Certes, rétorque un Quant à la Thaīlande, elle a purement et simplement fermé 46 usines faute d'approvisionne-ment. Selon le Comité de la canne autre, mais chacun soit aussi que l'ancien bloc soviétique bénéficie de l'appui moral... et financier de l'Oceldent. » Même le récent sommet de Tokyo est ressenti par les opéra-teurs comme un élément positif. «On se doute bien que les sommes allouées à la Communauté des Etats indépendants (CEI) ne servi-

et du sucre, les tonnages enregistrés cette saison seraient les plus bas depuis einq ans en raison de la forte sécheresse qui a sévi pendant la mousson en septembre et octo-hre de l'année dernière; ainsi la Thailande n'a récolté que 3,8 mil-lions de tonnes au lieu de 5,1 millions de tonnes un an plus tôt. L'Afrique du Sud a connu aussi

quelques déboires. Les responsables de l'Association des planteurs viennent d'annoncer que la sécheresse et les incendies des plantations de canne auraient causé une diminution de récolte de 36 % par rapport à l'année précédente; 1,6 million de tonnes - soit le plus bas niveau depuis vingt-sept ans, - e'est juste assez pour couvrir la demande intérieure (1,4 million de tonnes) mais insuffisant pour bonorer des engagements à l'exportation. Le manque à gagner qui en découle a été d'ores et déjà calculé ; 460 mil-lions de rands, soit 810 millions de

Reprise des achats

Enfin, l'Inde elle-même, forte-ment excédentaire l'an dernier, deviendrait également, en raison des caprices de la météo, défici-taire, pour la première fois depuis quatre ans. Il ne faut pas s'illu-sionner cependant loin d'importer, ce pays puisera probablement dans ses stocks volumineux.

Nombreux sont done les opérateurs ennvaincus d'une année 1993 symbole de pénurie. D'aucuns annuncent même un déficit de la production mondiale de 2 millions de tounes par rapport à la consommation. Des estimations précises seront publiées ultérieurement car une certaine prudence est de mise : les prévisions actuelles sont déjà assez éloignées des excédents annoncés en février (1,47 million de tunnes) nu en mars (500 000 tounes).

Plus que la crainte d'une pénurie, l'espoir de nouveaux achats sti-mule un marché toujours à l'affât. Le Zimhahwe a acquis 100 000 tonnes de suere roux anprès du Zaïre; c'est encoura-geant. Le groupe Sucres et denrées annonce que des groupes privés russes ont acheté 400 000 tonnes de sucre raffiné; voità qui est

Les conrs s'en trouvent aussitôt ragaillardis, d'autant qu'un respon-sable de Produntorg (société d'État russe chargée du négoce du sucre) estime qu'elle importera au total près de 4 millions de tonnes de sucre, soit 1 million de plus que les

	23-4-93	29-4-91
	59 100	60 800
- (friis on lingst)		60 300
Prèce française [20 fr.]	338	349
Pilce transite [10 t.]	365	384
Price scient (20 fr.)	340	351
Piles intes (20 tr.)	340	351
	330	340
Scerecia	425	443
o Scorenia Eisabeth S	438	438
Demi-stayerale	- 251	265
Pilca de 20 delles	2 125	2 270
- 10 dodars	1 150	1 150
• - 5 dollars	560	MC
- 50 peace	Z 205	2 280
 - 20 me/s 	422	432
- 10 forks	355	362
a Sinables	240	255

Production of the The second of

E 20 22

Tain.

STATE OF THE 2

- AND CEN

and the same of the

A ME AND SECTION A

C 2 200 2

÷ μα: -≖

THE PARTY

.:- Lut 2 32

- יחברי מצוני

THE STATE

The state of the s

- C-EFEE 13 4 2 273

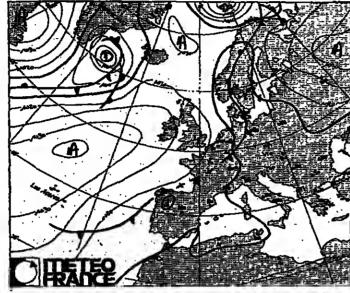
see sur les taux cours

patale des taux longs

C. CERRE

MÉTÉOROLOGIE

STTUATION LE 3 MAI A 0 HEURE TUC



De la Franche Comté aux Alpes du Nord, les nueges seront encore abon-dents. Au nord de la Loire, le soleli fare de belles apparitions et sur l'Aquitaire le ciel sera variable. Sur le Sud-Est et le Corse, la soleil sera su rendez-vous. Le ciel sera vollé sur les Pyrénées.

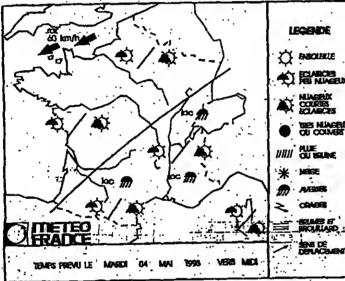
L'après midi, il fera beau au nord

aud, nuages et éclaircles afte des orages ispiés écisterent surtout sur le relief des Alpes et des Pyrénées.

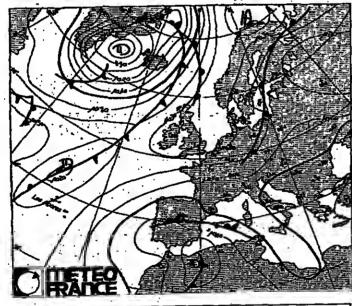
Les températures minimales seront de 9 degrés à 12 degrés dans les 9 degrés en mobilé nord et 8 degrés à 12 degrés au sud, L'après-midl, on atteindre 17 degrés

à 20 degrée au Nord et 22 degrés à 24 degrée au Sud

PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI 1993



PREVISIONS FOUR LE 5 MAI 1883 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - mínima at tamps observé Valents extrêmes relevões entre la 2-5-1983 à 18 hourse TUC et la 3-5-1983 à 6 hourse TUC

M 7-0-1909 # 10 House 14			
FRANCE ALACIZO IT 8 D BLANTITZ I4 8 C BORDRAHI 16 4 D ROUGER 14 11 C REET 13 5 N CAIM 12 5 C CHESTORIA 13 7 N CHESTORIA 14 10 C CHESTORIA 15 10 C LITUR 17 12 C MARCHELE 15 9 C HARCELE 15 9 C HARCEL	STRASBURG 19 13 C TOULOUSE 16 11 C TOURS 15 9 C ETRANGER ALCEP 20 7 D AMSTERDAM 11 8 C ATMENS 21 12 N BANGEOK 33 25 N RANGEOK 33 25 N RANGEOK 34 11 C BELLIN 25 14 C BELLIN 27 18 C OFFICACION 17 11 S BELLIN 27 18 C OFFICACION 17 1 8 C BELLIN 17 8 D BERGEOK 17 1 8 C BELLIN 17 8 D BERGEOK 17 1 8 C BELLIN 17 8 D BERGEOK 17 8 D BERGEOK 17 1 8 D BERGEOK 18 10 D LISBOONE 18 10 O LISBOONE 14 8 10 O LISBOONE 15 10 O LISBOONE 1	MARRAKEZI 25 MEKIDO 18 MONTRÉAL 15 MOSCOU 20 MOSCOU 20 NEW-PORK 25 PALMA 13 PERH 25 PALMA 13 PERH 25 PALMA 25 P	3 N N N
A B C	D N O case	P T tempète	neigo

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : haure légale moins 2 haures en été; haure légale moins 1 haure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Se Monde SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le Monde è Mardi 4 mai 1993 27 RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles

» signalé dans « le Monde radio-télévision » ; di film à éviter ; e On peut voir ; ea Ne pas manquer ; e en Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 3 mai

TF 1 COSTI ME ALX 2 PANTALONS à partir de 1 990 F DAVID SHIFF

20.45 Veriétés : Stars 90. Emission présentée par Michel Drucker. Premier anniversains d'Euro-Disney. Ave France Gall, Cyndi Lauper, l'Affaire Louis Trio, C. Jérôme, Phil Barney, Anne,

22.45 Magazine : Santé à le Une. Les animeux guérisseurs.

0.15 Série : Les Enquêtes de Remington Steele. 1.05 Divertissement : le Bébête Show

FRANCE 2

20.50 ➤ Téléfilm : La Fortune de Gespard. De Gérard Blain, d'après le roman de la comtesse de Ségur. 22:30 Magazine : Savoir plus.

Présenté par François de Closets. Les cancers que l'on guérit, invités : professeu Michel Boiron, de l'hôpital Saint-Louis i Paris; doctour Thierry Philip, de Lyon. 23.55 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Spécial musique baroque.

18.20 Série : Hélène et les garçons.

19.50 Divertissement: Le Bébéte Show (et à 1.05).

22.40 Magazine: Durand la nuit.

1.10 Journa) et Météo.

17.10 Magazine : Giga.

23,50 Journal et Météo.

FRANCE 3

20.50 Cinéma:

FRANCE 2 : :

19.20 Jeu : Que la meilleur gegne plus.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

Va voir maman, papa travaille, a
Film français de François Leterrier (1977).

22.35 Megazine: Bas les masques.
J'ai été adopté. Reportages: Les Réunionnais de la Crause; La doubureuse attente en pouponnière; Charles-Edouard.

0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Bruno Payron.

20.45 Série : L'Ami Maupassant. Benthe, de Chards Santelli.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde Derée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principues associés de la société :

Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Societé anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements aur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie

du # Monde » 12 r. M. Gunsbourg 94832 IVRY Codex

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

20.00 Journal et Météo.

18.50 Magazine : Coucou, c'est nous l Invite : Michel de Grèce.

TF 1

FRANCE 3

20.45 Cinéma : La Zizanie. a Film français de Clauda Zidi [1978]. 22.25 Journal et Météo.

22.55 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent.

23.25 Magazine: Les Arts.
D'Alain Jaubert. Emile Reynaud, le magleien: Marcel et Victor vont en gondole; Foster à Nimes; Kioku Suru Hako, sculpure mémoire; René Duvillier; Les Compositions de Pierre Bestien; Le Mai du livre d'art.

0.20 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

1.05 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Raiph Super King. m Film américain de David S. Ward (1991). 22.05 Flash d'informations.

22.15 Le Journal du cinéma.

22.20 Cinéma : Une nuit sur Terre (Night on Earth). III Film eméricano-franco-japonais de Jim Jar-musch (1890) (v.o.).

0.25 Cînéma : La Nurse. · a Film américain de William Friedkin (1989).

ARTE

20.40 Cinéma : Mauvais Sang. a Film français de Leos Carax (1986).

22.35 Magazine : Ich liebe dich. De Patrick Jeudy, Joséphine Baker.

22.40 Teléfilm : Carrefour heitien. De Raoul Peck.

0.20 Cinéma d'animation : Snark.

On Land at Sea and in the Air, de Driessen.

23.10 Téléfilm : La Scène finale. De Bruno Gentilon.

0.40 Continentales, L'Eurojournal : l'info en v.o.

15.55 Cinéma : Revenge. D Film américain de Tony Scott (1989). 18.00 Canaille peluche.

- En clair jusqu'à 20.35

18.30 Ça cartoon.

La Visitaurmenia.

7. 0.35 Megazine : Le Club de l'enjeu.
Invide: Caude Bovis, d'Alcatel-Cable : Brigita Deydier, de Seat France : Jean Seraqui
(Placer mieux, gagner plus) : Chantal Barthé-lemy-Ruiz (le Jeu et les supports indiques
en formation d'adutes) : Jean-Louis Marle
Montoriol, de Brandt : Gilles Johanet, du
CNAM. 19.20 Megazine : Nulle part ailleurs. Invité : Jean-Paul Fairé. 20.30 Le Journal du cinéme. 20.35 Cinéma : Double Impact, I Film américain de Sheldon Lettich (1991). 22.20 Flash d'informations.

22.25 Cinéma : Après l'amour.

Film français de Diane Kurys (1992). 0.05 Le Journal du hard.

ARTE

La Rue; La Pista (rediff.).

20.45 Série : Motzki, une satire divise la nation.

ADMINISTRATION: 1. PLACE HUBERT-BELVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

M 6

20.45 Cinéma : Les Vikings. = a Film américain de Richard Fleischer (1958) 22,45 Série : Le Saint.

Avec Roger Moore, Sylvia Syms.

0.35 Informations: Six minutes première heure.

0.45 Magazine : Culture pub. Roosevelt Sykes.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct. Prisonniers en Alle magne : 1940-1945.

21.30 Dramatique. La Preuve et le Témoin (5 et fin), de M- Maurice Garçon, d'après le procès Kravchenko. 22.40 La Radio dans les yeux. Spécial poésie.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Roger Munier (l'Ardente Patience d'Arthur Rimbaud).

0.50 Musique: Coda.

0.00 Documentaire:

18.00 Série : L'Homme de fer.

20.00 Serie : Cosby Show.

0.10 Informations:

0.50 Musique : Coda.

23.09 Ainsi la nuit.

0.33 L'Heure bleue.

20.35 Le Mardi, c'est permis. ...

22.20 Série : Mission impossible.

0.20 Musique : Flashback.

20.45 Téléfilm : Le Vol de Blue Yonder. De Mark Rosman.

23.20 Série : Soko, brigade des stups.

Six minutes première heure.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Les orages et la fou-dre. Avec Frank Roux (la Temps qu'il fait).

21.30 Enquête. Les soignants au cœur des ennées side (rediff.).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Gérard Macé (la mémoire aime chasser dans le noir).

22.40 Les Nuits magnétiques. L'œuvre d'un jour : un jeu à cinq voix.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 mai 1992 à Lugano) : Genoveva, puverture op. 81. Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann : Symphonie m 2 en si bémol majeur, de Zemlinsky, par l'Orches-tre symphonique de la radio de Berlin.

22.00 Les Voix de la nuit. Per Henri Goraleb.
Ernest Blanc, beryton: Irma Kolessi, mezzosoprano; Maud Blanvillein, alto solo; Julien
Giovannetti, beryton basse; René Doria,
soprano. Ceuvres de Paladihe, Verdi,
Wagner, Berlioz, Massenet, Gounod, Rimski-Korsakov, Thomas.

M 6

19.00 Série :

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre communal de Bologne): Serenara per un satellité, de Maderne; Concerto secondo pour pieno et deux groupes instrumentaux, Renderings, de Berio, par l'Orchestre Giovanile Italiana, dir. Luciano Berio.

23.09 Ainsi la nuit. Par Roubina Saidkhanlan, Trio pour piano, violon et violoncelle en ut mineur nr 2 op. 86, Sonate pour pieno, de Mendelssohn; Octuor pour cordes en ut majeur op. 176, de Raff.

0.33 L'Heure bleue. L'actualité internationale du jazz, par Henri Renaud.

L'unité peut-elle encore être sauvée?

Notre Berlin n'a pas de prénom.

Les Rues de Sen-Francisco.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

Mardi 4 mai

21.50 > Planète chaude. Indonésie, mémoire d'un cyclone.
22.40 Journal et Météo.

CANAL PLUS

18.50 Le Top.

0.10 Cinéma : Couples infidèles. Film français, classé X, de Michel Ricaud (1991).

19.00 Megazine : Rencontre. Frédéric Vester/Karl Hainz Böhm.

19.30 Documentaire:
Edouard Chevardnedze et la Géorgie.
De Vera Tschechowa et Vadim Glovna.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique:
Allemands de l'Est et de l'Ouest de l'unité à la séparation?

18.50 Un fivre, un jour. Du caxte eu fivre, les aveters du sens, d'Hubert Nyssen.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 18.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Hugodélire (et à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe. 20.55 De l'unité à la séparation.

21.00 Reportage : Vues à l'Ouest.

21.30 Reportage : Scènes éclatées.
La cuture à l'Est s'est-elle me?

22.10 Téléfilm : La Grande Fête.
De Frank Beyer et Klaus Poche.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieus : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F ABONNEMENTS
PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
9652 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TEL: (1) 49-60-32-96 (de 6 beurs à 17 à 30)

FRANCE SUB-RELG AUTRES
PAYS-RAS
PAYS-RAS

1 636 P 1 123 F J 560 F

1 1890 F 2 896 P 2 960 F

572 F 790 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Griu. Philippe Dupuis.
Isabelle Tsaidi.
15-17, rae du Cohonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléx 46-61-71. - Sociét finite
Téles 46-61-71. - Sociét finite

Le Monde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, remoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

536 F

a LE MORDE » (USPS – percent) is published thely for 5 872 per year by a LE MORDE » I, place Rubert-Brows-Mety – 94852 lwy-mw-Seine – France. Second clast postupe and at Charuptain N.Y. US, and address changes to 1985 of NY POSTPASTER: Send address changes to 1985 of NY Bon 1518, Charuptain N.Y. 12819 – 1518, Prove les abunements sourcins are USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE for. 3330 Public Avenue Serie 404 Virginia Banch, VA 23451 – 283 USA

Changements d'adresse définitifs ou : Pays provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant feur départ, en

Adresse:

Code postal: __

Localité :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. indiquant leur numéro d'abonné. I " 301 MON 01

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONOE
code d'accès ABO

15.00

Le Monde

La mort de Pierre Bérégovoy

Un acte mûrement réfléchi

de notre correspondant

Pour toute décision importante, Pierre Bérégovoy réfléchissait long-temps avant de prendre une option et, une fois son choix arrêté, il s'y tenait et allait jusqu'au bout. Tel semble aussi avoir été le cas pour sa décision de mettre fin à ses ioux. C'est la conclusion unanime jours. C'est la conclusion unanime à laquelle sont arrivés, dimanche, les proches collaborateurs de l'an-cien premier ministre, qui l'ant accompagné pendant dix ans à la municipalité de Nevers.

Abattus, réunis pendant toute la Journée dans un petit bureau de la journée dans un petit bureau de la mairie, trois adjoints, Didier Bouland, suppléant à l'Assemblée nationale de Pierre Bérégovoy, Marcel Charmant, séasteur de la Nièvre, et Jean-Pierre Harris, premier vice-président du conseil général, se sont interrogés pour essayer de comprendre les motiva-tinns de celui que certains appe-laient «le patron».

Ils nnt évoqué par bribes des confidences, des nttitudes et des décisions réceutes de Pierre Bérégovoy, qui, ces derniers temps, leur e donnait le bourdon ». Les pistes étaient convergentes, et ils acqui-tent la certitude que le suicide de l'ancien premier ministre nvait été un acte mûrement réfléchi.

A cet entourage de fidèles, il est appara que le maire de Nevers n commencé à envisager sa dispari-tion il y e deux à trois semaines. Ainsi, il est significatif que, vers le 18 avril, il se soit mis en tête de vouloir régler an plus vite les plus importants des dossiers municipaux en suspens. Des élus et des fonctionnaires de la ville s'en étaient d'eilleurs étonnés en constatant que rien n'imposait une telle précipitation.

De même, conformément à son esprit méthodique at rigonreux, Pierre Bérégovoy s'était attaché dernièrement à se mettre à jour dans les demandes d'avis soumis par ses collaborateurs. Il s'est' efforcé sussi de régler la situation

de certains de ses anciens collabo-rateurs de Matignon. Pour quelques proches, il est également révé-lateur qu'il est récemment fait la tour des membres de sa famille comme pour un dernier adieu.

Enfin, depuis une quinzaine de jours, périodiquement, sur un ton faussement léger, il évoquait sa dis-parition future et parlait de la mort, tout en marquant son souci que son entourage « fasse ce qu'il faliait » pour l'nvenir de Nevers.

Allasion à Roger Salengro

Devant plusieurs de ses collaborateurs, il e ainsi fait allusion au suicide de Roger Salengro et, il y s quelques jnurs, il a confié à l'nn d'eux : « Je préfère être enterré à Nevers, c'est encore là qu'il y e le mnins d'hypocrites. ». Ces propos morbides inquiétaient ses proches, qui s'efforçaient devant sa détresse de l'entourer, de le rassurer et de l'enenurager. Mais ils evaient fini par se rendre compte que Pierre Bérégovoy, enfarmé dans son obsession, était devenn inaccessible

Pour cet entourage, la dépression de l'ancien premier ministre était consécutive à l'« affaire » du prêt sans intérêt que lui avait accordé Patrice Pelat, et toutes ses conséquences. Pierre Bérégovoy se tenait ainsi pour c responsable » de la déroute du PS eux législatives, " coupable », parce que cette «affaire» du prêt l'avait politique-ment affaibli et qu'il n'avait donc pu mener la campagne électorale de son parti comme il l'aurait sou-

Physiquement épuisé par cette campagne, il aurait encore été dés-tabilisé par la prochaine publica-tinn de l'endit aur l'état des finances de la France et l'approche du procès de l'affaire Pechiney, où il risquait d'être à nouveau mis en

Réforme de la Banque de França, 21

Chute du bâtiment et des travaux

publics en 1992...... 22

La célébration du 1 mai....... 22

Philips se retire de la juint-ven-ture Mateushita Electronic Cor-

M. Carianon annonce un tonda de

L'ÉCONOMIE

Bourrseque sur les banques
 La révolution Mercades Los

Angeles, un en après e La lourde facture de l'immobilier e Les pri-

vatisatione en Italie e Dassier : s politique famillale e Opinions

c Une nouvells génération d'in-vestissements», per Albert Mer-

tructuration maisure

COMMUNICATION

soutien sux journaux...

Crédits, changes,

arands marchés .

JACQUES SPINDLER

par Bertrand Poirot-Delpech

De Napoléon à de Gautie, c'est le péché mignon des hommes d'Etat français de croire que le monde entier nous regarde et nous veut pour modèle. Le majo-rité nouveile n'e pas faill à cette prétention en proposant d'offrir à la planète un nouvei e exemple français». Ainsi espare-t-on changer un prosaçue programme de gouvernement en ce qui, paraît-il, nous menquerait : un grand dessein collectif.

S'il est une spécialité dant nous avons donné le epectacle depuis cinquante ens, ce n'est pae la «traisième voie» entre capitalisme at socialisme, ni le e participation s, ni la e nouvelle société», ni l' céconomie mixte», mais une férocité dans le débat public et dans les mises en cause personnelles, sane équivalent dans les autres peys lains, dens le tiers-monde même, et qui, par chance, na fait pas trap d'émules.

A comperer les cempagnes électorales dans les démocraties comparablee, nous tenons le sinistre record des vocabulaires de guerra cívile et des insinua-

Exemple français moins, les avantages de la vie parlementaire. Restent les coups

idées, nu pour mieux nublier qu'ils en manquent ou qu'elles ne different plus guère, les divers «campa» crolent galvaniser leurs troupes en se promettant mutuellement l'enéentissement et en vouent les leeders d'en face à

Dans le temps où tombalent en désuétude la lutte des classes et son aboutlesement « final », des proposi de plus en plus martiaux et extermineteurs envahissalent les tribunes. Plus les programmes ee reseemblaient, faute de marges de menœuvre dans les gestions nationales, plus on e'an est pris à l'immoralité supposée de l'adversaire. Aux batalies de chiffres, jugées fastidieuses, ont succédé les statistiques, jugées plus emustifiantes d'acultosters plus croustillantes, d'inculpations

A qui mieux mieux

Le citoyee n'en demande pas tant. Il n'est pas ravi des réflexes torves qu'on lui inepire. Il se réjouit plutôt, les lendemains de scrutin, de voir que les ennemis lurés de la velle savourent fraternellement, hors ceméres du

amement portés, les blessures foualitées, les honneurs meurtris, qui na se lavent plus sur le pré, c'est heureux, meie pas davantage dans les prétoires remueurs de bnue, cependant que ls presse satirique et ses émules de audiovisuel enfoncent les clous, à cui mieux mieux.

La licence de salir autrui n'e jamais tent servi; et comment s'en plaindre l'La liberté est un bien qui ne se divise pas, et qui se perd faute d'en abuser. Meis historiene et vieux témoins croient percevair dans ces assauts d'insultes des reients de la polémique de caniveau prati-quée vers 1930, avec la circonstance aggravante que les excès de langage ne sont plus limités à une poignée de publicatione pour quelques milliers de tecteurs amateurs de castagne.

Deux ou trois eigris du petit monde littéraire s'eutorisent de ce climet pour réhabiliter ce qu'ils croient être is verve polémiste, en maniant l'outrage ignoble aux personnes, sans e apercevoir que l'invective, comme le remarquait François Maurisc à propos de

Léon Daudet, e prend toujours se source dans un cimetière d'oeuvres avortées ».

Après le geste désespéré da Selengro, en 1936, le ton de la presse cannibale baissa, comme dût se taire l'abolement entisémite après la découverte d'Aus-chwitz en 1945. Il est des haines et des infamies que seule la mort

Les causes d'un sulcide demeurent le secret sacré de celui qui n'a plus vu d'issue qu'en lui. Il y en s généralement plusieurs. On ne saura jamais ce qui l'e emporté, durant les quelques pas de Pierre Bérégovoy le long du canal evant l'irréparable, des injustices subles dans son action publique ou dans son comporte-ment privé. Ceux qui profitèrent le plus salement de la curée n'ont' pae assez de mots déférents, aujourd'hui, devent un cadavre qui est leur cauvre.

Puissent leurs larmes ne pas être de crocodile, leurs appeln tardifs à la courtoisie » n'être pas de pure forme, et ce geste d'honnète homme servir d'exemple, ou plutôt de garde-fou, à ce qui est devenu la bassesse fran-çaise i

Les réactions à l'étranger

Comme dans l'Hexagone, les réactions à l'étranger à la mort de Pierre Bérégovoy sont una-nimes pour souligner les quali-tés politiques et personnelles de l'ancien premier ministre.

Le premier ministre britannique John Major s'est dit « profondément choqué et attristé »
samedi snir par la disparitinu
de Pierre Bérégovoy, « Le preministre enverra ses
condoléanses », a précisé le
porte-parole en rappelant que
John Major et Pierre Bérégovoy étaient amis depuis plusieurs années. Le ministre allesieurs années. Le ministre alle-mand des finances, Theo Waigel, a également fait part de sa «grande émotion» en appre-nant le décès d'un homme evec lequel il avait longtemps tra-vaillé quand il occupait le poste de ministre de l'économia et des finances.

Cité dimanche par l'agence DPA, M. Waigel a ajouté qu'il gardait un bon souvenir du tra-vail fait en commun et des longues heures passées avec son collègne « pour la France, l'Allemagne et pour toute l'Europe». « M. Bérégoroy était un bon partenaire», a-t-il ajouté.

Le président du conseil italien Carlo Azeglin Ciampi a envoyé un message de condoléances au gouvernement francais en soulignant égalsment « le rôle déterminant joué [par Pierre Bérégovoy] dans la pro-gression de la construction euro-péenne».

> « Ne pas introduire la haine»

Quant au vice-président du Quant au vice-président du gouvernement socialiste espa-gnol, Narcis Serra, il s'est déclaré dimanche, lors d'une réunion publique, à Barcelone, «très affecté» par le suicide de M. Bérégovoy, Il e rappelé que l'ancien chef de gouvernement français avait tonjours défendu l'idée que «le socialisme doit lutter pour l'intérêt général et pas pour des intérêts particuliers».

De son côté. Jordi Puinl, pré-

De son côté, Jordi Pujul, pré-sident du gouvernement ento-nome catalan, a estimé que M. Bérégovoy « n'a pu éviter de se sentir coupable, sans l'être, du déclin socialiste dans son pays». M. Pujol, qui présentait à Barcelone le programme élec-toral de son parti. Convergentoral de son parti, Convergen-cia i Unio (CiU), a sjouté que l'ancien premier ministre était « un homme très droit qui n'a pu résister aux doutes qui se sont abattus sur san

honnéteté». Il ne faut pas

n Mgr Jean-Marie Lustiger : « Dien seul connaît le secret des cares.» - « S'ai appris à connaître le dévouement de Pierre Bérégovoy pour le bien de ses concitoyens, a déclaré l'archevêque de Paris, et je témoigne du respect et de l'estime que je hui porte. Pour lui, je prie Dieu, qui seul connaît le secret des caurs et les pensées des hommes. Qu'il accorde courage et espérance à tous les Siens.»

«introduire de la haine» dans le débat politique, a-t-il conchu.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, Javier Solana, e estimé que « seule la douleur entraîne qu'une per-sonne honnête soit amenée par des pressions extérieures à une situation aussi terrible », a C'étalt une personne extraor-dinalre, un homme d'origine humble qui s'est fait tout seul et qui est devenu premier ministre de la France et un excellent amis. Quant au Parti socialiste espasnol (PSOE), il a « déploré la disparition de l'un des hommes les plus éminents de la scène politique de ces dernières années ».

Enfin, le président du PS belge, Philippe Busquin, a expliqué que « Pierre Bérégovoy, homme de cœur et de raison, a toujours manifesté sa fidélité au socialisme. Son comempreint d'humanisme et de conviction. Aujourd'hui, tous les socialistes européens sont en deuil. Ce fait tragique montre que derrière toute fonction, il y a des hommes et des femmes avec leurs convictions et leur défense d'un idéal».

Première édition

entièrement

annotée

par le

Selon le rapport Raynaud

Le déficit des comptes publics approche les 6 % du PIB

Le rapport d'évaluation des déficits publics cummandé par Edonard Balladur le 9 avril à Jean Raynand, procureur général près la Cour des camptes, n'a pas été publié lundi 3 mai, contrairement à ce qui avait-été prévu. La dispa-rition de Pierre Bérégovoy e incité le gouvernement à en repousser la publication à la fin de la semaine, vendredi 7 ou samedi 8 mai. Ce rapport d'une trentaine de pages est la première partie d'un audit plus large qui enmprendra 70 pages, sera publié à la fin de ce mois et concernera les grands problèmes qui sont posés ea pays : emploi, justice, sécurité, éduca-

La première partie de l'audit anssi bien le déficit budgétaire que celui des collectivités locales ainsi que les déséquilibres de la Sécurité sociale et du régime d'assurancechômage. En revanche, les comptes des entreprises publiques ne seront examinés que dans la deuxième partie du rapport.

Il n'y a pas de révélation fracas-sante à attendre du rapport Raysante a attendre de rapport Ray-naud, qui confirme pour l'essentiel la dérive des comptes publics, une dérive dont l'ampienr est grosso-modo connes depuis le début de l'année (le Monde du 17 février). Le déficit budgétaire risque d'at-teindre 330 milliards de francs teindre 330 milliards de francs cette année (avec une incertitude de plus ou moins 20 milliards de francs), c'est-à-dire le double de ce qui avait été prévu (165,4 milliards de francs) à la fin de l'année dernière lors du vote de la loi de finances par le Parlement. Le déficit des comptes de la Sécurité recisle et de l'assurance-châmses sociale et de l'assurance-chômage aurait atteint - sans les mesures de redressement qui seront annoncées la semaina prochaine - 60 mil-liards da francs pour le régime liards pour l'Unedic. Soit au total, si l'on prend en compte une dizaine de milliards de francs de besoin de financem vités locales, entre 410 et 430 milliards de francs, l'équivalent de 6 % dn PIB (produit intérieur

Si le gouvernement ne prenait pas rapidement des mesures de rééquilibrage, la dérive se prolongerait et entrainerait selon toute vraisembiance un déficit qui l'année pro-chaine atteindrait 520 à 530 milliards de francs - dont 80 milliards de francs pour le seul régime géné-ral de la Sécurité sociale – soit presque 7 % du PIB. Les chiffres montrent la rapidité svec laquelle peuvent se dégrader les comptes publics. La France était à la fin des années 80, un modèle de vertu dans le monde pour l'état de ses comptes publics.

Le rapport devrait souligner que les remèdes à appliquer pour réé-quilibrer les comptes de notre sys-tème de protection sociale sont consus aussi bien à court terme (relèvement des prélèvements obligatoires) qu'à moyen et long terme (application des mesures préconisées dans les divers rapports et études consacrés aux régimes d'as-surance-maladie et vicillesse). Soussion politique pour les appliquer. Le rétablissement des comptes budgétaires, s'il n'implique pas quant à lui de décision politique spectaculaire, sera autrement r long à obtenir. Il est vain d'espe – contrairement à ce qu'annonc nouveau gouvernement - ramen la croissance des dépenses publ ques au rythme de la hausse des prix, c'est-à-dire en fait stabiliser enmplètement les dépenses de l'Etat en vninme. Une telle prouesse n'est possible qu'excep-tionnallement, grâce notamment aux produits des privatisations. De aux produits des privatisations. De même, les recettes fiscales, même si elles recommencent à croître plus vite quand l'activité redémarrera, augmenteront-elles toujours un peu mnins vite que la croissance économique. La réduction des défents hudestelles réduction des défents hudestelles résents de

SOMMAIRE

LA MORT DE PIERRE BÉRÉGOVOY... 2 à 7

Le défilé du 1- mei de M. Le Pen. 8 M. Waachter cherche à reprendre l'offensive au sein des Verts 8 Chevènement veut créer une sième gauche »...

ÉTRANGER

Les négociations sur la Bosnie . 10 Afrique du Sud : l'attentat contre un hôtel d'East London........... 12 Sri-Lanka : la police eccuse les Tigres tamoule d'être responsa-bles de l'essassinat du président Las négociations Israélo-arabes à

Le cour d'appel de Paris réexamine affaire du sang contaminé 14 Le Commissariat à l'énergie atomique s'est mis en situation de reprendre les essais nucléaires

SPORTS

Judo : domination française aux championnata d'Europa à Baeket : Bnzider Msljknvic, entrefneur sans frontières 16

CULTURE

Arts: l'Afrique polychrome 18 Musiques : Paolo Conte ou les fine de siècle d'un trailen cultivé...... 18 Théâtre : Sans titre, de Federico Ger-cia Lorca ; Se lettre de mariege, de

La fin des réunions monétaires de

lin; e Les revenus immobiliers sont surtaxés », per Pierre Fer-

Services

Abonnements... Annonces classées Marchés financiers 24 et 25 Mátéorologia. Mots croise

La télémetique du Monde : 3B15 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier folioté 29 à 38 Le suméro du « Monde » daté 2-3 mai 1993 a été tiré à 554 320 exemplaires

Demain dans « le Monde »,-

« Initiatives » : la cuisine technologique Avac les bnuleversaments des mades ailmentairee et des comportaments de consommation, cla bouffe » évolue et ses métiers aussi...

« Sciences et médecine » : le nouveau rêve spatial russe En dépit du manque de moyens, les responsables de l'espece, en Russie, ne renoncent pas à leur projet de station du futur, en coopération svec les Américains et les Européens. le Code Européen de la Concurrence. Pouvez-vous l'ignorer?

Dalloz crée pour vous





Le Monde

Les privatisations en Italie



rancal

definit des comptes polic

approrhe les 6 % de MB

Le nouveeu gouvernement italien devrait confirmer la politique de privatisation lancée per le cebinet Amato. Mais, si le terraln juridique e été préperé, il reete bien des prix, le méthode,

Dossier : la politique familiale



eivement des budget de l'Etat le finencement dee prestatione famies. C'est l'occasion de feire le bilan de le politique famillale à le

rité a promie de

Nouvelle génération d'investissements



directeur des étudee de Seint-Gobain, l'investiseement est toujoure eesentiei, mais es nature évolue : 18 % des budgete concernent l'environnement et 15 % les produits nou-

Environnement : Les paradoxes du papier recyclé. Humeur, par Josée Doyère : Marketing à trois bandes La cote des mots, par Jean-Pierre Colignon, Livres : Destin de l'Afrique

Notes de lecture. Agenda. PERSPECTIVES OPINIONS Les revenus immobiliers

sont surtaxés, une opinior de Pierre Fernoux. CONJONCTURE Indicateur, la production industrie

Eclaircies. Région, l'Afrique

subsaharienne : Marchés : Pays, la Côte-d'Ivoire :

À-CÔTÉS

La révolution Mercedes

Moins chers, moins « allemands », les nouveaux modèles du constructeur traduiront un changement de culture

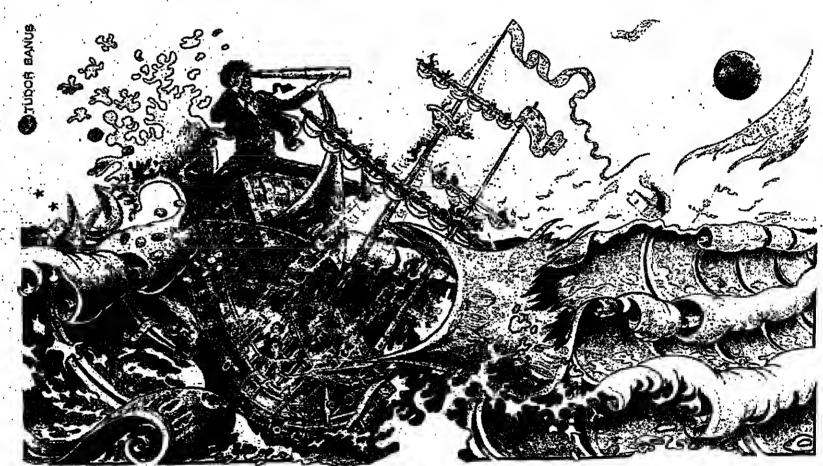
FRANCFORT de notre correspondant

LLE s'appelle la Classe C. Elle en juin dans toute l'Europe. « Comme augune autre voiture, elle per-sonnifie le départ vers un nouvel avenir pour Mercedes », assure Werner Niefer, le président de la firme. Mais c'est dit sans la fanfare habituelle d'un constructeur qui sort un nouveau modèle. On ne vante ni le confort ni les performances, pas plus qu'on ne laisse entendre qu'elle va laisser sur place les misérables concurrentes. Werner Niefer, comme tout l'état-major de Stuttgart, tremble. Si – ne parlons pas de malheur! – cette Mercedes nouvelle, remplacante de la 190 actuelle, ne rencontrait pas le succès, tous les projets futurs du constructeur allemand seraient remis en cause. Et, par voie de conséquence, Daimler-Benz, la maison mère, premier industriel du pays, serait, lui, contraint à une révision déchirante de ses énormes ambitions...

La Classe C marque le début d'une révolution : il s'agit d'abandonner la e Mercedes Kultur» qui voulait que tout soit « fait en Allemagne », et que la technique prime quel qu'en soit le prix.

> Eric Le Boucher Lire la suite page 31

Bourrasque sur les banques



Effondrement de l'immobilier, crise économi- ont globalement chuté de 30 %. Les audacieux que, multiplication des faillites, concurrence et ont perdu, les prudents s'en tirent. Mais tous contraintes accrues, 1992 a été pour les ban- sont aujourd'hui obligés de revoir leur stratégie ques françaises l'année terrible. Les bénéfices pour affronter la hausse des coûts. Lire pages 32 et 33 les articles de Eric Leser et de François Renard

ÉTATS-UNIS

Los Angeles, un an après

Le quartier de South Central, dévasté par les émeutes d'avril 1992, n'a toujours pas été reconstruit. Déserté, le ghetto s'enfonce un peu plus dans la crise malgré les efforts publics et privés pour recréer une vie économique

LOS ANGELES

Licarrefour des avenues Manchester et Vermont, un des lieux les plus touchés, rien, absolument rien, n'a été reconstruit... Aux coins de Florence et de Normandie, où furent allumés les premiers incendies, comme sur Avalon Boulevard, des terrains vagues out succédé aux carcasses de bâtiments brilés lors des émentes de Los Angeles, les plus destructrices qu'aient commus les Etats-Unis, avec des dégats estimés à 1 milliard de dollars (1). Partout dans le ghetto noir et latino de la mégapole californienne, des trous béants...

Un an après, l'étai des lieux à South Central est sans appel : à peine 10 % des bâtisses détruites sont aujourd'hui reconstruites. Avec une exception bien visible : les stations service flambant neuves au coin des rues, mais ces franchises (rentables) sont contrôlées par de grandes chaînes de distribution comme Texaco, Shell, Unocal.

Le quartier de South Central vit-il une « désertification » économique identique à ce qu'a subi Watts après la rébellion de 1965? Ce secteur est aniourd'hui encore le plus délabrée de tout le quartier noir, avec 44 % de ses habi- Edison, Shell, Arco, Hughes, Pioneer, Disney).

tants vivant en dessous du seuil de pauvreté. Les émeutes du printemps dernier risquent d'accélérer la détérioration d'une zone urbaine où vivent près de deux millions d'Angelenos, evec un revenn annuel par famille de seulement 20 000 dollars (alors que ce chiffre atteint 35 000 dans le comté de Los Angeles) et unc concentration d'entreprises trois fois plus faible qu'ailleurs.

RECONSTRUIRE • Qu'a donc accompli Rebnild L. A. (RLA, Reconstruire Los Angeles), l'association lancée avec grand fracas médiatique en mai dernier?... C'est à Peter Ueberroth, un homme d'affaires connu pour avoir rentabilisé les Jeux olympiques de 1984, que la ville de Los Angeles a confié le sort de ses quartiers déshérités : le président de RLA est un peu le Bernard Tapie de la Californie! Chef d'entreprise, il a fait fortune dans le tourisme, tâté du sport, fut tenté par la politique (tendance républicaine). Il a vite proclamé haut et fort le but de sa mission : inciter de grandes firmes créatrices d'emplois à investir dans les zones urbaines abandonnées. En bref : rallier l'Amérique des corporations au sort des ghettos. Il y eut des volontaires (Vons, IBM,

et près de 500 millions de dollars investis ou., promis, en équipements, centres de formation. dons, prêts. Mais force est de constater que la relance économique est lente, voire inexistante. D'après un consultant auprès de RLA, il faudrait 4 à 6 milliards de dollars d'investissements pour générer les 75 000 à 95 000 emplois nécessaires au redressement de South

L'aide fédérale a tont juste paré aux cas des plus démunis avant d'être déroutée sur la Floride, victime d'un cyclone. Et, avec un budget déjà déficitaire, l'Etat de Californie n'a pas encore voté les allègements fiscaux susceptibles d'inciter les entreprises à investir dans ces zones sinistrées, ni alloué les crédits utiles à la reconstruction de l'infrastructure urbaine. En effet, les transports en commun, les services sanitaires, les écoles adéquates, les équipements sportifs, les centres culturels... font cruellement défaut à South Central.

Claudine Mulard

(1) I dollar vant environ 5,60 francs.

Lire le suite et l'article de Serge Marti pages 34 et 35,

orientations

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

Code postal Ville

Niveau d'études 92-93 désire recevoir gratuitement des informations sur des écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous latére

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par contrier uniquement)

ENVIRONNEMENT

Les paradoxes du papier recyclé

La baisse du prix des vieux papiers menace les récupérateurs de papier-carton,

alors que les besoins papetiers français en fibres recyclés augmentent

N théorie, la récupération du papier semble aller de soi. Selon les calculs de la profession, une tonne de papier recyclé économise environ dix-sept arbres (pour la pulpe qui donnera le cellulose), 20 000 litres d'eau et plus de 1 000 litres de pétrole (pour la fabrication), sans oublier les trois mètres cubes de décharge publique nécessaires pour déposer le papier usagé. Qui ne souscrirait à un programme de récupération des vieux papiers?

Or le métier connaît actuellement une crise majeure due à la conjunction de deux facteurs sans lien entre eux. Tout d'abord, le prix de le pâte neuve est en chute libre. Non seulement la crise économique a ralenti la demande, mais l'offre n'e jamais été aussi élevée. A côté des exportateurs traditionnels (Canede, Scandinavie, Russie), qui regorgent de ces bois dant on fait le papier (résineux et bouleau, essentiellement), de nouveaux producteurs s'affirment evec les plantations d'eucalyptus au Brésil, en Inde, au Congo nu au Portugal. Même un pays comme la France, qui a toujours importé l'essentiel de sa pâte à papier, dispose aujourd'bui d'un confortable stock de bois sur pied.

COLLECTE • L'autre raison de l'effondrement des cours des vieux papiers en France vient de... le politique allemande. La lni Töpfer imposant un quota de récupération des emballages a incité industriels et municipalités à met-

tre en place, parfnis à grands frais, un système de collecte des papiers et cartnus usagés. Ces matériaux, ne pnu vant plus être incinérés ou mis en décharge, sont done exportés... vers la France où ils sont pratiquement «donnés» aux papetiers. Du coup, les récupérateurs français de papiers et cartnus, qui dnivent vendre à perte, baissent les bras et burlent à la mort de leur profession.

Le paradoxe, e'est que la profession papetière, elle, se vante de réutiliser de plus en plus de fibres recyclées. Selon le Groupement français des papetiers utilisateurs de papiers recyelables, constitué à l'été 1991 snus le sigle REVIPAP, le taux de récupération a atteint en France 46,7 %, ce qui place l'Hexagone an sixième rang européen, et largement devant les Etats-Unis (39 % en 1992). De la même façon, les cartanniers finnt valoir que les trois quarts de leur production sont déjà fabriqués à partir de fibres de récupération. Or seulement deux

DU PAPIER ... OU CARTON ... OU CARTON

DU CARTON... DU PAPIER ... DU CARTON

DU PAPIER... DU CAPTON... DU PANIER

HEU...DU PAPIER.. DU CARTON... DU

cartons d'emballage sur trois sont récupérés en

France après usage : la différence est comblée

par l'importation. En 1990, déjà, les papetiers

avaient imparté 260 000 tonnes de vieux

dnnc de plus en plus de fibres recyclées, alors que la récupération de ces mêmes fibres est

toujnurs aussi laborieuse en France. C'est l'of-

fre étrangère de vieux papiers qui permet à la

Dans les municipalités, où la collecte

Les papiers et cartnns neufs contiennent

papiers pour mélanger à leur pâte neuve.

production de progresser.

PARTON...HELLDU CARTON... DU...

sélective des ordures ménagères ne cesse de s'affirmer, le tri dn papier s'impose comme une ardente obligation : on espère «économiser des arbres» en remettant les vieux papiers dans le circuit de la production. Mais, pour les papetiers, tous les vieux papiers ne sont pas bnns à prendre. Les fabricants de cartins nudulés préfèrent récupérer les vieux cartins plutôt que les papiers «écriture», chargé d'ad-

plutôt que les papiers «écriture», chargé d'additifs chimiques pour blanchir et faire briller. A l'inverse, les fabricants de papier ne veulent pas de «tout venant», nù se mèlent vieux cartons, papier kraft et toutes sortes de matériaux parasites qui genent la production de pâte de qualité.

MÉLANGE • Une finis de plus surgit le problème du mélange des matériaux, qui handicape tous les métiers de la récupération. Pour être recyclé à bon compte, le papier duit être trié à la source. Les cartons undulés ensemble, les cartons plats à part, et, enfin, les vieux journaux et magazines. Tant que les municipalités se contenteront de recneillir pêle-mêle les matériaux théoriquement recyclables, elles ne trouveront pas preneur, ou alors à si bas prix que le jen n'en vaudra pas la chandelle.

L'expérience de la ville de Paris est à cet égard éclairante : les Parisiens ont beaucoup de mal à se plier aux gestes simples qui leur sont demandés à grands renfints d'affiches, en l'occurrence ne jeter que journaux et magazines dans la

poubelle à couvercle bleu qui vient de faire son apparition dans les cours d'immeubles. Beauconp de gens, eroyant bien faire, viennent y vider le contenu de leur corbeille à papiers et y entassent les cartnns d'emballage. De tels mélanges, hélas, ont toute chance de finir dans les fours d'incinération d'ordures ménagères, car ils ne valent pas la livraison aux papetiers. Au moins tant que l'offre internationale, pour les vieux papiers comme pour la pâte neuve, sera si abondante.

Roger C

HUMEUR • par Josée Doyère

Marketing à trois bandes

E tout nouveau shampuning régénérent, supercoiffant, qui ferait que les mecs se retournereient captivés sur ma divine chevelure, il y e quinze jours que je le cherche... Rien à faire. Il n'est pas dens les rayone. Et quand je le demende, on m'envoie paître. Pourtant, les spots n'errêtent pee, à la télé... Alars... ils font da le pub pour un produit qui n'est pas encore en vente? Ils sont fous. » Elle n's nen compria, man amie Nienle, aux subtilités de la distribution.

On ne peut pas lui en vouinir. On a est tous fait piéger
de la même feçon, qu'il
s'agisse d'une nnuvelle leseive qui lave enenra plus
blane, d'une boisson « légère»
gerantie sans sucre, d'une
crème qui fait disparaître les
rides (sur ls visage resplendissant d'une fille de vingt ens I),
d'une céréale pour petit déjeunar, tout miel, tout fruits, tout
couleura... Séduit par le spot
de pub à la télé, on est part à
la recherche du nouveau produit miracle, sans résultat.

En fait, le fabricant et son publicitaira se servent du consommeteur finel comme d'un prescripteur pour les respansables dee megasins de grande surface. Il faut les convaincre de « référencer » le nouveau produit (entendez, de l'acheter), et de l'installer sur les « linéaires » (les rayons). Si plein de clients le demandent, s'étonnent de ne pas le voir, cele revient aux oreilles du directeur du msgasin, qui en parle au directeur de la chaîne. qui en parle à sa centrale d'actiat, et si le demande est suffissmment intense, il y a une petite chance de plus pour que l'acheteur spécielisé se

ae commande.
D'aillaura, les megazines spécielisés dens le commerce moderne (Libra-service actualités, ou Pointe de vante, par exemple), lua excluaivement

lités, ou Pointe de vente, par exemple), lua excluaivement par lea professionnels et par quelque s journelletee ennsciencieux, sant pleins de pegea en quedrichramie annançant les campegnes de pub à la télé pour tel jambon vendu en trenchas au tel liquide nettaia-sol. Il e'agit de persuader ceux qui gamissent les rayone qua ça ae vendra, que ça se vendra blen, parce

que prévendu.

C'est tout eimplement du merketing à troie bendea, enmme le billerd, et le consammeteur final est une de cee baules deatinéea à faire bouger une eutre boule, qui enverra la dernière là nû elle doit aller. Oui, je saia, je ne suia pee très calée en billerd, mais e'est juste pour être claire.

Il faut dire que les febricants n'ont paa la partie belle. avec les acheteurs des grendes enseignes de auper et d'hypermarchés. Ils sont de plue en plua féroces, ces echeteurs, durs en affaires, âprea au gain, tous leura efforts tendant à obtenir les meilleures conditions, les plus juteuses rietournes, les manutentions les moins justifiées jusqu'à la miae en rayons des produits, - ce qui économise des frais de personnel, mie einsi à la charge de l'industriel producteur. Et les industriels feralent n'importe quoi – ou presque – pour obtenir le fameux référencement d'un produit « nouveau ». Lea spots télé fant partie de ce n'importe quoi.

LA COTE DES MOTS

Audit

Le tome 1 du nouvesu Dictionnaire de l'Académie françeise (neuviàme édition) n'accueille pes l'anglieisme eucit – et les «Immortels» ne mentionnent même pas, à auditeur, que ca demier mot pourrait correspondre à l'une de ecceptinns d'audit. Les « Quarente » se montrent done plus réservée que certains lexicographes. L'excellent Joeeph Hense, einsi, ecceptait le termé sens formular la moindre réserve (1)...

Ce vocable englaie vient du letin euditus, «audition», et désigne soit une procédure de contrôle des objectife d'une entreprise, snit une vérification des comptes, le plus souvent l'établissement d'un «bilan de santé», en quelque eorte. Par extension, le mot e été appliqué à la personne chargée de cette mission. En anglo-américain, ce contrôle, ca bilan, cette radiographie, sont non seulement treduits par eudit, msis eussi par auditing, tandis que l'expert effectuant cette vérification est exclusivement déeigné, semble-t-il, par euditor (« euditeur »).

En françaie, « euditaur », trop marqué per d'autree significations : « chers z'auditeurs », auditeur eu Coneeil d'Etat, etc., ne paraît pas jouir d'un grand succès, pae plua que réviseur - qui évoque le fameux *Revizor* de Gogol, délà effecté d'eutres ecceptiona. La brièveté de l'anglicisme concourt évidemment à le bonne fortune d'eudit. Néanmoins, il n'y a pas de raison d'écarter des formulea tailes que : contrôle (général de gestion, expertise comptable, vérification comptable, atc., d'une port, et expertcomptable, contrôleur de gestion, d'autre part.

Jean-Pierre Colignon

(1) Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne (Duculot éd.).

Destin de l'Afrique

EN SILENCE

Le continent noir est-il condamné au déclin? En tout cas, il faudra repenser l'aide des pays développés : les sommes versées au cours des années 70 n'ont rien arrangé

LA FRANCE ET L'AFRIQUE Vade-mecum pour un nouveau voyage sous in direction de Serge Michailof, Karthala,

512 p., 180 F.
'L'ÉCONOMIE DE L'AFRIQUE
de Philippe Hugon, la Découverte,
123 p., 45 F.
FUTURIBLES

no 172, janvier 1993, 62 F.

T si l'on laissait l'histoire s'ac-complir et l'Afrique suivre son destin? La tentation existe. Elle gagne même du terrain, alimentée par les résultats décourageants du continent noir depuis l'indépendance. Sans doute, s'agissant de l'Afrique, faut-il manier avec circonspectinn les statistiques. Il n'empêche : les observations sur place confirment le pessimisme des chiffres. Depuis les indépendances, dans l'Afrique subsaherienne, le produit intérieur brut par habitant, c'est-à-dire la richesse de chacun, a stagné. Et, depuis dix ans, régresse. En une génération, la part de cette Afrique subsaharienne dans les échanges mondiaux a été divisée par deux tandis que sa dette était

multipliée par vingt.

Déliquescence des rares industries et des services publics, inefficacité des développements agricoles, crise des systèmes éducatifs: le constat est accablant. Une observation, rapportée par l'universitaire Philippe Hugon dans un ouvrage consacré à l'Économie de l'Afrique, rend compte de cette faillite: parmi les pays à «faible revenu» (mnins de 500 dollars par habitant et par an, seion les critères de la Banque mondiale), plus des deux tiers

appartiennent au continent africain.

Quantités de raisons ont été avancées pour expliquer cet échec: la géographie, l'histoire, l'environnement international... Aucune d'entre elles, explique Jacques Giri dans un article remarquable publié par la revue Futuribles, n'emporte la conviction. Le Zaïre ou le Nigérie possible, l'essentiel est qu'ils ont créé des conditions favorables au développement. En Afrique, rien de tel. L'argent de la rente (le café, le cacao à la fin des années 70, par exemple) – Ioin d'être mis à profit pour créer les conditions du développement agricole ou industriel – a conviction. Le Zaïre ou le Nigérie

sont plus riches en matières premières que la Corée. A l'image de l'Afrique, la quasi-totalité de l'Asie a été colomisée et, si elle n'a pas subi la traite des esclaves, elle e pratiqué l'esclavagisme (en Tharlande, il n'a en pratique disparu qu'à la fin du siècle dernier).

Quant au cliché qui veut que, à l'inverse de l'Asiatique, l'Africain rechiene au travail Jacques Giri lui fait un sort à bon droit. Les Africains, écrit-il, « travaillent durement [et] ne le cèdent souvent en rien aux Asiatiques, ni pour la quantité de travail fournie ni pour la modicité de leur salaire». Feut-il invoquer l'obsence de démocratie en Afrique? Mais en Thaïlande ou à Singapour, elle est plus farmelle que réelle. Vanter le libéralisme des «dragons asiatiques»? Ils sont au contraire adeptes de la planification centrale et de l'interventionnisme de l'Etat, invoquer le manque d'état de droit? La communion est aussi répandne en Theilande qu'an

.Comment expliquer alors le décrochage du continent africain? Il y e une quinzaine d'années, le produit national brut par habitant (PNB) de la Côte-d'Ivoire était deux fois plus élevé que celui de la Thaïlande. Début 1990, la situation est inverse.

PRUDENCE • Jacques Giri avance une explication : les pays asiatiques qui décollent le doivent au déclenchement d'un processus de création de richesses par «une petite mino-rité d'entrepreneurs publics ou privés qui se trouvent places dans des conditions favorables grâce à l'action d'un Etat ». Les hommes au pouvnir peuvent être corrompus au possible, l'essentiel est qu'ils ont crée des conditions favorables au développement. En Afrique, rien de tel. L'argent de la rente (le café, le cacao à la fin des années 70, par exemple) - loin d'être mis à profit pour créer les conditions du déve-

cours des matières premières est au plus bas, poursuit Jacques Giri, «toute l'action du pouvoir vise à (...) eréer des raretés et des rentes artificielles (et) à redisiribuer les unes et les autres pour assurer le contrôle de la société».

Dans les années 60, parier d'un possible décollage économique de l'Asie était hors de saison. Du haut de leur savoir, les experts condamnaient le Corée à n'être qu'un exportateur de riz et jugeaient Singapour non viable. Une prudence élémentaire conseille done aujourd'hui de ne pas verser dans l'«afropessimisme». D'autant qu'a aucune satalité ne pèse sur l'Afrique». Le ugement émane d'un connaisseur : Serge Michailof, choisi par Edwige Avice, éphémère ministre de la coopération (mai 1991-avril 1992), pour diriger un groupe de travail chargé de l'éclairer sur « la situation du continent et l'efficacité de la coopération française».

Vnici done disponible le fruit

de ce travail considérable. Un constat - déplaisant - s'en dégage : «L'abondance des ressources qui ont été déversées sur l'Afrique au cours de la décennie 70 n'a pas facilité l'essur économique. Bien nu contraire... » Il faut donc «changer» ls coopératinn française. Serge Miebailnf recnmmande, entre autres, une meilleure sélection des aides pour éviter de couvrir l'Afrique d'« usines non rentables et d'infrastructures inutiles ou surdimensionnées »; un soutien accru aux projets qui répondent aux besoins prioritaires des populations défavorisées (éducation, santé, can potable); l'abandon de la «politique du cadeau» («les contribuables français pairres paient pour souver une élite africaine qui ne compte pas parmi les damnés de la terre»); enfin, une clarification du cadre institutionnel de la coopération française.

Vaste chantier auquel devrait s'atteler le nouveau ministre de la coopération.

Jean-Pierre Tuquoi

NOTE DE LECTURE

ECONOMIE ET POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT de Jean-Philippe Barde, PUF, coll. « L'économiste », 383 pages, 198 F.

Réconcilier l'environnement et l'économie, voici à la fois l'enien et l'ambition de l'ouvrage de teur à la direction de l'environnement de l'OCDE. Un « développement durable », dit-il, implique la préservation et la transmission eux générations futures de l'ensemble du patrimoine, naturel et créé par l'homme, et exige une stricte rationalité économique. Il s'agit d'élaborer des politiques de l'environnement capables de corriger les défaillances du marché. tout en respectant les critères d'efficacité économique, eutrement

dit au moindre coût global pour la collectivité.

Pour l'économiste, c'est la «gratuité» des ressources (eau, air, sol) qui est la cause première de la détérioration de l'environnement. Une comptabilité des dommages qu'il subit s'avère, dès lors, indispensable. Les politiques environnementales, eussi nombreuses soient-elles, reposent cependant toutes sur un principe de base : le «principe pollueur-payeur». ou

PPP. Le PPP, c'est l'abandon de

la gratuité des ressources environnementales, de telle sorte que le pollueur prenne en compte les coûts de l'utilisation ou de la détérioration des ressources naturelles. Il s'agit, en d'autres termes, d'intégrer pleinement l'environnement dans la spière marchande de l'économie.

Deux conceptions, au demeurant complémentaires, des politiques de l'environnement se sont imposées. La première préconise l'utilisation des mécanismes du marché au moyen de ce que l'on appelle des «instruments économiques» (taxes, redevances, permis négociebles de droit à polluer). La seconde propose que les politiques de l'environnement reposent exclusivement sur des réglementations de type administratif.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée à le nécessité de mettre en place une véritable coopération internstinnale en matière d'environnement. Au total, Jean-Philippe Barde, grâce à un va-et-vient constant entre les apports théoriques et les applications pratiques, nous offre une rigoureuse synthèse des principales facettes de l'économie politique de l'environnement.

X. H.

AGENDA

MARDI 4 MAI. Paris. rénnion paritaire sur l'assurance chômage (eu CNPF).

Paris. Les conférences de l'AFB (Association française des banques), sur le thème : « Lille, candidate à l'accueil de la Banque centrale européenne».

MERCREDI 5 MAI. Paris. Examen par le conseil des ministres du collectif budgétaire et du plan de relance du bâtiment, du logement et des traveux publics, ainsi que du plan d'apurement et de rééquilibrage des déficits sociaux.

VENDREDI 7 MAI. Paris. Conférence débat sur le thème

experience des propres des banques et reprise économi-

que », organisée par la revue Banque (18, rue Lafayette). Paris. rencontre entre

Paris. reneontre entre Edouard Balladur et les quatre grandes organisations professionnelles agricoles pont discuter du GATT et d'un contrat de progrès. Annnnee des mesures d'aides nationales aux agriculteurs. Washington, Sommet semi-

Washington, Sommet semiannuel entre la CEE et les Etats-Unis, Réunion ministérielle pour tenter de relancer, les négociations de l'Uruguay Round.

LUNDI 10 MAI. Bruxelles-CEE. réuninn des ministres des sffaires étrangères et de l'agriculture.

ر کا ۲

PERSPECTIVES

Feu vert aux privatisations

L'Etat italien ne veut plus et ne peut plus garder un secteur public énorme et peu rentable. Plusieurs entreprises de second rang sont donc à vendre, mais on est loin de la transparence souhaitée par les investisseurs potentiels

'UN des plus grands secteurs publics d'Occident est a vendre. Six cents, 700 milliards de francs? C'est en gros la valeur des cotreprises publiques que l'Italie compte céder au privé dans les plus brefs délais. Pour dooner une comparaison,' les privatisatioos fraoçaises de 1986-1987 ont représenté 85 milliards de francs...

101 207 Dest

...... to [1,255)

" " " " T. A. A. A.

* 7

: 22 7

" " " TE CO

Co and The

· "**: ċ1

4 (2)

1.1 m 24.53

· ** * *** **

" COMPARING

いいないてきない

1 17 A 17 2

30 miles

or an expense

and the second second

1.2.2.7

4 2 4 700

1000 1 THE BER

.

منيسة بين - -

... - 72-

A STATE OF

متت مرجود

A SHE THE

-: = 5.4

a d

7. 7. 202

And the second s

and the second

.

The second section

MUTT DE LECTURE

1. 1. 2**.** 3.

to the secretary

1 ついまま

- THE 2 3

Des privatisations, on eo parle en Italie depuis an moins dix aos. Mais, comme les chœurs d'opéra ebantent « marchons, marchons » tout co restant sur place, les gouvernements succes-sifs s'étaicot hâtés de oe rico faire, Pourquoi? On le comprend mieux depuis que les eoquêtes « mains propres » menées par les magistrats italiens oot révélé dans toote son ampieur la collusion cotre partis politiques et dirigeants des entreprises publiques, les premiers assurant la nomination des seconds, qui assuraient à leur tour des versements aux caisses des partis. Personoe n'avait iotéret à introduire la logique du privé dans ce système clicotéliste - où les décisions d'iovestissement se faisaient an gré des eirconscriptions électorales, surtout dans le Sud - aussi longtomps que l'Etat était prêt à faire les fios de mois. Ce o'est plus le cas.

BILAN . Le gouvernement de Giuliano Amato - remplacé la semaine dernière par le gouveraeur de la Banque d'Italie Carlo Azeglio Ciampi - a pris des mesures sérieuses pour permettre



les privatisations. Son ministre du Trésor, Pieto Barucci, présent à Paris huodi 26 avril pour un colloque organisé par le Monde sur l'écocomie italienne à la veille des privatisations, l'a dit et répété: les privatisations, cette fois, e'est pour de boo. Reconduit au même poste dans le gouvernemeot Ciampi, il pourra poursuivre le travail engagé depuis un ao. Le bilao du cabioet sortant est, il est vrai, élogoent : en août

1992, les groupes publics oot changé de statut, devenant des sociétés par actions; « les nominations, au sein des entreprises publiques, ne sont plus foites que par les conseils d'administration», a insisté Piero Barucci,

prenant à témoin les patrons du secteur public italico assis à la même tribune...

Le fen vert a été donné fin décembre pour la vente de plosieurs cotreprises (la SME et le Credito italiano du gronpe IRI, Nuovo Pignone du groupe ENI, les assurances INA); un projet de loi présenté à la Chambre le 20 janvier 1993 prévoit des inci-tations fiscales à l'achat d'actions, des avantages en matière de suocession et d'imposition des divideodes; pour faire acheter des actions de privatisées à des Italiens babitues à investir presque exclusivement en bons du Trésor, le gouvernement sortant a eu l'idée de permettre la conversion

de la bonne volonté « privatisatrice » oe manqueot pas - et Piero Barucci s'est montré déterminé à pousser les feux : « l'Etat italien sortira complètement des entreprises publiques dont il a dit vouloir sortir », a-t-il dit, dans un délai de « quatre ou cinq ans ».

Pour les entreprises publiques elles-mêmes, la situation actuelle ne peut plos durer. Michele Tedeschi, l'administrateur délégué de l'IRI - le colosse poblie fort de 500 sociétés, 400 000 employés... et 73 000 milliards de lires de dettes (263 milliards de francs) - a expliqué lors du colloque parisien que les apports de l'Etat à l'IRI ne convraient plus depuis dix ans que 10 % à peine de ses besoins, et étaient tombés récemment presque à zéro. Ainsi, « lo STET

equivalent d'Alcatel - n'o pu faire oppel à l'actionnaire public pour mettre à niveau les télécommunications italiennes, et o du s'endetter de 23 000 milliards de lires (83 milliards de francs) pour investir ». Et de préciser que l'IRI a commence voilà dix ans à vendre des filiales (pour 72 milliards de francs jusqu'ici).

Pour sa part, l'administrateur délégué de l'ENI, Franco Beroabé, a annoocé uo programme chargé de cessions et de restructurations: 50 à 60 sociétés du groupe pétrolier, employaot 27 000 personnes et représentant 16 milliards de francs, vont être vendues, les autres soot appelées

en actions des titres d'Etat... ce à un sévére recentrage. La holqui réduirait d'autant la dette ding « assainie et resserrée » serait publique. En somme, les signes prête à être elle-même privatisée dans trois ans.

> SCEPTICISME . L'Etat veut veodre, les entreprises publiques venlent vendre, sans préjugé sur la méthode ni les jovestisseurs potentiels (à part une petite préféreoce pour les acheteurs « communantaires », c'est-à-dire européens). Pourquoi, alors, ce scepticisme, cette retenue que ne narvenaient pas à cacher, au colloque du Monde sur les privatisations, les représentants émicents du moode des affaires tant français qo'italien - de René Thomas (BNP) à Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), de Ranl Gardini à Roberto Mazzotta (CARIPLO)?

C'est que, jusqu'à présent,

aucune vente o'a abouti. Ouand Raul Gardioi, ancico PDG de Ferruzzi «émigré» co France avec ses capitaux, a voulu acheter l'ensemble de la SME, belle entreprise de distribution, restauratioo et agro-alimeotaire, il a été écarté; le Credito italiano est en vente, mais les entreprises industrielles italicones o'ont pas le droit de l'acheter - de par la loi et oo oe propose aux banques étrangères iotéressées que des paquets miooritaires; l'INA, second assureur italieo et premier sur le secteur vie, eotend se placer eo priorité aoprès de ses 1,3 millioo d'assurés; l'achat de l'IMI, ooe baoque spécialisée dans les prête à moyeo terme, par la CARIPLO (caisse d'épargne de

Lombardie) bute sur une questioo

de prix qui caeherait des dissensions entre partis politiques...

Les mais à venir devraient permettre de se faire une idée plus précise sur les privatisations italiennes avec la mise sur le marché par l'IRI de deux divisions de la SME, GS (distribotioo) et Autogrill (restauration), la vente de Nuovo Pignone par l'ENI à un investisseur dont on exigera une stratégie industrielle, le placemeot de l'INA aoooocé ponr la fin de l'année. Contrairement à ce qui s'est passé en France en 1986-1987, il o'y a pas en Italie de loi de privatisatioo : d'abord, parce qu'il o'y a pas eu de loi de nationalisatioo, mais des ioterventioos de l'État au coup par coup, pour sauver tel ou tel secteur; cosuite parce que les résistances politiques au changement, toujours virulentes, ne l'auraient pas permis.

Les choses se foot done sans méthode, sans argeot (le ministère du Trésor oe dispose pas de lignes budgétaires pour faire évalucr les entreprises publiques par des cabinets indépendants), sans véritable marché boursier (300 000 Italiens sculement possèdent actuellement des actions). François-Xavier Ortoli, président du CNPF-loternational, faisait observer gentimeot que «le système national italien était jusqu'à présent peu compatible avec tout outre » et qu'oo pouvait espérer voir bientôt « lo fin d'une certaine forme de cartellisation ». Les privatisations seroot un bon test.

Sophie Gherardi

La révolution Mercedes

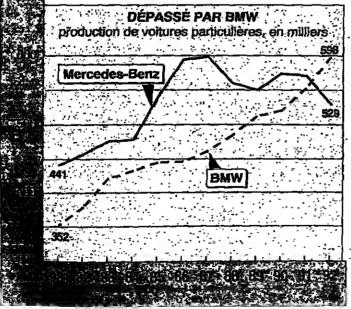
Suite de la page 29

vérifier que produire en Allemagne est eocore rentable malgre des salaires les plus élevés du monde.

Il s'agit enfin, accessoirement, de retrouver sa fierté en reprenant sa place, la première, parmi les constructeurs mondiaux de voitures de prestige, place ravie l'an dernier par BMW et convoitée avec acharnement par les Japonais. La Classe C est la tentative la plus aboutie et la plus attendoe pour engager le redressement et pour retrouver une perspective stable vers I'an 2000. •: •

Mercedes-Benz traverse certes la crise générale de l'industrie alle-Il s'agit en même temps de mande due à la récession et aux surcoûts salariaux. Mais elle y ajoute, comme Volkswagen, une crise ioterne qui provient d'un épuisement de sa stratégie passée. Vendre toujours plus cher des voitures toujours plus chères à fabri-quer, cette politique bute désor-mais sur un plafond. A continner, Mercedes finirait comme Rolls Royce avec une base de clientèle toujours plus réduite.

> OPTIONS . Taodis que les concurrents offrent de plus en plus d'options en série (système ABS,



perte opérationnelle. Ses ventes soot tombées d'un quart. L'an passé, au bout d'une lente érosion de la rentabilité (voir graphique), soo bénéfice avait plongé de près de moitié, à 849 millions de marks. Plus de 30 000 voitures et 40 000 camions s'entassent dans les stocks. La production de voitures a recule de 8 % et les ventes de 5 %.

La chute brutale des marchés européens après l'été, la réévaluation du mark à l'issue de la tourmente monétaire de septembre et le maintien à un niveau élevé des

ll est temps. Depuis le début climatisation), les clieots de la de 1993, Méroedes-Benz est eo marque à l'étoile doivent payer un supplément pour des lève-vitres électriques. Ils grognent désormais trop fort pour oe pas avoir été, enfin, entendus à Stuttgart.

Helmut Weroer, actuel numéro deux, qui prendra la présidence fin mai, a déclenché la « révolution » dans le milieu des anodes 80. La Classe C en est le les précédents (à partir de 140 000 francs) mais ils wen offriroot plus»: meilleur équipement, meil-·leur moteur. Le développement à investissements n'expliquent pas moins qu'avant chez Mercedes. Le réputation en Allemagnes ... montage prend trente-cinq beures,

les anciens modèles.

La difficulté pour Helmut de produits et d'aller plus toin. On estime que le surcont de prodoction de Mercedes par rapport aux constructeurs oippons est encore de 15 % pour la Classe-C et de

> L'un des volets de la stratégie : attaquer tous les segments du marché.

35 % pour les autres lienes. La stratégie désormais employée est

D'abord poursuivre la baisse des coûts. Le plus facile ayant été fait, Mercedes va porter le fer plus profond. L'emploi a déjà été réduit de 15 000 postes en 1992, il le sera encore de 7 000 cette anoée; tous en Allemagne. Les niveaux hiérar-chiques sont passés de six à quatre.

Mercedes a modifié ses chaines de montage et introduit « des groupes de travail » dotés d'une responsabilité élargie. Autant de méthodes largement utilisées au Japon, aux Etat-Unis et ailleurs en Europe, mais que les constructeurs allemands sur le petit ouage de la réunification avaient différées. Mercedes se met à son tour à la lean production.

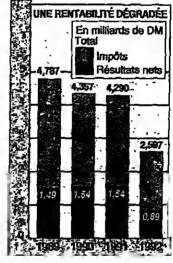
MÉLANGE . Mais pour autant la firme ne renonce pas à ce qu'elle est. Elle procède à un savant mélange. Ainsi des usines : elles soot chez Mercedes Allemagne au combre de six (actomobiles et camions) et non spécialisées par modèle. Tout rationaliser, comme il serait de bonne logique, permettrait de supprimer les norias de trains et de camions de pièces détachées. L'écocomie serait de 3 % selon Klaus-Dieter Vöhringer, directeur de la production des premier résultat. Les modèles automobiles. Mais cela imposerait seront vendus au même prix que de supprimer des emplois ici pour en recréer là ; ce n'est pas et ce oe sera pas dans la meotalité Mercedes que de manipuler ainsi ses employés. Et puis a supprimer des duré quarante mois soit un tiers de emplois coûte trop cher à notre

Deuxième volet de la straté-

marché. La firme va construire un «vébicule de loisir», uo « mono-Werner est maintenant d'étendre la space » et une voiture de la taille méthode à toutes les autres lignes d'une Golf. Toutes les Mercedes ne seront plus des limousioes. De 1993 à 1997, l'investissement en matériels neufs se mootern à 21,3 milliards de marks et les dépenses de recherche-développement à 17,2 milliards de marks. Uoe moyenne de 7,7 milliards par an : les écouomies n'affecteroot pas les bureaux d'études.

L'internationalisation de la productioo constitue le dernier pilier de la stratégie. Mercedes ne produit encore qu'un tiers de ses camions hors d'Allemagne et pratiquement aueuoe voiture (eo dehors de petites opérations de montage en Indonésie et en Afrique du Sudi.

Désormais, les coûts salariaux allemands, les charges fiscales et l'absentéisme poussent à la délocalisation. Mais, là encore, Mercedes ne troque pas le modèle du coosen-sus social allemand pour un libéralisme sauvage. Le groupe progresse avec mesure : le véhicule de loisirs sera construit aux Etats-Uois, des



premières voitures sortent d'une usioe an Mexique, une sociélé commune a été eréée avec le coréeo Ssangyoog Motor, tandis que des conversations soot engagées en Chioe et en Inde. Une prudeoce occessaire : il faut vérifier que les clients acceptent des Mercedes faites hors d'Allemagne. Le «made by Mercedes» doit pouvoir remplacer le « made in Germany » sans dommage pour l'image. Une prudence liée aussi à la volonté de conserver une base majoritaire sur

le soi natal. « Si la production en Alle-magne devenait un handicap définitif, nous devrions transfèrer toutes nos usines à l'étranger et non pas seulement une partie d'entre elles. Mais ce serait trop tard, nous n'aurions plus le temps face à la concurrence », explique Klaus-Dieter Vöhringer. Il demeure optimiste: « Les Allemands ont toujours su s'adopter. Quand ils verront que leur niveau de vie est menacé, ils

La marque à l'étoile a symbolisé l'iodustrie allemande tout entière, « Trop lourdes, trop gourmandes, trop chères » : derrière les critiques adressées aux Mercedes ces derniers temps, on lisait les problèmes structurels de l'Aliemagne. Voilà pourquoi la firme, le groupe et le pays soot les passagers de la Classe C.

Eric Le Boucher

LES ADMISSIONS PARALLÈLES DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR **DU COMMERCE**



Vous désirez poursuivre vos études dans une école de commerce dynamique, dont le diplôme est visé par l'Etat, l'ISC vous propose :

◆ Entrée en 1ª année : titulaires d'un DEUG (sciences économiques, droit...), d'un DUT (gestion-commerce...) ou d'un BTS

♦ Entrée en 2º année : titulaires d'une licence ou d'une maîtrise

◆ EPREUVES D'ADMISSION: Tests - Entretiens - Oral d'anglais

En 1" ou 2' année (2 sessions) : • 1" session, 21 ou 22 juillet 1993 2 session, 7 septembre 1993

◆ Date de dôture des inscriptions : 30 juin 1993

22 boulevard du Fort de Vaux – 75017 PARIS Téléphone: (1) 40.53.99.99 - Télécopie: (1) 40.53.98.98

AGENDA

E-Marie and a second

M ...

1987 P. -- 17

The same

- P

FINANCE



Bourrasque sur les banques

Progression des risques, baisse de la rentabilité : l'année 1992 a été impitoyable. Elle a révélé la nécessité de révisions stratégiques pour beaucoup d'établissements

OUS n'en mouraient pas, mais tous étalent rappės. » A l'image des animaux malades de la peste évoqués par Jesn de le Fontaine, les benques françoises nnt été atteintes l'an dernier, simultanémeot, par une crise immobilière sans précédent, par une conjoucture anémiée avec son enrollaire, la multiplication des faillites d'entréprises, et par uoe nouvelle diminution de leurs marges. Leor rentabilité, qui s'était

miraeuleusemeot redressée en 1991, est cette fois en chute libre. bénéfices n'oot pourtaot baissé, en moyenne, que de 30 % pour les établissements liés à l'Association française des banques (AFB), mais la majeure partie des profits proviennent de plus-velues. Les provisions, qui avaient déjà augmenté en moyenne de 22 % eo 1991, se soot accrues de plus de 30 % l'an dernier, absorbant sans doute l'essentiel des résultats d'exploitation. Les dotations aux provisions ont etteint des niveaux record: 16,5 milliards de francs pour le Crédit agricole, 14,7 milliards pour le Crédit lyonneis, 8,3 milliards pour la BNP, 6 milliards pour la Société générale, 5 milliards pour le CIC et 3 milliards pour les Banques populaires. Encore faut-il y ajouter des reprises de provisions sonvent importantes, sur risques-peys natamment: de 3,6 mil-liards pour le Crédit lyonnais et 1,7 milliard pour la BNP.

Les risques ont eossi changé de nature. En 1991, il s'agissait pour l'essentiel de quelques grands sinistres bien identifiés, comme Maxwell, Olympia and York, La Cioq, Montleur, l'ex-URSS. L'an dernier, les provisions résultaieot plus de l'accu-mulation de petites faillites et de petits crédits à risques : le Crédit lyonnais, une nouvelle fois fait exception et paye au prix fort les de sa filiale néerlandaise à Holly-

AMBITION • Cependant tous les établissements oe soot pas logés à la même enseigne. L'accuélargi le fossé entre les banques prudentes et les trop audacieuses, et les différences de stratégie apparaissent maintenent cleirement dans les comptes. L'ambitioo, les politiques d'expansion ont été sévèrement sanctinonées : le Crédit lyonnais et le groupe Suez, deux nnms prestigieux de la finance française, effichent des pertes record, de respectivement 1,8 milliard et 1,9 milliard de

Meis la liste des établissements durement touchés est longue. La Banque Worms n'e dû son salut qu'à une recapitalisation de 1,4 milliard de francs souscrite par sa meison mère, l'UAP. La Banque du bâtiment et des travaux publics et la BIMP sont à la recherche d'actinnueires de référence. La banque Hervet en a trouvé un, le CCF. La BRED a été reprise en main par les Banques populaires. L'avenir du Crédit d'équipement des PME (CEPME) est incertain. La BAC est en cours de liquidation. Le sauvetage in extremis du Comptair des entrepreneurs, en cessation de paie-ment, a révélé en février 1993 la fragilité de cette institution financière spécialisée dont deux administrateurs et le président sont nommés par les pouvoirs publics, et a laissé une forte impression de malaise. D'autant que les autnri-tés de contrôle unt donné parfois l'impression d'être dépassées par

A quelques très rares exceptinns près, la survie des banques françaises o'est pas en jeu, mais 1992 laissera des traces durables à la fois dans les comptes et dans les esprits. Les bons élèves ne manquent pas : généralement les mnins engagés dans le finaoce-ment de l'immobilier, comme le CCF et le Crédit mutuel, qui vnient leurs résultats progresser de 13 % et 6,7 % respectivement. La palme revient pourtant au Crédit agricole avec 5,2 milliards

> A quelques très rares exceptions près la survie des banques françaises n'est pas en jeu mais 1992 laissera des traces durables à la fois dans les comptes et dans les esprits.

de francs de bénéfices, soit une heusse de 6 % sur 1991. Et encore, seino bon onmbre d'anelystes, le Crédit agricole a-t-il fait preuve d'une extrême prudence en effectuant les plus importantes provisions de son histoire : « Il lui aurait été facile d'annoncer des bénéfices bien supérieurs », affirme le directeur général d'uo établissement concurrent. Un cas uo peu similaire à celul de la Société générale, dont le baisse (de 3 %) des profits, reveous à 3,2 milliards de francs, oe reflète pas reellement la pertinence d'une stratégie axée snr le choix de La BNP a, dans une mnindre mesure, réussi eussi à tirer son épingle du jeu, en préservant un bénéfice de 2,1 milliards de

Mais les « trois vicilles » banques de dépôt françaises (Crédit lyonnais, BNP, Société générale) n'ont gagné ensemble qu'à peine 3,7 milliards de francs en 1992, contre 9.5 milliards en 1991 : ce total est largement inférieur oux profits de la seule Deutsche Bank (1,8 milliard de deutschemarks, soit plus de 6 milliards de francs).

AMPLEUR . Les deux grandes institutions financières françaises, Paribas et Sucz, euront également connu des fortunes diverses. Paribas, eprès une perte historique de 184 millions de francs en 1991, a rennué avec les bénéfices (886 millions) en smortissant les effets de la crise grâce à ses activités de benque d'affaires et de marchés. Suez, après un bénéfice de 3 milliards de francs en 1991, e plongé dans le rouge, effichant 1,9 milliard de francs de pertes en

En milliards de francs		Produit net Fonds pro bancaire « dura »		Fonds propres Total «dus» da bilan		Fonds propres «dus» ²		géné	AİS FAUX	Provisions (dotation nette)		(pert de	groupe
TH MINISTER OF PARKS	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	1991	1992	
Crédit agricole. Crédit tyonnais. ENP Société générale. CIC Banques populaires. Crédit mutuel Banque Indosuez. Banque Paribes. CCF.	57,5 46,3 37,9 35,3 17,1 16,5 15,1 10,9 10,5 7,6	62,3 49 39,9 36,4 18 17,7 16,7 11,3 10,4 7,8	66 39 48,5 33 17,2 17,5 23 11,6 8,1	72 44 51,3 40 16,3 18,5 25 12 18 10,5	1 591 1 587 1 429 1 216 475,4 388 355,1 367,2 620 291,6	1 648 1 938 1 568 1 420 522,2 408 380 364,7 719,6 338,4	35,3 33 27 24,8 12,8 12,8 11 8,1 6,3 5,2	36,7 36 28,1 25,7 13 13,1 11,7 7,9 6,5 5,1	14 9,6 8 3 2 1,5 1,5 1,5	16.5 14.7 8.3 6 4.9 3 2 3.2 1.9 1.3	4,9 3,2 2,9 3,4 0,7 1,6 1,3 0,8 - 1,7 0,9	5.2 - 1,8 2,1 3,3 0,1 1,2 1,5 0,1 0,8 0,97	

confrontés à des problèmes d'une eutre ampleur : de moyens et de taille pour rester de véritables banques d'affaires et d'investissement capables d'accompagner leurs clients industriels. En fait, seul le Crédit lyonneis joue core ce rôle, mais à quel prix?

SOLIDES . Si les banques françaises restent solides - et si trois d'entre elles (Crédit lyonnais, Crédit agricole, BNP) comptent parmi les dix plus importantes de la planète, - elles ne pourront toutefois pas échapper à des révisinns stratégiques. Ainsi, le concurrence entre les «trois vieilles », le Crédit agricole et les caisses d'épargne est si forte sur le marché des particuliers que certains dirigeants se demandent nuvertement si la banque de masse peut être rentable.

D'autant qu'no oouvel acteur, La Poste, cherche à prendre par tous les mnyens des parts de marché. « Si La Poste devient une banque à part entière, au moins un résenu national sera condamné à disparaître », pronostique le président d'un ensemble de banques régionales. Le mot barbare de « surbancarisatioo » revient de plus en plus souvent

Le secteur bancaire français est confronté à une hausse de la charge du ris alors que la rentabilité d'exploitation atteint un niveau historiquement

dans la bouche des banquiers. « Le marché est tellement incertain que, dans cinq ans, seul le Crédit agricole me semble suffisamment solide pour préserver de façan certaine ses positions », affirme le président d'une banque

Dans ce maelstrom, les éteblissements de taille moyenne (Crédit mutuel, CIC, Banques populaires) oscillent entre des stratégies coûteuses de conquête de parts de marché, pour atteindre une taille « suffisante » dans un certain numbre de réginns, et des logiques privilégiant la rentabilité, à l'image de la Société générale. L'impact de la conjuncture sur le reotabilité des banques, evec la montée des risques

1992. Paribas et Suez sont immobiliers et des défaillances d'entreprises, ne doit pas masquer des évolutions plus profondes. La fameuse « déréglementation » des années 80 a exposé les établissements bancaires à une ennourrence toujnurs plus forte, su moment même où le coût de leurs ressources devenait de plus en plus élevé. L'explosion des sicav mnnétaires - un pbéonmène exclusivement français - e vidé les comptes à vue et condamné le plupart des banques à acheter leur matière première, l'argent, à des coûts de plus en plus élevés, untamment pendant le crise

> SURVEILLANCE • « Le secteu bancaire français est confronte à une hausse de la charge du risque alors que la rentabilité d'exploitotion atteint un niveau historiquement bas. » Voilà ce qu'écrivait

an début de l'année l'agence de notation financière Standard and Poor's, en mettant sous surveillance huit grandes banques françaises. La marge d'intérêt, qui représente encore l'essentiel des bénéfices, en dépit des efforts pour faire rémunérer les services par des commissions, n'e cessé de diminuer au fil des ans: De 5 % en 1987, elle s'est réduite à 3,8 % en 1990 et 3,4 % en 1992.

Une évalution qui n'a pas été compensée, loin de là, par une augmentation du volume des cré-dits distribués. « Au contraire, pour in première fais depuis in guerre, la demande de crédits n tagné en 1992», souligne Michel Pébercan, le président du CCF. Les particuliers et les entreprises ont limité leurs demandes de capitaux du fait des taux très élevés, mais les banques elles-mêmes nnt rednublé de prudence. Elles

dnivent feire face depois le 1 janvier 1993 eux contraintes internationales de fonds propres dites ratio Coke. Elles doivent désormais avoir l'équivalent de 8 % de leurs engagements en capitaux propres.

Pnur autant, les banques françaises vont sans doute redres-ser la barre en 1993 et surtout en 1994, aidées par le baisse des taux et l'amélinration de la conjoncture. Leur rentabilité devrait se redresser également, à la suite des efforts considérables entrepris depuis plusieurs années pour eccroître la productivité et de la diminution progressive des provi-sinns. «Il n'est tout simplement pas imaginable qu'elles nient encore nutant de difficultés addi-tiannées qu'en 1992», explique

un analyste. Mais de nombreux établissements ne feront pas l'économie de révisions stratégiques. Le changement de statut de la Banque de France, le réforme de la Caisse des dépôts et les privatisations prévues des grandes benques publiques (BNP, Crédit lyonnais) vant modifier leur environne-ment. Il leur faudra gérer dans le même temps des effectifs encore trop importants, avec des pyramides des âges déséquilibrées, des réseaux internationaux la plupart dn temps oon rentables, et des merges réduites. Vaste pro-

Eric Leser

POINT DE VUE

Des profits nécessaires

PAR JEAN-PAUL BETBÈZE (*)

/E théorème du chancelier Schmidt - «les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain qui fara l'emploi d'après-demein» – e longtemps connu un succès aussi large qu'immérité. Il s'agissait, objectif réussi à l'époque, de regonfier les profits des firmes et donc d'infléchir le partage de la valeur ajou-tée entra salaires et non-salaires. Maia las profits peuvent faire de l'investissement de capacité ou de productivité, physique... ou financier, et créer des

Plus profondément, c'est la logique mêma du théorème qui est fausse. En effet, les profits sont la conséquence de bons choix. Ils sont donc postérieurs à la formation de la demande, c'est-à-dire à la combinaison da rassources et d'un désir de dépense. Et. si l'on remante encore cette logique séquentielle, la formation de ressources dépend des revenus de le période antérieure et de l'importance des nouveaux crédits qui seront accordés. Revenu et création de monnaie sont l'alpha de toute période de formation-dépense du revenu, et donc de la dynamique même de l'activité. Mieux, à revenu donné, c'est

crédit nouveau qui fait la différence. Cette logique n'est malheureusement guère reconnue. En théorie d'ebord, la vague monétariste e touiours mis devantage l'accent sur le support (le monnaie) que sur son origine (la création de monnaie - encore taboue). Dans les faits ensuite, on suppose implicitement qu'il n'y s pas de vraie contrainte dans le désir d'endettement et surtout dens la capacité des banques à prêter. Si l'on ajoute è cela que, fondamentalement, la décennie passée e été celle de la dérégulation et de la désintermédiation – c'est-à-dire plue de ressources offertes dane un climet plue concurrentiel. - on explique à le fois notre forte croissance et sa fragilité : une très forte montée du crédit associée à une très nette érosion des marges

Le cas américain

La superposition d'une économie d'endettement et d'une économie de marché financier e conduit les grandes économies à un cycle du crédit, hors norme, porteur d'une grande croissance. Jusqu'au moment où ce crédit, massif et surtout polarisé (par lieu et activité, notamment dans l'immobilier des grandes capitales), e fabriqué une suproduction - qui eppelle à son tour une correction, mais avec un système financier qui ne e'est pas ragaillardi dans la phase d'expansion du crédit. Ajoutons encore à cela l'interprion mondiale du marché des bons du trésor, qui, offerts à taux fixe paur de longues périodes, rendent les gestionnaires de fonds très nerveux face à toute menace inflationniste et constituent donc un très puissant facteur de surveillance de l'inflation. Naus avons les ingrédients majeurs de le criee actuelle des grandes économies : - une expansion excessive du crédit, suivie

d'une brusque contraction,

— des banques effaiblies (et qui nnt à satisfaire la norme Cooke), - une vigilance anti-inflationniste totale

Voilà pourquoi ce cycle est si particulier, si résistant aussi aux solutione dites « keynésiennes » (la reflation... car elle ferait immédiatement repartir les taux longs à la hausse) ou « classiques » (car le désendettement, la « purge », n'est que l'eccentuation de

la récession, avec des risques cumulatifs). Il n'y a, au totel, de sortie que « par la haut», par la mise en œuvre de la reprise, c'est-à-dire par la redynamisation da la damande, donc des ressources, et donc - dana une phase où les revenus stagnent et les psychologies s'inquiètent - du crédit. Mais, comme les banques sont fragilisées et précau-tionneuses, comme les taux réels restent (et resteront) élevés, c'est le seul crédit public qui fera repar-

Le cas eméricain est exempleire des modes da sortie possibles de ce maresme. D'abord, le taux euquel les banques se refinancent auprès de la Banque centrale e chuté de 10 % début 1989 à 3 % au début 1993, beaucoup plus vite que le prime rate, le taux de base offert par les banques à leurs clients, passé de 11,5 % à 6 % aux mêmes dates. La marge de refinancement, s'élevant donc à 300 points de base (6 % - 3 %), e permis eux banques de se refaire une santé. Ensuite, la courbe des taux est redevenue normele - les taux à court terme ennt plus faibles que les taux à long terme - et a permis eux banques de poursuivre leur cure : avec un refinancement à court terme qui leur coûte 3 %, elle peuvent acheter des titres d'Etat à long terme qui leur rapportent 5 %, cela sans aucun risque et sans consommer de fonde propres, en même temps qu'elles financent le déficit budgétaire, c'est-à-dire le redémarrage. Enfin, on mesure expérimentalement le temps nécessaire au regain (près de trois ans) et sa toute relative solidité.

L'Europe vit, décalée, cette même situation. Partout, lee marges bancaires e'affaissent, pertout les crédits stagnent, voire baissent en termes réele. Mais, nulle part, une ection à l'eméricaine ne paraît entreprise pour restaurer les marges bencaires. En France, avec des refinancements à 8,50 % et des taux de base bancaires à 9,50 %, la marge brute des banques est égale au tiers de celle des États-Unis. En Allemagne, seule la faible dérégulation bancaire, les us et coutumes locaux, ont préservé le système de financement, lui permettant d'ailleurs de résister au traitement de choc de la Buba.

Et pour le France donc? Reconnaissons d'abord

que la situation bancaira y est significativement meilleure qu'aux Etats-Unis. Reconnaissons aussi qu'il s'agit aujourd'hui de freiner la descente de l'activité et d'arganiser le retournement. Les taux baissent et aident, certes, mais ils ne peuvent tout faire. Consolider les systèmes de financement est impératif. Propos de banquier l Bien sûr... Mais ce sont bien les panquee qui ont supporté une très grande part de l'ajustement dans la récession. Aujourd'hui, le poids rémanent de leur sacrifice passé peut considérablement affaiblir le redémarrage. Propos plus généraux Finelement, le thénrème de la reprise est

celui-ci : le profit des banques eujourd'hui, c'est le crédit demain, donc les revenus après-demain, donc la dépense après-après-demain, donc l'investisse-ment... donc l'emplol... Comme un le voit, le séquence est plus longue, plus impliquée, plus défi-cate. Elle e aussi le défaut d'être vraie. (*) Directeur des études économiques et finan-

cières du Crédit Ivonnais.

alternatives économiques mai 93 PARTAGE DU TRAVAIL OU DE LA CRISE ? PARFUM D'AUTONOMIE POUR LA BANQUE DE FRANCE Chez vatre marchand de jaurnaux Alternatives Economiauss 12 rue du Chaigna: 21000 D.ON



La lourde facture de l'immobilier

Les craquements du marché immobilier, entre 1989 et 1992, ont infligé de lourdes pertes aux banques françaises qui y étaient engagées pour 300 à 500 milliards de francs. L'heure des comptes et des sanctions a sonné

ONGTEMPS minimisée, la crise de l'immohilier a du etre, finalement, prise en compte par les banques, qui se sont résignées à lourdement provisionner leurs engagements sur le secteur pour l'exercice 1992.

Rappelons l'historique de cette crise, tel que le définit Philippe Pontet, PDG pendant sept ans de la banque La Hénin, dn groupe Suez, qui distingue quatre fractures successives du marché. La première s'est produite en 1989, dans l'immobilier de loisirs gagné par l'asphyxie. La seconde est apparue ao printemps 1990 après trois ans d'excès spéculatifs, qui provoquerent un phénomène de saturation, cette fracture étant masquée par l'éclatement de la crise du Golfe à laquelle on a imputé, à tort, le début du ralentissement de l'économie en France. La troisième a été marquée par une accélération de la dégradation dn marché immobilier en 1991, tandis que la quatrième s'est manifestée par un véritablement craquemeot cotre le printemps et l'autoinne 1992.

12 may 12 mg

- == **: 2 2

2.5

37

the second second

· · · · · · · · · and a second

100

100

1979 M. S. S. ...

The state of the s

. i.va. ;

1 2.255

The second second

Les plus touchés en proportion de l'encours global de leurs crédits sont très logiquement les établissements spécialisés.

les banques se décidèrent alors à opérer des révisions déchirantes eo fin d'année et à forte- . SPÉCIALISÉS . D'une manière ment déprécier les créances chez les professionnels de l'immobilier, promoteurs et marchands de hiens. Elles y étaient incitées par la Commissioo bancaire, leur orga-nisme de contrôle, qui, dans son hulletin naméro 6 d'avril 1992, préconisait l'enregistrement en créances douteuses et litigieuses (CDL) de * tout concours pour lequel il existe un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, pour toutes les échéances impayées et le capital restant dû, quelles que soient les sûretés en garantie qui y sont atta-chées ». Dès qu'une échéance était impayée depuis plus de trois mois, l'intégralité de la créance devait être enregistrée en CDL, et les intérêts provisionnés en totalité.

Dans ee cadre, les banques qui, maintenant, savent qu'one amélioration n'aura pas lieu avant longtemps dans l'immobilier, notamment dans celui des bureaux, ont fini par lever le voile sur les créances en question. A cette occasion, il serait imprudent

moyen à l'ensemble des engagemeots sur l'immobilier, que la Commission bancaire évaluait à 300 milliards de francs, il y a envi-ron un an, chiffre que la banque Paribas portait pour son compte à 500 milliards de francs, et qui recouvre des situations tout à fait

Ainsi, Jean-Yves Haberer, PDG du Crédit lyonnais, établisse-ment qui détient la palme des engagements dans le béton, 43 milliards de francs, a affirmé : « Nous ne voulons pas être le numéro un au palmarès du risque», ne faisant rentrer dans ces risques que les crédits accordés à des emprunteurs «fragiles», tels que les promoteurs on les marchands de hiens, avec, pour gages, les actifs immobiliers ainsi financés. Il en exclut les engagements « sans danger », comme ceux sur les centres commerciaux (qui restent prospères), sur les entrepôts et locaux fonctionnels d'entreprises, et sur les filiales et grands gronpes comme Bonygues, Dumez, etc. Ce tri lui permet de ramener de 43 milliards à 24 milliards de francs les crédits véritablement risqués, avec un taux de provisionnement porté de 5 % à 25 %, ce qui a coûté au Crédit Lyonnais 5,3 milliards de francs eu 1992, part de l'exercice.

Ce même genre de raisonnement a été adopté par la BNP, où le périmètre à risque « après examen de chaque dossier avec les commissaires aux comptes » est ramené de 31,5 milliards de francs à 9,4 milliards de francs, provisionné à 45 % soit 4,2 milliards de francs de dépréciation intégrée

générale, l'exposition du système bancaire français aux risques immobiliers peut s'analyser de la . manière suivante : les plus touchés, en proportion de l'encours global de leurs crédits, sont très logiquement les établissements spécialisés, dont c'est le métier, à savoir la banque La Hénin, du groope Suez (3,3 milliards de france de provisions sur 18,8 milliards de créances), l'UIC-SOFAL, du gronpe du CIC (2 milliards de francs sur 24 milliards), avec noc mention très particulière pour le Comptoir des entrepreceurs (20 milliards de frances de créances dont 10 milliards de francs chez les promoteurs et une perte nette réelle dépassant 2 milliards), ce qui a exigé un renflouement en catastrophe, le plus beau scandale de la place de Paris depuis bien des années.

Les grandes banques de dépôts, certes, afficheot de très grosses provisions, mais sur des encours qui représentent une faible proportion de leurs crédits, d'appliquer un taux standard et guère plus de I %, ce qui ramène

les choses à leur juste valeur. Les plus épargnés ont été la Société générale (t.l. l milliards de francs d'engagements en France), provisionnée à 10 % - 46 % pour les risques les plus sensibles, - et le Cré-dit agricole, 6 milliards de francs de créances dnoteuses et liti-gieuses, convertes à 35 %, sur un total de 19 milliards de francs d'engagements en France (« crédits totaux), provisionoés à

ENCOURS • Le Crédit commercial de France tire également son épingle du jeu avec, seulement, 3,7 milliards de crédits à l'immobilier en France. Ce n'est pas le cas de la Banque Indosuez, qui a dû constituer 1,84 milliard de francs de provisions après 754 millions de francs en 1991, sur 13 milliards de francs d'encours promoteurs (8 % des crédits totaux) couverts, pour l'instant, à 20 %. Ni celui du groupe Paribas, qui a porté ses provisioos d'un peu moins de 900 millions de francs, eo 1991 (hors sa filiale suisse), à un peu avouer un déficit de 540 millions

plus de 1,7 milliard de francs sur un encours de 29,9 milliards de francs dont 21,6 en France. Mais, en fait, ce sont les établissements petits et moyens qui ont payé le plus lourd tribut à la

crise, après s'être chargés, souvent imprudemment, au-delà de leurs Ainsi, la Banque Pallas-Stern a provisionné 1,2 milliard de francs sur 6 milliards d'encours, et partage encore un autre encours de 6 milliards avec la BRED, du groupe des Banques populaires qui elle aussi, supporté de fortes dépréciations. La banque Worms a perdu 1,6 milliard après 1,44 milliard de provisions sur un encours qui atteint 18 % des crédits glo-baux de l'établissement, ce qui est

énorme poor un organisme non spécialisé dans l'immobiller. Ce pourcentage est porté à 25 % pour la Banque Hervet (plus de 4 milliards de francs). On a même vu la filiale française (exbanque Louis Dreyfus), filiale de la Baoque Bruxelles-Lambert,

de francs sur les crédits à des professionnels de l'immobilier.

La liste est encore longue, et les montants de provisions annoncés tienoent peu ou pas compte, dans la plupart des cas, des coûts de « portage » des programmes de construction pour les prochaines années, dans l'impossibilité de les calculer sérieusemeol; tout va dépendre des taux d'iotérêl à court terme applicables aux crédits et do rythme de commercialisation desdits programmes sor lequel les experts sont bien peu optimistes (quatre aos de stocks sur les bureaux). L'uo d'eux hasardai! récemment que les pertes totales pour les hangoes françaises pourraient atteiodre, co cumulé, 100 milliards de francs pour les exercices 1992, 1993 et 1994.

Conséquence logique, des têtes soot tombées, hien que tout le monde se soit fait prendre dans cette crise, même le Crédit local de France et le vécérable Crédit foncier, entrés dans la danse co 1990 au plus mauvais moment. Pierre Moussa a dû passer la main à

Gérard Eskenazi, dont la holding Comipar a injecté 600 millions de foods propres dans la banque Pallas-Stern. Jean-Michel Bloch-Lainé, PDG de la banque Worms, a été contraint à démissionner, les pertes de soo établissement ayant outrageusement «plombé» les comptes de l'UAP, sa maison mère. Philippe Pontet, PDG de la Banque La Héoin, a dû céder sa place, bien que, globalemeot, sa responsabilité n'ait pas été supérieure à celle des dirigeants du groupe Suez.

Jeao-Jacques Piette, PDG du Comptoir des cotrepreneurs, en principe contrôlé par l'Etat, mais qui bénéficiait des faveurs du pouvoir, a dû êre « démissionné» par Michel Sapio, mioistre des finances, le 26 mars, tout à fait in extremis : le scandale était deveno trop grand. Quant à la banque Hervet et son présideot Patrick Careil, ils tombent gentimeot dans les bras du Crédit commercial de

François Renard



PARCE QUE FAIRE UN PAS L'UN VERS L'AUTRE EST SOUVENT AVANTAGEUX, LA CNP A CRÉÉ LA PRÉVOYANCE EN GESTION PARTAGÉE.



Un contrat d'assurance employeur,

c'est d'abord un contrat de gestion.

GROUPE CASSE DES DÉPÔTS

sur le long terme des coûts de la protection socials. Depuis le prise en

Pour que cette gestion soit adaptée aux réalités sociales et économiques de chaque collectivité locale, la CNP a mis en place différents systèmes de gestion partagée.

Avec pour résultat : une simplification administrative maximum, une gestion en temps réel de tous les cas qui le permettent, une plus grande maîtrise

charge complète de la gestion par la CNP jusqu'à la délégation totale (la CNP met à disposition toute sa logistique et son assistance), chaque collectivité locale peut ainsi choisir son mode de gestion : le plus rigoureux, le plus profitable. Pour tout renseignement sur la gestion partagée, appelez le (1) 42.18.81.30. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ



SPÉCIAL EXAMENS DERNIER ETAT DU MONDE

L'Europe présente deux visages, du grand marché à l'Ouest au retour des nationalismes à l'Est. La CEI semble constituée d'états dépendants après trois ans de coalition. L'Asie Pacifique est devenue le nouvel atelier du monde, il faut compter avec l'Asie orientale. Aux Etats-Unis, on commence à mesurer l'effet Clioton. Les différences Nord Sud persistent.

DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

La France traverse une mauvaise passe. Personne n'avait anticipé la sévère récession due en particulier aux difficultés de l'Allemagne. Le chômage va en s'aggravant. Ponrtant, la France dispose d'atouts bien réels : monnaie solide, inflation faible, produits compétitifs.

Au sommaire des Clés de l'info: montée des mouve-ments intégristes dans les pays musulmans, la crise institutionnelle en Russie, les formations de droite en France, l'hyperinflation au Brésil, le blanchiment de l'argent sale, la faillite du système politique italien, le Printemps de Bourges, la déontologie des journalistes, mai 68.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

Suite de la page 29

De plus, la récession économique est particulièrement aigué en Californie, où le taux de chômage atteint presque 10 %, se situant nettement au-dessus de la moyenne nationale (7 %).

Reconstruire South Central mission... impossible? Et, si la reprise économique a jamais lieu, viendra-t-elle de l'initiative privée façon Ueberroth, des programmes d'aide gouvernementale ou de l'aurmination et de la reprise en main de la communauté noire? ...
Isaac Baxter, gérant d'un magasin de peinture qui a rouvert il y a neuf mois sur un tronçon déserté de Vermont Avenue, a soupesé toutes ces solntions. Cet Afro-Américain de quarante-neuf ans, qui en tant que vétéran du Vietnam a bénéficié d'un cycle d'études supérieures, explique que son patron, le fabri-cant de peintures Sinclair, était couvert par l'assurance.

ARGENT . Il doute fort que la rennissance économique de son quartier puisse venir du secteur privé blanc. « Nous aider? ironiset-il, tout nu plus profitent-ils de la situation, ce n'est qu'une question d'argent. » Un exemple : la plus grande chaîne de supermarchés de Californie dn Sud, Vons, qui ne s'était jamais implantée dans South Central, annonce désormais son arrivée. « Pendant très longtemps, nous avons perdu de vue les possibilités commerciales qui existaient dans ces quartiers, explique en effet

> a désertion des entreprises est ancienne. Suite au redéploiement du secteur industriel vers les technopoles californiennes, 70000 emplois ont ful South Central entre 1978 et 1982.

le PDG de Vons, Richard Stangeland. Honte à nous pour ovoir mis si longtemps à comprendre!

La désertion des entreprises est ancienne. Suite an redéploiement moustriel vers les technopoles (les parcs industriels) californiennes, 70 000 de ces emplois ont fui South Central entre 1978 et 1982 (2). Et le commerce de détail demeure la principale acti-vité économique d'un quartier où le chômage touche près de la moitié de la population masculine. Les pertes d'emplois consécutives aux émeutes (estimées à environ 40 000) ont affecté en premier lieu ces petits commerçants. Or les mom-and-pop shops (les boutiques tenues en famille) ont le plus grand mai à refaire surface, la moitié des

victimes n'étant pas, ou très insuffi-samment, assurées. Sur plus de l 000 bâtiments détruits un sinistrés, seulement 150 ont fait l'abjet d'une demande de permis de construction ou de rénovation.

Autant dire que sur South Central plane une atmosphère de blues économique... A côté du marchand de peinture de Vermont Avenue, Khang's Tropical Fish est à luuer. Idem pour Kim's Family Shoes. Suite à l'abandon des Coréens, durement touchés, Collins Shoes avertit de son changement de pro-priétaire : « Black-owned » (tenu par un Noir), lit-on en vitrine. Le Super Swap Meet (marché couvert pratiquant le rabais) annonce une réouverture prochaine et des boxes à lover. Derrière un grand mur percé d'un minuscule guichet, Latinos' Pizza se protège désormais mieux qu'une banque. Plus loin, Launderland offre un service de blanchisserie à 50 cents par machine pour fêter son redémarrage. Le petit mall (centre commercial) d'en face est désespérément vide

envisage de se mettre à son compte, et il a fait le tour de la question. «On ne prète pas aux Noirs», voilà son verdict. Même avec des revenus corrects et un bon niveau d'éducation. Les statistiques officielles lui donnent raison : une étude de la Banque centrale atteste qu'en 1991 le taux de rejet des demandes de prêts par les établissements bancaires est de 15 % pour les Asiatiques, 17,3 % pour les mais culmine à 37,6 % pour les Noirs. L'association RLA veut s'at-taquer à cette discrimination ban-caire, en débloquant le jour anniversaire des émeutes un fonds de 5 millions de dollars.

DISCRIMINATION . Isaac Baxter

Les banques gérées par les minorités peuvent-elles remédier à cette difficulté d'accès au capital? L'expérience de Founders National Bank of Los Angeles s'avère intéressante. Fondé en 1991 et dirigé par des Afro-Américains, cet éta-blissement baneaire compte 10 000 elients, dont 90 % sont

noirs. Il a 50 millions de dollars de prêts en cours, allant de l'emprunt de 5 000 dallars allaué à une femme pour l'acquisition de machines à coudre lui permettant de faire démarrer un cottage-industry (une industrie familiale), jusqu'aux prêis plus élevés (jusqu'à l million) accordés à des restaurants, des concessionnaires automo-

biles, des Eglises, un centre médi-

cal, ou à la rénovation de l'unique

cinéma du quartier. « Notre idée est simple, explique Carlton Jenkins, directeur de la Fnunders Bank, trento-sept ans, né à South Central et benquier de métier, nous voulons fournir un service financier de qualité, des capitaux, des crédits, à une nunauté qui n'en 11 pas bénéficié depuis vingt-cinq ans. Nos critères sont les mêmes qu'ailleurs. c'est notre détermination qui falt la

ricaines doivent réinjecter dans ces quartiers les dollars, en essence, vêtements, alcool, automobiles... qu'elles y gagnent, et donc «recycler les dollars noirs», scion une exprescommunauté, Cariton Jenkins a obtenu que la compagnie pétrolière Arco investisse 1 million de dollars dans le capital de la Founders Bank l. « Nos finances sont saines, c'est une très bonne décision de leur part», ponctue le banquier qui croit que seul le self-empe to-renforcement de son propre pouvoir, peut sortir South Central de ciation à but non lucratif L. A. Renaissance, qui dépend de l'm-fluente église noire First African Methodist Episcopal Church, s'est aussi lancée dans le prêt comme cial avec des fonds venus de Disney

(1 million) et d'Arco. Tandis que, évoquant la pro-messe faite par Abraham Lincoln anx Noirs, un vendeur ambulant de T-shirts, à l'angle de Manchester Avenue, lance: « We never got our forty acres and a mule!» (on ne nous a jamais donné nos 40 acres et une mule), Isaac Baxter affirme que « les émeutes ont sonné le réveil de la communauté noire, qui doit trouver ses propres solutions à long

Une revitalisation économique des innercities serait un fait sans précédent. C'est pourquoi l'Améri-Central, tel son champ d'essai...

Claudine Mulard

(2) D'après James Johnson, The A. rebellion: A retrospective, UCLA.

Micro IBM. On n'en fera il l'illi vi



choix, confort et dernier cri.

Nouveaux PS/VP: préconfigurés ou à la carte.



A partir de 7990 FTTC, facilité, confort d'utilisation et puissance accrue pour les 8 nouveaux PS/L, tous équipés de processeurs au standard du marché. et le Minitel en option.

Côté technologie, ils sont au plus haut niveau: Multimedia, DOS 6 et Bus Incal sur les nauveaux i486. Enfin. tous les PS/1 offrent des écrans couleur, des sécurités

A partir de 7960 FHT. Pour le PS/VP, nouveau signifie encore plus puissant, plus performant, plus accessible. Par exemple: - Bus local sur tous les modèles

graphiques en Bus AT - puissances évolutives, du i486 SX à 25 MHz au i486 DX/2 à 33 ou 66 MF. -socle pour l'OverDrive Pentium d'Intel! - enfin possibilité de chnis - meilleures performances sa configuration à la carte

SIRIISONE

OFFRE SPÉCIALE PS/1*:

PS/1 Multimédia modèle 811*/1386SX 1 25 MHz/4 Mo RAM 85 Mo disque / Ecran VCA 14" 256 conlears / 512 Ko vidéo RAM 11796 FBT (13990 FTTC)

"Test est compris: DOS 5 et Findows 3.1 + FinFork; 2 + "Cuide Multim + "Fiste Gallery 1.6" (norme Esdek) + nombreux didocticles et milite + lectus: CD ROM Philips 205 + Carte Médiaulsion Pro Audio Spectran + 2x BP estarnes + Coffres 6x CD ROM comprenent feur et applications édi

* Dans la limite des stocks disponibles.

***Offers valables jusqu'an 31.07.93.

Prin généralement constatés pouvant varier avec les prestations offertes.

IBM se réserve le droit de modifier on d'arrêter ces offres spéciales à tout moment.

1380, 1480 et Fentium sont des marques de Intel Corp. PS/L, PS/V (PS/Vale-Pois
ThinkPad, OS/2 et MCA sont des marques d'IBM Corp. Helpmare est une marque d'IBM Corp. Windows est une marque de Microsoft Corp. Loins SmartSaite, Loins AmiPro, Freelance Graphics et co:Mail: sont des marques de Loins.

PARMILES OFFRES SPECIALES PS/VP**

PS/VP 6382 F3C / 14865X i 25MHz / 4Mg RAM Mo disque / Ecren couleur SVGA 14" / Clavier et couris IRE / DOS 5 et Windows Li prémataliés + Lotus SmartSuite + Lotus Organizar + imprimante Lemmark 4029/20 20335 Ful (24115)7711)

l'environnement bureautique Lotus I-2-3 : le tableur



Le Monde de l'éducation

DOSSIER EXCLUSIF

LA PHILO AU BAC **390 SUJETS POUR RÉVISER**

En rassemblan! la totalité des sujets de philosophie proposès au bac depuis cinq ans, le Monde de l'éducation met à la disposition des candidats un outil exceptionnel pour par antions, et des conseils pour la dissertation.

• HISTOIRE-GÉO : LE CHOC DE L'ACTUALITÉ

Comment sont enseignées l'histoire et la géographie de l'Europe, après l'effondrement des deux blocs.

• LIVRES ET LOISIRS **POUR VOS ENFANTS**

La sélection mensuelle du Monde de l'éducation. LES NOUVEAUX INSTITUTS

UNIVERSITAIRES PROFESSIONNALISÉS Ces filières, qui préparent au diplôme d'ingénieur-maître, attirent un nombre croissant d'étudiants. Mais le recrute-ment d'enseignants issus des milieux professionnels

NUMÉRO DE MAI 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'emploi contre les ghettos

Pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, mises en lumière par les émeutes de Los Angeles il y a un an, le gouvernement démocrate redécouvre les zones d'entreprises bénéficiant d'avantages fiscaux

de notre correspondant

ORSQU'IL a enfin compris, au mois de juin 1992, que les émentes de South-Central, survenues deux mois plus tôt, n'étaient pas seulement une flambée raciale comme Los Angeles en connaît régulièrement, mais l'expression de colère de leissés-pour-compte et de « déclassés économiques », dans une communauté où les Latinoeméricains sont désormais plus nombreux que les Noirs, mais eussi pauvres, le président Bush avait donné son accord de principe à un plan de réhabilitation économique de South-Central, comportant notamment la création de « zones d'entreprises ».

Ce projet n'e jameis vu le jour, pour eanse de tourmente électorale et en raison du veto mis ultérieurement par la Maison Blanche à son volet fiscal. De retonr eux affaires eprès douze ans, la nouvelle administration démocrate a ressorti ce méca-

3M. On n'ent jamais trop pour vous.

E preuve

76

16.20

- 600

régions économiquement sinistrées, comman en Europe et notamment dans son pays d'origine, la Grande-Bretagne, mais peu développé sux Etsta-Unis. Avec pour mission d'élaborer un système fédéral, alors que seuis, jusqu'à présent, les Etats et les municipalités mettaient en œuvre cette aide à l'emploi.

"Les zones d'entreprises? On en o surtout parle », estime James B. Steinberg, l'un des chercheurs de la Rand Corp., organisme d'étndes situé à Santa-Monica (Californie), et co-enteur d'un récent ouvrage consacré à la poli-tique urbaine (1). Née aux Etats-Unis au milieu des années 70, la formule n'a commencé à être développée qu'eu débnt des années 80, à une échelle modeste. Actuellement, 36 Etats et le district de Columbia (où siège le capitale fédérale) ont mis en place des programmes de zones d'entreprises, qui ecosistent, pour venir en aide aux régions les plus sinistrées, à y attirer des firmes grâce à des incitations fisnisme de réhebilitation des cales. Leur taille et leur nombre

varie grandement d'un Etat à l'eutre : le Maryland en compte 4, l'Etat de New-Yark 19, mais la Floride et l'Illinois plus d'une centaine, un nambre jugé excessif, mais qui refléte antant des arbitrages politiques que les difficultés éconnmiques locales.

EXPÉRIENCES . Après une dizaine d'années d'expérience aux Etats-Unis, l'efficacité de ces zones reste l'objet de vastes débats. Selon Jack Kemp, ancien secrétaire au logement du président George Bush, qui avait sug-géré, en vain, à soo patron l'ins-tauration d'un système fédéral, ces zones auraient permis de créer - ou de sauver - 180 000 emplois dans les régions concernées. Les services de Jack Kemp soulignaient le bien-fondé économique du système à partir de l'exemple du New-Jersey, notamment de Newark, où les problemes urbeins sont particulière-ment aigns. La richesse économique créée sprès la mise en place des zones d'entreprises

ÉCONOMISEZ MISQUA

TECONOMICS CONTROL TO THE TOTAL TOTAL STREET OF THE STREET
per les sociétés qui y sont implantées) e compensé, et eu-delà, les exonérations fiscales consenties initielement : pour chaque dollar investi, la recette fiscale a été de 1,90 à 5,20 dollars selon les cas.

Mais ce type d'analyse a souvent été contesté, notamment par le General Accounting Office (GAO), un service (sans coloration politique) dn Cangrès : à l'issue d'une étude portant sur différentes expériences sur une durée de quatre ans, ce dernier arrivait à la conclusinn que les emplois créés dans ces zones provenaient davantage d'une amélioration générale de la conjoneture économique dans l'Etat concerné que de l'effet mécanique des incitations fiscales.

«L'un des principaux pro-blèmes est que les jobs oillent véritablement aux personnes vivant dans lo zone visée et qu'on évite de transférer la croissance et donc les emplois - d'une région o une autre, souligne James Steinberg, Mais ces zones peuvent (metérialisée par l'impôt versé avoir un effet positif pour peu

ensemble s'oppuyant sur des infrastructures et sur un reseau de services publics adapté. » Au fil des ans, la réflexion des autorités incales s'est sffinee et chacun a compris sujourd'hui (la erise économique y e naturellement enntribué) le besoin d'intégrer aussi des objectifs à dominente sociale dens le créatinn de ces

« Dans l'attention portée aux

ressources humaines, nous sommes certoinement l'Etot le plus avonce, assure Liz Abzug, directent des programmes de développement des znnes économiques à Albany, la capitale de l'Etat de New-York. Nous consocrons de gros efforts ou logement, à lo garde d'enfants, à l'oppren-tissage et au réseau de communi-cations. Depuis 1986, une législo-tion de l'État mus a permis de créer des zones d'entreprises. Dès 1987, nous en avons créé 10, puis 9 outres l'année suivante : ces 19 zones - dont 4 sont situées dans la ville de New-York - ont permis de créer 12 000 emplois. La loi nous permet d'oller jusqu'à 40 zones au total, et d'ici six mois à un on nous en aurons créé 8 nouvelles, qui, comme les précédentes. devront allier Industrie monufocturlère et services, PME-PMI et

CONTEXTE • Ce principe peut-il être appliqué à Los Angeles et aider à rebâtir South-Central sur les ceodres de son ghetto? Liz Abzug en est convaincue: «// doit naturellement être odapté au contexte local. Mais les zones d'entreprises constituent effectivement un instrument important pour revitaliser le tissu d'une ville », affirmo-t-elle.

moyennes entreprises. »

A condition que la volonté politique remonte d'un cran, jusqu'an oiveau de l'Etat fédéral. Même l'administration républicaine avait edmis en son temps l'intérêt du système. En 1980, Blanche, le président Reagan evsit demandé à san équipe de préparer un projet de loi en liai-son svec le Congrès, le Jubs & Enterprise Zone Act. Balayé par le « révulution conservetrice ». celui-ci n'a jameis vu le jour el Georges Bush, son successeur, ne s'est guère préoccupé de la ques-tion jusqu'à ce que les flammes de South-Central ravivent le

Le nouveau président démo-erate a hérité du dossier. Au cours de sa campagne électorale, Bill Clinton avsit plaidé en feveur des zones d'entreprises. Snn secrétsire an Ingement, Henry Cisneros, s repris en partie les idées de son prédécesseur (Jack Kemp) en matière de zones d'entreprises pour en faire « un concept totalement nouveau et qui ne se limitera pas à l'octroi d'in-citations fiscales », indique Jack Flynn, l'un des porte-parole du ministère du logement. Sans pouvoir préciser, toutefois, sous quelle forme et dans quels délais ee projet sera soumis à la Maison

Mais une chose est sûre pour Bill Clinton, une politique urbaice, définie cette fois au niveau de l'Etat, doit être élabo-rée en plus vite. Sous peine de voir rallumer des foyers que l'on eroyait éteints, Henry Cisneros ne peut que se féliciter de cette priorité gouvernementale : le ministère du logement et du développement urbain a été créé par le président Johnson en septembre 1965. Exactement un mois après les émeutes de Watts et en réponse à des violences qui, déjà, avaient la pauvreté et les teneions sociales pour principale

(1) Urban America: Policy Choices for Los Angeles and the Nation, de James B. Steinberg, David W. Lyon et Mary E. Vaiana, Rand Corp.

Nouveaux portatifs: la meilleure alliance des technologies.



A partir de 9400 FHT. Plusieurs innovations confirment l'avance technologique de la gamme ThinkPad: le modèle 720 par exemple, avec ses 2 emple cements pour cartes PCMCIA (format carte de crédit), processeur 486 SLC2 å 25/50MHz, disque 160Mo.

écran couleur à metrice ective 10,4 pouces (le plue grand du marché) et 256 couleurs, eans compter l'astucieux petit pointeur rouge. - les nouvelles tablettes à stylet sans fil evec ou sans disque dur 60 Mo pour utilisation professionnelle.

rnes spiklaliks pontaturs**. Primasi i zshiba (maran)

Sur tons ces modèles, IBM et ses Distributeurs Agréts ous proposent les services Helpware, afin que vous tiriez le meilleur profit sible de votre micro. Il s'agit d'abord

24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, mais austi d'un club utilisateurs vous faisant bénéficier de nombreuses ollres "privilège", et d'un

Nouveaux PS/2: pour le meilleur et pour longtemps.



A partir de 14092 FHT. Pour confirmer sa vocation ~ enûts d'exploitation réduits et pérennité de l'investissementplusieurs nauveaux modèlee: des serveurs d'entrée de gamme, évolutife,

à Architecture Micro Channel étendue deux familles de postes de travail ergonomiques aux normes ISO: des postes "réseau" et des postes "prêts à l'emploi" - un sous système dieque puiesants et fiables, heute disponibilité (RAID 5).

PARMILES OFFRES SPECIALES PS/2**. PS/2 models S6 BB6 / 486 SLC2 1 25/50 MHz DOS 5 + Windows 3.1 + Lotus Smart Suite + Lotus Organize 14960 Per (1767) PTIC)

Pour tout renseignement, consultez le 3616 IBM



Mêmes causes mêmes effets

NEW-YORK de notre entrespondent

De tout temps, les Etats-Unis ont connu dea émeutes. De tout temps ou presque, les pouvnirs publics, eu niveeu fédéral et eu niveau des Etats concernés, unt créé des cummissions ad hoc, qui ont publié de volumineux rapporte sur les causes de cee explasions de violence et les moyens de tenter de les prévenir. Jusqu'ici sans grends résultets. La pre-mière commission de ce genre eveit été constituée eprès lee émeutes de 1917 dana le par-tle est de Seint-Lnuis (Missouri), eujnurd hui enenre la plus miséreble de cette ville. Par la euite, les vinlences de Chicagn (1919 et 1988), de New-York (1935) et de Detroit (1943), de Washington (1969 et 1970) et de Miami (1982) eveient euecité eutent de doctes commentaires.

Un en après les événements de South-Central, il eet tentant de comparer taus ces textes à la réalité. Le constet est unanime : non seulement la situation ne s'est pas améliorée meis elle s'est plutôt aggravée eu plan racial et éco-

Dans son rapport, la commission constituée après les émeutes de South-Central, en 1992, constate elle-même que e les causes des émeutes sont les mêmes que celles qui ont entraîné les violences des années 60 ».

De plus, «elles ont été aggravées per une concentration accrue et très visible de la richesse en haut de l'échelle sociale et par un désengegement de l'Etat fédéral et de l'Etat local des programmes urbains destinée à ceux qui

ee situent en bae de l'échelle » (1).

Remontant jusqu'à 1968 et au fameux rapport Kemer qui evait suivi les émeutes de Newerk et de Detrait l'ennée précédente, le fondetinn Mil-ton-Eisenhower, qui vient de publier une étude ennsacrée eux « mayens de reconstruire nos villes » (2), estime que lee constetations feitee il y e un quert de siècle sont toujoure d'actualité. « Certes, des progrés nnt été eccomplis, notamment evec l'émergence d'une classe moyenne naire, admet, dane un entrenen au Monde, Lynn Curtie, président de le fondetion. Meis, dens la plupart des ees, natamment paur le nambre de Nairs en prisan ou le propartion d'enfants vivent en-decé du seuil de peuvraté, la eituetion est pire qu'evant. »

Dans cette guerre engagée contre le pauvreté et le discri-mination, la fondation évalue à quelque 30 milliards de dollars per en, pendant dix ens eu moins, lee sommes qu'il faut cansacrer à le réhabilitetian urbaine. A titre de comparaison, eprès les émeutes, ls gnuvernement fédéral aveit promis une aide de 1,3 milliard de dollars à l'économie locale. Une somme minime, dant, pnurtent, lee hebitants de South-Centrel n'ont toujours pas vu la couleur.

(I) Final report & recommendations of the Assembly special committee ont the Los Angeles crisis (présidé par Curtis Tucker), septembre 1992.

(2) Investing in children & youth. Reconstructing our cities, The Milton S. Eisenhower Foundation,



La nouvelle majorité a promis de faire prendre progressivement en charge par le budget de l'Etat le financement des prestations familiales, assuré, pour l'essentiel, par des cotisations « patroneles » sur les salaires ou sur les revenus des travailleurs indépendants. Cette mesure rapprocherait le France de la situation de la plupart des pays de la Communauté européenne. Même si la part de l'Etat dans le finencement de la politique familiale est déjà plus importante qu'on ne le dit en

raison du « quotient familial »,

qui allège l'impôt sur le revenu

pour les familles. Mais cette réforme n'apportera pas pour eutant de l'ordre dans un système devenu de plus en plus complexe : à des prestations d'«entretien» des enfants (les allocations familiales proprement dites), se sont ajoutées d'autres, à objectif plus nettement nataliste (l'allocation pour jeunes enfants, l'allocation parentale d'éducation), voire social, destinées à certaines . catégories « fragiles » ou démunies (les prestations logement, allocation de parent isolé, de soutien familial). Dans cet ensemble complexe, les familles ont de plus en plus de mai à se repérer et les priorités proclamées au début des années 80 (les familles nombreuses et les familles jeunes) apparaissent de moins en moins clairement. Le quotient familial, bien que « plafonné », eccroît encore cette complexité. L'efficacité « démographique » du système commence à être mise en doute : l'aide apportée suffit-elle pour les familles nombreuses? Répond-elle d'autre part à la baisse tendancielle des premières naissances?

Construit après la seconde querre mondiale pour des couples où la femme restait au foyer, ce système n'est pas encore adapté à la société actuelle, où les deux tiers des femmes travaillent à l'extérieur et où les modes de garde des enfants comptent de plus en plus. Tout en affichant une priorité à la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, comme tous les gouvernements européens aujourd'hui, les socialistes. toujours mal à l'eise sur le terrain de la politique familiale, préoccupés de l'équilibre des comptes sociaux, n'ont pas su la mettre en œuvre en menant une politique dynamique et coordonnée dans les domaines du traveil, de l'emploi et du logement. Le nouveau gouvernement, qui trouve ses

Dossier réalisé par Guy Herzlich et Jean-Michel Normand

traditionalistes, fera-t-il mieux?

alliés plutôt du côté des

La politique familiale

Comment e-t-elle évolué?

■ La politique française d'aide aux familles est ancienne : la première loi, prévnyant le versement par les com-munes d'allocatinns aux familles nnmbreuses dans le besoin, remonte à 1913. Elle a trois sources : démographique (la baisse de la natalité, plus précoce que dans le reste de l'Europe, apparaît comme un danger pour la nation), sociale, voire paternaliste (soutenir les familles onmbrenses, méritantes), et patronale (fidéliser et moraliser les travailleurs par un supplément de salaire).

C'est eotre les deux guerres que le système s'est construit : sursalaire pour les petits fonctinnnaires chargés de famille, «caisses de compeosation» patronales. Le « code de la famille » du 29 juillet 1939 fixe déjà le cadre de la politique ultérieure : il généralise les allo-cations familiales, crée une prime à la première naissaoce et une allocatinn pour la mère au foyer, accorde des avantages fiscaux pour les familles en fonctioo du combre d'enfants. Avec, en outre, oatalisme et marale obligent, une aggravation de la répressina de l'avorte-

Le régime de Vichy (travail-famillepatrie) ne pouvait que souscrire, mais la Libération, pour garantir le revenn du travailleur ebargé de famille, intègre les allocations familiales dans le nouveau système de Sécurité sociale, en laissant leur autonomie aux caisses, à la demande des associations familiales et des démocrates-chrétiens. L'après-guerre est «l'âge d'or de la politique familiale : la base mensuelle des allocations est fixée à 225 fois l'beure de travail du métallo parisien. Tontes les catégories socio-professionnelles eo profiteront progressive-ment, mais dans les années 60 le taux de la cotisation tombe de 16,75 % à 9 % et les dépenses reviennent de 22 % à 10 % du PNB par babitant avec le baby-boom et la progression du niveau de vie.

Dans les années 70, la politique, deveoue sélective, cherche à répoodre à des besoins précis (logement), à aider des poblics particuliers (orpbelins, handicapés, parents isolés). Ces prestations s'adressent de préférence aux familles à revenus modestes ou moyeos : en 1981, 46 % sont soumis à des cooditions de ressources, cootre 13,6 % en 1970.

Cette évolution est liée à la crise, qui fragilise certaioes familles, mais aussi aux changemeots sociaux - multiplication des divorces, déclin du mariage - et démographiques : la baisse de la oatalité (de 18,1 pour mille en 1964 à 13,8 en 1978) améoe à augmenter l'aide aux familles « combreuses » (trois enfants et plus) par majoratioo des allocations et création du complément familial. Aujoord'hui, familles nombreuses et familles jeunes forment les « eibles » privilégiées. Mais le système o'a pas encore tiré les conséquences du développement dn salariat femioin : les prestations juxtaposent allocatioos pour la garde des enfants et incitations ao retour au foyer; aucune coordinatinn n'existe avec la politique de l'emploi.

Quels en sont les éléments?

■ De nombreuses allocations sont directement versées aux parents, selon des règles différentes et complexes. Certaines sont accordées sans condition

- Les allocations familiales proprement dites : versées des la naissance aux familles ayant au moins deux enfants à charge, jusqu'aux vingt ans de l'enfant (644 francs par mois pour deux enfants, 1 470 pour trois, plus 826 pour chacun des suivants), auxquelles peuvent s'ajonter, entre

dix et quinze ans, des majorations. L'aide pour l'emploi d'une assistante maternelle et l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) correspondent à la prise. en charge de cotisations sociales. La seconde (6 000 francs au maximum par trimestre) est versée sculement si les deux

parents (ou le parent seul) travaillent.

- L'allocation parentale d'éducation peut être versée à l'un des parents à partir du troisième enfant - de sa naissance à son troisième anniversaire - s'il a travaillé deux ans dans les dix dernières années et ne tra-

Il convient d'y ajouter notamment les aides au reconvrement des pensions alimentaires et les prêts à l'amélioration de l'habi-

En revanche, ne sont attribuées qu'aux familles ne dépassant pas un certain seuil de revenu (ce qui exclut en général 15 % des

- l'allocotinn pour jeune enfont (925 francs par mois), accordée pour tous à partir du cinquième mois de grossesse jusqu'aux trois mois de l'enfant, peut être versée jusqu'à ses trois ans, selon les revenus de la famille;

 l'allocation de rentrée scolaire, versée pour les enfants de six à douze ans;

— le complément familial : pour les familles ayant au moins trois enfants de

oius de trois ans. De même, le versement de l'allocation e parent isolé, de l'allocation de soutien familial, des allocations de logement dépend es revenus des parents.

Au sotal, les familles de trois enfants et, ; la prise en change de l'AAH. moitié du volume des prestations) et les familles avec enfants jeunes (moins de trois

ans) 40 %. Parallèlement à cette multitude d'alloations totalisant 156 milliards de france en 1991, les familles - lorsque leur revenu est imposable - bénéficient d'allégements fiscaux. Il s'agit du célèbre quotient famillal (ebaque enfant compte pour uoc demi-part (1) et une part entière à partir du troisième), qui, la même année, a représenté l'équivalent de 62,7 milliards de francs. D'autres réductions d'impôt existent : pour l'emploi d'une personne an domicile de la famille (réduction d'impôt égale à 50 % de la dépense dans la limite d'un plafond de dépense de 25000 francs par an), pour les frais de garde d'un enfant de moins de six ans (25 % des sommes avec un plafond de 25 000 francs de dépense), ainsi que des allégements sur intérêts immobiliers calculés

scion la taille de la famille... (1) Une part pour les parents isolés.

Comment est-elle financée?

Les salariés oe versent pas de cotisation au titre des prestations familiales. Ce sont leurs entreprises qui paient une contributina. Jusqu'en 1990, celle-ci, de 9 %, n'était calculée que sur la part de salaire au-dessous du plafond de la Sécurité sociale. Pour ne plus pénaliser les bas salaires, elle l'est désormais sur la totalité de la rémunération (à un taux réduit). En 1992, elle appportait 124 milliards de francs à la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui, regronpant en une caisse unique presque tous les assurés sociaux, quelle que soit leur activité professinnnelle, recoit aussi les cotisations versées par les agriculteurs et les travail-

La CNAF, qui verse des prestations noo destinées aux familles (aides an loge-

"Ouoi de plus démoralisant que de voir les parents s'enfoncer dans la misère à mesure que le nombre de leurs enfants s'élève... La restriction des naissances est favorisée par la différence de situation entre les familles selon le nombre de leurs enfants. 55

Alfred Sauvy (Das Français pour la France, avec Robert Debré, 1945)

ment, allocation d'adulte bandicapé (AAH), revenu mioimum d'insertioo), bénéficie aussi du produit de la contributioo sociale généralisée (40 milliards en 1992), et de 19 milliards de subventions de l'Etat, correspondant essentiellement à

l'après-guerre, est aujourd'hui contesté. Lors de l'introduction de la CSG, la cotisation déplafonnée des entreprises a été ramenée de 7.% à 5,4 % et compensée par une augmentation équivalente de leur cotisation-retraite.

Alors que la CNAF dégage chaque anoce des excédents (17,2 milliards de francs, en cumulé, depuis 1989), le gou-vernement d'Edouard Balladur souhaite aller plus toin dans la fiscalisation des prestations familiales - represant un projet annoncé par Pierre Mauroy, alors premier ministre, le 5 oovembre 1982. Il s'agirait de réduire progressivement (sur dix ans, par exemple) la cotisation « patronale » afin d'augmenter le salaire direct - les salariés pouvant parallèlement être encouragés à ennstituer des fouds de pension par capitalisation. Mais il faudra trouver les ressources budgétaires correspondantes pour assurer le maintien des prestations familiales à leur myeau actuel.

Quels sont ses effets?

La France est le pays européen qui dépense le plus pour sa politique fami-liale (quelque 3,5 % du produit intérieur brut, en incluant le quotient familial, mais sans compter la participatinn des collectivités locales aux crèches). Avec un dooble objectif : social - alléger le coût de l'enfant pour les familles - et démographique - maintenir le nombre de nais-

Indéniable, l'effet social n'est cepen-dant pas aisé à mesurer, car le montant de l'aide varie selon le combre d'enfants et selon le revenu (même plafonné, le quotient familial avantage les revenus élevés). Selnn les calculs de Philippe Steck, sous-directeur à la Caisse nationale d'allocations familiales, le coût de l'enfant pour la famille est réduit de 45 % à 80 % pour une famille de deux enfants, selon que le revenu va de 1 à 5 fois le SMIC, de 35 % à 75 % pour une famille de trois enfants. On a aussi calculé que sur 800 000 familles se trouvant an-dessous du senil de paovreté (c'est-à-dire ayant un revenn inférieur à 50 francs par jour et par unité de consommation), 600 000 pouvaient franchir ce seuil grâce aux prestations familiales.

L'effet démographique, moios direct, est encore plus difficile à apprécier. Selon les comparaisons effectuées en 1985, avec plusieurs pays de la Com-munauté européeone par l'économiste Olivia Ekert-Jaffé, les prestations familiales françaises ont fait « gagner » l'équivalent de 0,2 enfant par femme (1) - Findice de fécondité en France se situant aux environs de 1,8. La politique fami-liale a donc exercé un effet « à la marge » sur la fécondité, marqué surtout pour les troisièmes naissances : 13 % des femmes. estime-t-on, avant eu un troisième enfant oe l'anraient pas eu en l'absence de politique familiale.

Seloo Olivia Ekert-Jaffé, a l'avenir, la stagnatioo des prestations familiales (se traduisant par une baisse du poovoir d'achat de 18 %) pourrait eotraîner ooe baisse de l'indice de fécondité de Oil % d'ici à 2009. La chute serait beaucoup plus forte si l'oo ramenait les aides à la famille au niveau de la moyenne européenne, la baisse de poovnir d'achat atteignant alors 59 %.

Pourtant, en Grande-Bretagne, pays réticent covers toute politique démographique, la fécondité est restée à peu près ao même niveau qu'en France. En Suède, elle a remonté fortement depuis le milieu des années 80. Cette remootée peut être due à l'extension des modes de garde et du congé parental. De même la stabilité britannique serait compeosée par uoe instabilité de l'emploi féminin. Il semble aussi qu'avec le temps la politique familiale, même lorsqu'elle est ciblée, s'«use» - ce fut le cas ootamment en RDA - et que de nouvelles actions (ou allocations) seraieot nécessaires pour maintenir l'incitation.

(1) Une prise en charge totale du coût de l'enfant aurait permis de gagner l'équivalent de 0,4 enfant par femme.

LEXIQUE

CRITÈRES DE RESSOURCES. Depuis les années 70, certaines prestations familiales sont accordées seulement aux familles ayant des revenus audessous d'un certain seuil, afin de ne pas donner d'avantages supplémentaires à des couples qui peuvent supporter sans peine la charge d'enfants. Ce principe est contesté par listes traditionnels, notam ment par l'Uninn nationale des associations familiales, qui font valoir que les prestations sont destinées à rétablir l'égalité entre les familles avec enfants et sans enfants et nnn à mener une politique sociale. La création de divers minima sociaux confits à la CNAF a accru feurs craintes.

MINIMA SOCIAUX. Prestations qui assu-

rent un minimum de ressources à certaines catégories, qu'il s'agisse ou non de familles (allocation de parent isolé (API), d'adulte handicapé, revenu minimum d'insertion). La CNAF en verseit pour 33 milliards de francs en 1991.

MODULATION. Consiste à moduler le montant des prestations selon les ressources de la famille : le cas type est celui des prestations logement, dant le calcul, prenant en compte plusieurs critères, est particulière-ment complexe. L'objectif est de rétablir l'équifibre entre des familles ayant des niveaux de vie différents. Mais il soulève chez les partenaires sociaux et les associations familiale les mêmes débats que les critères de

ressources (voir plus haut).
NEUTRALITÉ. Autre débat en cours depais .

les années 70 : il s'agit de la neutralité entre les familles à un seni et à deux revenus. Les syndicalistes, notamment, estiment que les seuils de ressources trop bas défavorisent les familles où la mère travaille. Pour l'éviter, des seuils différents pour les deux types de familles ont été prévus, par exemple pour le complément familial. Mais ils n'éliminent pas totalement les différences (notamment parce qu'ils ne prennent pas en compte ce que l'Etat reprend par l'impôt sur le

ONOPARENTALITE. Concerne les prestations (allocations de parent isolé, de soutien familial) versées lorsque un seul des parents est présent au foyer. Celles-ci soulevent une polémique permanente avec la baisse du mariage et la montée des naissances hors mariage: pour certains (Fex-86-ministe Evelyne Sullerot est la plus éloquente), ces prestations dissuadent les mères célibataires de se marier. Un constat devosit les rassurer: depuis 1978, le volume de ces pratiquement pas augmenté, alors que l'allocation de soutien familial, destinée aux orphelins est versée aussi en cas de refus de paiement

des pensions alimentaires.

PRESTATIONS INDIRECTES. Ce sont les cotisations vieillesse pour les mères au foyer ayant élevé au moins trois enfants, ou les cotisations maladie, prises en charge par la CNAF. Elles représentaient 17 milliards de francs

DES GARDES INSUFFISANTES

Alors que la France s'enorgueillit d'avoir élaboré l'une des politiques familiales les plus généreuses qui soient et doot les objectifs sont ouvertement natalistes, trouver une crèche ou même une nourrice ressemble trop souvent à un parcours du combattant. Actuellement, sur 750 000 enfants de moins de trois ans (sur un effectif total de 1,2 millinn) ne pouvant être gardés par leurs parents, moins de la moitié sont accueillis en créebe ou chez une assistante maternelle agréée. Les antres? Au mieux, les grands-parents s'en chargent. A défaut, ils sont confiés à des nourrices travaillant «an noir», dans des conditions d'accueil qui ne sont pas tonjours les meilleures.

Depuis une dizaine d'années, malgré les efforts consentis, la progression des places en crèche s'est pintôt ralentie. En dépit de la signature de plus d'un millier de e contrats enfance » et de «contrats crèche» entre les collectivités locales et les caisses d'allocations fami-liales (qui y consacrent 2 milliards de francs par an), l'écart entre les besoios d'accueil des « moins de trois ans » et les équipements disponibles reste considéra-

Dès lors, on peut se demander si les foods consacrés à financer certaines allocations versées directement aux familles ne seraient pas mieux ntilisés s'ils permettaient d'améliorer l'environnement de ces mêmes familles. En clair, un virement en fin de mois des allocations familiales - surtont à des catégories sociales aisées - incite-t-il vraiment une famille à s'agrandir lorsqu'il o'existe pas de crèche à proximité? L'on a cherché à compenser en facilitant la garde à domicile (par l'AGED) et surtout, plus récemment, le paiement des assistantes maternelles (plus de 1 milliard de francs aujourd'hui). Cela suffit-il?

BIBLIOGRAPHIE

Les politiques samiliales, de Michel Messu, Ed. onvrières, enll. «Le social en acte», 1992.

■ La politique fomiliale en France depuis 1945, sous la direction de Pierre Laroque, La Documentation française,

« Les prestations familiales de 1946 à 1985 », de Philippe Steck dans Revue française des affaires sociales, juillet-septembre 1985.

■ Drou social, nº spécial, «Les prestations familiales», mai 1985.

■ «La politique familiale» d'Olivia Ekert-Jaffé dans la France dans deux énérations (sous la direction de Georges Tapinos), Plnn, 1992,

■ «Politique familiale et fécnndité », d'Anne Pauti, et « La fécondité en France et au Royaume-Uni », de Linda Hantais, Population, INED, or 4, 1992. Politique familiale et dimension

de la famille, rapport du CERC, 1992.

« Deux points de vue sur le quotient familial », Economie et statist

nº 256, juillet-août 1992.

Industrie

Une nouvelle génération d'investissements

La baisse des taux, si elle se confirme, va régénérer la volonté d'investir, mais dans d'autres domaines que dans la productivité, le rattrapage nécessaire en France depuis dix ans-bien que coûteux en emplois — arrivant à sa fin. Les investissements « new look » seront concentrés sur l'écologie an sens large et surtout sur l'innovation, le lancement de nouveaux produits. Seul problème : ils seront coûteux. C'est le prix du remodelage de l'industrie mondiale, il faut s'y préparer.

par ALBERT MERLIN (*).

A NNÉE après année, les étudiants ont pu lire et entendre que, pour la France, l'investiss étalt l'impératif numéro un. Le message s été entendu, le sursaut est venu. Mais voille que le pen-duie repert dens l'autre sens : à force d'investir, nous explique-t-on, les entreprises françaises pessent leur temps à comprimer leurs effectifs ; les industriels sont-ils donc devenus des obsédés de la performance, des maniaques de l'investissament? Ce à quoi les hommes de terrain répondent qu'ils n'ont pas le choix et que la modernisation demeure la clé de la compétitivité.

12.25

T THE

5 5 ALE

2.2

W 24. 4

مبتدان ا

. NO. 15

.

1000

and the second

MARIES NAUFELSANTES

10 700 200

-0 SF

. 4:

2. .

Comment leur donner tort? Si l'idée de ralentir la marche vers le « tout automatique » dans le tertiaire non exposé eux vents du large recueille un large assentiment, peut-on soutenir que l'industriel, lui, est libre de choisir délibérément de ralentir ses progrès de productivité face à ses concurrents mondiaux? En matière de compétition technologique, le quart d'heure de peuse est exclu. C'est la règle du

Faut-il donc clore la débat sur l'investissement sans eutre forme de procès? Surtout pae, eu moment où la baisse des taux ravive les espoirs de reprise. Maie il faut d'abord comprendre avant de prévoir. Offrons-noue une mise en perspective : après la demière guerra, il fallait construire, reconstruire, agrandir ; à cette époque, investissement runait avec capacités de production

L'innovation avant tout

Vint ensuite, durent les ennées 80, une deuxième phase, dominée per l'impératif de moder-nisation; ont joué tout à la fois le déberquement massif de l'électronique et la prise de conscience du retard qu'avait secumulé la France entre 1974 et 1984. Les derniers travaux menés eu Plan eculignent que la surseut de 1985 à 1990 a enfin permis de rejoindré, e la fin de la décenne, le taux d'investissement de nos voisins alemands, après avoir mis-les bouchées doubles. Résultat : des progrès de productivité spectaculaires, allent jusqu'à 7 ou 8 % l'an dans certains secteurs. Du même coup, cette mise en perspective nous donne la clé du prétendu « mystère » : pourquoi l'expansion, durant cette période, a-t-elle créé moins d'emplois en France que chez nos partenaires? Parce que nous avions à opérer un rattrapage en matière de modernisation et de

Un rattrapage, per définition, n'est pas exploitabie. Mais on l'extrapole tout de même et l'on reste sur l'idée d'une poursuite probable de cet effort de modernisation, tout comme dans les ennées qui viennent de s'écouler. Caci doit être corrigé : nonque les usines ne recèlent, ici ou là, des e gisements > de productivité à découvrir. Mais le rythme dee « découvertee » devient forcément moins intense. Parce que la substitution de la machine à l'homme n'est pas extrapolable très longtemps à ce rythme, et qu'elle rencontre tôt ou tard des limites physiques : sauf à imaginer des ateliers complètement vides ...

suivre, mais pas à la même cadence. Ce qu'il faut observer maintenent, c'est tout autre chose : ce sont les Indicateurs précurseurs de la phase 3. Il faut, pour cela, explorer les ercanes des budgets. Qu'y voyons-nous? Pour l'essentiel, la montée en puiesance de daux catégories d'investissements, correspondant'à deux soucis : la préoccupation écologique au sens large (sécurité, propreté, environnement), et le souci crucial, grandissant, stratégique, du renouvellement des produits. A l'écologie reviennent d'ores et déjà, selon l'INSEE, 18 % des budgets d'investissement dans l'industrie ; le lancement de produits nouveaux, lui, absorbe 15 % desdits

Ces chiffres, bien que publics, ne sont guère connus. Lorsqu'on met en exerque les besoins écologiquee, il faut savoir que, dès eujourd'hui, ils consomment plus de capital que la mise en œuvre de l'innovation! Difficile de dire si cela est normal ou non. Du moins convient-il d'être conscient, et de savoir ou'il nous faudra désormais financer ces deux types d'investissement simultanément : l'un traduisant une revendication sociale très forte. l'autre la nécessité, pour les pays développés, de paseer à une phase de développement plus créative. Ce qui conduit à une notion d'investissement singulière-

Il nous faut, en effet, tirer les conséquences de la mondialisation. L'esprit de conquête manifesté

Bref, la modernisation de l'industrie ve se pour- par une brochette de pays du Sud, bénéficiant de coûts de main-d'œuvre extraordinairement bas et de taux de change de combat, entraîne un formidable remodelage de la certe de l'industrie mondiale. On rapporte qu'un haut fonctionnaire international soulignait récemment que le G7 (le club huppé des sept pays les plus riches du monde)-était globalement débiteur; ca qui pourrait conduire à soutenir que le vral G7 ne se situe plus dans l'hémisphère nord, mais bien plutôt en Asie du Sud-Est, où l'on peut repérer un triple «sept» : sept paye ayant soutenu un taux de croissance de 7 % l'an pandent sept

> Fece à cele, que peuvent faire les pays du Nord? Les répliques d'ordre quamitatif ne sont visi-blement pes edeptées; construire de nouvelles usines, les faire plus grandes pour réaliser des économies d'échelle (à condition de vendre...) ne peut affer très loin. Moderniser? Oui, mais là eussi, on l'e vu, on rencontre tôt ou tard des limites. La vraie réponse, c'est clair, passe par l'innovation. Il s'agit, pour reprendre le vocabuleire du clintonien Robert Reich dans son enalyse de l'économie mondialisée, de faire moins de productions « routinières » et plus de productione sophistiquées (de blens et de services), pour retrouver un avantage compétitif fondé sur la metière grise et la formetion de « manipula-

> D'où l'intensification de l'innovation en Europe. D'où (on ne le souligne pas assez) l'effort actuel dee

grandes entreprises pour maintenir leurs budgets de recherche-développement, en dépit de la présente récession. Ce comportement est nouveau, et heu-reux. Qui dit recherche-développement aujourd'hui dit investissements demein, c'est l'évidence. La comptabilité les sépere, meis les économistes devraient les réunir. La vraie frontière, au plan stratégique, passe entre les dépanses axées sur le préeent et les dépenses consacrées ou futur ; recherche et investissement.

Curieusement, lorsqu'on parle d'eides ou d'inci-tations fisceles, on reste étonnamment clessique : on pense aux usines plus qu'eux laboratoires, il faut penser aux deux. Même les innovations « douces » elles qui restent proches des produits classiques) eont très coûteuses. Ainsi, les vitrages à basse émissivité, aujourd'hui largement utilisés dans un souci d'économie et de confort, ont nécessité dix ans de recherche-développement. Ce n'est rien, naturellement, en comparaison des Innovations « dures », plus radicales. On cogite maintenant sur lee metérieux cintelligents », qui demein seront dotés de « muscles » et de « nerfs » leur permettant de s'edepter à leur environnament (1) : gare à la facture! Tout bien pesé, le couple «investissement productif/recherche», si l'on veut rester dens la course, Implique une enveloppe annuelle de 15 % du PNB, soit quelque 1 000 milliards par an pendant les dix prochaines ennées.

L'avantage d'être français

Le processus «formation + Innovation + investissement » ne paut être que long, trèe long. En attendant, on ne va pas rayer de la carte les industries traditionnelles, qui, elles eussi, doivent irmover. Il va donc falloir être partout à la fois.
Face à ce défi, les Frençais sont-ils mieux ou moins blen placés que d'eutres? En principe mieux,

pour une raison évidente mais rarement évoquée : la dimension modeste de l'économie française. Dans les échanges mondiaux, la part de le France atteint à peine 7 %, dans le produit mondiel, 4 %.

Signe de feiblesse, disent les peureux et les enxieux. Les conquérents disent exactement le contraire, et ils ont raison : lorsqu'on a une part de marché encore modeste et que l'on ne souffre pas d'infériorité technologique, tous les espoirs sont permis. Songeons que si l'économie française passait de 4 % du total mondial à 5 % en dix ans, cela signifiereit, pour nous, une croissance supplémen-taire de 1,8 % l'an l

Il faut donc étendre la rayon d'action des Francais : cela veut dire plus d'exportations, plus d'implantatione extérieures (principelement commerciales) jouant le rôle de locomotive pour nos produits et nos services. Admettons que cela réuseisse. La résolution de nos problèmes financiere s'en trouverait facilitée (qui dit croissance accrue dit ressources supplémentaires), et les poesibilités d'embauche élargies. Non seulement perce qu'on pourrait e exporters un plus grand nombre de Français (pour bâtir des réseeux commercieux), meis eussi parce que cee percées extérieures emraîneraient des besoins accrus en France même : en postes opérationnels et en postes de formateurs.

Voilà ce qui s'imposera demain. Autant s'y mettre dès aujourd'hui. Cessons d'ergoter sur le nombre optimal de machines dana l'Hexagone. Organisons l'innovation et ouvrons les fenêtres. Voyons les choses en grand. La Terre est ronde.

(1) Cf. Récit du prochain siècle, sous la direction de Th. Gaudin, Editions Payot.

(*) Directeur des études économiques de Saint-

Les revenus immobiliers sont surtaxés

Pour relancer la location il fandrait d'abord modifier les règles fiscales qui pénalisent particulièrement les propriétaires bailleurs prirés. Ceux-ci, contrairement aux entreprises, ne peuveut pas amortir leurs biens dans des ais raisonnables et ils ne penvent pas non plus déduire de leurs revenus les éventuels déficits fonciers résultant d'un excès de charges.

per PIERRE FERNOUX (*)

DE toutes parts, l'on parle de marasme de l'ebsence d'investissel'immobilier. On s'étonne de l'ebsence d'investissements dans l'immobilier locatif comme on s'offusque de la réticence des propriétaires à donner leurs immeubles en location. Les difficultés économiques du moment n'incitent certes pss à l'optimisme. Mais, à la vérité, l'attitude des propriétaires ne trouverzit-elle pas pour partie eon origine dene une

lente dérive des principes de l'impôt? Ainsi, petit à petit, mai aimé des pouvoirs publics, le propriétaire bailleur a-t-ll été exclu du bénéfice de principes pourtant bien établis si l'on

se réfère au système fiscal originel. Il a d'abord été privé de la possibilité de constater et d'imputer eur les loyers perçus la dépréciation normale de son immeuble sous forme d'un amortiseement calculé dans des conditione convenables. Il a été ensuite confronté à l'impossibilité de soustraire de son revenu imposable le déficit foncier résultant d'un éventuel excédent des charges payées sur les loyers encaissés.

L'histoire de l'amortissement du clogement nu » (non meublé) est « pagnolesque ». Ainsi, un immeuble acquis 1 000 000 F assure un revenu de 80 000 F toour un rendement de 6 %). La déduction forfaitaire de 8 % du revenu, incluse dans les seraient diminués fort justement d'un amortissecharges déductibles des loyers, représente dans ce ment normal. Ainsi serait assuré le respect du prin-

l'amortissement ennuel mais aussi les frais de gestion et d'assurance. A raison donc d'un emortissement d'environ 3 500 F par en, surtout, que le propriétaire prenne son temps ! Il dispose d'environ... 280 ens pour constater la dépréciation de son immeuble, et reconstituer eon investissement

Un retour aux principes simples et logiques que le système fiscal conneissait à l'origine mettrait fin à cette situation pour le moins paredoxale, initialement fixáe à 30 %, la déduction forfaitaire - prenant donc en compte l'amortissement de l'immeubie - e été ramenée, à coups de meeures conjoncturelles, à 8 %. Mais, à chaque modification, e'est-on bien interrogé sur les raisons du choix du pourcentage de 30 % tel qu'il figurait dans l'article 40 de la loi du 28 février 1933? Marifestement, il n'en a rien été.

Retour au principe

Or, ei l'on edmet un rendement brut d'un immeuble égel à 7 % à l'époque, un logement acquis à l'équivalent acquel de 1 000 000 F procurait un loyer annuel actualisé de 70 000 F. Calculé eu taux de 30 %, l'amortissement de l'immauble kil-même e'établissait donc à 20 000 F environ par an. La dépréciation de l'immeuble pouvait donc être prise en compte au bout de 50 ans. Cinquante ens, telle est bien la durée nécessaire à l'emortissement d'un même immeuble à usage d'habitation détenu non par un particulier meis par une entrepnse. Celui-ci est en effet calculé, dans ce cae, sur le base de 2 % de la valeur d'ecquisition du bien.

Le retour à une déduction de 30 % est donc impératif. Les loyers percus par le propriétaire cas 4 800 F. Elle est censée couvrir non seulement cipe d'égelité des citoyens devant l'impôt. Les

elles, retenues pour leur montant réel et admises en déduction, comme le suggère d'eilleurs le Conseil

des impôts (1).
Pourquoi même ne reviendrait-on pas à la possibilité de déduire un emortissement calculé selon un mode réel, comme le prévoyait le ministre des finences dans une réponse à un parlementaire du 7 avril 1934 (2) 7 Cele permettreit de rendre compte de la variété des situations et assurerait, la aussi, l'égalité devant l'impôt. Quel que soit le rendemant, l'amortiesement sereit, en effet, égel eu prix d'ecquisition de l'immeuble multiplié per un taux epplicable à tous.

Le Conseil des impôts e certes proposé une solution de cette nature. Mais transformer les revenus de le location nue professionnelle en « bénéfices non commercieux », comme il le propose. n'irait à l'évidence pas dans le sens d'une simplification des régimes fiscaux. Cela impliquerait la définition de nouvelles modelités de détermination du bénéfice taxable, l'utilisation d'une nouvelle déclaration et, fatalement... des soucie euoplémentaires pour le particulier. Pourquoi ne pas rester dans le cadre dee revenus fonciers, catégorie désormais familière au propriétaire?

Ces chargee d'amortissement redéfinies. il serait nécessaire, dans un second temps, de revenir eur l'exclusion actuelle du report des déficits fonciers. Dans le système actuel, plue le propriétaire engage de frais d'ecquisition et d'entretien, plus sa situation finencière s'aggrave. Il paye en effet les dépenses, mais on lui refuse le droit d'imouter sur son revenu imposable l'éventuel excédent de ces décenses sur les lovers

Autrement dit, quand le résultat de la ou des locatione est positif, il paie l'impôt, lorsqu'il est négatif, son imposition n'est pas dimmuée immédistement. Le déficit paut être seulement reporté Clermont-Ferrand.

sur les revenue fonciers des cinq ennées suivantes. Pourquoi ne pas revenir au bon vieux principe fondemental qui veut que tout déficit dans une catégone de revenue eit vocation à diminuer le revenu soumis eu barème de l'impôt? Ce retour au principe ne devreit toutefoie pae ignorer l'un des eutres principes fondamentaux de l'impôt sur le revenu : le droit à l'imputation du seul déficit provenant d'une activité exercée professionnellement.

La solution pourrait être de transposer à l'imposition des locations nues la distinction connue en matière de locations meublées. Lorsqu'il peut être considéré comme professionnel, le loueur en meublé est en droit d'imputer, sur son revenu imposable, le déficit éventuellement né de la gestion de son ou de ses investissements. Il pourrait en être de même pour le bailleur de locaux nus. Le régime du propriétaire bailleur non professionnel serait, lui, eligné sur celui du loueur en meublé non profeeeionnel. Le report de son déficit éventuel serait. limité eux revenus fonciere des cinq ennéee sui-

Si la réhabilitation de tous ces principes favorisait enfin le retour à des conceptions plus saines de l'investissement immobilier, tout serait alors pour le mieux. Les pouvoirs publics auraient, eux, le satisfaction de ne plus apparatue comme indirectement à l'origine de la course à la défiscalisation devenue, depuis quelque temps déjà, un véritable sport natio-

(1) Douzième rapport au président de la République; «La fiscalité de l'immobilier urbain».

(2) JO Chambre des députés, 8 avril 1934, p.1 063.

(*) Maître de conférences à l'université d'Auvergne Clermont-I, membre du Centre d'études et de recherche en gestion de patrimoine de وحدامن ريامل

prévue au cours des prochains mois.

Au Japon, la situation s'améliore lentement. Le plan de relance budgétaire de l'été dernier en même temps que la détente supplémentaire des taux d'intérêt oot attéoué la dégradation de l'activité et interrompu la dépréciation des actifs financiers, favorisant ainsi une restauratioo progressive de la demande des entreprises et des particuliers.

FRANCE

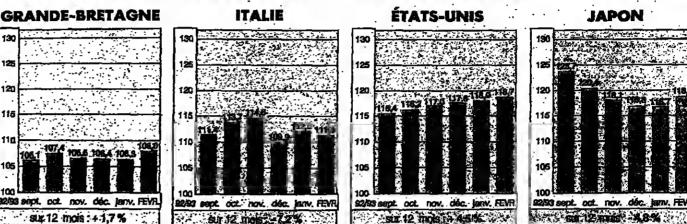
St 12 mois :- 24 %

INDICATEUR • La production industrielle Éclaircies

Dans un tel contexte, l'importante rallonge budgétaire annoncée en avril-devrait contribuer à la reprise économique. En Europe, c'est de Grande-Bretagne que nous parviennent les

bonnes nouvelles. Après avoir traverse une récession de plus de deux ans et demi, l'activité s'est ressaisie ces derniers mois. En même temps que le chômage diminue, la reprise de la consommation s'accélère, autorisant une remontée prometteuse de la production iodustrielle.

Ailleurs en Enrope, les points les plus bas de l'activité pourraient avoir été franchis ces derniers mnis. Les indicateurs de confiance, sans remooter eccore, se stabilisent, octamment depuis les baisses récentes des trux d'intérêt et l'atténuation des tensions au sein du système moné-taire européen. En matière d'emploi, cependant, les perspectives restent défavorables, et de nouvelles diminutions d'effectifs pourraient contra-rier plusieurs mois encore une reprise de la demande. En France, en Allemagne occidentale et en Italie, le panorama ne s'éclaireira vraisem-blablement pas avant la fin de l'été.



tudices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Afrique subsaharienne Marchés sans merci

AFRIQUE subsaharienne oe représente plus que 2 % du commerce mondial, selon la Banque mondiale, et les perspectives ne prêtent guére à l'opti-misme : à la fin du siècle, l'Afrique compterait 300 millioos de pauvres (contre 200 en 1990) et le PIB par tête serait, sur la base du dollar de 1987, à peine supérieur à son niveau actuel, de 350

ALLEMAGNE

Ces chiffres ont-ils quelque sens? On peut en douter, tant il est difficile d'appliquer aux économies africaines les cadres rigides de la comptabilité occldentale. Paradoxalement, ce sont les économics les plus «pauvres» du cootinent, les pays de l'Afrique de l'Ouest sahélienoe par exemple, qui pré-sentent les bilans « humaios » les plus satisfaisants, bien plus que certaioes écocomies intermédiaires aux prises avec uo développement - en particulier urbain - mal maîtrisé. Ne cédons donc pas à l'afro-pessi-misme des chiffres l

Nombre de pays africains tirent l'essentiel de leurs recettes d'exportation de la vente de quelques prindoits : ainsi eo 1992 le pétrole comptait pour 98 % des recettes du Nigéria, 83 % du Congo, 82 % du Gabon, 38 % du Cameroun; le café était essectiel pour le Buruodi (70 %), le Ruanda (60 %), l'Ouganda et l'Etbiopie, la Côte-d'Ivoire (7 %) et le Cameroun (5 %); le cacao représentait une place importante pour le Ghana (35 %), la Côte-d'Ivoire (25 %) ... On peut aussi ajouter l'uranium pour le Niger (58 %), le minerai de fer pour la Mauritanie (40 %), le coton pour le Burkina (41 %), le Mali (46 %) et le Tchad (56 %). le cnivre et le cobalt pour le Zaïre et la Zambie.

Pour certains de ces produits, la conjoncture est loin d'être défavorable : les cours du cuivre ct du enbalt snnt bien soutenus à des niveaux de bonne rentabilité pour les producteurs : mais le Zaïre n'est guère en état d'en profiter et sa production ne cesse de diminuer. Plutôt snutenu, le marché du pétrole est bieo orienté pour les quelques éennomies africaines qui en vivent. En léger retrait au début de 1993, le marehé du thé demeure satisfaisant pour les producteurs d'Afrique de l'Est. Par contre, comme taus les producteurs de ser, la Mauritanie a dû accepter une baisse des prix de 10 % sur ses cantrats 1993. Les cours du coton de la znne CFA sont au plus bas tout comme paur d'autres raisons ceux du café et du cacao.

Parce que ces deux derniers produits ant fait naître beaucoup d'espoir, la déception est immeose. Il y a quelques mnis encore un pouvait espérer que la communauté internationale parviendrait à des accords sur ces deux produits, peut-être les plus symboliques du tiers-monde et en tout cas importants économi-

quemeot pour de nombreux pays africains. On révait du retour au système des quotas - universels cette fois - pour le café, et à un mécanisme de retrait géré par les producteurs de cacao. Le cas du cacao paraissait difficile à met-tre en œuvre tant du point de vue politique (absence des Etats-Unis) que pratique (difficultés de stockage). Mais le principal producteur moodial avait mootré le chemin de la raison : la Côte-d'Ivoire avait eo effet décidé de ne plus veodre de cacan de mauvaise qualité et surtout de nc pas commerciali-ser la « petite récolte » (de l'été 1993), ce qui représenterait plus de 100 000 toones. Maigré les cfforts de la France et de quelques autres pays coosommateurs, il fut impossible de circoovenir l'opposition des « durs » de l'Europe (Royaume-Uoi, Pays-Bas, Allemagne) et de rapprocher suffisamment les positions des producteurs et des consommateurs co matière de fourcbette de prix et de financement de l'accord. Il n'est mainteoant même pas sûr que l'oo parvicooe à un accord limité qui permettrait au moins de statuer sur l'avenir du stock régulateur

le marché mondial. Il aurait fallu un miracle pour le cacao. Mais pour le café, au début de 1993, on semblait tellement proche d'on accord qu'aucun miracle o'apparaissait nécessaire. Et pourtant, dans la nuit du 31 mars, le rêve d'oo accord ioternational qui aurait pu entrer en vigueur en octobre 1993 s'est évanoui devant les dissensions entre les producteurs attisées par la manyaise volooté des Etats-Unis de Bill Clinton.

Il n'y aura donc pas d'accord pour le café et le cacao (ni d'ailleurs pour le caoutchouc, mais eclui-ci ne pèse guère en Afrique), et leurs marchés devront se contenter de suivre la logique de l'offre et de la demande, marquée pour l'instant par de larges excédents. Les cours devraient, rester proches de leurs niveaux actuels (les plus bas en valeur réelle depuis 1945) en 1993 et 1994, avant un éventuel rééquilibrage favorable aux producteurs. En attendant, les pays africains ne peuvent gnère escompter de miracles de leurs marchés d'exportation et surtout bien peu de compréhension de la part des pays consommateurs.

Sans discours maralisateur, on peut simplement mettre eo vis-a-vis l'afro-pessimisme des chiffres des neganisations inter-nationales et le scepticisme de mise à propos de l'Afrique dans la plupart des pays occidentaux et le refus de ces mêmes pays de faire le moindre geste pour quel-ques produits qui pesent si peu dans l'échange international.

Philippe Chalmin Conseiller économique de la Société française d'assurance crédit.



PAYS e La Côte-d'ivoire Diversification

S l le café et le cacao conser-vent une valcur symbolique, leur poids dans l'économie de la Côte-d'Ivoire oe cesse de dimiouer. Le secteur primaire ne représentait plus en 1991 que 35 % du produit iotérieur brut (44 % en 1960) et l'agriculture d'exportation 13 %. Casé et cacao o'auraient représenté en 1992 que 32 % des exportations. Le cotnn pese déjà presque aussi lourd que le café dans la balance

La dépendance de la Côted'Ivnire vis-à-vis de ses produits vedettes est donc beaucoup plus faible qu'nn oe le pense. Le pro-blème demeure celui de l'absence de pôle de développement suffisamment dynamique pour assurer le relais du cacao. Aux prix actuels en effet, la filière peut s'équilibrer (avec des prix aux planteurs bien réduits par rapport aux années 80) mais ne peut plus être ni un moteur pour la consommation rurale ni uoe sonrce de fonds pour compenser

les déficits budgétaires. L'évolutinn récente de l'économie ivoirienne illustre bien ces problèmes : baisse de 4,6 % du PIB en 1990, de 2 % en 1991 et probablement aniant eocore en 1992. L'économic se contracte, qu'il s'agisse de la consommation, des investissements nu des

importations. Le gnuvernement ivoirien d'Alassane Ouattara a essayé de trouver un moven terme entre la rigueur des plans d'ajustement proposés par le FMI et la nécessité de préserver équilibres sociaux et stabilité politique. Les problémes reocontrés par son programme de privatisation illustrent bien ces difficultés.

C'est en 1990 que le gouvernement ivnirien a commencé à privatiser un certaio nombre de services et d'entreprises publiques. A son arrivée au pouvoir en novembre 1990, Alassane Ouattara avait parlé de transférer quatre-viogts entreprises publiques au secteur privé. Eo fait, cinq entreprises seulement ont été cédées (édition, villages-vacances, élevage), la plus grosse affaire ayant été la cessinn de la distribution de l'électricité à une filiale de Bouygues (la SAUR) déjà présente dans la distribution de l'eau.

Au début de cette année, il a fallu que le président Houphouët-Boigny remuvelle publiquement son soutien à son premier ministre pour que le programme de privatisation puisse aller de l'avant avec pour 1993 une dizzine de sociétés d'écocomie mixte (hydrocarbnres, agro-alimentaire, industries diverses) qui devraient rapporter une soixantaine de millions de francs fran-

çais au Trésor ivoirien. Sans espoir de relance à court terme pour le café et le cacao, c'est l'une des seules cartes que peut jouer la Côte-d'Ivoire pour desserrer ses contraintes budgétaires et attirer l'investissement étranger.

SECTEUR • L'automobile Sombres pronostics

souvent utilisée comme témoin de l'économie. L'année 1992 o'a pas failli à la règle. Au niveau mondial, les immatricula-tions de véhicules particuliers et utilitaires ont progressé de 1,9 %, mais l'évolution a été très diffé-rente d'une zone à l'autre. Les Etats-Unis ont permis de redres-ser la barre. Le marché automobile s'y est accru de 3,9 %. En revanche les immatriculations ont plongé au Japoo (~ 7,5.%). Eo Europe, après un boo premier semestre, les ventes se sont bruta-lement effoodrées durant la deuxième partic de l'année (1). Sur l'année, la baisse (-0,3 %) a été en partic masquée par la bonne tenue apparente du marché français. Le marché allemand des véhicules particuliers, qui avait tiré les ventes en 1991 en raison du boom provoqué par la réunifi-cation, a chuté de 5.5 % en 1992. En revanció le marché espagnol s'est fortement repris, rattrapant un certaio retard eo la matière, aidé par des allègements fiscaux décidés courant 1991. Et le marégalement grace à une baisse de la

taxation sur l'antomobile. En France, les immatriculatioos ont progressé de 3,7 %. Mais ce score est eo partie dû à deux phénomènes con significatifs de l'évolotion du marché. Il s'agit, d'oae part, du report au début de 1992 de ventes d'automobiles Renault, qui ne s'étaient pas réalisées fin 1991 pour cause de grève. Et, d'aotre part, de veotes massives en fio d'année provoquées par les rabais effectués par les distributeurs et par les incitations fiscales accordées aux véhicules munis de pots cata-

lytiques. . Les comptes des constructeurs automobiles reflèteot en partie cette situation. Aux Etats-Unis, les «trois grands» ont com-mencé leur redressement. Hors provisions exceptionnelles pour les dépenses de santé des retraités, seul Ford serait resté dans le rnuge. General Motors aurait

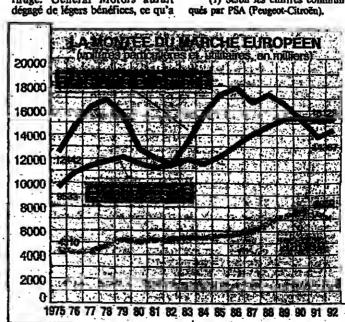
'INDUSTRIE automobile est fait Chrysler qui a repoussé au premier trimestre 1993 ces provi-

> à maintenir un résultat net positif lui assurant une reotabilité de 1,9 %, en revaoche Nissan a'est enfancé dans le rouge. A la conjoncture difficile se sont ajoutées les difficultés provoquées par le cours élevé du yen.

> En Europe, les constructeurs français tirent très bien leur épingle du jeu. Dans un marché difficile, les restructurations engagées depuis une dizaine d'années ont payé. Renault est le constructeur affichant la plus sorte rentabilité au niveau mnodial (3,2 %). PSA se retrouve aussi dans le peloton de tête, au coude à coode avec BMW. Hormis ce dernier, les constructeurs allemands commencent à montrer des signes de faiblesse. Fiat, qui o'a pas encore publié ses résultats, devrait main-tenir un léger bénéfice, en bonne partie dû à la dévaluation de la lire italienne.

Pour 1993, les prévisions concernant le marché européen se experts les plus optimistes qui tablaient sur une chute des ventes de moios de 10 %, revoient leur chiffre à la baisse. Après trois mois, les immatriculations sont en recul de 18 % seloo l'Association des constructeurs automobiles européeos. En France, les immatriculations ont chuté de 22,5 %. Une baisse qui pourrait avoir des conséquences douloureuses pour les constructeurs du Vieux Continent, dans la mesure où, parallélement, les ventes de voitures japonaises (exportées du Japon ou fabriquées dans les nouvelles usines européennes des constructeurs nippnns) vnnt s'accroître en vertu des accords négociés entre le Japon et la CEE. Ce qui a provoqué la colère des constructeurs européens, pour une fois réunis dans l'adversité.

(1) Selon les chiffres communi-



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde.



